Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12507 – 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine

– MARDI 16 AVRIL 1985

Pérou : large victoire du parti social-démocrate

Un rêve cinquantenaire

L'APRA a remporté une victoire écrasante aux élections générales qui se sont déroulées dans un calme remarquable le dimanche 14 avril au Pérou. Pour la première fois de sa longue et difficile histoire, le vieux parti fondé par Haya de la Torre va enfin détenir seul le pouvoir qu'il convoitait depuis plus de cinquante ans. Rénové, dépoussiéré, modernisé, recentré sur une ligne social-démocrate par son nouveau et jeune chef, M. Alan Garcia, l'APRA devient la formation dominante d'un pays qui affronte une crise multiforme et dramatique.

Ce triomphe est acquis au prix de la déroute du parti gouvernemental, l'Action populaire. Son effondrement sans précédent – moins de 5 % des voix – contredit cruellement les prévisions par trop optimistes du président Belaunde Terry, qui n'a pas vu venir les temps nouveaux. Le président sortant a délibérément ignoré les transformations profondes de la société péruvienne après douze années de régime militaire. Il paie aussi et surtout les effets d'une très grave crise économique dont *toutes les causes ne sont évidemment pas internes*. Mais le vote du 14 avril apparaît comme un rejet catégorique et sans appel de son gouvernement.

Le raz de marée apriste, célébré avec enthousiasme par les militants, se vérifie aussi à l'Assemblée, où le parti est assuré de contrôler le prochain Parlement. La victoire finale de M. Alan Garcia à la présidence ne fait aucun doute, bien qu'un deuxième tour doive être organisé en juin. La marge de manœuvre dont devrait disposer son prochain gouvernement sera donc encore plus confortable que celle de M. Belaunde Terry en 1980.

M. Alan Garcia s'est pourtant gardé de tout triomphalisme. Il a renouvelé son appel « à tous les Péruviens pour un gouvernement d'union nationale ». Le flou, volontaire, de son programme devrait lui permettre de « ratisser large ». En direction de la Gauche unie d'abord. Le relatif échec de cette formation et la déception de certains chefs des groupes qui y cohabitent risquent de favoriser l'éclatement de ce front électoral. Le « rassemblement de toutes les bonnes volontés et de toutes les compétences » souhaité par le futur président sera aussi et avant tout une réponse à la mobilisation populaire qu'ont entraînée ces élections. Les Péruviens, en se rendant aux urnes dans leur grande majorité, n'ont cependant pas seulement ainsi manifesté leur civisme ils ont aussi exprimé leur refus d'une violence qui débouche sur l'absurde.

Cette violence a un visage : le Sentier lumineux. Ce sera le premier défi qu'aura à relever M. Alan Garcia. Le calme qui a régné lors du scrutin ne doit pas en effet faire oublier l'existence de ce mouvement insurrectionnel, le plus hermétique du continent. Son apparent repli, après l'annonce d'« élections sanglantes », est en grande partie dû à l'importante présence des forces armées dans toutes les provinces en état d'urgence et à la formation intensive de groupes d'autodéfense civils. Il reste que le Sentier a subi son échec le plus grave depuis cinq ans. Ses premières actions avaient coïncidé avec la victoire de M. Belaunde Terry à l'élection présidentielle de 1980. A cet égard, la future présidence semble placée sous des augures bien plus favorables.

M. Alan Garcia, trente-cinq ans, sera le prochain président du Pérou. Les résultats encore officieux du scrutin du dimanche 14 avril lui donnent, avec 48 % des voix, une avance importante sur M. Barrantes (Gauche unie), qui n'obtient qu'un peu plus de 23 % des suffrages. Le triomphe du candidat à la présidence est confirmé par les résultats des élections législatives, où l'APRA – Alliance populaire révolutionnaire américaine (social-démocrate) – dominera la prochaine assemblée. Le parti de l'actuel président, M. Belaunde Terry (l'Action populaire), ne recueille que 5 % des voix. Une défaite cuisante, bien qu'attendue, pour un homme qui avait connu une large victoire en 1980, aux précédentes élections présidentielles.

Le futur président devra cependant affronter un deuxième tour prévu en juin, puisqu'il n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages. Ce ne sera qu'une simple formalité qui consacrera un des plus jeunes chefs d'Etat au monde. Les résultats complets et définitifs de la consultation ne devraient être connus qu'au milieu de cette semaine.

Le déroulement des élections n'a pas été particulièrement perturbé en dépit de la campagne de boycottage du mouvement de guérilla maoïste Sentier lumineux. Les forces militaires avaient pris position dans tous les départements déclarés zones d'urgence. La participation, sensiblement plus forte que lors des précédents scrutins, a été l'illustration de ce calme relatif.

(Lire, page 3, l'article de notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG.)

AU JOUR LE JOUR

Extrême

Le terrorisme relève, par définition, de l'activité des extrêmes : pas de bombe centriste, nul crime modéré.

Quand un restaurant saute en Espagne, on croit y voir la main d'une extrême gauche « anti-impérialiste ». Quand Minute, *journal d'extrême droite, est visé à Paris, on se dit que c'est l'extrême à lui opposé qui a agi.*

Mais, quand on apprend que des extrémistes prétendument de gauche (propalestiniens) et d'autres supposés de droite (néo-nazis) se donnent la main pour déposer des bombes, il faut bien convenir que les clivages n'ont, en l'occurrence, pas grand sens.

Non, ce qui pourrait les distinguer les uns des autres, ce ne saurait être que l'imperceptible nuance de l'extrême sottise à l'extrême stupidité. Pour ne pas employer le mot plus extrême qui vient à l'esprit.

BRUNO FRAPPAT.

Iran : Paris a fait un pas positif

nous déclare M. Velayati chef de la diplomatie de Téhéran

Des avions et des hélicoptères de combat de l'armée irakienne ont mené des raids intensifs, les samedi 13 et dimanche 14 avril, contre des positions iraniennes sur le front sud de la guerre du Golfe. Bagdad affirme s'attendre à une nouvelle offensive des forces de Téhéran. Recevant notre envoyé spécial, le ministre iranien des affaires étrangères a estimé que le gouvernement français avait fait un pas positif en direction de son pays.

De notre envoyé spécial

Téhéran. – Depuis une semaine, la capitale iranienne vit des nuits paisibles. Le passage à Téhéran puis à Bagdad de M. Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, a, comme par enchantement, mis fin aux bombardements des deux capitales ennemies. La rumeur publique n'a pas tardé à affirmer qu'un accord tacite avait été conclu afin de les épargner désormais.

Nous recevant au club du ministère des affaires étrangères, au nord de Téhéran, le chef de la diplomatie iranienne, M. Velayati, dément catégoriquement l'existence d'un tel accord avec l'Irak. « *Il est vrai*, dit-il, *que la trêve actuelle a coïncidé avec l'arrivée à Téhéran de M. Perez de Cuellar, et vous êtes libres d'établir entre ces deux faits une relation de cause à effet. Il n'empêche que ce que nous souhaitons est une décision générale de principe interdisant le pilonnage de zones civiles et de quartiers résidentiels.*

» *Nous avons toujours affirmé*, poursuit M. Velayati, *que, du moment que l'Irak accepterait d'arrêter le bombardement des objectifs non militaires, nous serions prêts à faire de même. Et comme nous avons constaté que l'Irak a diminué l'intensité de ses attaques contre les zones civiles, nous avons, de notre côté, diminué, voire arrêté le bombardement des objectifs irakiens non militaires.* »

Le ministre iranien des affaires étrangères estime toutefois que la trêve fragile qui s'est instaurée dans la « *guerre des villes* » n'affecte en rien l'attitude de principe de Téhéran, qui exige toujours, pour conclure une paix, le « *départ du président Saddam Hussein* ». Ne pense-t-il pas que cette demande exorbitante peut empêcher tout accord pour des années ? « *Non*, répond-il, *car l'expérience nous a appris que tant que M. Saddam Hussein restera au pouvoir, il n'y aura pas de paix stable dans la région.* »

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

M. Barre veut provoquer en 1986 une élection présidentielle

En refusant la cohabitation l'ancien premier ministre gêne l'opposition



La bataille pour l'« *élection présidentielle de 1986* » cesse d'être souterraine, pour se livrer un peu plus au grand jour, comme superposée à la bataille législative : telle est la leçon de la prestation de M. Raymond Barre, le dimanche 14 avril, au « Club de la presse » d'Europe 1.

1986 et non 1988 : l'ancien premier ministre ne veut pas attendre l'échéance légale de 1988, car il ne veut en aucune façon payer le prix d'une cohabitation électoralement hasardeuse. Si cohabitation il y a, « *il ne votera pas la confiance* ». Bref, il sera dans l'opposition !

Dans l'opposition au « *système* », comme disait de Gaulle, puisque lui, Raymond Barre, candidat à l'Elysée, se porte aussi candidat à la restauration de la Vᵉ République. Ainsi l'ancien premier ministre précise-t-il, peu à peu, les traits du personnage qu'il aspire à incarner – ou à réincarner – et qui ne pourra s'imposer que dans la crise politique, qu'il prépare, tout en affirmant ne pas la souhaiter.

Le discours de M. Barre est, en tout cas, clair et net, et son succès dans l'opinion tient sans doute à cette clarté.

Le point fort du député du Rhône est certainement sa capacité à donner à croire, d'une part, qu'il a des convictions, d'autre part, qu'il sait s'y tenir. Cette cohérence suffit à le distinguer de ses rivaux. Là où M. Jacques Chirac court après l'opinion en général, après M. Le Pen en particulier, au point de paraître ballotté par l'événement, M. Barre fait figure de point fixe. Là où M. Giscard d'Estaing doit d'abord faire oublier son passé – à commencer par les faveurs qu'il a toujours accordées à la proportionnelle, – M. Barre n'a aucun mal à se prévaloir de sa constance.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Liban : les dix ans de la guerre gigogne

13 avril 1975-13 avril 1985. Dix ans de guerre au Liban, 100 000 morts, 280 000 blessés, des destructions estimées à 20 milliards de dollars... Cette guerre a sapé les fondements d'une nation à certains égards jusque-là exemplaire, cassé un peuple, morcelé un territoire en minuscules lambeaux. Mais la guerre du Liban n'est pas une. Elle est multiple. En une décennie, quatre conflits au moins l'ont jalonnée : la guerre christiano-palestinienne en 1975-1976, qui débouche sur la « paix syrienne » ; la phase syro-chrétienne en 1978-1981 à l'ombre, menaçante, de l'intervention israélienne ; la phase israélienne en 1982, suivie d'une brève *Pax americana*, enfin la guerre « libano-libanaise » depuis 1983. Elle se déroule sur fond d'épreuve de force syro-israélienne.

I. – Tous vaincus

De notre correspondant LUCIEN GEORGE

Beyrouth. – Recroquevillé dans le coffre de la Chevrolet, où mes ravisseurs m'ont jeté, une idée lancinante me hante : « Quand on retrouvera mon corps, cela ne sera rien de plus qu'une unité ajoutée au nombre des morts de la veille : quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois ? Le numéro macabre avancera d'un cran. Et comme je suis journaliste, j'aurai droit à un article. Un point c'est tout. » Ni la vie qui défile, ni les proches qu'on laisse, ni les idées fortes sur la vie et la mort, ni la peur panique. Rien que ce constat absurde : un chiffre modifié et une mention dans un journal.

Puis, le coffre s'ouvre et, au lieu de la rafale de mitraillette, c'est la vie qui reprend. « *L'heure n'avait pas sonné* », comme on dit chez nous, en Orient. Il aura fallu un hasard pour que s'achève ainsi mon troisième enlèvement par des « islamo-Palestiniens » en ma qualité d'« espion isolationniste », c'est-à-dire de chrétien du côté musulman de Beyrouth.

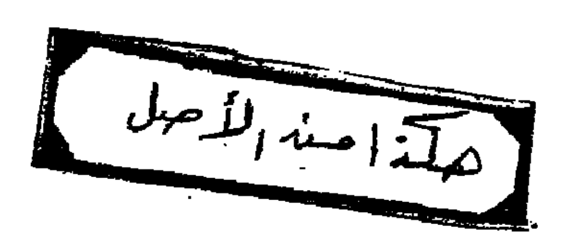
En face je suis plutôt un « *traître vendu à Kadhafi et au communisme international* ». Il aura fallu la rencontre du dirigeant palestinien Abou Ayad, homme insaisissable par nature. Des milliers d'autres enlevés sont morts. Deux mille quatre cents ont disparu, et leurs parents les réclament encore.

Dix ans déjà... « *Je suis content pour vous : la guerre est finie* » : Jonathan Randal, du *Washington Post*, qui avait pressenti le cataclysme en 1974, poussait un « ouf » de soulagement amical le 15 novembre 1976, après avoir assisté à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth. Que lui répondre, sinon : « *La guerre ne fait que commencer.* »

En effet, la *pax syriana* mettait un terme à la première phase de la guerre entre chrétiens et Palestiniens. Simple pause, même si, avec le recul du temps, elle allait se révéler la moins précaire et la moins brève de toutes.

(Lire la suite page 5.)

LIRE



débats

INSTITUTIONS

La représentation proportionnelle, qui, pour Yvette Roudy, est une chance pour les femmes, permettra, pour Pierre Bracque, de faciliter la coopération entre les groupes politiques. Et il conviendrait, selon lui, de ramener le mandat présidentiel à cinq ans. Ce n'est pas l'avis de Robert Luc.

La proportionnelle : une chance pour les femmes

La fin d'un anachronisme

par YVETTE ROUDY (*)

QUEL anachronisme, quarante ans après que les femmes eurent voté pour la première fois, de compter seulement 28 députées sur 491 à l'Assemblée nationale, et 9 femmes sur 317 sénateurs au Sénat — soit respectivement moins de 6 % et de 3 % !

De ce point de vue, la réforme du mode de scrutin avant les élections législatives ne peut laisser les femmes, qui représentent 53 % du corps électoral, indifférentes. De tous les modes de scrutin existant dans les pays démocratiques, il apparaît que ce sont ceux que prévoient la proportionnelle qui favorisent le plus l'entrée des femmes dans les Assemblées.

Une étude du Conseil de l'Europe sur «La situation des femmes dans la vie politique en Europe», actualisée en 1984, rappelle des données à garder à l'esprit. Les auteurs (1) soulignent, en effet, à propos de la France, que le scrutin uninominal majoritaire à deux tours renforce le caractère personnel de l'élection, la constitution de *«fiefs électoraux»* et le règne des notables... au détriment des femmes qui partent, dans cette *«course aux mandats» «avec un handicap considérable»*.

Pendant les périodes où la France a connu un mode de scrutin proportionnel, la place des femmes élues à l'Assemblée nationale se situait autour de 7 % (ce fut le cas en 1946). Avec la disparition de la proportionnelle en 1958, ce pourcentage est tombé à 1,3 %, et il a fallu attendre mai 1981 pour qu'il grimpe à 5,3 %. Ce qui reste inférieur au pourcentage obtenu avec le mode de scrutin proportionnel.

Le scrutin de liste adopté pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1979 puis en 1984 par tous les pays sauf la Grande-Bretagne crée un précédent et plaide aussi pour la proportionnelle. La longue bataille, conduite par quelques femmes au sein du Parti socialiste dès 1973 pour une représentation féminine plus juste dans les instances du parti aboutit, en 1979, à l'adoption d'un quota de 30 % sur la liste socialiste aux Européennes, avec — la précision est d'importance — trois candidates tous les dix candidats. Un véritable seuil de résistance a été franchi.

Cette décision fait d'ailleurs tache d'huile, et la France, toutes formations politiques confondues, présente 25 % de femmes à Strasbourg contre 16,4 % à l'Assemblée nationale un an plus tôt. Bien sûr, les esprits chagrins feront remarquer qu'un mandat européen n'a pas le même prestige et ne représente pas le même enjeu de pouvoir qu'un mandat national... Il n'empêche. La démonstration est faite. L'impulsion est donnée. Quelques années plus tard, en 1982, à l'occasion de la discussion de la réforme électorale, un amendement socialiste reprend, en l'élargissant, la proposition de Mme Monique Pelletier en 1980. Il prévoit que les listes ne devront pas comporter plus de 75 % de candidats du même sexe.

Il est voté par l'ensemble des députés avant d'être cassé par le Conseil constitutionnel. Mais, là encore, la dynamique était enclenchée, cette «loi manquée» a porté le débat devant l'opinion, provoqué une prise de conscience des états-majors politiques et donné un coup d'accélérateur. On a constaté, au lendemain des élections municipales de mars 1983, grâce à l'opération «Femmes élues» organisée par le ministère des droits de la femme avec le concours du ministère de l'intérieur, une formidable poussée des femmes : 70 854 candidates ont été élues, ce qui représente une augmentation de 82,3 % par rapport aux résultats de 1977.

Prochaine étape : les législatives. Pourquoi le mouvement s'arrêterait-il ? Pourquoi ne pas l'encourager ? La proportionnelle nous y invite. Les femmes y gagneront. La démocratie aussi. Le concept de modernisation également.

(*) Ministre des droits de la femme.

(1) Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, chercheuses au CNRS.

A la recherche du consensus

Changer l'esprit dans lequel s'exerce le pouvoir

par PIERRE BRACQUE (*)

LA réalisation de l'alternance en mai-juin 1981 a modifié l'optique selon laquelle le problème des institutions doit être envisagé : la droite et la gauche ayant l'une et l'autre connu la situation de majorité et celle d'opposition, elle ne peuvent plus se faire de « procès d'intention » dans ce domaine. Elles connaissent l'une et l'autre ce que ces positions ont de difficile. Elles devraient pouvoir plus aisément que par le passé chercher (ensemble) les moyens de faire mieux. Car il faut faire mieux.

C'est pourquoi les événements politiques tels que la loi sur l'enseignement, le changement de gouvernement... ont sonné le glas des discours négatifs par principe. Le souhait de décrispation du premier ministre, les appels au rassemblement du président de la République, par exemple, devraient amener à l'établissement de nouvelles relations entre la majorité et l'opposition républicaine.

La situation économique mondiale exige, plus que jamais, un rassemblement des Français autour des grands objectifs politiques, économiques et sociaux.

C'est cette exigence qui doit inspirer une réforme des institutions destinées à s'inscrire davantage dans les faits que dans les textes et dont les principales dispositions peuvent être ainsi résumées :

1. L'élection du président de la République au suffrage universel est aujourd'hui un acquis sur lequel il n'est pas question de revenir : les Français, à juste titre, en souhaitent le maintien, et il est bien vrai que la situation internationale peut exiger dans l'hypothèse ultime la présence à la tête de l'Etat d'une autorité forte et d'une incontestable légitimité.

Mais il est temps de réaliser la réforme que les trois derniers présidents de la République ont eux-mêmes jugée souhaitable et qui alignerait la France sur les autres démocraties libérales : la réduction du mandat à cinq ans. Outre son caractère symbolique, cette réforme rapprocherait le président de la République des citoyens, ce qui est indispensable si l'on veut favoriser le consensus national autour du chef de l'Etat.

De même il apparaît souhaitable que ce mandat ne soit renouvelable qu'une fois afin d'éviter qu'une polémique constante entoure les actes du président, surtout en fin de mandat.

Des scénarios peu convaincants

Enfin, pour garantir un déroulement régulier du calendrier politique, un poste de vice-président pouvant remplacer le président en cas de décès ou d'empêchement définitif devrait être créé.

2. Pour garantir un équilibre souhaitable, il est proposé que l'Assemblée nationale soit élue au milieu du mandat présidentiel et que la possibilité de dissolution autoritaire soit supprimée.

Les scénarios d'« élections en cascade », que certains imaginent pour le cas où l'Assemblée nationale et le président de la République seraient de « bords opposés », ne nous paraissent pas convaincants.

Le devoir de tous dans ce cas — et il n'y a aucun intérêt à ce que la Constitution offre un autre choix — est à l'évidence de respecter la volonté du suffrage universel et de mettre tout en œuvre pour assurer la réussite du programme politique choisi par les Français.

3. Le nouveau mode de scrutin devra permettre de rendre cette Assemblée vraiment représentative de la diversité française, grâce à l'existence de groupes politiques plus nombreux, indépendants les uns des autres et respectant d'ailleurs, plus que ce n'est le cas aujourd'hui, l'indépendance de leurs membres, afin de redonner aux débats parlementaires leur authenticité et plus de dignité.

Bien que très limitées, ces réformes — proportionnelle et suppression du droit de dissolution — suffiraient à inverser la logique politique de nos institutions, alors que tout conduit aujourd'hui à un affrontement incessant entre deux blocs monolithiques. Tout conduirait au contraire à la coopération entre des groupes aux contours souples et capables de s'adapter aux réalités telles que le corps électoral les ressent.

4. Une solution d'élection au scrutin proportionnel au moins dans les départements les plus peuplés doit être envisagée également pour le Sénat.

5. Il est indispensable que, sur des questions aussi fondamentales que celle des libertés publiques, l'ensemble du pays puisse être invité à se prononcer. En cas d'opposition d'une des composantes du Parlement pour un recours au référendum, il pourra être fait appel à un avis du Conseil constitutionnel, qui vaudra ainsi suppléance du refus de se prononcer par l'Assemblée ou par le Sénat.

Enfin, tout ce qui favorise la participation des citoyens à la vie publique devra être étudié et progressivement mis en place au terme d'un large débat : référendum d'initiative gouvernementale ou populaire, au niveau national, régional ou local ; participation des citoyens à la vie des administrations, etc.

Au total, il s'agit moins de changer le texte de la Constitution — encore que ce qui précède comporte à cet égard des dispositions précises — que de changer l'esprit dans lequel s'exerce le pouvoir en France : là où est l'affrontement des blocs, il faut mettre le débat démocratique et la recherche du consensus national.

(*) Membre du Conseil économique et social, président du club de réflexion et de propositions du centre gauche, « Synthèse républicaine ».

Cinq ou sept ?

Le mandat du président de la République ne doit pas être modifié

par ROBERT LUC (*)

BIEN que prématurée et provisoirement repoussée à l'arrière-plan par des préoccupations plus pressantes, la controverse sur la «cohabitation» éventuelle d'un président et d'une Assemblée issus de majorités opposées a redonné une certaine actualité aux projets de réduction de sept à cinq ans du mandat présidentiel.

Peut-être n'est-il donc pas inopportun de la part d'un ancien diplomate de rappeler comment des hommes d'Etat et des observateurs étrangers regardent nos institutions. Leurs jugements, à certains égards plus objectifs que les nôtres dans la mesure où ils ne sont pas directement concernés, méritent notre attention. Or, s'il est un point sur lequel leurs témoignages sont allés constamment dans le même sens, c'est bien le fait que le mandat de sept ans et la durée qu'il confère constituent pour nos présidents vis-à-vis de leurs homologues des autres pays un atout précieux et renforcent la position de la France à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les dangers de confusion

Toute réforme de nos institutions devra être jugée en fonction de la nécessité de ne les affaiblir en rien, alors surtout que le phénomène Le Pen et la nouvelle orientation du Parti communiste font pointer à l'horizon la possibilité d'un retour à la collusion des extrêmes et rend inopportune une abolition pure et simple de l'article 16 lui-même. Or le mandat de cinq ans remettrait précisément en question le facteur primordial de durée et nous rapprocherait dangereusement du mandat de quatre ans du président des Etats-Unis, considéré à juste titre comme la principale faiblesse du système américain..

L'argument de M. Giscard d'Estaing selon lequel un président perd contact avec les électeurs au-delà de cinq années n'est guère convaincant, car il n'avait tenu qu'à lui de ne pas s'isoler du pays par une arrogance intellectuelle dont le souvenir demeure vivace. La première année d'une présidence est largement absorbée par la mise en place des nouvelles équipes et par l'élaboration d'une politique dont l'expérience a montré qu'elle ne saurait être la transposition hâtive du programme électoral sans que des conséquences fâcheuses pèsent sur la suite d'un septennat. Quant à la dernière année, dans le cas d'un mandat renouvelable, elle est hypothéquée par l'échéance électorale, au centre de laquelle le président se trouve placé, s'il se représente. La durée valable d'un terme de cinq ans se trouve ainsi ramenée à trois ans, ce qui est insuffisant pour mener à bien une politique.

Il est vrai que les problèmes posés par la « cohabitation » seraient bien moindres si les mandats présidentiels et législatifs étaient tous deux de cinq ans et partaient de la même date grâce à des élections simultanées. Mais il n'y a pas de commune mesure entre la portée limitée de ces problèmes et les dangers de l'inévitable confusion des élections présidentielle et législative du fait de leur simultanéité : le choix d'un homme auquel la nation confie les responsabilités suprêmes et le choix de représentants à l'Assemblée nationale, dont la somme des appartenances politiques détermine la majorité parlementaire, doivent rester entièrement distincts et indépendants.

C'est à ce prix que la fonction présidentielle peut être solidement ancrée à l'écart des partis, quels que soient les liens du président avec l'un ou certains de ceux-là ; à ce prix aussi que le président peut assumer ses responsabilités premières et trancher, lorsque les circonstances l'exigent, comme M. Mitterrand en a donné l'exemple l'an dernier. Revenir sur cet acquis capital aboutirait en fait à un changement profond de la Constitution ; et cela en prévision d'un conflit éventuel et temporaire de majorités, qui causerait certes de sérieux embarras aux responsables politiques des deux bords mais dont le règlement, sur une base pragmatique et grâce à un minimum de sens de l'Etat, ne saurait être exclu *a priori*.

La France a eu la chance insigne, en des circonstances qui ne se retrouveront plus et sous l'impulsion du général de Gaulle, de se doter d'une démocratie forte et authentique, après avoir tenté en vain pendant trois quarts de siècle de faire fonctionner convenablement une démocratie parlementaire du type britannique. Il importe de ne pas remettre cette chance en question. Si une réforme paraissait souhaitable, la sagesse serait donc de la limiter à l'instauration d'un septennat non renouvelable à son expiration.

(*) Ancien ambassadeur.

COURRIER DES LECTEURS

« Qu'un sang impur... »

Quand un gouvernement de gauche veut lutter contre le racisme et qu'il existe encore un ministère des droits de la femme, on pourrait souhaiter de la part d'un ministre de l'éducation nationale plus de cohérence.

Au lendemain de la vague d'assassinats et d'attentats racistes et antisémites, la déclaration de M. Chevènement sur l'apprentissage de *la Marseillaise* peut légitimement indigner. Osera-t-on faire apprendre et chanter cet hymne guerrier, fleuri de métaphores, où le ridicule le dispute à l'odieux, sans penser au racisme de ce *« qu'un sang impur abreuve nos sillons »* et au sexisme de ce *« ils viennent jusque dans nos bras égorger nos fils, nos compagnes »*, qui ne peut logiquement être prononcé que par des Français mâles et propriétaires de femmes et d'enfants ? Moi qui ai appris ce texte à l'école et l'ai chanté alors sans le comprendre, pour rien au monde je ne le transmettrai à mes élèves, sauf à titre de document d'histoire — d'une triste histoire.

CLAUDIE LESSELIER
(Paris.)

LU

« VIVRE EN L'AN 2000 » de Roger Sue

La confrontation avec le temps

IL faut du cœur au ventre pour manier l'outil prospectif dans une société qui bouge à toute vitesse. Ceux qui, au début des années 60, ont lancé leurs « Réflexions pour 1985 » ont pu mesurer récemment les trous de leur imagination (1). Roger Sue, à partir des travaux préparatoires du IXe Plan, a pris tout de même moins de risques : son regard ne porte que sur les quinze ans à venir, et il ne s'interroge que sur les modes de vie.

On lit son ouvrage avec gourmandise, car, s'il y a forcément peu de révélations (une tout de même : il paraît que des gens pressés regardent de bout en bout *en accéléré* les films qu'ils ont enregistrés sur leur magnétoscope !), l'analyse de comportements plausibles dans toutes les dimensions de l'existence est assez passionnante.

Roger Sue a une forte intuition, qu'il a raison de promener à travers les nombreuses pages de son livre : c'est la confrontation avec le *temps* qui marquera de plus en plus les attitudes de nos semblables. Après avoir présenté quelques « clés du passé » (la croissance et sa contestation, le passage de la crise culturelle de 1968 à la crise économique), notre auteur ouvre « les portes de l'avenir ».

Avec dextérité, il feuillette les grands dossiers de demain : la mutation des technologies avec ses conséquences multiples sur les conditions de travail, la façon de vivre, le marché, etc ; l'avenir du travail, qui ne reposera plus uniquement sur l'activité professionnelle ; celui de la démocratie, tiraillée entre le repli sur soi des individus et la chance qu'ils auront de disposer de plus de temps pour la participation sociale.

Cette question de l'utilisation du temps, Roger Sue a tout à fait raison de la privilégier, car de la manière dont les personnes utiliseront leurs loisirs dépendra beaucoup la configuration des débuts du nouveau millénaire. La vie pourrait ne plus être découpée en tranches fixes : formation-profession-retraite ; le « chômage », ne plus avoir du tout sa coloration affreuse, parce que le travail salarié lui-même ne sera plus au centre des motivations humaines ; des temps d'« espace civique », s'allonger pour compenser le retour vers des formes d'emplois à domicile, facilité par la télématique.

Le mérite de Roger Sue est aussi de ne pas se laisser emporter — ce serait si tentant ! — sur les ailes du rêve. Il regarde au loin, mais la plausibilité de son discours reste entière.

PIERRE DROUIN.

★ Editions Albin Michel, 234 pages, 69 F.

P.S. — Gare aux « bavures » : l'article « La France s'ennuie », publié dans *le Monde* en mars 1968 et cité par Roger Sue, n'était pas de Merleau-Ponty, mais de notre collaborateur Pierre Viansson-Ponté.

(1) Voir l'article de Bruno Dethomas dans *le Monde* du 2 avril 1985.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 8,00 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

هكذا من الأصل

étranger

AMÉRIQUES

LA VICTOIRE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES AU PÉROU

M. Alan Garcia lance un appel à « toutes les bonnes volontés »

De notre envoyé spécial

Lima. – M. Alan Garcia est assuré de succéder le 28 juillet prochain à Fernando Belaunde Terry. Mais le dirigeant apriste, dont le succès personnel est énorme, n'a pourtant pas conquis la majorité absolue requise pour être élu dès le premier tour. Cette fois, les votes blancs et nuls – pourtant moins nombreux, semble-t-il, que ne le laissaient prévoir les sondages – sont comptabilisés. *« Il me faudrait atteindre au moins 62 % des voix pour passer au premier tour »*, disait M. Alan Garcia à la veille du scrutin. Sa victoire finale ne fait cependant aucun doute (même si un second tour doit avoir lieu en juin), tant son avance est grande, et M. Alfonso Barrantes, maire marxiste de Lima et chef de la Gauche unie, qui fait un score sensiblement moins bon que prévu, a tenu à se rendre dès dimanche soir au domicile de M. Alan Garcia pour le féliciter.

Le Parti apriste, avec environ 45 % des voix selon les projections officieuses réalisées lundi matin 15 avril, est également assuré de contrôler le prochain Parlement, composé de cent quatre-vingts députés et de soixante sénateurs. Les apristes font leur meilleur score à Trujillo-y-Chiclayo, dans ce qu'on appelle le « Nord solide », leur bastion traditionnel, franchissant la barre des 50 %. Mais ils gagnent aussi à Cuzco et à Puno, dans les hautes terres andines. Pour la première fois, le monde andin a baissé la garde face à l'APRA, qui conquiert même Lima, la capitale, où les réserves à l'égard des apristes ont toujours été très vives.

Les apristes – et M. Garcia le premier – se sont gardés, avec une prudence dictée par l'ampleur des tâches à affronter, de définir un programme de gouvernement trop précis et rigoureux. Ils sont restés dans les généralités : défense des intérêts nationaux, relance de l'agriculture andine et de l'industrie en crise du littoral, dénonciation des sociétés et des banques étrangères qui exploitent et spolient le Pérou. Ce flou devrait permettre à l'APRA de rassembler sous ses bannières flambant neuves, et auréolées par la victoire du 14 avril, beaucoup de ces « bonnes volontés » souhaitées par M. Alan Garcia. Y compris dans les rangs du Front de la gauche unie de M. Barrantes, qui défend personnellement des thèses qui ne sont pas très éloignées de celles du jeune successeur d'Haya de la Torre. *« L'un des premiers enseignements de ce scrutin*, dit M. Enrique Bernales, l'un des principaux lieutenants de M. Barrantes, *est que près de 80 % des Péruviens se sont prononcés pour des partis de gauche et du centre gauche. C'est un tournant historique... »*

La Gauche unie, qui regroupe plusieurs petites formations marxistes-léninistes ayant plus ou moins flirté depuis une vingtaine d'années avec le communisme prosoviétique, le castrisme et le maoïsme (Sentier lumineux est luimême issu d'une scission d'une formation communiste pro-Pékin), conserve, en effet, la seconde place, avec environ 25 % des voix, c'est-à-dire moins que ne l'espéraient ses leaders. Sa représentation parlementaire sera probablement plus modeste que prévu.

Un rassemblement hétéroclite

M. Alfonso Barrantes – maire de Lima, c'est-à-dire d'une ville à peu près impossible à administrer – a fait personnellement une bonne campagne et sort grandi d'une épreuve difficile. Mais la Gauche unie n'est pas encore un vrai « parti » unifié de gauche. C'est un rassemblement hétéroclite, où les différents « courants » continuent de se manifester, où les rivalités personnelles jouent. Aux élections pour la Constituante, la gauche avait obtenu 30 % des voix. Aux municipales de novembre 1983, elle avait conquis encore 29 % des suffrages. Avec probablement 25 % des voix, elle est donc en léger recul.

M. Alva Orlandini, candidat du Parti – gouvernemental – d'action populaire à la présidence, n'obtiendrait pas pour sa part 5 % des voix. C'est-à-dire que le parti gouvernemental risque de disparaître de l'échiquier politique péruvien.

Le gouvernement de M. Belaunde Terry paie le prix de la crise économique et de ses hésitations face aux terrorisme de Sentier lumineux. Il a d'abord minimisé l'ampleur du mouvement insurrectionnel armé, le réduisant à un *« groupe insignifiant de délinquants »*. Puis il a accusé *« l'étranger »* d'être l'inspirateur et le responsable des actions terroristes de Sentier, alors que les Péruviens eux-mêmes avouent leur perplexité face à une organisation clandestine et violente dont les véritables objectifs n'apparaissent pas nettement.

Le feu vert qui a finalement été donné à contre-cœur, il y a deux ans, par M. Belaunde aux forces armées pour qu'elles mettent fin à la subversion – comme elles avaient réussi en 1965 à mettre à la raison en six mois la guérilla du Mouvement de la gauche révolutionnaire – a déclenché un processus classique de *« sale guerre »*, d'excès, de répression indiscriminée. Et un débat, national et international, sur les droits de l'homme au Pérou qui a certainement contribué à ternir l'« image » d'un gouvernement pourtant fermement attaché aux principes démocratiques. Si telle était son intention – ce qui n'est pas évident, – Sentier lumineux a marqué un point.

Mais il avait donné des consignes d'abstention à la population, tout particulièrement dans les régions en état d'urgence, et d'abord à Ayacucho. Il n'a pratiquement pas été entendu. A Ayacucho même, fief de la subversion sendériste, les habitants se sont rendus par milliers aux bureaux de vote, comme dans le reste du pays. Des bureaux de vote avaient été installés dans les facultés de l'université de San-Marcos, dont les murs crasseux sont recouverts par les slogans de Sentier : *« Ne votez pas. Vive la guerre de guérilla ! »*

Deux jours avant le scrutin, des groupes de sendéristes avaient attaqué de petites localités du département d'Ayacucho. Ils ont coupé les phalanges de plusieurs paysans – une mutilation symbolique puisque l'électeur doit tremper un doigt dans l'encre indélébile. Une fillette de douze ans a dû être hospitalisée à l'hôpital d'Ayacucho après avoir subi ce traitement barbare. Dans la région de Cerro-de-Pasco, des hameaux ont été encerclés par des commandos d'insurgés. Ceux-ci ont stoppé des bus sur des routes isolées et confisqué les cartes d'électeurs. Mais toutes ces exactions n'ont apparemment pas intimidé des populations misérables fatiguées d'être prises entre deux feux.

MARCEL NIEDERGANG.

Colombie

SEPT POLICIERS TUÉS PAR LA GUÉRILLA

Bogota *(AFP, Reuter)*. – Un groupe dissident des guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, procommunistes) a tué sept policiers au cours de deux attaques séparées contre des postes de police. Deux policiers ont trouvé la mort samedi 13 avril dans le village de Belalcazar, au centre du pays, et cinq autres ont été tués dimanche lors d'un affrontement qui a duré six heures, à Torribio, dans la même province de Cauca, fief des dissidents des FARC, qui refusent de respecter la trêve signée l'année dernière entre les FARC et le gouvernement.

Dans la province de Huila, au sud de la Colombie, cinq guérilleros du Mouvement du 19 avril (M19, extrême gauche nationaliste) ont été tués dimanche lors d'affrontements avec les soldats. L'armée a été mise en état d'alerte dans le sud du pays.

En outre, une panne générale d'électricité, d'origine inconnue, a plongé dimanche soir plus de 90 % du territoire dans l'obscurité. Selon les responsables, elle pourrait avoir été provoquée par l'arrêt de la centrale hydroélectrique de Chivor, à 180 kilomètres de Bogota. L'hypothèse d'un sabotage a toutefois été écartée.

Etats-Unis

La crédibilité de la presse s'affaiblit dans l'opinion

Correspondance

Washington. – Un rapport préparé sur la base d'un sondage et présenté à la convention annuelle de l'Association américaine des directeurs de journaux (ASNE) révèle les sentiments contradictoires des Américains à l'égard de leur presse. Dans une proportion de 80 %, les personnes interrogées affirment avoir du respect pour les journaux, mais l'enseignement le plus intéressant est la perte de confiance du public dans les médias. Environ 70 % mettent en doute la crédibilité des informations publiées par les journaux ou projetées à la télévision. Dans ce groupe, 20 % déclarent se méfier totalement des médias, en parti parce qu'ils trouvent les journalistes *« arrogants et superficiels »*, et 51 % estiment que les organes de presse donnent trop de place aux informations qui vont à l'appui de leur point de vue, bref qu'ils manquent totalement d'objectivité.

Faut-il s'étonner que, en ce qui concerne l'honnêteté et le sens éthique, les journalistes figurent, dans ce sondage, en bas de l'échelle sociale, loin derrière les hommes d'église, les médecins et les chefs de la police, à peine au-dessus des vendeurs de voitures d'occasion. La raison principale en est leur intrusion dans la vie privée des gens, notamment des victimes de tragédies.

Les Noirs négligés

Le rapport fait ressortir que les gens les plus méfiants sont aussi ceux qui sont réservés à l'égard de la liberté de la presse, ou même y sont hostiles : 40 % des personnes interrogées, et notamment les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, estiment que *« la presse est trop libre »*, ou que *« les médias abusent de la garantie constitutionnelle* (le premier amendement de la Constitution), *dont ils bénéficient »*.

Il ressort également du rapport que les plus sceptiques à l'égard de la presse appartiennent aux classes les moins favorisées. Les Noirs notamment s'estiment négligés au bénéfice des Blancs et des riches en raison de leur niveau d'éducation relativement bas et de leur aliénation économique. Mais les catégories sociales plus aisées, mieux éduquées, et qui s'apparentent à la droite du Parti républicain, sont également méfiantes, considérant que les médias donnent une trop large place à ce qui ne va pas aux Etats-Unis.

Dans l'ensemble, le rapport confirme l'érosion de la confiance du public dans les médias. En ce qui concerne les nouvelles d'actualité, une légère majorité (51 %) préfèrent les journaux à la télévision (48 %), mais 39 % estiment que la télévision est plus objective que la presse écrite. Il apparaît également que les fidèles habitués d'un journal ont plus confiance dans les nouvelles publiées par leur quotidien que dans celles projetées à la télévision et que la crédibilité de la télévision a tendance à diminuer avec l'amélioration du niveau d'instruction des téléspectateurs.

Le scepticisme du public est dû, entre autres, à ce que le rapport appelle l'« explosion » des médias, c'est-à-dire la surabondance d'informations souvent contradictoires. Il s'ensuit une désaffection d'autant plus préoccupante qu'elle se manifeste surtout parmi les jeunes générations, davantage disposées à faire confiance à la télévision qu'à la presse écrite.

Le rapport n'a pas surpris outremesure les directeurs de journaux. Certains ont souligné que les journalistes étaient victimes de la remise en question de toutes les institutions, au même titre que les professeurs, les politiciens, les avocats. D'autres ont déclaré qu'il ne s'agissait pas de rechercher la popularité. *« Ce qui nous préoccupe essentiellement est de faire notre travail le mieux possible. La crédibilité suivra »*, a dit M. Day, éditorialiste au *Los Angeles Times*.

HENRI PIERRE.

EUROPE

Turquie

Les libéraux pro-occidentaux l'emportent au congrès du parti gouvernemental

De notre correspondant

Ankara. – Double victoire pour le premier ministre, M. Turgut Ozal, à l'issue du premier congrès national de sa formation, le Parti de la mère patrie, qui a tenu ses assises les 13 et 14 avril. Le chef du gouvernement a d'abord été réélu président du parti avec 90 % des voix, au terme d'un scrutin où il était, il est vrai, le seul candidat. M. Ozal devait encore faire adopter par les délégués la liste de quarante membres et dix-huit suppléants du comité central de décision de l'exécutif.

Opérant un savant dosage entre divers courants aspirant à prendre le contrôle du parti, la liste établie personnellement par le premier ministre donnait une prépondérance au courant libéral-modéré sur les pro-islamistes et les nationalistes. Les libéraux, laïcs et pro-occidentaux, sont, pour la plupart, des anciens du Parti de la justice de M. Demirel.

Le courant nationaliste s'estimant insuffisamment représenté a proposé sa propre liste. Mais celle-ci devait échouer : vingt-huit libéraux domineront ainsi huit pro-islamistes et quatre nationalistes.

M. Ozal souhaite que son parti, qui compte aujourd'hui huit cent mille membres, devienne la formation qui rénovera la droite turque. Pourtant, il aura fort à faire. Ni le Parti de la juste voie (PGV) ni les amis de l'ancien premier ministre, M. Demirel, ne se reconnaissent battus. Le PGV mise surtout sur les déconvenues de la politique économique du pouvoir, à l'égard de laquelle, ces derniers temps, aussi bien l'Union des chambres de l'industrie et du commerce que l'Association des hommes d'affaires turcs (TUSIAD) ont commencé à prendre leurs distances.

La Turkis, centrale ouvrière, a, elle aussi, haussé le ton. Elle accuse M. Ozal de sacrifier les intérêts des travailleurs à ceux des patrons. Le premier ministre assure qu'il n'y a pas d'alternative à son parti. Cet optimisme devra, tôt ou tard, subir l'épreuve des urnes. Mais les observateurs estiment ici que la question des élections anticipées ne sera pas posée de sitôt, bien que les partis de l'opposition extraparlementaire en fassent un cheval de bataille.

ARTUN UNSAL.

Albanie

A L'UNANIMITÉ

M. Ramiz Alia succède à Enver Hodja

Les obsèques d'Enver Hodja, décédé le 11 avril, devaient débuter ce lundi 15 avril en fin de matinée par un rassemblement de masse sur la place Skanderberg, au centre de Tirana. L'enterrement était ensuite prévu au cimetière des martyrs de la nation, sur les collines dominant la capitale libanaise. Les ambassadeurs accrédités à Tirana ont été informés qu'ils ne pourront assister qu'à cette seconde partie des cérémonies. Aucune délégation étrangère n'a été admise à se rendre en Albanie à l'occasion de ces funérailles.

Samedi, le comité central du Parti du travail albanais avait tenu une session plénière au cours de laquelle il a élu à l'unanimité à la présidence M. Ramiz Alia – que tous les observateurs considéraient comme le successeur désigné d'Enver Hodja (*le Monde* du 13 avril). Les diplomates albanais à Vienne, interrogés par les journalistes, n'étaient pas en mesure de préciser si le nouveau président du parti conserverait ses fonctions de chef de l'Etat.

Dans son discours d'acceptation, M. Alia, cité par l'Agence de presse albanaise, a invité ses compatriotes à *« marcher sur la voie tracée par Enver »* et à *« suivres ses enseignements »*.

Le comité central du PTA a d'autre part décidé d'honorer la mémoire d'Enver Hodja en donnant son nom notamment à l'université de Tirana et au port de Durres, deuxième ville du pays. – *(APP, AP, Reuter, UPI.)*

● *L'Union nationale des Albanais*, qui regroupe les opposants au régime de Tirana dans quinze pays d'Europe, a affirmé dimanche 14 avril, dans un communiqué, que *« Républicains ou monarchistes, musulmans ou chrétiens, les Albanais de l'intérieur et de l'extérieur poursuivront leur combat jusqu'au rétablissement dans leur pays des droits individuels et nationaux dont les signataires des accords de Téhéran et de Yalta se sont peut souciés, depuis quarante ans, de faire respecter à la fois la lettre et l'esprit »*.

Pologne

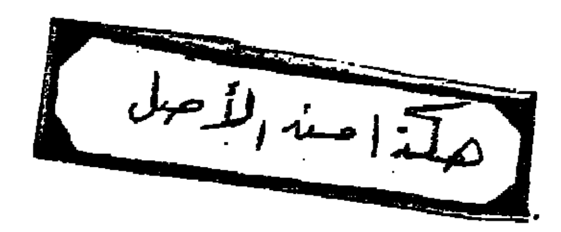
« Hallucinations » au second degré

Varsovie (AFP). – *« Les crises d'épilepsie peuvent entraîner non seulement des pertes de connaissance, mais aussi des hallucinations »*, peut-on lire dans l'édition du samedi 13 avril de *Trybuna Ludu*, l'organe du Parti communiste, sous la plume de M. Nowomiejski, l'un des nombreux pseudonymes de M. Jerzy Urban, le porte-parole du gouvernement.

Le Père Tadeusz Zaleski, aujourd'hui alité, avec un bras bandé et des brûlures au second degré en différentes parties du corps, aurait été victime d'une crise d'épilepsie et non d'une agression, si l'on en croit M. Urban. Toute allusion à l'affaire Popieluszko relève d'un *« manque de tact »* ou d'une mauvaise intention politique.

Dans une interview enregistrée sur vidéocassette qui circule clandestinement à Varsovie, le Père Zaleski raconte cependant les circonstances de cette prétendue « hallucination » et en montre le résultat : deux V, comme le signe de ralliement de Solidarité, tracés dans sa chair, sur la joue et sur l'abdomen, à l'aide de brûlures de cigarettes. Le prêtre a été attaqué par un homme masqué, le 6 avril, alors qu'il rentrait chez lui, et s'est évanoui (*le Monde* du 11 avril). Lorsqu'il a repris connaissance, il avait ces brûlures sur le corps. *« Ma mère a tenté d'appeler une ambulance et les pompiers*, raconte-t-il ; *mais après le deuxième appel, le téléphone est resté muet comme s'il avait été débranché. »* Il rapporte également qu'il se savait suivi depuis un mois.

Le Père Zaleski, a-t-on appris par ailleurs, enquêtait pour le compte du Comité des droits de l'homme (KOP-indépendant et déclaré illégal) de Cracovie, sur la mort d'un de ses paroissiens à l'automne 1983, M. Tadeusz Fras, instituteur et militant de Solidarité. L'enquête officielle avait conclu à un suicide, mais, selon le KOP, le Père Zaleski est depuis peu en possession de documents justifiant la réouverture de cette enquête.



هكذا أصيب الأصل

PROCHE-ORIENT

Iran

Paris a fait un pas positif

(Suite de la première page.)

Cette exigence avait d'ailleurs été soulignée avec force par le président Khamenei au cours de la prière du vendredi 12 avril, dans l'enceinte de l'université de Téhéran. « *Nous voulons*, avait-il dit devant un parterre vibrant de plusieurs dizaines de milliers de fidèles, dont quelques centaines de jeunes bassidjs en partance pour le front, *que les fauteurs de guerre soient punis et nos pertes compensées. Nous poursuivrons notre guerre jusqu'à ce qu'ils soient détruits.* »

Le chef de l'État avait profité de l'occasion pour dénoncer, sans les citer nommément, la soixantaine de personnalités du Mouvement de libération de l'Iran de M. Bazargan et du Front national qui avaient récemment cosigné un télégramme de M. Perez de Cuellar lui demandant de poursuivre ses efforts « *pour trouver une solution juste et honorable à cette guerre destructrice qui perturbe la paix et la sécurité de toute la région, et cela dans l'intérêt des populations iraniennes et irakiennes* » (*le Monde* du 3 avril). « *Ces messieurs qui distribuent des pamphlets sous de jolies appellations*, avait dit M. Khamenei, *et qui sont tolérés par la République islamique, nous conseillent d'accepter un cessez-le-feu sous peine d'être perdants. Si nous avions écouté ce que ces ignorants et mal intentionnés disaient dans le temps, nous n'aurions jamais récupéré aucune parcelle de notre territoire.* »

La diatribe de M. Khamenei a été saluée par de longues ovations : « *Marg bar Amerika !* » (A bas l'Amérique), « *Marg bar Israël !* » « A bas Israël), « *Marg bar Chouravi !* » (A bas l'URSS). Les rares Français présents ont noté avec une prudente satisfaction que le nom de leur pays n'était plus désormais jeté en pâture aux habitués des sermons du vendredi.

Trois cents arrestations

Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, M. Velayati a d'ailleurs souligné qu'il avait récemment constaté « *des changements dans la politique extérieure de la France* » et qu'il pensait que « *Paris était prêt à faire un pas dans notre direction* ». Enumérant les sujets du contentieux franco-iranien, le chef de la diplomatie de Téhéran a surtout mis l'accent sur le « *non-remboursement par la France de l'argent que nous lui avons prêté* » et sur l'aide militaire accordée par Paris à « *l'Irak agresseur* ». « *Nous avons cependant*, a-t-il ajouté, *remarqué dernièrement que la France a réduit son aide militaire à l'Irak. Nous estimons que cela constitue un pas positif. Or, vous le savez peut-être, chaque fois que le gouvernement français effectue un pas positif en notre direction, nous lui répondons par un geste tout aussi positif.* »

Si le rapprochement avec la France est à l'ordre du jour à Téhéran, aucune possibilité d'entente ne semble encore se profiler entre l'Irak et les États-Unis. Dans son sermon du vendredi, M. Khamenei a lancé une violente attaque contre les dirigeants de Washington qu'il a accusés de vouloir « *l'effondrement de la République islamique* » et « *la destruction de notre Révolution* ».

C'est probablement aussi l'accusation qui sera portée contre les trois cents personnes, dont l'arrestation a été annoncée samedi 13 avril par l'hodjatoleslam Salek, le numéro deux des comités islamiques, en relation avec les incidents qui avaient opposé, le mercredi précédent, des jeunes des quartiers du sud de Téhéran aux pasdarans (gardiens de la Révolution). Selon l'hodjatoleslam Salek, ces trois cents « *comploteurs* » appartiendraient aux Moudjahidins du peuple, au Parti communiste iranien (Toudeh) et aux Fedayins du peuple, trois organisations de l'opposition clandestine qui n'ont pas l'habitude de coopérer entre elles.

Sortant de son mutisme, la presse iranienne commence à donner sa version des événements de mercredi, et les hezbollahis (partisans de Dieu) ont commencé à manifester à motocyclette dans les rues de Téhéran pour stigmatiser les « comploteurs » aux cris de « *Jang, jang, ta pirouzi* » (« Guerre, guerre jusqu'à la victoire »), « *Vive Khomeiny* » et « *Vive les pasdarans* », semblant ainsi vouloir répondre aux manifestants de mercredi qui auraient crié « *Jang, jang, kon pirouzi ?* » (« Guerre, guerre, où est ta victoire ? »), « *A bas Khomeiny* », « *A bas les pasdarans* ».

La version officielle, telle que rapportée par les médias de samedi, fait état, à l'origine, d'un heurt entre une patrouille de pasdarans et un groupe de jeunes qui « *harcelaient des jeunes femmes* ». Au cours d'un bref affrontement, un passant aurait été blessé et un jeune homme grièvement atteint serait mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Peu de temps après, un groupe d'« *opportunistes* » se serait heurté aux pasdarans qui les auraient dispersés en fin d'après-midi.

La version officieuse, telle que rapportée de bouche à oreille, parle plutôt d'une altercation entre un étudiant de l'université et un pasdaran qui lui aurait reproché de porter des blue-jeans, « *dégradants* » alors que « *ses frères meurent sur le front* ». Le jeune étudiant aurait été tué accidentellement au cours de l'altercation et ses amis auraient désarmé le pasdaran et organisé une marche de protestation au début de l'après-midi avant d'être dispersés par des renforts de police. Les manifestants n'auraient jamais dépassé le chiffre de trois à trois mille cinq cents.

Il est clair qu'il faut encore attendre pour connaître l'exacte vérité sur cet incident qui n'aurait probablement pas pris ces proportions s'il ne s'était déroulé dans le quartier du 13-Aban, au sud du Téhéran, où les passions ont été récemment portées à leur paroxysme à la suite des derniers raids irakiens qui ont causé de graves pertes en vies humaines et d'énormes destructions.

JEAN GUEYRAS.

Israël

M. Weizman privé de pyramides ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Quand on est ministre en Israël, il ne suffit pas, pour partir à l'étranger, d'avoir en poche un billet d'avion. *Il faut* y être dûment autorisé par ses pairs. Quand on s'appelle, en outre, *Ezer Weizman, qu'on* a le verbe haut, une idée plutôt flatteuse de soi-même, quelques solides *ennemis au gouvernement* et qu'on ne s'inquiète pas trop de marcher sur leurs brisées, *doit-on s'étonner de leur* mauvaise humeur ?

Par 10 voix contre 9 — et 2 abstentions, — *les ministres israéliens* ont, en effet, refusé, dimanche 14 avril, leur « *feu vert* » à M. Weizman *invité au Caire* par le chef du gouvernement égyptien, M. Kamal Hassan Ali. Cette *rebuffade* — la première du genre en sept mois d'union nationale — est l'œuvre de M. Itzhak Shamir, *chef du Likoud et ministre des affaires étrangères.*

Sacrifiant, pour une fois, son flegme légendaire, ce dernier a voulu « *marquer le coup* » à l'intention du premier ministre, *M. Shimon Pérès, en lui signifiant* qu'il n'entendait pas laisser à l'autre le soin de conduire la diplomatie, *surtout pas à M. Weizman*, ancien « *enfant chéri* » de la droite rallié au travaillisme et *prêt aujourd'hui à bien des* concessions — refusées par le Likoud — pour réchauffer la « *paix froide* » israélo-égyptienne.

MM. Pérès et Shamir étaient pourtant convenus d'autoriser le voyage de leur collègue en soulignant, contre l'évidence, son caractère « privé ». Ils savaient que les excellentes relations ayant existé entre M. Weizman et Sadate, son rôle actif dans la négociation de Camp David, son indéfectible compréhension pour la politique égyptienne lui vaudraient de droit un accueil privilégié au Caire où MM. Hassan Ali et Abdel Méguid, ministre des affaires étrangères, avaient prévu de le recevoir.

Bien qu'Ezer Weizman — qui aime se laisser surnommer « M. Egypte » — n'eut reçu aucun mandat pour une quelconque négociation, nul n'était dupe, au Likoud, de ce voyage faussement privé. Plusieurs éléments de dernière heure ont fait sortir M. Shamir de ses gonds : la probabilité d'une rencontre entre le ministre israélien et le président Moubarak, *l'écho accordé à l'événement* côté égyptien, notamment par M. Ossama El-Baz, proche *conseiller du chef de l'Etat, l'attitude* un brin narquoise du principal intéressé. « *Croit-on*, ironisa M. Weizman, *que le premier ministre m'a invité pour le seul plaisir de jouer avec moi au jacquet ?* »

Pour M. Shamir, c'en était sans doute trop. D'une part, il avisait son ambassadeur au Caire de boycotter tous les rendez-vous de M. Weizman, mettant ainsi en avant leur caractère privé. De l'autre, il demandait, dimanche, que l'affaire fut soumise d'abord au cabinet restreint, lequel bornerait d'avance les limites du voyage. Un peu plus tard, le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Ronnie Milo, exprimait, sans ambages, le point de vue de son patron : « *Si Weizman veut voir les pyramides et retrouver quelques vieux amis, c'est son droit. Mais qu'il ne songe pas à négocier quoi que ce soit ! Le ministère des affaires étrangères y est seul habilité.* »

Pris au dépourvu et piqué au vif par la réaction de M. Shamir, le premier ministre a exprimé *aussitôt son* « *extrême inquiétude* ». Rappelant qu'il avait personnellement soutenu des voyages « *bien plus problématiques* » — tel le long séjour de M. Sharon, à New-York, lors de son procès contre *Time*, — M. Pérès a jugé que « *les adversaires d'Israël dans le monde* » ne manqueraient pas de profiter de l'épisode « *pour tourner en dérision notre pays* ». Pour le secrétaire général du Parti travailliste, M. Uzi Baram, la décision du Likoud est « *un crachat au visage du président Moubarak* ».

Selon toute vraisemblance, la querelle devrait s'apaiser dans la journée de ce lundi, le cabinet restreint trouvera un compromis autorisant M. Weizman à prendre, dans la soirée, l'avion du Caire. Mais l'affaire risque de laisser des cicatrices car elle a, pour la première fois, mis directement aux prises MM. Pérès et Shamir, dont chacun vantait depuis sept mois la remarquable entente.

J.-P. LANGELLIER.

LE CONFLIT

Damas a renforcé ses partisans dans les camps palestiniens au Liban du Sud

Le dixième anniversaire du début de la guerre n'a été marqué par aucun répit au Liban. Samedi 13 avril, une dizaine de civils de Yohmor, village de la partie de la Bekaa encore occupée par Israël, ont été massacrés. Le Parti communiste libanais et le mouvement chiite Amal ont accusé l'armée israélienne de cette tuerie, dans laquelle elle a aussitôt assuré *« n'être pour rien »*.

A Beyrouth-Ouest, samedi, des affrontements entre chiites d'Amal et druzes du Parti socialiste progressiste ont fait un mort et cinq blessés. Dimanche, de violents duels d'artillerie ont eu lieu dans les montagnes surplombant la capitale, entre l'armée et des druzes. Toutefois, quelques cérémonies ont marqué l'anniversaire du 13 avril 1975, en secteur chrétien.

De notre envoyée spéciale

Aïn-Héloué (camp palestinien de Saïda). – En s'étendant, onze jours après leur déclenchement, aux camps palestiniens, les combats de Saïda ont, semble-t-il, permis à la Syrie de faire un retour en force à Aïn-Héloué et Mieh-Mieh, deux camps dominés jusque-là par la tendance favorable à M. Yasser Arafat. En provoquant un exode massif de la population – trente-trois mille personnes, selon l'UNWRA (Office des Nations unies pour les réfugiés), plus selon les organisations palestiniennes, ont quitté les deux camps, soumis depuis le 29 mars aux bombardements des Forces libanaises (milices chrétiennes), – ces affrontements ont relégué au second plan la reprise en main politique et sociale des habitants par les formations dominantes sur place. Les organisations prosyriennes assurent en effet l'essentiel des tâches de défense.

Si les combattants de toutes tendances servent sous un commandement militaire unique qui regroupe les responsables des diverses organisations, il semble que celles-ci reçoivent leurs renforts de façon autonome. Depuis le début des opérations, les Palestiniens ont reçu des armes en quantité non négligeable, notamment des mortiers lourds, des fusées GRAD, des mitrailleuses de gros calibre. « *L'essentiel de ces armements, reconnaît le responsable du Fath* [le mouvement de M. Arafat], *a été pour les dissidents palestiniens.* »

Comme le dit un combattant du Front démocratique de libération de la Palestine, « *les prosyriens reçoivent ce qu'ils veulent, alors que nous avons beaucoup de mal à faire arriver de l'armementt et que nous ne pouvons le faire qu'en cachette* ».

De plus, il semble que Damas ne se soit pas contenté d'envoyer des armes, mais aussi des hommes. Après l'échec de la tentative de noyauter les camps avant le retrait israélien – cinquante-trois dissidents prosyriens ont été tués alors qu'ils tentaient de gagner Aïn-Héloué, les troupes israéliennes étant toujours-là, – un certain nombre de Palestiniens favorables à Abou Moussa ou au Front populaire de libération de la Palestine - commandement général d'Ahmed Gibril, deux tendances prosyriennes, seraient ainsi revenus à Aïn-Héloué et Mieh-Mieh à la faveur des combats. Dans ce dernier camp, en particulier, les prosyriens semblent faire la loi, et, en tout cas, les laissez-passer délivrés par le Front démocratique (antisyrien) pour y accéder sont considérés comme lettre morte.

Cette situation s'explique d'autant mieux que, par alliés libanais interposés, Damas a tous les moyens de contrôler les passages vers les camps palestiniens et le rôle des Palestiniens dans les combats de Saïda. Paradoxalement, les affrontements entre les Forces libanaises et les combattants palestiniens auront peut-être permis à la Syrie de faire l'économie de luttes interpalestiniennes pour le contrôle des camps que certains prévoyaient au lendemain du retrait israélien.

Une chose est sûre, même les obus qui s'abattent sur les camps n'empêchent pas les discussions politiques entre les combattants pro ou anti-Arafat. Il suffit de passer une nuit à Aïn-Héloué pour voir, à la lueur des lampes à pétrole – le camp est plongé dans l'obscurité depuis le début des affrontements, – les combattants qui rejettent en bloc l'accord d'Amman entre Arafat et le roi Hussein de Jordanie discuter interminablement sur la place à réserver au chef de l'OLP.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Asie du Sud

• FIN DE LA TOURNÉE DE Mme THATCHER. 8 Le premier *ministre britannique a regagné* Londres, dimanche 14 avril, à l'issue d'une tournée de six pays *d'Asie au cours de laquelle elle* s'est notamment entretenu longuement, samedi à New-Delhi, avec M. Rajiv Gandhi. Elle s'est également rendue en Malaisie, à Brunei, à Singapour, en Indonésie et à Sri-Lanka avant de faire escale à Ryad, où elle a été reçue par le roi Fahd d'Arabie saoudite.

Cambodge

• *SITUATION SUR LA FRONTIÈRE THAILANDAISE.* – Environ vingt mille civils cambodgiens, aidés par l'armée thaïlandaise et des organisations humanitaires, ont entamé, samedi 13 avril, un exode à *l'intérieur* du territoire thaïlandais à la suite d'informations faisant état d'une *avancée de troupes vietnamiennes vers leurs camps.* D'autre part, la radio « *khmère rouge* » a affirmé que six conseillers soviétiques avaient été tués par la résistance, début avril, dans l'ouest du Cambodge, une information qui n'a pas été confirmée de source indépendante. – *(AP, Reuter.)*

Chine

• TOURNÉE DANS LE PACIFIQUE DE M. HU YAOBANG. – Le numéro un du PC chinois, M. Hu Yaobang, a quitté Pékin vendredi 12 avril pour une visite officielle dans cinq pays du Pacifique sud. Avant son départ, le secrétaire général du PCC a déclaré qu'il discuterait du maintien de la paix avec les dirigeants australiens, néo-zélandais, des Samoas occidentales, des îles Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il est accompagné de M. *Hu Qili*, considéré comme l'une des étoiles montantes dans l'appareil chinois. – *(AFP.)*

Maroc

• *RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES* AVEC NOUAKCHOTT. – Cette décision a été annoncée samedi 13 avril à Rabat. Elle intervient après la visite du ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, vendredi, à Nouakchott. Les deux pays avaient rompu leurs relations en mars 1981, la Mauritanie ayant accusé le Maroc d'être à l'origine d'une tentative de putsch. D'autre part, M. Filali est arrivé dimanche soir 14 avril à Paris, à l'occasion de la réunion de la commission gouvernementale franco-marocaine. – *(AFP.)*

Philippines

• ALLIANCE ENTRE LA NPA ET LES SÉPARATISTES MUSULMANS. – La Nouvelle armée populaire (NPA, communiste) s'est alliée aux séparatistes musulmans et à deux autres groupes rebelles philippins, ont affirmé, à Mindanao, les dirigeants clandestins du Front national démocratique (NDF), qui rassemble neuf groupes d'opposants au régime du président Marcos. Au cours d'une conférence de presse, la première du genre, tenue cette semaine sur la deuxième île des Philippines, au sud de l'archipel, les dirigeants du NDF (contrôlé par les communistes) ont également annoncé leur intention de participer à la campagne pour les élections présidentielles de 1987 et les élections locales de 1986. – *(AFP.)*

URSS

• CINQ ANS DE CAMP POUR UN PENTECOTISTE. – Un pasteur pentecôtiste qui cherchait à émigrer d'URSS, Viktor Walter, a été condamné à cinq ans de camp pour « *propagande antisoviétique et violation de la législation sur les religions* ». Le pasteur Walter fait partie d'un groupe de pentecôtistes, pour la plupart de souche allemande, qui ont entrepris trois grèves de la faim pour obtenir l'autorisation d'émigrer en RFA. Six autres membres de ce groupe devaient comparaître en justice à partir du 15 avril. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

LIBANAIS

Liban : les dix ans de la guerre gigogne

(Suite de la première page.)

L'incident de l'autobus d'Aïn-Remmaneh, qui mit le feu aux poudres le 13 avril 1975, a été raconté dans ces colonnes (*le Monde* daté 14-15 avril). Qui en est responsable ? Question bien dépassée. Il est vrai qu'il y a eu vingt-sept morts et dix-neuf blessés parmi les passagers palestiniens et pro-palestiniens, contre quatre morts et sept blessés libanais au sein de la foule phalangiste et pro-phalangiste massée devant une église. Mais les passagers de l'autobus étaient armés, en traversant un quartier chrétien profondément hostile. Il est surtout vrai que, à défaut de ce premier affrontement du 13 avril 1975, le conflit eût éclaté ailleurs et autrement. Comme une gestation arrive à son terme, le Liban de 1975 devait accoucher de sa guerre.

Au début, on s'est battu une semaine pour s'arrêter un petit mois, durant lequel la vie reprit presque comme si de rien n'était. Les zones de combat redevenaient des rues : les termes « Beyrouth-Ouest » et « Beyrouth-Est » n'avaient pas encore été inventés et les lignes de démarcation n'existaient pas. Si l'affaire en était restée là : trois « rounds » en avril, en mai et en juin – suivis d'une pause en juillet plus longue et censée déjà être définitive avec gouvernement d'union nationale à la clé, – elle n'eût sans doute pas été élevée à la dignité de « guerre », bien qu'elle ait fait mille morts.

Les phalangistes se considéraient investis de la mission de se substituer à l'Etat défaillant pour combattre les Palestiniens, dont le poids militaire, notamment à Beyrouth, rompait progressivement le délicat équilibre libanais. Ils entraînèrent la population chrétienne – mais pas l'armée comme ils l'imaginaient –, dans la bataille. En face, les Palestiniens, tout en mettant en avant les partis libanais de gauche et musulmans – ce qui donne naissance au duo ambigu « islamo-progressiste », avec pour corollaire celui, contesté, de « conservateurs-chrétiens », – menaient la bataille avec la suffisance de qui se croit le plus fort. Ils l'étaient. Politiquement, militairement, l'Etat libanais ne faisait plus le poids face à une OLP intérieurement envahissante et internationalement triomphante.

Ce ne sont encore que les premiers balbutiements d'une guerre qui ne cessera de se compliquer et de s'enchevêtrer, mais déjà ses éléments de base se mettent en place : paralysie de l'Etat et de l'armée, prélude à leur désintégration ; clivages entre communautés menant inexorablement à leur éclatement ; mise en branle d'un mécanisme qui finira par broyer Palestiniens et Libanais à la fois, les uns et les autres fonçant tête baissée dans les pièges les plus grossiers ; arbitrages syriens qui, empêchant quiconque, par un subtil jeu de bascule, d'être vaincu et encore moins vainqueur, se transformeront en tutelle ; intrusion israélienne, qui débouchera sur l'invasion ; pusillanimité d'un Occident oscillant entre un intérêt passionné mais inefficace et le désintérêt total.

En septembre 1975, la guerre fait un saut qualitatif ; elle atteint le centre de Beyrouth. Les lignes de démarcation s'ébauchent, les quartiers de la ville et non plus sa banlieue font connaissance avec les obus, les enlèvements de musulmans par les chrétiens, et *vice versa*, entrent dans les mœurs. Octobre, novembre, décembre : incendie des vieux souks et du port, bataille des grands hôtels et le « samedi noir », point culminant de la sauvage pratique de l'exécution sommaire « sur base confessionnelle »

Qui a commencé ? C'est un peu l'œuf et la poule. Lors du tristement célèbre « samedi noir », les chrétiens ont massacré entre cent et deux cents musulmans dans des rues bruyantes, au sein d'une population qui n'a pas encore appris la ségrégation communautaire. Mais il est également vrai que cela suivit l'exécution, tout aussi sommaire, de quatre jeunes gens chrétiens du côté de Fanar (Metn). On peut ainsi remonter de liquidation en liquidation jusqu'au meurtre de trois vieux moines au Nord. La cassure intercommunautaire s'élargit.

Mais, malgré le « samedi noir », le président Hafez El Assad reçoit à Damas le même jour le chef des phalanges, Pierre Gemayel. Les Palestiniens se croient encore maîtres de la décision, convaincus que Damas, même s'il manœuvre, devra en définitive se ranger derrière leur panache. Vanité ! les Syriens sont déjà les vrais maîtres du jeu, alors que, parallèlement, les Israéliens se sont introduits chez les chrétiens.

Que faut-il dire ? Damour – la Quarantaine ? Ou la Quarantaine – Damour ? (1) Lequel de ces deux horribles massacres – de chrétiens à Damour et de musulmans à la Quarantaine – a-t-il précédé (et motivé) l'autre ? En termes de siège, c'est la Quarantaine. D'assauts et donc de tueries, c'est Damour. Mais ce n'est pas un « match nul ». Les Syriens ne s'y trompent pas : les chrétiens sont en train de perdre la partie ; les Palestiniens – car ce sont eux les vrais protagonistes, sous couvert « d'islamo-progressistes » – de la gagner. Cela, Damas ne le tolère pas. La Syrie aide et aidera constamment le vaincu pour qu'il n'y ait précisément pas de vainqueur.

On a souvent accusé le président Assad d'avoir changé, au Liban, de politique comme de chemise, et cela parce qu'on le voyait changer d'alliés. C'est faux : la politique syrienne dans ce pays a été, au fil des dix longues années, d'une remarquable continuité : ne jamais laisser ni un allié devenir trop fort, ni un adversaire être éliminé de la scène – sauf Arafat.

Ce ne sera évident que plus tard ; mais Damas bascule à ce moment en faveur des chrétiens, impose une trêve, qui durera deux mois (mi-janvier, mi-mars 1976) et sera rompue par un coup d'Etat d'opérette, d'autant plus incongru qu'il s'insère dans une vraie guerre, dure, meurtrière, dévastatrice.

Le peu qui subsistait de l'armée et de l'Etat éclate : le président de la République, M. Soleiman Frangié, abandonne le palais présidentiel et se réfugie en terrain phalangiste – c'était alors l'union sacrée chez les chrétiens, la rupture n'interviendra qu'en 1978. Quant à l'armée, si elle se désintègre, du moins ne participe-t-elle pas aux combats, ou si peu, à travers l'« armée du Liban arabe », fraction sans grande envergure qui rallie le camp « palestino-progressiste » tandis que des officiers chrétiens aident les milices de leur communauté.

L'affrontement syro-palestinien

De la mi-mars à la mi-novembre, ce sont huit mois tragiques, la plus longue phase d'hostilités ininterrompues des dix ans de guerre, dont le foyer principal est Beyrouth, mais dont les convulsions secouent tout le Liban. Avant que le Front se stabilise et que les chrétiens regagnent du terrain avec le soutien de la Syrie, ils perdent pied de tous côtés. A Beyrouth, de l'Hôtel Holiday Inn à l'immeuble Fattal – deux hauts lieux de la guerre, – leur recul n'excède pas 800 mètres. Mais c'est le cœur de la cité qui meurt, ravagé par les combats, pillé et saccagé boutique après boutique, bureau après bureau, dans le sillage de l'avance des « palestino-progressistes » : la fin d'un monde.

Au nord aussi, les chrétiens lâchent prise au Koura. Plus grave : leur sanctuaire de la montagne centrale est attaqué par le haut, par ces crêtes hautaines dont ils s'enorgueillissent et qui tombent entre les mains de leurs ennemis. Entraînés par le chef druze Kamal Joumblatt, qui commet l'erreur de défier ouvertement les Syriens en voulant cueillir une victoire qu'il sent à portée de main, les Palestiniens s'enhardissent à proclamer que « *la route de Jérusalem passe par Jounieh* » (cœur du pays chrétien). Autant dire, dans le contexte d'alors, par Damas...

Dès lors, le président Assad deviendra leur ennemi implacable – et le restera, même durant les longues années 1978-1982, où il est contraint, par le traité de Camp David, à refaire alliance avec eux jusqu'à les éjecter enfin de la scène en 1983, ou, du moins, de les faire sortir du Liban et de Syrie.

Fermant les yeux sur les relations déjà étroites des milices chrétiennes avec Israël, la Syrie croise le fer avec les Palestiniens en juin 1976, puis de nouveau à l'automne. Les armes syriennes font couler le sang palestinien sans qu'à Damas le régime s'effondre, sans même qu'il soit affaibli. L'URSS, sollicitée désespérément par la résistance palestinienne, laisse faire son allié syrien.

Remis en selle après que Damas eut inversé le cours de la guerre, les chrétiens renouent avec le succès au nord, et, à Beyrouth, au camp de Tell-Zaatar, au prix il est vrai d'un effroyable massacre supplémentaire...

L'équilibre rétabli, et l'Arabie saoudite ayant convaincu les présidents Assad et Sadate d'arrêter leur épreuve de force – car depuis un an et demi que dure la guerre au Liban, le chef de l'Etat égyptien y a constamment pris le contre-pied de Damas, – la situation est mûre pour une pause, que l'on prend à l'époque pour la paix. La caution arabe permet à la Syrie de transformer son armée au Liban en une force arabe de dissuasion.

Entre-temps, le Liban a pu se doter d'un nouveau président, M. Elias Sarkis, qui hérite d'un non-pouvoir, homme seul s'il en fut jamais à la tête d'un Etat qui n'existe plus.

Les Libanais apprennent, durant cette période noire entre toutes, que la guerre, outre les obus, les liquidations, les francs-tireurs et les destructions qu'ils connaissaient déjà, c'est aussi l'électricité coupée, l'eau qui n'arrive plus aux immeubles, l'essence qui disparaît, l'aéroport, après le port, qui se ferme, avec, en prime, dans le secteur « palestino-progressiste », le chaos et le banditisme. Par centaines de mille, ils fuient cette terre devenue brusquement hostile à la vie.

Pourtant, l'espoir est dans leur tête et leur cœur. Démesuré, infondé, mais tellement réel que même ceux qui fuient emportent des valises et dans ces valises la certitude qu'il y en a pour un mois ou deux. Que les jeunes trouvent dans la guerre une raison de vivre et y adhèrent, surtout du côté chrétien ; que les étudiants ne veulent plus rejoindre leurs universités à l'étranger, pour faire le coup de feu. Chez les chrétiens, c'est la patrie, la terre, que l'on défend avec un dévouement souvent sublime. Chez les « palestino-progressistes », c'est une cause.

Dieu que la guerre était jolie quand on y croyait... Aujourd'hui, presque sans bombes, avec un aéroport et un port ouverts, assez d'électricité, d'eau et d'essence, malgré quelques pénuries, l'espoir est mort avec la foi.

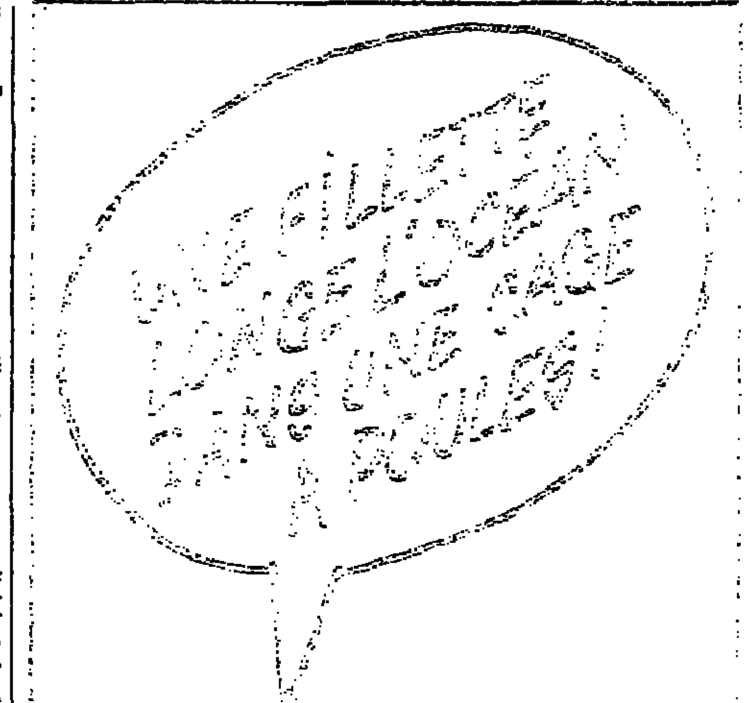
LUCIEN GEORGE.

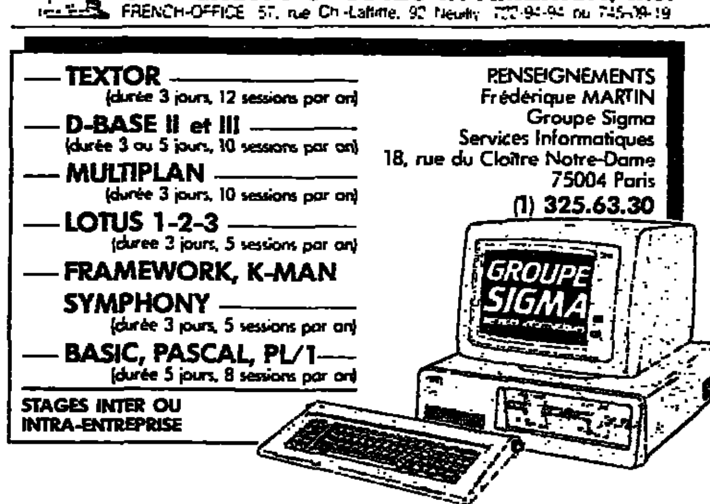
Prochain article :

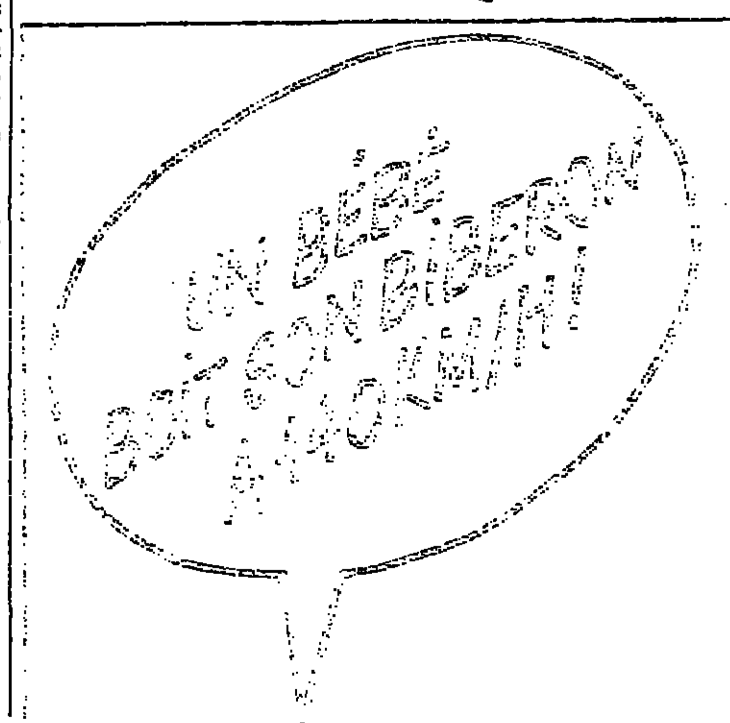
1977, L'ANNÉE CHARNIÈRE

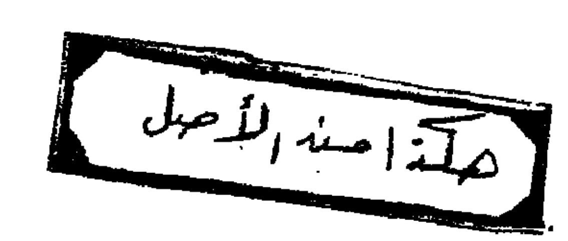
(1) NDLR. En janvier 1976, le camp palestinien de la Quarantaine, enclavé dans Beyrouth-Est, est attaqué par les forces chrétiennes. On compte plus de cent morts. Quelques jours auparavant, des forces palestiniennes, appuyées par des milices libanaises de gauche, s'emparent de la petite bourgade chrétienne de Damour, fief de Camille Chamoun, au sud de la capitale. Entre trois cents et cinq cents habitants sont massacrés.











AFRIQUE

République sud-africaine

L'ENTERREMENT DES VICTIMES DE LA TUERIE DE LANGA A PORT-ELIZABETH

« Ils ne pourront jamais tous nous tuer »

Au moins huit Noirs ont été tués, dont sept par les forces de l'ordre, dans la région de Port-Elizabeth, samedi 13 et dimanche 14 avril, selon un bilan communiqué par le quartier général de la police de Pretoria. Les violences ont gagné les cités noires du Transvaal et l'Etat libre d'Orange, où la police a dispersé des foules regroupant parfois deux mille personnes. Les sept victimes de la police ont été tuées alors qu'elles attaquaient les domiciles de policiers noirs. Ces derniers, ainsi que les membres des conseils municipaux, sont devenus la cible principale des émeutiers, qui les considèrent comme des « collaborateurs » du régime de l'apartheid. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

Johannesburg. — Les Noirs enterrent leurs morts. Trente-quatre d'entre eux ont été inhumés au cours du week-end dans les townships des environs de Port-Elizabeth. Parmi eux, les dix-neuf victimes de la tuerie de Langa, le 21 mars. Dix-neuf Noirs « abattus » par la police alors qu'ils se rendaient aux obsèques d'autres Noirs, eux aussi tombés sous les balles des forces de l'ordre. Un enterrement qui devait avoir lieu à la cité de Kwanobuhle, à proximité de Uitenhage, dans le cimetière duquel ils reposent maintenant en compagnie de ceux que l'on appelle « *les combattants de la liberté* ». Quarante mille des leurs s'étaient déplacés, samedi 13 avril, pour leur rendre un dernier hommage. Cette fois, la police ne s'est pas opposée au rassemblement qui a eu lieu dans le stade. L'armée, qui contrôlait les voies d'accès à Kwanobuhle, a laissé passer les autobus bondés, les camions surchargés et les voitures pleines à craquer qui se dirigeaient avec leurs occupants chantant à tue-tête vers la cérémonie du dernier adieu.

« *Ils disent dix-neuf, nous disons quarante-trois* », proclamait un calicot. En fait, vingt-sept cercueils étaient alignés sur des tables face à la tribune. Les dix-neuf de Langa,

De notre correspondant

plus huit autres tombés au cours des dernières semaines. Ni fleurs ni pleurs, juste les noms tracés au feutre sur le bois peint. Et autour, une foule serrée, soudée, qui ondulait le poing levé en chantant l'hymne des Noirs *Dieu sauve l'Afrique*. Tous portaient, épinglé sur leur poitrine, un petit morceau d'étoffe ou de plastique noir, mais l'ambiance était plus à la fête qu'au recueillement. Malgré le flot des discours, inaudibles en raison d'une mauvaise sonorisation, en dépit des harangues répétées, le rassemblement avait plutôt un air champêtre. Excepté ceux qui se pressaient près des gradins pour happer les phrases des orateurs et reprendre en chœur les slogans, une grande partie de l'assemblée s'était répandue sur l'herbe, discutant, dormant, tandis que les enfants s'exerçaient à faire des galipettes.

Etre ensemble

L'important était avant tout de pouvoir être là, ensemble, pour exprimer sa solidarité et participer à ce rendez-vous aux allures de meeting politique. On a acclamé les noms de Mandela, le dirigeant de l'ANC (Congrès national africain) emprisonné, celui de Oliver Tambo, l'actuel président. Ils ont scandé « *Amandla* » (pouvoir) et « *Mayibuye* » (la terre aux Noirs). Des ecclésiastiques ont demandé la fin de l'oppression et appelé à plus de justice. Des vivas ont salué le nom des dirigeants de la cause noire. Le pasteur Allan Boesak, fondateur du Front démocratique uni (UDF), a averti les autorités que « *le jour du jugement est très proche* », et le prix Nobel de la paix, l'évêque anglican Desmond Tutu, a répété que « *l'apartheid était le premier responsable de l'agitation* », demandant à l'auditoire « *de ne pas utiliser les méthodes violentes employées par l'ennemi* ».

La foule a ensuite pris le chemin du cimetière. Un long cortège précédé des vingt-sept cercueils portés à même l'épaule, dont ceux de deux adolescents de quatorze et seize ans. « *Blesser l'un d'entre nous, c'est nous atteindre tous* », proclamait une banderole plantée à proximité des vingt-sept tombes creusées en ligne droite et séparées d'une mince paroi de terre, comme pour mieux rapprocher ceux qui sont tombés tout près l'un de l'autre, sur la route de Maduna, à la sortie de Langa. Les cercueils ont glissé lentement au fond des trous, tandis que la foule agglutinée sur les monticules de terre entonnait une dernière fois, le poing levé, l'hymne de la libération *Dieu sauve l'Afrique*.

La dispersion s'est opéré sans incidents. L'armée était déployée le long des bâtiments industriels de Uitenhage et la police suivait les groupes de jeunes qui rentraient à pied dans les ghettos. L'un d'entre eux, d'une centaine de personnes, a été suivi pendant près de 30 kilomètres, jusqu'à Port-Elizabeth, par les forces de l'ordre.

Dimanche, quatre victimes des émeutes ont, d'autre part, été enterrées à Zwide, un township à la périphérie de Port-Elizabeth, et trois autres à Despatch, à proximité de Uitenhage, toujours sous la surveillance de l'armée et de la police, qui veillaient l'arme au pied, à bonne distance. A Despatch, ce sont une femme de trente-sept ans et un bébé de huit mois, asphyxiés par des gaz lacrymogènes, ainsi qu'un adolescent de dix-neuf ans, dont les obsèques ont été célébrées dans une atmosphère de liesse révolutionnaire. Les journalistes ont été accueillis par des poings levés, aux cris de « *Camarades !* », tandis que des groupes dansaient en cercle. D'autres gravissaient les rues au petit trot en scandant en cadence les noms de ceux qui portent leurs espoirs : « *Boesak, Mandela, Tambo, Sisulu* », etc. Un gamin avait inscrit sur sa chemise blanche la liste de tous les leaders vivants ou décédés de la cause noire. Mandela était le premier au hit-parade des dirigeants. Devant la petite église débordant de monde, une banderole rappelait que « *la voix du peuple est la voix de Dieu* ». Le représentant d'un syndicat étudiant, le béret noir à la Che Guevara vissé sur la tête, expliquait que la tuerie de Langa n'aurait pas eu lieu si « *les Blancs nous laissaient enterrer nos morts en paix* ». Les obsèques de ce week-end ont en tout cas prouvé que le drame de Langa aurait pu facilement être évité. De toute façon, comme le fait remarquer un calicot, « *ils ne pourront jamais tous nous tuer* ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Soudan

LE « CABINET DE TRANSITION »

Militaires et civils n'ont pu se mettre d'accord

Une seconde réunion pour la mise au point de la composition définitive du gouvernement de transition, prévue pour le dimanche 14 avril entre militaires et représentants des syndicats et des partis politiques, a été annulée. Aucune explication de ce changement de programme n'a été fournie.

Les deux parties doivent se réunir de nouveau à une date qui n'a pas encore été fixée officiellement « *pour de nouvelles consultations* ». Les militaires auraient reçu une liste de plusieurs noms de « *ministrables* » présentée par les partis et les syndicats. Outre un litige sur certains noms, le conseil militaire transitoire serait opposé à la présence dans ce cabinet de transition chargé d'organiser des élections dans douze mois de personnalités trop marquées à gauche, en particulier de celles proches du Parti communiste soudanais.

Les négociateurs civils ont réduit à deux le nombre de leurs candidats pour le poste de premier ministre d'un gouvernement intérimaire, a fait savoir un responsable politique, en ajoutant qu'il s'agissait de deux dirigeants syndicaux.

Le chef du nouveau conseil militaire, le général Sewar El Dahab, a déclaré de son côté qu'il tenterait de rétablir un gouvernement civil dans un an, mais que son objectif prioritaire à court terme était de poursuivre le programme d'austérité économique de l'ancien gouvernement. « *Nous devons poursuivre ce programme pour le moment, sinon nous pourrions aboutir à une situation encore pire* », a dit le général dans un entretien publié dimanche par le *New-York Times*. Selon lui, l'erreur de l'ancien gouvernement a été de « *ne pas expliquer la situation au peuple et d'imposer tout d'un coup des mesures sans en donner la raison* ».

Quant aux Frères musulmans, ils ont annoncé qu'ils s'opposeront par des « *manifestations de rue* » à toute tentative d'abolition des lois islamiques promulguées par l'ancien président Nemeiry. C'est du moins ce qu'a affirmé dimanche le guide suprême de la confrérie, M. Hassan Tourabi. « *La rue qui a renversé Nemeiry peut aussi provoquer la chute de quiconque tenterait d'abolir la charia* », a souligné M. Tourabi, qui vient de faire sa rentrée politique après un bref séjour en prison sous l'ancien régime.

Les trois gouverneurs du sud du Soudan ont été arrêtés et emprisonnés dans la prison de Kouber, à Khartoum, a-t-on encore appris dimanche soir auprès du comité des Sudistes de Khartoum.

Enfin, le gouvernement soviétique vient d'adresser aux nouveaux dirigeants soudanais un message de félicitations. — *(AFP, Reuter.)*

Algérie

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT CHADLI A WASHINGTON

Alger souhaite briser le « monopole » de Rabat

Alger. — Accompagné de plusieurs ministres, le président Chadli quitte Alger mardi 16 avril pour une visite officielle de six jours aux Etats-Unis, la première jamais effectuée dans ce pays par un chef d'Etat algérien (Boumediène s'était entretenu avec l'ancien président Nixon en 1974, mais à l'occasion d'une session spéciale de l'ONU sur les matières premières).

Le programme du séjour donne à penser que les Américains ne ménageront pas leurs efforts pour séduire leur hôte. M. Chadli se rendra dans plusieurs Etats, notamment en Californie. Assisté d'un interprète arabophone, il aura des entretiens avec le président Reagan dès le 17, et, sans nul doute, les Algériens éprouveront un vif sentiment de fierté en voyant à la télévision leur chef entouré d'égards à la Maison Blanche.

Cependant, en Algérie, l'annonce de cet événement, il y a quelques semaines, avait été banalisé. Reflètant le discours officiel, l'hebdomadaire *Algérie Actualité* écrivait : « *Cette visite s'inscrit dans la coopération multilatérale et les relations que notre peuple veut amicales avec tous les Etats et tous les peuples.*

Elle intervient également après les visites que le président de la République a effectuées dans les pays arabes, ceux du non-alignement, du camp socialiste et d'Asie. Elle permettra à l'Algérie d'exposer son analyse de la situation qui prévaut dans le monde et dans la région ».

De fait, en 1981, le président Chadli s'est rendu à Moscou où il n'est resté que deux jours. Au printemps 1982, il a été l'hôte de l'Inde, de la Chine et de la Yougoslavie. Puis en 1983, ce fut le tour de la France. Le mois prochain, un voyage le conduira au Mexique, à Cuba et au Venezuela. Consacré par l'achat d'avions de transport C 130 il y a trois ans, dans le cadre de la diversification des fournisseurs militaires (*le Monde* daté 14-15 avril), le dégel des relations entre Washington et Alger — fort mauvaises sous Boumediène — a commencé à l'occasion de la mission de bons offices remplie par Alger en janvier 1981 pour parvenir à la libération des otages américains de Téhéran. Depuis, les visites se sont multipliées de part et d'autre.

La plus importante fut celle du vice-président Bush à Alger en septembre 1983. Dès cette époque, on estimait à Alger qu'il n'y avait plus de raisons de laisser à Rabat le monopole du dialogue avec Washington.

Un souci d'équilibre

Les Etats-Unis se déclarant neutres dans le conflit du Sahara occidental, il faut les convaincre de « *raisonner Rabat, qui bénéficie de leur aide militaire* », ajoute-t-on. Les dirigeants algériens entendent tirer parti des appréhensions que le « flirt » entre le Maroc et la Libye a pu faire naître à Washington.

Les Américains apprécient que, tout en étant membre du Front de la fermeté au sein du monde arabe, l'Algérie fasse preuve d'une relative

De notre correspondant

modération. Essayer de détacher un peu Washington de Rabat est un jeu qui en vaut la chandelle. Même s'il existe quelque « grogne » au sein du FLN, le président Chadli a apparemment imposé ses vues sans grande résistance. Toutes les précautions ont d'ailleurs été prises pour ne pas prêter le flanc à la critique, comme en témoigne l'esquisse d'un « *important accord de coopération économique et technique destiné à donner une impulsion nouvelle aux relations algéro-soviétiques* », résultat des travaux d'une commission intergouvernementale, qui s'est réunie à Moscou la semaine dernière. L'un des deux sous-chefs d'état-major de l'armée algérienne accompagnera le président Chadli à Washington. Mais le second a été reçu dimanche par le chef de l'Etat, avant de partir pour Moscou à la tête d'une importante délégation militaire, par souci d'équilibre.

Il est probable que la visite du président Chadli donnera lieu à la création d'une commission mixte de coopération économique algéro-américaine. Malgré un contentieux sur le gaz, les Etats-Unis sont les premiers clients de l'Algérie en raison de leurs achats considérables de pétrole brut et de condensat. En 1984, leurs importations se sont élevées à 3 milliards 700 millions de dollars et leurs exportations à seulement 500 millions de dollars. Washington souhaite un rééquilibrage des échanges mais sans en faire une affaire d'Etat.

Préférant troquer du pétrole brut contre du blé américain fourni par des sociétés privées, l'Algérie n'a pas utilisé un crédit de 160 millions de dollars qui lui avait été ouvert par les Etats-Unis pour ses achats de céréales. En revanche, la coopération technique agricole semble appelée à se développer.

Les Américains vivant en Algérie ne sont pas plus de mille cinq cents. Leur langue est de plus en plus parlée dans les secteurs technique et commercial. Le premier ministre algérien, ancien directeur du bureau de la Sonatrach à Washington, a soutenu une thèse sur la planification à la fin de 1976 aux Etats-Unis. Actuellement, sept cent quarante boursiers du gouvernement algérien étudient en Amérique. Jusqu'à présent, les Américains ont adopté un « profil bas » sur le plan culturel, se contentant d'un petit bureau d'information à Alger.

En fait, la culture et surtout la sous-culture américaine pénètrent dans les foyers par les cassettes, la radio et la télévision. Celle-ci diffuse abondamment des films et des feuilletons américains qui peuvent faire rêver bien des Algériens. Mais, quand il s'agit de l'information, les médias, toujours révérencieux à l'égard de l'URSS, présentent les Etats-Unis comme les principaux responsables des maux de la planète. Un léger changement est cependant perceptible depuis peu et, dimanche, le quotidien *El Moudjahid* a publié une dépêche rappelant une partie des positions prises jadis par l'Amérique en faveur de l'indépendance algérienne.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

La presse garde le silence sur le procès des activistes islamiques

De notre correspondant

Alger. — Une semaine après l'ouverture de la première audience, les médias algériens gardaient toujours le silence, dimanche 14 avril, sur le procès des activistes islamiques devant la Cour de sûreté de l'Etat, à Medea (*le Monde* du 13 avril). A l'évidence, le but des autorités est de régler cette affaire avec le moins de remous possibles, et il est probable que le procès se terminera par la libération d'un grand nombre d'accusés, après plus de deux ans d'incarcération.

Ces hommes sont au nombre de cent trente-quatre. C'est en février que la chambre d'accusation s'est prononcée sur le sort de cent cinquante-deux détenus. Elle a rendu un arrêt de renvoi devant la Cour de sûreté pour la majorité d'entre eux et décidé que dix-huit devraient être relâchés faute de charges suffisantes. Le procès se déroule dans une salle dont le banc des accusés occupe la plus grande partie, ce qui interdit la présence du public bien que, en théorie, le débat n'ait pas lieu à huis clos.

A la première audience, une vingtaine de personnes ont été appelées, qui ne figuraient pas parmi les prévenus. C'est ce qui a fait croire d'abord qu'il y aurait des prévenus libres. En fait, il s'agit de personnes citées comme témoins.

Le président de la Cour de sûreté de l'Etat est un magistrat civil en fonction à Annaba. Il est entouré de deux autres juges civils et de deux militaires. Les accusés sont entendus par groupe d'une trentaine, et les audiences se prolongent souvent tard dans la soirée. Le verdict interviendra vraisemblablement à la fin du mois.

La défense est assurée par une trentaine d'avocats algériens, dont certains sont commis d'office. En effet, plusieurs accusés, après leur arrestation, sont restés fidèles aux idées développées dans leur « *programme* » pour une société différente et, parmi leurs projets, il y a la suppression du métier d'avocat...

Un des défenseurs est Mᵉ Ali Yahia, l'infatigable et courageux bretteur de tous les procès à caractère politique en Algérie. Mᵉ Yahia a connu certains de ses clients... dans la prison où il a lui-même été incarcéré plusieurs mois avant d'être relâché (*le Monde* du 17 mai 1984) et d'obtenir un non-lieu. Cet avocat progressiste a notamment défendu dans le passé des communistes et des berbéristes. Il ne partage pas toutes les vues de ses clients intégristes, *tant s'en faut, mais, nous a-t-il déclaré, il s'est chargé de leur donner par fidélité à ses engagements* en faveur des droits de l'homme sans distinction.

Les accusés ont été arrêtés dans l'Algérois et en province à la fin de 1982 et au début de 1983. Il s'agit d'ouvriers des entreprises nationales, parfois responsables syndicalistes, de commerçants, d'artisans, d'instituteurs ou de professeurs. Cela va du jeune chômeur à l'intellectuel universitaire. Quelques-uns d'entre eux ont tiré au moment de leur arrestation, tuant un gendarme et en blessant un autre. Chez plusieurs on a découvert des pistolets-mitrailleurs MAT-49. Ils disent qu'ils s'agissait d'assurer leur défense personnelle, tandis que l'accusation parle de complot, s'appuyant sur le fait que des explosifs accompagnaient parfois les armes. Mais la majorité de ces hommes, près d'une centaine, ont été arrêtés pour avoir participé à des rassemblements ou à des réunions au cours desquelles fut élaborée une « *charte islamique* » en quatorze points, sur laquelle le président du tribunal les a laissé s'exprimer longuement sans les interrompre.

J.-L. G.

Le ton de la tournée du premier ministre néo-zélandais en Afrique de l'Est irrite Washington

Nairobi. — « *Nous sommes fiers de vous* », lui a dit M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien. Dans son voyage-découverte de l'Afrique de l'Est, qui vient de le conduire aussi au Kenya, en Tanzanie, au Botswana et au Zimbabwe, M. David Lange, le nouveau premier ministre néo-zélandais, ne s'est-il pas posé en adversaire implacable du régime « raciste » de Pretoria, reprochant à son prédécesseur conservateur, sir Robert Muldoon, « *d'avoir négligé* » cette partie du monde ?

« *Le combat inachevé pour le triomphe de la justice en Afrique du Sud et en Namibie concerne tous ceux que préoccupe le sort des hommes*, a souligné M. Lange. *Sachez que, dans cette campagne, mon pays sera à la hauteur de ses responsabilités.* » Ses interlocuteurs, qui l'ont reçu en grande pompe, n'ont donc pas tari d'éloges sur ce dirigeant d'une nation dite occidentale, prêt, semble-t-il, à mettre ses actes en accord avec ses paroles.

Première mesure concrète du chef du Parti travailliste depuis son arrivée au pouvoir, en juillet dernier : la fermeture du consulat d'Afrique du

De notre correspondant en Afrique orientale

Sud à Wellington. M. Lange a, d'autre part, promis de « *geler* », dans la mesure du possible, tous les échanges sportifs avec le régime de Pretoria : pas de tournée de l'équipe de rugby sud-africaine en Nouvelle-Zélande ni de déplacements de leurs adversaires néo-zélandais. Il a, en outre, décidé d'ouvrir la première ambassade sur ce continent, dans un Etat de la « ligne de front », en principe le Zimbabwe, pour marquer symboliquement la « *solidarité* » de son pays avec le mouvement anti-apartheid.

Le premier ministre néo-zélandais, qui a rencontré, à Lusaka, M. Oliver Tambo, le président du Congrès national africain (ANC), s'est prononcé pour une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation « *explosive* » en Afrique du Sud. Il a, d'autre part, jugé que l'aide extérieure aux pays touchés par la famine avait été « *trop faible et trop tardive* ». Il a, en outre, reproché à la politique américaine d'« *engagement constructif* » vis-à-vis du régime de Pretoria, de laisser croire à celui-ci qu'il a encore des amis dans le monde.

Nul doute que les Etats-Unis, déjà en froid avec Wellington, qui a refusé à leurs navires porteurs d'armes atomiques l'accès de ses eaux territoriales, n'ont guère apprécié les « *écarts de langage* » d'un allié qui cherche, un peu trop à leur goût, à se singulariser. D'autant que M. Lange est revenu, à plusieurs reprises, lors de sa croisade africaine, sur son différend avec Washington. « *Mon gouvernement a, en cette affaire, le soutien total de la population. Nous maintiendrons cette politique* », a-t-il assuré, en exprimant l'espoir « *qu'avec le temps* » un arrangement sera trouvé avec son puissant partenaire.

Endossant l'idée, lancée par certaines nations riveraines et appuyée par l'Union soviétique, de transformer l'océan Indien en « *zone de paix* », M. Lange a, en contrepartie, obtenu le soutien de ses interlocuteurs à sa proposition de créer une « *zone dénucléarisée* » dans le sud de l'océan Pacifique.

JACQUES DE BARRIN.

TIRANT PARTI DE LA TRÊVE DE FAIT

La Libye renforce sa présence dans le nord du Tchad

N'Djamena. – M. François Mitterrand, le 16 décembre 1984, disait de la bande d'Aozou : *« Cette petite zone, là, c'est la zone conquise par la Libye en 1972-1973 et qui appartient toujours au Tchad sur le plan international, mais qu'on oublie généralement. Dans les débats, on fait comme si cela n'avait pas eu lieu, mais moi j'y pense toujours (...) Je dénonce cette occupation-là. »*

M. Charles Hernu, ministre de la défense, le 27 mars 1985 : *« La bande d'Aozou est hors du Tchad, tout le monde en est d'accord, même le président Hissène Habré. C'est une affaire qui date de 1934. »*

La logique de la diplomatie française à l'égard du Tchad est parfois déroutante... Car il ne s'est rien passé depuis la mise en place de l'opération Manta, en août 1983, qui justifierait l'apparente contradiction entre ces deux déclarations : la portion du territoire tchadien située au nord du seizième parrallèle échappe toujours à la souveraineté de N'Djamena, et l'armée libyenne, en dépit de l'*« accord »* franco-libyen du 17 septembre 1984, est partie, puis revenue.

C'est donc ce gel de la situation militaire qui, sans doute, explique l'évolution de la position française. Puisque Aozou est *« hors du Tchad »*, le conflit se résume à l'occupation *« illégale »* du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti), ce qui simplifie – un peu seulement, – le problème. Que reste-t-il de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ? Certes, la France a stoppé l'avance libyenne et, ce faisant, elle a montré à ses alliés africains qu'elle respectait sa parole. Pour le reste, sur le terrain, retour à la case départ...

Brouillage radio

Insensiblement pourtant, les choses commencent à bouger, tant sur le plan politique et diplomatique, que militaire. Soucieuses de ne pas se laisser entraîner dans une nouvelle « aventure » en renvoyant un contingent militaire au Nord, les autorités françaises maintiennent une étroite surveillance des troupes libyennes, afin de ne pas être prises au dépourvu. Cette surveillance a eu, jusqu'à présent, un effet dissuasif. En quelque sorte, *« Manta se perpétue sans Manta »*.

A Bouar, en Centrafrique, une station d'écoute au sol intercepte les liaisons radio des unités libyennes. C'est grâce à ce travail que les militaires français ont pu acquérir la conviction que le colonel Kadhafi a été récemment confronté à un sérieux problème avec sa propre armée. *« On s'est rendu compte,* explique un expert français, *que le moral des soldats libyens était au plus bas. Ils ne sont plus très sûrs de l'utilité de leur mission. Ils vivent en outre dans des conditions matérielles très difficiles. Ils sont toujours en alerte, persuadés qu'on va les attaquer à tout moment. En fait, on a le sentiment d'avoir à faire à une armée qui n'est pas opérationnelle. »*

Cette situation explique sans doute que, dans le courant du mois de février, la quasi-totalité des soldats libyens stationnés dans le nord du Tchad ont été remplacés. Mais l'interception des transmissions libyennes se heurte depuis quelques semaines à des difficultés. L'armée de Tripoli a en effet acquis du matériel de brouillage radio et s'est adjoint le concours de techniciens d'Allemagne de l'Est et de Corée. Leurs contre-mesures semblent être efficaces.

Oreilles qui « traînent »

Les avions Breguet-Atlantic et Mirage basés à Bangui poursuivent, d'autre part, leurs missions de reconnaissance et d'observation à haute altitude. Le commandant en chef des FANT (Forces armées nationales tchadiennes), M. Idriss Deby, assure qu'il a été averti *« à deux reprises seulement »*, depuis le départ de Manta, de ces vols, tout en soulignant qu'il n'est pas exclu que les Français *« ne nous préviennent pas toujours »*. Effectivement, au moins une dizaine de missions de ce type ont eu lieu depuis cette date. Le « com-chef » affirme, en outre, que des C-130 libyens continuent de décoller de Faya-Largeau et de Fada pour se rendre dans le Sud, jusqu'à Moyenne-Sido, à la frontière centrafricaine, pour parachuter du matériel militaire aux maquisards sudistes, les « codos ».

A Paris, on se montre extrêmement sceptique sur l'existence de ces vols. On ne conteste pas, en revanche, que les Libyens renforcent leurs positions militaires, à la fois en hommes et en matériel, avec une légère accélération depuis une quinzaine de jours. Il semble notamment que le prolongement de la piste d'aviation d'Ouadi-Doum, située à 150 kilomètres au nord-est de Faya, soit dans sa phase d'achèvement. Cette piste, que l'on dit longue de 4 400 mètres, serait capable d'accueillir, comme le dit M. Hissène Habré, *« n'importe quel avion »*, c'est-à-dire des chasseurs Mig et Sukkoï, des bombardiers Tupolev-22, et des gros porteurs Iliouchine-76.

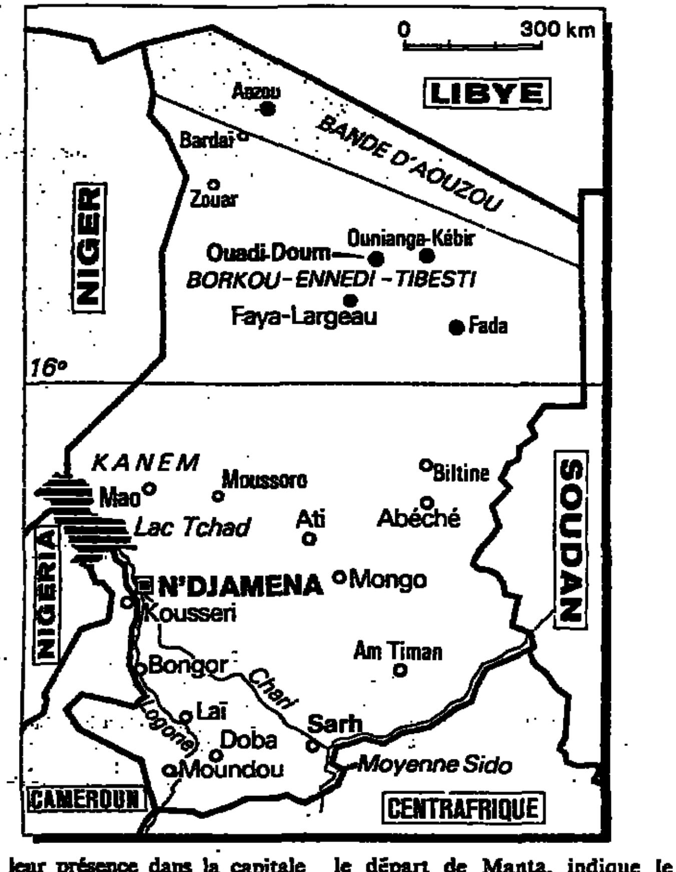
De leur côté, les Tchadiens effectuent de temps en temps des « patrouilles profondes » au-delà du 16e parallèle, jusqu'à approcher en vue de Fada. Ils collectent, d'autre part, les renseignements dont peuvent disposer à la fois les éleveurs dont les troupeaux effectuent, en raison de la sécheresse, une transhumance nord-sud, et les « ralliés » du GUNT. Le nombre de ceux-ci, que les autorités disent volontiers massif, ne doit guère dépasser deux cents.

De notre envoyé spécial

N'Djamena bénéficie en outre des renseignements que lui transmet Washington grâce à ses satellites d'observation.

Depuis peu, des experts militaires américains – huit, selon une source sérieuse, – sont présents dans la capitale tchadienne. Leur rôle est de transmettre une partie de ces renseignements au gouvernement tchadien et, accessoirement, d'apporter leurs conseils sur la réorganisation des FANT ; ce qui n'est pas pour plaire aux militaires français...

Reste les fameux « observateurs » français et libyens dont la mission était – théoriquement – d'observer le désengagement des *« troupes étrangères »*. Cinq observateurs français se trouvent toujours à... Tripoli. On estime cependant, à Paris,



que leur présence dans la capitale libyenne – où ils côtoient des « observateurs » grecs, – n'est pas complètement inutile, dans la mesure où leur inaction leur permet de *« laisser traîner leurs oreilles »* et de rendre compte de l'état d'esprit des militaires libyens qu'ils peuvent rencontrer.

Les troupes libyennes sont fortes d'environ cinq mille hommes. Le GUNT, quant à lui, compte environ quatre mille hommes. Selon des sources militaires françaises, le CDR (Conseil démocratique révolutionnaire), aujourd'hui la principale force politico-militaire de l'opposition, dont le secrétaire général, M. Acheikh Ibn Omar, est maintenu en détention par les Libyens, regroupe près de 60 % des forces de l'ANL (Armée de libération nationale) le « groupe sudiste », composé d'ex-partisans du colonel Kamougué, représente 20 à 25 % du total ; enfin, les ex-FAT (Forces armées tchadiennes) de M. Goukouni Oueddeï ne dépassent pas 15 %. Leurs relations avec les Libyens sont fluctuantes et, d'une manière générale, mauvaises.

Les troupes de l'ANL sont obligées de se soumettre au « gouverneur » libyen du BET, installé à Faya. Les populations civiles de cette région supportent également mal la domination libyenne.

Au Nord, la « guerre » ne fait plus beaucoup de victimes. Depuis le départ de Manta, indique le « com-chef », six *« affrontements mineurs »* se sont produits, au niveau du 16e parallèle. Le gouvernement tchadien profite de cette presque-trêve pour poursuivre l'instruction et la réorganisation de son armée. Un troisième contingent de cinq cents hommes est actuellement en formation à Kotakoli, au Zaïre, et, pour sa part, la France continue à instruire des unités dans le camp de Koundoul. La garde présidentielle a ainsi été entièrement recyclée. Environ cent vingt militaires français de l'AMT (Assistance militaire tchadienne) sont stationnés à N'Djamena.

Cette formation des FANT est plus que jamais indispensable. Les autorités tchadiennes se rendent parfaitement compte que les exactions commises dans le Sud par son armée sont dues à une absence de discipline.

Le président tchadien souhaite donc transformer en vrais « réguliers » des combattants qui n'ont connu que l'*« école des maquis »*. Mais il ne peut pour autant faire chorus avec ceux qui – y compris au sein de son gouvernement – critiquent la conduite des FANT dans le Sud, sous peine de perdre une partie de son autorité auprès des ex-FAN (Forces armées du Nord), qui, en juin 1982, l'ont porté au pouvoir et lui permettent aujourd'hui de s'y maintenir.

En fait, la plupart des problèmes auxquels se trouve confronté M. Hissène Habré sont d'ordre économique. Comme les fonctionnaires qui ne perçoivent, depuis plus de deux ans, qu'un demi-salaire, les militaires tchadiens touchent – irrégulièrement – une demi-solde. En outre, s'il veut profiter durablement du succès de ses récentes tournées dans le Sud, M. Habré va être obligé de continuer à « acheter » le ralliement des « codos ». Or, les caisses de l'Etat sont vides

Reconquérir le Nord

Pour 1985, le budget de l'Etat tchadien prévoit 12,5 milliards de francs CFA (1) de recettes contre 39,8 milliards de dépenses. La balance commerciale accusait un déficit de 13 milliards en 1984, et l'encours de la dette extérieure était de 31,9 milliards au 31 décembre dernier (plus 32 milliards de dette intérieure). Avec le FMI (Fonds monétaire international), le Tchad est endetté pour 1985 à hauteur de 2,5 milliards. N'Djamena espère obtenir un nouveau crédit *stand-by* et une reprogrammation de sa dette, mais, en l'état actuel des négociations, cela reste très hypothétique.

Il y a, d'autre part, de fortes chances que le programme de stabilisation prévu par le FMI, qui porte notamment sur une augmentation de la fiscalité, ne sera pas tenu cette année. Enfin, on voit mal comment le Tchad, dont un peu plus de 50 % des dépenses sont d'ordre militaire, pourrait consentir de nouveaux sacrifices.

L'aide civile française atteindra, en 1985, sensiblement le même montant qu'en 1984, soit 267 millions de francs, et 50 millions seront, d'autre part, consacrés au fonctionnement de l'AMT. Les Tchadiens soulignent à dessein que l'aide civile américaine (242 millions – source tchadienne – ou 290 millions – source USAID – en 1984) est comparable, ou supérieure, à l'aide française.

En 1985, cet écart va vraisemblablement s'accroître. Sur le plan militaire, en revanche, l'aide américaine, qui s'élève à 5 millions de dollars, ne concerne pas de matériels offensifs nouveaux. La France, pour sa part, n'a pas reconduit, en 1985, l'aide militaire exceptionnelle qu'elle avait accordée l'année dernière. De plus, Paris fait la sourde oreille pour inclure dans le *« plan d'équipement et de renforcement des troupes tchadiennes »* (qui est étalé sur trois ans et porte sur 170 millions de francs), les matériels lourds dont les autorités de N'Djamena avaient présenté une liste lors du séjour de M. Mauroy au Tchad, en avril 1984. Les Tchadiens sont persuadés – avec raison, semble-t-il – que Paris ne veut pas leur donner les moyens de reconquérir le Nord. M. Hissène Habré table cependant sur les effets de son récent voyage dans le Sud tchadien.

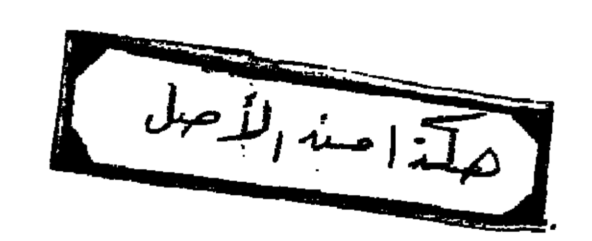
S'il parvient à faire reconnaître l'autorité de N'Djamena dans le sud du pays, il peut espérer que les diverses factions qui composent son opposition seront amenées à lui reconnaître – au moins – une réelle représentativité. A cet égard, les regroupements de diverses tendances et organisations qui viennent d'intervenir peuvent favoriser une reprise des négociations.

La difficulté pour M. Hissène Habré est que le Sud n'a aucune unité, et donc pas de chef de file : le lieutenant-colonel Kotiga tente de regrouper les seuls « codos » du Moyen-Chari, et le colonel Kamougué n'a plus guère d'audience. Le général Djogo, qui a pris la présidence du Front démocratique du Tchad (FDT), ne semble, quant à lui, bénéficier de l'estime ni des Français ni des Tchadiens, qui, en revanche, mettent en avant le nom de M. Ngarnayal Mbailemdana, ancien secrétaire général de la présidence sous le régime Malloum, réputé être *« un interlocuteur sérieux avec qui l'on peut discuter »*. Mais le FDT, dont M. Mbailemdana fait partie comme représentant du comité permanent (qui prônait, en 1979, la sécession du Sud), n'a aucune autorité sur les « codos ».

M. Habré peut-il faire tomber les préventions qui existent toujours à son endroit à Paris ? Certains responsables français continuent en effet à ne voir en lui qu'*« un chef de guerre, rien qu'un chef de guerre »*. Le renforcement de la présence libyenne au Nord ne montre-t-il pas que, à Tripoli, on prend au sérieux les conséquences des initiatives du président tchadien dans le Sud et que l'on craint que, une fois débarrassé du « problème sudiste », M. Hissène Habré n'envisage malgré tout de « libérer » Faya-Largeau ?

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc français.



هكذا من الأصل

Professionnels de la communication,

le monde de la publicité et des médias est en pleine explosion ; les décideurs ont besoin d'une information immédiate, brève et sélective.

C'est pourquoi "Stratégies" présente :

NEWSLETTER

la première lettre d'information professionnelle conçue comme une agence de presse.

NEWSLETTER A 3 FONCTIONS :

INFORMATION ■ DOCUMENTATION ■ REVUE DE PRESSE

Newsletter traite de l'ensemble des domaines et des techniques de la communication : publicité, médias, promotion, marketing direct, études, marchés...

Newsletter traite l'actualité française et internationale.

NEWSLETTER A 2 MODES DE DIFFUSION :

- **Chaque matin,** la Newsletter imprimée, livrée par coursier spécial ou par voie postale,
- **24 h sur 24,** la Newsletter en continu diffusée par Télex ou par Télétel.

Pour en savoir plus téléphonez ou envoyez votre carte de visite à Elizabeth Morand
Tel : 250.80.00
15 square de Vergennes 75015 Paris

C'est un produit
stratégies
Le Journal professionnel de la Publicité et des Médias.



politique

M. RAYMOND BARRE AU « CLUB DE LA PRESSE »

« Je ne voterai pas la confiance à un gouvernement de cohabitation »

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 14 avril, M. Raymond Barre assure que, n'étant pas aujourd'hui *« un chef de parti »*, il n'a pas l'intention d'en devenir un, ni de fonder dans la prochaine Assemblée nationale *« une fraction parlementaire quelconque »*. Il précise qu'il *« ne travaille pas avec des étiquettes et des rubriques »* : *« On veut m'enfermer dans un parti, on veut me limiter, me cantonner, me réduire à telle ou telle formation politique »*, déclare-t-il, avant d'affirmer que *« tout cela échouera »* et qu'il continuera *« tranquillement à faire ce qu'*[il] *a décidé de faire »*.

L'ancien premier ministre explique qu'aux prochaines élections législatives il soutiendra, *« sans souci des rubriques et des étiquettes »*, *« activement les candidats qui sont d'accord avec* [lui] *sur l'essentiel et qui* [lui] *demanderont* [son] *soutien »*. Ce soutien, indique-t-il, *« ne sera pas automatique »*, mais *« sélectif »*, et il *« tendra si possible à favoriser un certain renouvellement »*, nécessaire, selon lui, à la *« classe politique française »*.

Avant de revenir sur les conditions de ce soutien, M. Barre estime qu'*« il faut gagner »* les législatives *« de façon massive, de telle sorte que le pouvoir ait (...) la preuve qu'il a essuyé un désaccord franc et massif et que les conséquences qui s'imposent pour la dignité et l'efficacité des institutions en soient tirées »*. Se déclarant partisan d'une *« stratégie à dominante pluraliste »*, qui, dit-il, a permis à la majorité d'alors de *« gagner les élections de 1978 »*, il observe que *« la généralisation de la liste unique est une stratégie ambiguë »*, qui *« a pour elle, la facilité »*. *« Elle permet*, note-t-il, *aux timorés d'avoir la sécurité »* et *« aux roués de la politique d'obtenir des suffrages qui, autrement, ne se seraient pas portés sur eux »*.

Il cite ensuite les *« résultats décevants »* du choix de cette stratégie unitaire : 1981, où *« l'Union pour la nouvelle majorité s'est transformée en Union pour la nouvelle minorité »* qui aurait pu être moins minoritaire. *« S'il y avait eu moins de rigidité et surtout s'il n'y avait pas eu des calculs de stratèges au petit pied qui pensaient qu'après que M. Mitterrand eut été élu il pourrait y avoir une majorité différente à l'Assemblée nationale »* : 1984 où la liste d'union dirigée par Mme Veil *« bien que le climat politique ait été beaucoup plus porteur »* a fait moins de voix que le total des trois listes en présence (celles de Mme Veil, de M. Chirac et de M. Malaud) en 1979 ; 1984 encore, où la liste unique présentée pour l'élection de l'Assemblée de Corse a fait moins bien que les deux listes en présence en 1982.

« Lui ? »

Comme on lui faisait observer que M. Chirac avait souhaité que l'on combatte le nouveau mode de scrutin avant de définir une stratégie pour les législatives, M. Barre a lancé : « Lui *me trouve pressé ? C'est une surprise pour moi ! Non,* je ne suis pas du tout pressé. La loi viendra devant l'Assemblée nationale, *[qui la votera]. Supposez que cette loi soit rejetée, que l'on revienne au scrutin majoritaire d'arrondissement avec des circonscriptions, cela ne me fera pas changer de position sur la stratégie à dominante pluraliste, qui a été la stratégie de 1978 dont je vous rappelle qu'elle fut demandée à l'époque par M. Chirac.* »

Rappelant son hostilité à la proportionnelle, M. Barre s'est déclaré partisan du scrutin actuel à deux conditions : qu'il soit procédé à un redécoupage des circonscriptions *« pour établir une plus grande équité »*, et que *« le redécoupage qui devait intervenir tous les deux recensements, c'est-à-dire tous les quatorze ans, soit fait par une (...) autorité indépendante du pouvoir (...), juridictionnelle si possible »*.

Interrogé sur la « cohabitation », l'ancien premier ministre émet l'espoir que ceux qui lui demanderont son soutien, ne le feront pas *« s'ils sont résolus à cohabiter »*. Cette condition est, à ses yeux, *« essentielle parce qu'il s'agit des institutions de la Ve République (...) d'une question de dignité et d'efficacité »*. Il ajoute : *« Il est certainement plus mobilisateur de dire que l'on va conduire les élections de manière à ce que l'on obtienne une alternance globale que de dire que l'on va conduire une élection pour ensuite gouverner avec le président de la République que l'on aura combattu pendant cinq ans (...). Je vois mal l'actuel président de la République, dont je combats la politique, mais dont je constate qu'il a été un président ayant exercé ses fonctions dans la plénitude de ses responsabilités, se faire mettre au placard par n'importe quel premier ministre que ce soit. Et je m'en réjouirai, parce que là il ne s'agit pas d'une question de personnes, d'une question d'hommes, il s'agit d'une question d'institutions. La place du président de la République est quelque chose de fondamental. Vous ne pouvez pas dire : le président de la République, quand il appartient à une tendance, est celui qui inspire et dirige la politique de la nation ; puis, parce que la majorité parlementaire change, dire : le président de la République n'a plus ses attributions. Autrement dit, on ne peut pas jouer avec la fonction du président de la République telle qu'elle est prévue par la Constitution comme on joue de l'accordéon. »*

Après avoir affirmé qu'il ne votera pas la confiance *« à un gouvernement de cohabitation »*, et s'être déclaré hostile à un régime présidentiel qui enlèverait au président de la République, le droit de dissolution, M. Barre précise qu'il n'est pas lié par l'accord pour gouverner signé par MM. Chirac et Lecanuet, qui constitue, dit-il, *« un retour au régime des partis »*.

En matière économique, l'ancien premier ministre déclare : *« La France va bénéficier d'une certaine reprise, d'une amélioration de la conjoncture économique qui se manifeste à l'heure actuelle en Europe occidentale. Elle n'en bénéficiera pas beaucoup, mais ce qui est propre à la France, c'est-à-dire les facteurs autonomes de croissance, nous ne les avons pas encore parce que nous sommes encore pris dans un système rigide, dans un système où nous n'avons pas retrouvé la flexibilité de l'entreprise et celle du travail. Le problème fondamental pour la France est de libérer l'entreprise et de libérer le travail de manière à mettre en œuvre une plus forte productivité, de manière à pouvoir utiliser des gisements de productivité considérables. »* Plutôt qu'une relance de la consommation, qui serait dangereuse selon lui, il préconise une stimulation de l'investissement dont la reprise, dit-il, est *« relativement insuffisante »*.

Qualifiant la proposition de M. Michel Noir, député RPR du Rhône, tendant à dénationaliser Renault, de « surenchère », M. Barre indique cependant qu'il est partisan de la dénationalisation en général, mais il a insisté sur le fait qu'un tel processus ne peut qu'être lent et progressif.

Qui m'aime me suive !

Qui m'aime me suive : tel est, aujourd'hui, la devise de M. Raymond Barre. Conscient du poids que lui donnent sa cote de popularité, au plus haut dans les sondages, et sa liberté d'homme qui se veut à l'écart des partis, l'ancien premier ministre, au moment où il prend clairement le départ dans la course à la présidence de la République, n'a pas voulu s'embarrasser de précautions inutiles ni ménager en quoi que ce soit ceux qui voudraient se réclamer de lui dans leur combat à venir. Il a pris ses marques en faisant fi des objections qui pouvaient lui être présentées, pour réaffirmer son attachement aux quelques principes « essentiels » guidant son action et ses choix stratégiques.

Ce faisant, il est apparu d'autant plus déterminé et d'autant plus « solide » peut-être, que, dans le même temps, MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing semblent « flotter » et s'interroger sur la meilleure manière d'engager en bon ordre la bataille des législatives.

Les positions de M. Barre sont claires, qu'il s'agisse de sa préférence pour des listes séparées au nom d'un pluralisme bien compris – tel que l'avait souhaité M. Jacques Chirac en 1978, a-t-il rappelé au passage, – ou de son opposition à la cohabitation avec le président de la République. Mais ces positions soulèvent un certain nombre d'interrogations. M. Barre soutiendra les candidats qui sollicitent son appui *« sans souci des rubriques et des étiquettes »*, dit-il, et dans la mesure où ils seront d'accord avec lui sur l'« essentiel ». Mais dans un système proportionnel, on ne peut guère soutenir qu'une liste, et un tel ou tel candidat sur telle ou telle liste. Dès lors, quels rapports établira-t-il avec l'appareil UDF dans les différents départements ? Comment sera compris cet « essentiel » sur lequel doit être trouvé un accord ?

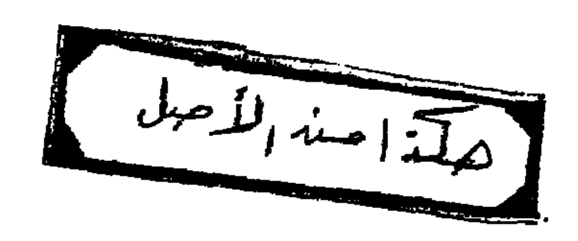
Retour aux principes

M. Barre le définit comme un choix « courageux » en faveur d'un retour aux principes de la Ve République, et contre le régime des partis, que favorise, selon lui, la proportionnelle. Il pense aussi, répondant aux objections de partis de l'opposition, qu'il est *« plus mobilisateur »* de dire que l'on conduira les élections législatives *« pour obtenir une alternance globale »* plutôt que d'accepter de gouverner avec un président combattu pendant cinq ans.

L'ancien premier ministre n'a cependant pas encore convaincu l'ensemble de l'opposition, qui, comme lui, souhaite bien évidemment le départ de M. Mitterrand en 1986, mais n'est pas prête à l'empêcher de rester à l'Elysée. Ce débat-là est loin d'être tranché dans l'opposition. Il ne peut l'être aussi clairement que le souhaite M. Barre, par des chefs de partis qui ont à gérer dans leur formation une pluralité d'attitudes à l'égard de la cohabitation.

Jusqu'à présent, M. Barre n'intervenait pas dans la stratégie des partis, se contentant, dans les campagnes électorales précédentes, d'apporter son soutien aux candidats qui le sollicitaient. Maintenant, il pose d'entrée de jeu ses condition, avant que l'opposition n'établisse son plan de bataille, et il pèse ainsi sur ses choix. En s'aligant le premier sur la ligne de départ, M. Barre prend un pari, gageant sans doute que le rôle de « locomotive » aura raison de bien des hésitations, et permettra quelques entorses à la discipline des partis, et même à d'éventuels accords RPR-UDF.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



POLITIQUE

M. Barre veut provoquer une élection présidentielle en 1986

(Suite de la première page.)

Tout se passe un peu comme si M. Barre, à la différence d'autres dirigeants, avait compris le bon usage des sondages d'opinion : ils sont importants, surtout lorsque l'on conduit une statégie extérieure aux partis ; mais à condition de comprendre qu'il ne suffit pas, de « coller » aux sondages et aux sondés pour être populaire.

En fait, tard venu à la politique, M. Barre « fonctionne » comme s'il s'était donné une fois pour toutes, un modèle de référence. Ce modèle, ce sont les institutions de la Vᵉ République telles qu'il les a vues fonctionner, et non telles qu'elles ont été conçues. Au contraire : la Constitution n'a-t-elle pas été bâtie « sur mesure » pour un homme qui pensait devoir affronter une Assemblée partagée et hostile ? Le texte fondamental ne repose-t-il pas sur la prééminence d'une élection, la présidentielle, sur toutes les autres ? Dans son interprétation des institutions, M. Barre privilégie le fait majoritaire. Ce faisant, il met le doigt sur la principale plaie du pouvoir : l'impopularité du président.

Le modèle, c'est aussi l'homme : M. Barre ajoute à une démarche qu'il veut gaullienne, le style, les intonations, les expressions parfois, du premier président de la Vᵉ République ; telles que celles-ci : *« Les Français se sont laissés dévoyer »* par la démagogie électorale ; *« hélas, hélas pour le pays ! »*.

Il y mêle une tonalité anti-parti qui ne va pas sans ambiguïté : lui plaide pour des syndicats forts, éléments indispensables d'une démocratie moderne, comment peut-il s'en tenir à cette conception des partis, admis à l'extrême limite comme un mal nécessaire, alors même que les partis souffrent trop souvent, en France, de ressembler à des oligarchies sans troupes ? Une autre ambiguïté est de se distinguer du RPR, et surtout de l'UDF – *« Ce ne sont pas mes affaires »*, dit-il – et de tenter ce qui ressemble fort à une OPA sur cette même UDF.

On touche là au fait que les positions de principe que prend M. Barre correspondent parfaitement à son propre intérêt. Le refus de se sentir *« lié »* par l'accord *« pour gouverner ensemble »* du RPR et de l'UDF ? Il vient certes de l'allergie *a priori* que suscitent, chez lui, les programmes ; il est surtout la marque de son refus, parfaitement réaliste, de toute machine de guerre tournée contre lui. Car tout programme a, le plus souvent, deux fonctions : assurer la prééminence idéologique d'un parti à l'intérieur de son propre camp (c'est l'opération que tenta le PCF au temps du programme commun en 1972) ; exclure un gêneur (en l'espèce aujourd'hui M. Barre).

L'hostilité à la cohabitation ? Mais M. Barre, qui, lui, n'est pas *« chef de parti »* et n'aspire pas à le devenir, ni à diriger une *« fraction parlementaire »*, peut faire l'économie de l'étape parlementaire pour se consacrer exclusivement à sa stratégie présidentielle. De ce point de vue, il est, de tous les chefs de file de l'opposition – et avec M. Le Pen – celui que la proportionnelle gêne le moins. Mieux même : elle peut le servir. Car la proportionnelle est un moyen, pour l'UDF, de s'affirmer face à un RPR jusqu'alors dominant, pour peu qu'elle dispose d'un homme qui, précisément, fasse la différence avec M. Chirac.

Au total, l'opinion retiendra sans doute que la démarche de M. Barre est globalement embarrassante pour l'opposition. C'est le moins que l'on puisse dire au simple énoncé des critiques adressées à ladite opposition, coupable elle aussi de vouloir revenir au *« régime des partis »*, tentée par la *« surenchère électorale »* et préoccupée de *« cuisine politicienne »*.

M. Barre gêne encore l'opposition parce qu'elle ne peut pas, elle, comme l'ancien premier ministre, prétendre échapper à la contrainte institutionnelle – le mandat présidentiel de sept ans – tout en reprochant à M. Mitterrand de vouloir se délivre, lui, de la contrainte majoritaire. Elle ne peut pas davantage, ou plus difficilement qu'un homme seul, prôner la démission du président et joue la crise, tout en accusant ce même président de mettre à mal les institutions en introduisant la proportionnelle. On ne peut à la fois agiter l'épouvantail de l'instabilité, et prôner celle-ci au sommet de l'Etat.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Chirac se rallie au principe de listes séparées

M. Jacques Chirac, invité dimanches 14 avril de l'émission « Midi-Presse » de TF 1, a évoqué le projet de réforme du mode de scrutin en disant tout d'abord : *« Cette réforme est considérée, à l'évidence, par une très grande majorité de Français ou de leurs représentants comme une grave erreur ou comme un grand danger dont je ne suis pas du tout convaincu qu'elle ira à son terme... En tous les cas, pour ce qui concerne l'opposition, elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher ce projet d'aboutir, naturellement dans le cadre de la plus stricte légalité. »*

Après avoir rappelé que *« le gouvernement avait ét obligé de reculer sur le loi de l'école et sur celle de la presse »*, le président du RPR a poursuivi : *« M. Barre a parlé de la région Rhône-Alpes, c'est sa région, il est normal qu'il en parle... Je crois qu'il faut attendre pour se prononcer sur la façon dont on ira aux élections. Dans ma région du Limousin, je me garde bien de préjuger de ce que seront les choses.*

Je répète : j'attends d'abord de savoir si la loi sera votée, je ne suis pas de ceux qui admettent une défaite avant même d'avoir combattu : il faut d'abord combattre, pendant la procédure d'élaboration, cette loi, parce qu'elle est mauvaise en soi, parce que c'est un truquage, parce qu'on triche avec les électeurs et c'est seulement si nous sommes battus, parce que nous sommes minoritaires à l'Assemblée nationale, que nous verrons, à ce moment-là, quelles conclusions nous en tirons... Mais dans l'esprit que je dis : c'est-à-dire union de l'opposition qui peut se manifester soit par des listes uniques, parce que c'est plus efficace dans tel département, soit plus généralement, – et ce sera le principe –, par des listes séparées qui, naturellement, auront un accord sur la base de celui que nous venons de conclure avec l'UDF, qui va être élargi au Centre national des indépendants. »

● *M. Pierre Bas (RPR) approuve M. Barre.* – M. Pierre Bas, député RPR de Paris, a, dans un communiqué qu'il vient de publier, *« souscrit entièrement à l'invitation formulée par M. Raymond Barre aux députés qui seraient issus de la représentation proportionnelle de rétablir immédiatement le scrutin majoritaire et de signifier ainsi à François Mitterrand qu'il doit se soumettre et se démettre de son mandat devant la volonté populaire »*.

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

M. Le Pen : le Front national aura entre quarante et quatre-vingts députés

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, dimanche 14 avril, l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde*, a estimé que le Front national dispose actuellement de *« deux millions et demi d'électeurs potentiels »* et comptera, grâce à la réforme du mode de scrutin législatif, *« entre quarante et quatre-vingts députés en 1986 »*. Interrogé sur sa propre candidature aux élections législatives, le président du Front national a indiqué : *« Je sais que les Marseillais souhaitent beaucoup que je sois candidat* [chez eux], *mais je suis un ancien député de Paris, où je suis déjà conseiller d'arrondissement. En tout cas, une chose est sûre, si M. Chirac (...) quitte sa chère Corrèze pour venir prendre la tête de la liste à Paris dont il est maire, ce serait une espèce de pulsion irrésistible qui me porterait au-devant de lui... »*

Le chef de file de l'extrême droite a ajouté qu'il préciserа, dans un prochain ouvrage, son projet de *« remise en ordre de la France »*.

A propos de ses rapports avec l'opposition parlementaire, M. Le Pen a déclaré : *« Dans l'accord RPR-UDF, je vois un reflet tellement évident du programme du Front national que j'en suis tout réjoui. Nous aurons eu au moins cette influence sur la vie politique française d'avoir donné à l'UDF et au RPR un programme de droite. Nous nous en félicitons et nous ne leur demanderons pas de droits d'auteur. (...)*

» Le Front national jouera sa carte à lui en disant au Français : si vous voulez que ça change, que l'on quitte la voie plus ou moins socialiste qui a été suivie depuis vingt-cinq ans, il faut qu'il y ait beaucoup de députés du Front national à l'Assemblée afin qu'ils constituent la colonne vertébrale de l'opposition parlementaire, qui devra devenir une véritable opposition nationale. Si par une démarche totalement aberrante, M. Chirac ou celui qui dirige l'UDF – est-ce M. Lecanuet ou bien M. Giscard d'Estaing, ou bien encore M. Léotard ? – dit : nous préférons laisser la France sans gouvernement plutôt que de gouverner avec le Front national, le peuple français pensera qu'il s'agit là de jean-foutre, et les traitera comme tels. Le peuple aura été consulté. Il se sera exprimé, et la logique de la représentation proportionnelle veut que les leaders politiques établissent, à partir du nombre de députés élus, un programme de gouvernement. Ce programme de gouvernement devra évidemment comporter, pour avoir le soutien ou la participation du Front national, un certain nombre de points particulièrement importants pour nous. Faute de quoi, nous ne serions pas au gouvernement et nous pourrions même être contre lui ».

M. Le Pen accepterait-il, le cas échéant, de participer à un gouvernement de droite qui cohabiterait avec l'actuel président de la République ? *« Bien sûr*, répond-il, *M. Mitterrand est élu constitutionnellement pour une durée de sept ans. Il a parfaitement le droit constitutionnel de rester. D'ailleurs, M. Giscard d'Estaing avait affirmé qu'en de telles circonstances il resterait aussi. Cela dit, si le désaveu de l'opinion publique était tel que le nombre des députés de gauche soit peu important, il serait, moralement et politiquement, extrêmement difficile au président de la République de rester. »*

Le pape et les cardinaux

Le président du Front national a également raconté sa brève rencontre avec le pape, au Vatican, lors des fêtes pascales : *« Le groupe des droites européennes se réunissait sous ma présidence à Rome pour une session de travail de trois jours (...) A cette occasion, j'ai sollicité une audience publique du Saint-Père, et non pas une audience privée. Nous étions la seule organisation, si j'ose dire car nous étions seize députés européens, plus un député espagnol dirigeant l'Allianza popular qui avait souhaité se joindre à nous et dont j'avais obtenu l'invitation. Le pape est venu vers nous, seul. Il n'était donc pas retenu par la manche par des cardinaux. Il n'y avait pas de cardinaux autour de lui. Et je l'ai accompagné tout au long de la rangée de députés européens. J'ai présenté chacun d'entre eux, pour lequel il a eu un petit mot gentil. Et puis nous avons eu une petite conversation, la petite partie publique, en quelque sorte, de cette rencontre entre M. Anthony* [président des comités Chrétienté-solidarité, organes militants de courant catholique intégriste], *moi-même et le pape ; M. Anthony a dit :* « Vous savez, Votre Sainteté, nous combattons à l'Assemblée européenne contre l'avortement, pour la famille, pour les valeurs morales, pour la doctrine sociale de l'Eglise. » *Et là, le pape a réitéré la phrase :* « Il faut combattre avec plus de force contre la décadence de l'Europe », *ce qui est quand même un message qui disait ce qu'il voulait dire. Et quand M. Anthony lui a dit :* « Vous savez que j'organise un grand pèlerinage de Paris à Chartres avec beaucoup de jeunes », *il a répondu :* « Nous bénissons les pèlerins. » *Cela s'est borné là (...) Nous n'en demandions pas plus. »*

Interrogé sur le point de savoir si les propos du pape ont à ses yeux valeur d'approbation des thèses des comités Chrétienté-solidarité qui poussent leur anticommunisme jusqu'à banaliser le nazisme, M. Le Pen a répondu : *« M. Anthony ne dirait pas que le fait que nous ayons été reçus ès qualités, en tant que groupe des droites européennes, donnait aux idées qu'il défend comme chrétien un appui particulier. »*

Evoquant sa récente polémique avec une partie de la hiérarchie de l'Eglise catholique, le président du Front national a estimé : *« Les rapports un petit peu délicats que j'ai pu avoir avec quelques évêques français ont tenu essentiellement, je crois, au fait qu'ils étaient mal informés sur les idées véritables du Front national relatives aux problèmes des étrangers et de l'immigration. »*

DEUX OUVRAGES SUR L'EFFET LE PEN

Le « fourre-tout idéologique » du Front national

par RENÉ RÉMOND

Depuis ce soir de septembre 1983 où, dans une élection locale, à Dreux, la liste du Front national créa la surprise par une percée spectaculaire, la progression de l'extrême droite, saisie à travers les consultations que disposait un calendrier électoral agrémenté d'heureuses coïncidences pour cette tendance, amplifiée par les stratégies politiques et orchestrée par les médias, n'a pas cessé de questionner.

Comme d'ordinaire en présence d'un fait dont la nouveauté intrigue et dérange, on a d'abord répondu par des approximations. Après tant de commentaires hâtifs, auxquels invitait l'inconsistance du programme et des raccourcis simplistes, le temps est-il venu d'aborder l'examen du « phénomène Le Pen », comme on dit chaque fois qu'il faut désigner une réalité mal définie, raisonnablement, pour en évaluer l'importance effective et en déchiffrer la signification ?

La parution simultanée de deux études qui s'y emploient est un signe : l'une est d'Alain Rollat, dont les lecteurs du *Monde* ont eu l'occasion d'apprécier l'information sur l'extrême droite (1) ; l'autre d'Eric Roussel, l'auteur de la première biographie de Georges Pompidou (2).

Toute la controverse sur l'émergence du Front national tourne depuis dix-huit mois autour de deux questions. Première question : comment s'expliquer cette percée soudaine et cette progression que rien ne laissait prévoir, dans un corps électoral réputé pour sa stabilité, d'une tendance qui n'avait connu qu'une succession ininterrompue d'échecs ? Le 5 mai 1974, Jean-Marie Le Pen avait réuni sur son nom 0,74 % des suffrages... Deuxième question, plus décisive, mais dont la réponse dépend de la première : Quel sens donner à ce vote ?

Alain Rollat a la sagesse d'écarter toute réponse unique : de tels succès ne s'expliquent que par une convergence de causes. L'une tient à la personnalité de M. Le Pen, dont il retrace l'itinéraire, qui atteste une fidélité constante aux mêmes idées, traduite par ses engagements successifs en Indochine, en Algérie, en politique. Alain Rollat montre – c'est un des apports les plus neufs de son livre – par quelle habile stratégie le président actuel du Front national, prenant appui tour à tour sur des factions différentes, a réussi, par un jeu de bascule, à évincer peu à peu tous les compétiteurs et est resté maître du terrain. Car le Front national ne fut longtemps qu'une des nombreuses formations entre lesquelles s'éparpillaient les maigres troupes de ce secteur, dont la dispersion et les rivalités étaient assez comparables à celles de l'extrémisme de gauche au lendemain de son éphémère victoire de 1968. Aujourd'hui encore, même après sa percée victorieuse qui établit Le Pen en position dominante, subsistent toutes sortes d'autres groupuscules et d'écoles qui n'entendent pas abdiquer leur autonomie, et dont Alain Rollat dresse un panorama fort complet.

Un exutoire

La poussée de l'extrême droite a aussi été servie par un ensemble de facteurs qui ont été comme autant de marchepieds. A. Rollat met en lumière des causes plus déterminantes que les quelques thèmes auxquels ses adversaires trouvent commode de réduire le succès de Le Pen : la démagogie, plus xénophobe encore que vraiment raciste, contre les immigrés et l'exploitation du sentiment d'insécurité. Une interrogation, souvent anxieuse, sur l'identité nationale et l'avenir de la France, sur l'attachement à des valeurs traditionnelles qu'on croit menacées et bafouées par la permissivité générale, sur le culte de l'ordre moral et la crainte pour l'ordre social, avisés par l'accession au pouvoir d'une majorité de gauche ; voilà les motivations qui ont brusquement trouvé un exutoire dans le programme du Front national.

Les deux questions étant étroitement imbriquées, tout effort pour élucider les raisons du succès anticipe déjà sur l'interprétation du phénomène. Ne serait-ce pas la résurgence de tendances qui se sont manifestées par le passé, nationalisme, poujadisme, fascisme ? Pour Alain Rollat – et l'historien des traditions politiques ne peut que lui donner son aval, – le Front national n'est assimilable à aucune des expériences antérieures ni son programme réductible à celui d'aucune de ces écoles de pensée. Son idéologie est composite, tout comme son électorat est un agrégat d'éléments venus d'origines diverses : Alain Rollat parle de *« fourre-tout idéologique »*.

De fait, l'inspiration n'est pas simple, ce qui n'exclut pas qu'elle soit simpliste. Agglomérat ou synthèse ? Telle est l'interrogation fondamentale pour son avenir. La faiblesse de la pensée, le vague des solutions proposées orientent plutôt vers le premier terme du dilemme.

Autour de quel héritage s'ordonnent les divers apports ? Selon Alain Rollat, les thèmes développés s'inscrivent parfaitement dans la tradition de la pensée contre-révolutionnaire, c'est-à-dire de la seule droite qui fut toujours à droite. Cette reconnaissance de paternité ne laisse pas d'être en contradiction avec l'affirmation du caractère composite du mouvement. Surtout, s'il n'est pas discutable que M. Le Pen a rallié à lui cette composante de l'extrême droite qui associe de tout temps une philosophie politique contre-révolutionnaire à une version intégriste du catholicisme, son programme compte aussi des éléments que cette extrême droite rejette avec horreur comme héritage de la Révolution : la revendication libérale contre l'étatisme et la référence populaire, populiste, qui lui vient de la droite autoritaire.

La réalité du danger

Est-ce donc le dernier avatar du fascisme ? Sans relancer la controverse récurrente sur la réalité d'un fascisme français de l'entre-deux-guerres, j'adhère tout à fait à la démonstration d'Alain Rollat, qui récuse toute identification du fait Le Pen à l'une quelconque des expériences qu'on regroupe sous le vocable de fascisme. Une fois de plus, la gauche, en croyant reconnaître, dans le Front national, le visage abhorré du fascisme, retombe dans la même erreur qu'au temps où elle englobait dans un rejet général l'ensemble des ligues. Une telle erreur d'interprétation n'est pas sans conséquences politiques : elle entraîne des erreurs de stratégie, dont on a eu récemment encore des exemples. Si l'on estime avoir affaire à une résurgence du fascisme, l'impératif est alors de rassembler tous les démocrates, qu'ils soient de droite ou de gauche, pour lui barrer la route ; mais, si l'on invite les électeurs de gauche – à choisir entre un conservateur et un extrémiste – à s'abstenir, c'est qu'on ne croit pas à la réalité du danger.

Le Parti socialiste n'a pas cessé depuis des mois de flotter entre les deux stratégies. C'est aussi que la gauche n'admet pas de bon gré qu'il puisse y avoir des républicains sincères en dehors de ses rangs : un siècle après avoir fondé la République, elle ne renonce pas à en conserver le monopole et, plutôt que de devoir en partager l'exercice avec tous ceux qui sont pareillement attachés aux valeurs démocratiques, elle trouve plus commode de rejeter quiconque est plus à droite qu'elle dans l'enfer de l'extrême droite.

Mais le Front national est-il bien une extrême droite ? C'est assurément une droite extrême : par la position qu'il occupe sur l'éventail politique, puisqu'il combat indistinctement et la droite et la gauche. De ce qu'il se situe topographiquement à un extrême, s'ensuit-il que ce soit un extrémisme dans son comportement et dans les idées qu'il professe ? Les faits sont ambigus. A-t-on assez observé que le discours – je ne me prononce pas sur le non-dit M. Le Pen – est relativement modéré et légaliste ? En dehors de la dénonciation obsessionnelle des immigrés et de quelques sorties contre les évêques progressistes, l'ancien député a répudié les outrances verbales du poujadisme ; il se garde de mettre en question les institutions et le suffrage universel. C'est au reste ce qui interdit de l'identifier à la tradition contre-révolutionnaire comme à l'agitation ligueuse de l'entre-deux-guerres. Simple habileté tactique ou conversion sincère ? Qu'importe, si c'est l'indice d'une conviction qu'aujourd'hui le succès ne vient qu'à celui qui adopte un langage modéré ! J.-M. Le Pen a mis une sourdine aussi aux velléités révolutionnaires de ses amis solidaristes.

Ainsi, se vérifie une fois de plus la constante de notre vie politique, qui tend à ramener les extrêmes vers le centre et qui fait à la longue prévaloir les pesanteurs conservatrices sur les fièvres contestataires. Mais, dans le même temps, la progression du Front national a déplacé le centre de gravité du système politique et entraîne l'ensemble du dispositif vers la droite ; il a modifié le discours, le comportement, la stratégie de presque toutes les forces politiques.

De ce glissement, l'illustration, quasi caricaturale, est la radicalisation du débonnaire CNIP, qui regroupait auparavant de paisibles parlementaires et des notables locaux : l'infiltration systématique d'éléments venus de l'extrême droite et la contagion ont extrémisé cette honnête formation. C'est la répétition de ce qu'on a connu au temps de la guerre d'Algérie, où les plus intransigeants entraînèrent le gros des indépendants, dans leur révolte contre le général de Gaulle et à leur propre perte. Mais y a-t-il aujourd'hui un homme, une formation, un courant qui, comme jadis le gaullisme, puisse faire contrepoids à l'attraction de l'extrême droite et retenir les électeurs et les élus ?

(1) Alain Rollat, *les Hommes de l'extrême droite : Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Calmann-Lévy, 1985, 286 p., 89 F.

(2) Eric Roussel, *le Cas Le Pen*, Jean-Claude Lattès, 172 p., 65 F.

POLITIQUE

Propos et débats

M. Chevènement : le président d'abord

« Il faudra arriver sans doute à ce que le gouvernement ne soit plus responsable que devant le président de la République », *déclare M. Jean-Pierre Chevènement dans un entretien publié par le* Journal du dimanche *du 14 avril. La durée du mandat présidentiel devrait, selon le ministre de l'éducation nationale, être ramenée à cinq ans,* « l'élection du président coïncidant avec l'élection des députés ».

M. Destrade (PS) : talon d'Achille

« M. Chirac a avoué : son talon d'Achille est Raymond Barre », *a affirmé, dimanche 14 avril, M. Jean-Pierre Destrade. Le porte-parole du Parti socialiste, qui réagissait aux propos tenus le jour même sur TF 1 par M. Chirac, a ajouté que ce dernier,* « qui ne propose pas d'alternative gouvernementale crédible, insiste sur la nécessité d'un consensus national, sur l'importance du récent accord RPR-UDF, mais, tout aussitôt, souligne que chacun, dans l'opposition, s'en ira à la bataille sous ses propres couleurs ».

Mme Dufoix : querelle de chefs

Le récent accord pour gouverner RPR-UDF, « très flou » *et riche exclusivement* « d'idées générales », *masque une* « vraie querelle de chefs », *a estimé, dimanche 14 avril, Mme Georgine Dufoix, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, qui était l'invitée du Forum de Radio-Monte-Carlo.*

M. Stasi (CDS) : Barre = de Gaulle

« C'est mon candidat. C'est et ce sera le candidat pour la grande majorité des Français, qui verront en lui le général de Gaulle de 1958, c'est-à-dire celui qui rassure, celui qui rassemble », *a assuré, à propos de M. Raymond Barre, dimanche 14 avril au cours de l'émission de TF 1* « Sept sur sept », *M. Bernard Stasi. Selon le premier vice-président du CDS,* « ce qui reste du socialisme, c'est le marketing de M. Fabius ». *Si M. Stasi* « veut bien discuter » *pour savoir* « ce que l'on peut faire ensemble » *avec le PS,* « il faut d'abord que la gauche mette de l'ordre dans ses idées. Je crois que pour ça, ce qu'il lui faut, c'est une bonne cure d'opposition ».

Interrogé sur la récente démission de M. Michel Rocard, M. Stasi a estimé que l'ancien ministre de l'agriculture, qui a déjà « raté de nombreuses portes » *dans le slalom de la vie politique, risque d'être* « éliminé », *ce qui serait* « dommage pour lui et le pays ».

Deux élections cantonales partielles

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE : canton de Sisteron (1er tour).

Inscr., 5 383 ; vot., 3 992 ; suff. expr., 3 861. MM. Spagnou, RPR, 2 134, *ÉLU* ; Y. Rolland, PS, 738 ; M. Rolland, PC, 597 ; Falque de Bezaure, FN, 241 ; Mme Miemville, écol., 106.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jean Andrieu, RPR, survenu le 8 mars dernier.

M. Spagnou, maire de Sisteron, a été élu dès le premier tour, réalisant un bon score. Malgré la présence d'un candidat du Front national, M. Spagnou, qui bénéficiait du soutien de l'UDF, a recueilli 55,27 % des suffrages exprimés. Le nouveau conseiller général a amélioré de quatre points le score réalisé par son prédécesseur aux élections cantonales de mars 1982. M. Jean Andrieu avait été élu avec 1 807 voix contre 934 à M. Laurent, PS, et 784 à M. Rolland, PC, pour 3 525 suffrages exprimés, 3 675 votants et 5 233 inscrits. La participation, plus forte qu'en mars 1982 n'a profité ni au PS ni au PC, qui enregistrent chacun un recul de plus de 6 points.

La nouvelle composition politique du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence est désormais la suivante : 4 PC ; 8 PS ; 1 MRG ; 8 RPR ; 7 UDF ; 3 div. opp. ; 1 div.

L'assemblée départementale se réunira le 26 avril pour élire son président, le mandat confié à M. Roger Vial, div., le 22 mars dernier n'étant que provisoire.]

TARN-ET-GARONNE : canton de Montauban-II (1er tour).

Inscr., 9 009 ; vot., 5 517 ; suff. expr., 5 337. MM. H. Gouze, député, PS, 2 030 ; Gomila, UDF, 1 087 ; Albinet, RPR, 874 ; Dafief, FN, 445 ; Gonzales, MRG, 415 ; Bouyssy, PC, 362 ; Cerciat, PSU, 124. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[M. Hubert Gouze, PS, député du Tarn-et-Garonne et maire de Montauban, est arrivé en tête, à l'issue du premier tour de ce scrutin partiel destiné à pourvoir le siège laissé vacant par le décès de son père Raoul Gouze, survenu le 2 mars dernier, trop peu de temps avant les élections cantonales des 10 et 17 mars pour qu'il soit remplacé à cette occasion. Raoul Gouze avait été réélu au second tour des élections de mars 1982 avec 3 389 voix contre 2 941 à M. Albinet, RPR, pour 6 330 suffrages exprimés, 6 558 votants, et 8 867 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 8 869 ; vot., 6 185 ; suff. expr., 5 970. MM. Albinet, 2 257 ; Gouze, 2 009 ; Gonzales, MRG, 1 048 ; Bouyssy, PC, 504 ; Cerciat, PSU, 152.

L'opposition a sensiblement amélioré ses positions dimanche 14 avril par rapport au premier tour du scrutin de mars 1982 puisque les trois candidats qui la représentaient ont recueilli 45,88 % des suffrages tandis que M. Albinet, RPR, candidat unique de la droite, en avait obtenu 37,80 %.

Si M. Hubert Gouze fait un peu mieux en pourcentage que son père, le MRG enregistre une perte sensible : – 9,78 points. Le PC, pour sa part, perd 1,66 point.

Cette élection partielle sera déterminante pour la désignation du président du conseil général du Tarn-et-Garonne. La gauche est majoritaire dans ce département, mais les deux principaux partis qui la représentent, le PS et le MRG, se retrouveront à égalité de sièges si M. Hubert Gouze est élu le 21 avril.

Le président sortant, M. Louis Delmas, PS, élu en mars 1982, au bénéfice de l'âge, a été reconduit provisoirement le 22 mars dernier à la tête de l'assemblée départementale.]

● *L'Union centriste républicaine approuve le nouveau mode de scrutin.* – Le bureau de l'Union centriste républicaine (UCR), que préside M. Olivier Stirn, député non inscrit du Calvados, *« a approuvé le principe de la loi instaurant l'élection proportionnelle départementale »*, au cours d'une réunion le samedi 13 avril, car *« cette loi permettra de casser définitivement la division des Français entre droite et gauche ». « Déjà, les communistes et les socialistes se sont séparés*, observe l'UCR, *et si, comme c'est probable, l'UDF et le RPR n'obtiennent pas la majorité absolue des suffrages, le rassemblement de tous les Français attachés aux valeurs républicaines sera possible. »*

● *M. Doubin est hostile à la dénationalisation de Renault.* – M. François Doubin, président du MRG, ancien secrétaire général de la Régie Renault, a déclaré, le samedi 13 avril, à Epinal, que la dénationalisation de la Régie, proposée par le RPR en cas de succès de l'opposition en 1986, *« serait une très mauvaise méthode »*. M. Doubin a ajouté : *« Nous sommes contre les nationalisations telles qu'elles ont été faites en 1981, mais Renault, c'est différent : Renault s'est développé dans ce statut depuis quarante ans. Ça n'apportera rien à la boutique, sinon créer un traumatisme. »*

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Tjibaou reprend en main la coalition indépendantiste

Après la réunion du comité directeur de l'Union calédonienne, au cours de laquelle M. Jean-Marie Tjibaou a fait, samedi, sa rentrée politique (nos éditions datées 14-15 avril), le chef de file des indépendantistes se rendra mardi 16 avril en métropole, à l'invitation du ministère de la culture, en tant que président de l'Office culturel, scientifique et technique canaque. Au cours de ce séjour en Europe, M. Tjibaou pourrait répondre à une invitation des Verts ouest-allemands, et même se rendre en Algérie.

Sur le plan social, la grève des pétroliers de l'union territoriale Force ouvrière, qui privait la Nouvelle-Calédonie de carburant, a pris fin lundi. Ce mouvement avait été décidé pour soutenir les enseignants du SNI-PEGC en grève après la mort d'une enseignante de Poindimié (côte est), tuée le 8 avril par un jet de pierres. La suspension de la grève a été annoncée après une réunion avec le secrétaire général du territoire, M. Christian Blanc, et les ministres territoriaux du travail et de l'enseignement. Les quatre syndicats d'enseignants n'ont toutefois pas fait connaître leur position sur une éventuelle reprise du travail, qui ne s'effectuerait pas, de toute façon, avant jeudi.

De notre correspondant

Nouméa. – Comme un maître d'école qui siffle la fin de la récréation, le vice-président de l'Union calédonienne (UC), M. Jean-Marie Tjibaou, a décidé de mettre un terme aux errements de son parti et du FLNKS tout entier. En réapparaissant, samedi, dans la tribu de Gohapin pour la réunion du comité directeur de l'UC, après deux mois de retraite solitaire dans son village de Hienghène, dont il est le maire, le chef de file des indépendantistes poursuivait deux objectifs : rendre à son parti une place prééminente au sein de la coalition du FLNKS et se resituer lui-même en tant que chef incontesté de son mouvement. *« Le problème de la représentativité* (de l'UC dans le FLNKS) *est un signe de bonne santé*, affirmait-il, serein. *On le retrouve dans toutes les organisations regroupant différentes tendances. »* Et M. Tjibaou ajoutait : *« On le retrouve même chez les socialistes, lorsque les mitterrandistes reprennent le contrôle de l'appareil. »* On ne pouvait être plus clair pour exprimer une volonté de marquer le rôle moteur de l'Union calédonienne auprès des six autres *« groupes de pression »* du FLNKS. Cette prééminence devrait d'abord se matérialiser, au sein du bureau politique de la coalition, par une sorte de représentation proportionnelle, quitte à augmenter le nombre de membres (actuellement quatorze personnes, deux par groupe) afin que, selon l'état-major de l'UC, chaque proposition du mouvement aboutisse à une décision du FLNKS dans son ensemble.

Bon de passage

« C'est notre droit, soulignait samedi M. Tjibaou. *Quand on parle dans une réunion publique où l'on annonce des objectifs, on doit dire aussi combien de soldats sont prêts à participer. C'est pour cela qu'il faut réorganiser notre mouvement, décompter les militants pour savoir quelle est notre force pour que tout soit bien clair. »* Et aussi pour que ne se reproduisent pas des erreurs comme le boycottage de la rentrée scolaire, qui avait semblé, à l'origine, rallier une majorité et a été finalement très mal suivi.

De toutes les composantes du FLNKS, l'Union calédonienne est incontestablement la formation qui a acquis le plus de maturité politique. Les cadres du parti entendent d'ailleurs le démontrer dans les moindres détails. Pour le comité directeur de samedi, l'accès à la tribu de Gohapin, en pleine montagne, était étroitement filtré par trois barrages tenus par des militants armés qui notaient scrupuleusement sur un registre le numéro de chaque véhicule et le nombre de passagers avant de délivrer un bon de passage qu'il fallait présenter au poste de contrôle suivant. A l'UC, on se veut « professionnel » et déterminé.

Ce parti est aussi celui qui a payé le plus lourd tribut à la lutte pour l'indépendance. Depuis le 18 novembre, faisait remarquer M. Tjibaou, l'UC a perdu quatorze de ses membres, dont son secrétaire général, Eloi Machoro.

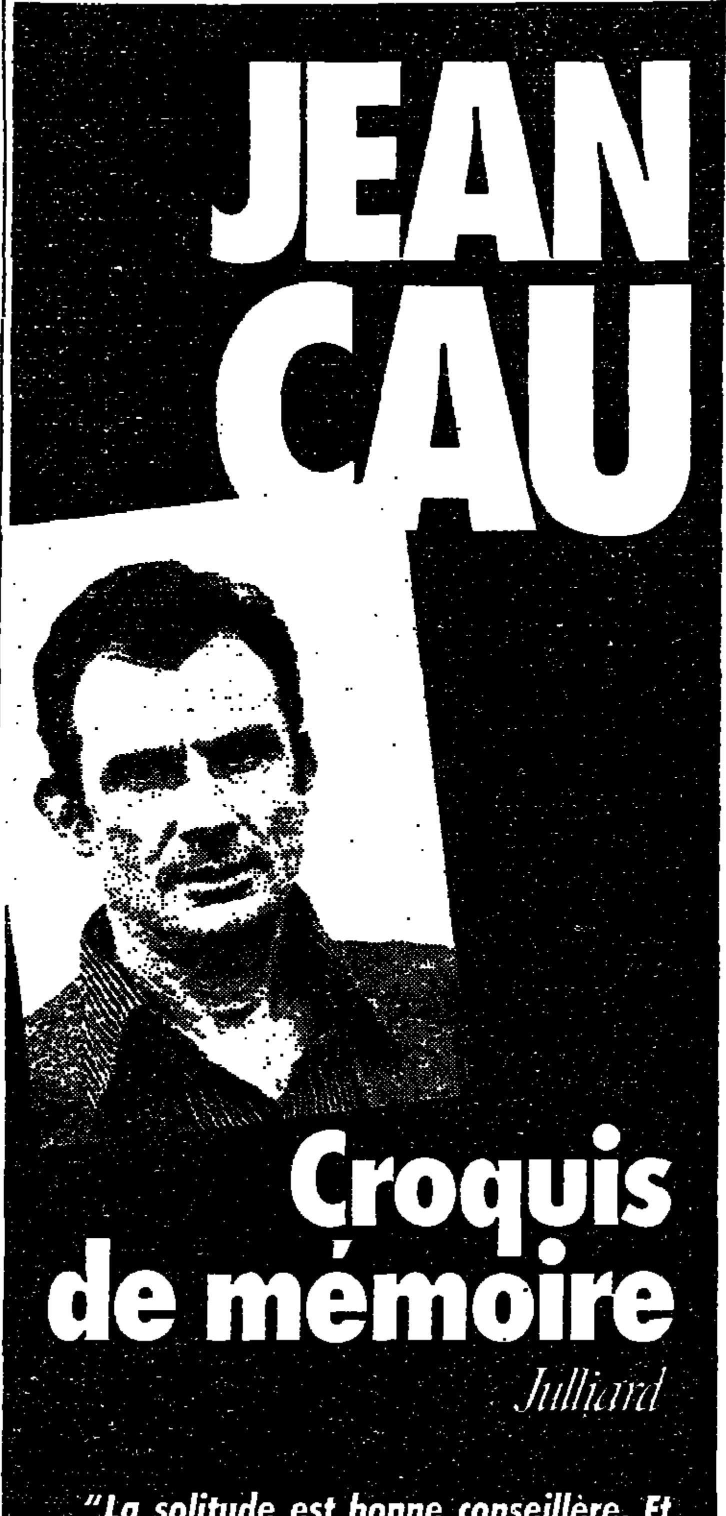
« L'engagement de l'Union calédonienne dans la perspective de l'indépendance est quelque chose qui marque sa détermination, a-t-il dit (...) *Certains nous reprochent d'être trop mous, mais personne ne nous reproche les morts qui sont tombés dans nos rangs. Et pourtant c'est un signe qui ne trompe pas »*, a conclu le président du « gouvernement provisoire » de Kanaky. Pour lui, ces blessures infligées à son parti légitiment sa revendication au sein du FLNKS, *« lequel est*, a dit M. Tjibaou, *l'outil pour arracher l'indépendance »*.

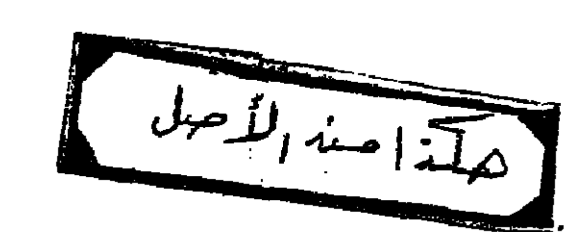
Quant à son retour personnel, M. Tjibaou n'en a jamais douté. De sa retraite de Hienghène, il a même observé d'un œil moqueur les maladresses politiques et les hésitations des militants qui avaient le plus ardemment réclamé une plus grande autonomie et qui ont fini par souhaiter sa réapparition.

« Aujourd'hui, a expliqué le chef indépendantiste, *je suis interpellé par les militants pour reprendre plus de service, ce que je ferai volontiers. Nous avons voulu ce retrait pour que tous les groupes de pression puissent s'affirmer. Maintenant, nous décidons de reprendre la place qui doit être la nôtre. »*

FREDERIC FILLOUX.







société

Les trois attentats du week-end ont été revendiqués par Action directe

La revendication par Action directe des trois attentats commis à Paris, le week-end dernier, a été authentifiée par une lettre adressée à l'AFP. Le groupe terroriste français, né en 1979, n'avait pas fait parler de lui depuis l'assassinat de l'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, le 25 janvier, devant son domicile de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). Action directe s'en est pris, cette fois-ci, au siège de la banque Leumi-Israël, boulevard des Italiens, à Paris (IXe), aux bureaux de l'Office national d'immigration (ONI), rue de la Procession à Paris (XVe) – ces deux attentats intervenant à 4 h 25 et à 5 heures dans la nuit du 12 au 13 avril – et au siège de l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, avenue Marceau, à Paris (XVIe) – à 4 h 45 dans la nuit du 13 au 14 avril.

Le groupe terroriste tente de justifier ces actions criminelles – qui n'ont miraculeusement pas fait de victimes, alors que les charges étaient d'une puissance exceptionnelle (plusieurs kilos) – en se réclamant de la lutte contre le racisme et l'extrême droite. Cependant, le texte de revendication est signé *« Action directe, commando Sana Mheidli »*, du nom d'une jeune Libanaise morte, mardi 9 avril, dans une voiture kamikaze qu'elle conduisait, lancée à Saïda sur un convoi israélien.

« *Il est odieux de chercher à récupérer pour une cause criminelle et meurtrière des idées généreuses, précisément opposées à la violence* », a déclaré M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, qui s'est rendu sur les lieux de deux des attentats – le siège de *Minute* et les bureaux de l'ONI. Action directe, pour sa part, avait inscrit sur un mur proche du siège de l'ONI : *« Halte au racisme, dissolution du Front national de Jean-Marie Le Pen, sionistes hors du Liban. »*

Un autre attentat a détruit, dans la nuit de samedi à dimanche, les installations EDF alimentant une grande partie des usines de l'Aérospatiale et la ville de Colomiers (Haute-Garonne). Au même moment se tenait dans cette localité de la banlieue toulousaine un bal organisé par le Front national. Des inscriptions antifascistes et une croix gammée ont été tracées à la peinture sur les murs du transformateur. Un appel téléphonique a revendiqué cet attentat en expliquant : *« La réunion fasciste à Colomiers : c'est le transformateur ! »*

Enfin, on a appris, dimanche 14 avril, l'arrestation à Paris par la DST d'un néo-nazi ouest-allemand recherché par la justice de son pays et qui aurait des liens avec le terrorisme du Proche-Orient.

Retour aux bombes

Action directe revient aux explosifs. Après deux mois et demi de silence, après l'assassinat – revendiqué par AD (« Action directe ») – de l'ingénieur général René Audran, le 25 janvier, le groupe terroriste d'ultragauche a signé trois attentats à l'explosif en vingt-quatre heures dans la capitale. Trois attentats qui n'ont heureusement fait aucune victime, provoquant seulement d'importants dégâts matériels. Trois cibles – la banque israélienne Leumi, l'Office national d'immigration (ONI) dans la nuit de vendredi à samedi, le siège de l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* dans celle de samedi à dimanche – qui, selon Action directe, seraient reliées par la même symbolique.

La revendication par lettre adressée à l'Agence France-Presse au nom d'Action directe dénonce tout à la fois *« les exactions sionistes contre les peuples libanais et palestinien, la politique raciste de l'ONI à l'égard des travailleurs immigrés et* Minute, *un des relais les plus virulents de la propagande raciste en France »*. Ce texte d'un feuillet, qui confirme une première revendication téléphonique au siège de l'AFP et des inscriptions signés *« AD »* découvertes sur un pilier du bâtiment de l'ONI, proteste aussi contre *« les exactions de l'armée coloniale française en Afrique, au Liban, dans les dom-tom, la couverture judiciaire des crimes racistes de la police en métropole, le licenciement et l'expulsion de nombreux travailleurs immigrés, la politique raciste de Dufoix et de l'ONI, la protection policière du nazi, tortionnaire d'Algériens, Le Pen »*.

Dans ce texte, Action directe s'annexe le slogan populaire du mouvement SOS-Racisme, lançant : *« Touche pas à mon pote travailleur immigré, à mon pote kanak, tchadien, libanais, palestinien, etc. »* Enfin, AD demande que *« des positions claires soient prises par rapport aux racistes »* et exige *« la dissolution du Front national, parti raciste de Le Pen »*.

Mélange des genres

S'agit-il d'un retour d'Action directe à sa première phase criminelle ? Jusqu'au début de 1984, le groupe terroriste français s'en était tenu, en effet, à des cibles immobilières, à des attentats à l'explosif ayant comme prétextes, outre la cause palestinienne, des questions purement hexagonales : engagement militaire de la France au Tchad ou au Liban, politique d'immigration, racisme... L'assassinat de René Audran, avait signifié un changement qualitatif : le passage au meurtre et l'intégration dans une logique « euro-terroriste », avec la fusion d'Action directe et de la Fraction armée rouge, (RAF) ouest-allemande, proclamée le 15 janvier dernier.

Les textes de revendication sont alors écrit, en un français approximatif, manifestement traduit de l'allemand, et ont pour contenu idéologique un alignement sur les thèses soviétiques en matière de défense, la France étant dénoncée comme la pointe avancée d'une *« américanisation »* de l'Europe. Rien de tel cette fois : Action directe épouse l'actualité – la montée du racisme –, ses communiqués sont écrits dans un français correct, et le groupe s'en tient à des bombes placées, durant la nuit, devant des immeubles « symboles ».

Peut-on pourtant déduire de cette constatation que l'organisation terroriste française comporterait désormais deux branches, l'une dure, alignée et manipulée par la RAF ouest-allemande, l'autre moins radicale, plus hexagonale et se refusant à l'assassinat ? C'est sans doute conclure un peu vite. Les charges placées par Action directe le week-end dernier pouvaient tuer : elles surprennent par leur importance – deux à cinq kilos selon les enquêteurs. Les cibles choisies rejoignent l'ambiguïté de certains attentats de l'été 1982 où, en pleine vague terroriste proche-orientale à Paris, Action directe n'hésitait pas à s'en prendre à des sièges de banques ou d'entreprises au nom de leurs liens *« avec le sionisme »*. Après l'attentat contre le festival du cinéma juif, le 25 mars, toujours non revendiqué, celui visant la banque israélienne Leumi peut aussi être interprété, malgré les proclamations de foi antiraciste d'Action directe, comme un douteux mélange des genres entre antisémitisme et antisionisme. Enfin, même durant sa première phase, AD n'a pas hésité à tuer, notamment avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983 (deux policiers).

EDWY PLENEL.

LES RÉACTIONS

● *Mme Georgina Dufoix*, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a exprimé sur les antennes de RMC *« une double condamnation du terrorisme et de la violence dirigés contre les immigrés ou contre les juifs »*. *« Le racisme (...) est d'abord un phénomène d'intolérance contre lequel je me bats, quelles que soient les victimes »*, a ajouté Mme Dufoix, qui s'est déclarée *« très choquée »* par les propos de M. Michel Poniatowski selon lesquels de *« petites Palestines s'organisent actuellement en France »*. *« Ces propos sont indignes de la France »*, a-t-elle conclu.

● *M. Pierre Joxe*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a affirmé dans un communiqué, dimanche 14 avril, que les trois attentats commis à Paris constituent *« trois crimes qu'il est vain d'espérer justifier par un communiqué se réclamant de l'antiracisme »*. *« Il est odieux*, a ajouté M. Joxe, *de chercher à récupérer, pour une cause criminelle et meurtrière, des idées généralement opposées à la violence. Dans un Etat de droit, la violence ne saurait trouver de justifications, surtout lorsqu'elle emploie des armes de guerre contre les institutions, contre la presse, contre les citoyens et leurs familles (...). Sans attendre l'intervention de la justice, on peut et on doit condamner* [les auteurs], *flétrir leur action devant l'opinion publique qui les condamne aussi et qui doit savoir que les services compétents poursuivront sans relâche leur action préventive et répressive. »*

● *M. Jacques Chirac*, président du RPR, a estimé dimanche 14 avril, lors de l'émission « Midi-Presse » sur TF 1, que *« pour lutter efficacement contre le terrorisme, il est nécessaire d'avoir des procédures qui, tout en garantissant naturellement les droits de l'homme, soient des procédures d'exception, notamment parce qu'elles doivent aller vite. Dans ce domaine, la suppression de la Cour de sûreté de l'État a été une erreur (...), le fait d'avoir supprimé la réforme tendant à créer des documents d'identité infalsifiables a été une grave erreur »*. Enfin, selon le maire de Paris, *« il faut, par des mesures qui restent à déterminer, bien faire comprendre au Centre dont on sait qu'il alimente le terrorisme (...), le Centre dont chacun sait qu'il se trouve dans certains pays de l'Est européen, que nous ne sommes pas dupes et, par une politique de fermeté à leur égard, tenter là aussi de les dissuader d'alimenter le terrorisme »*.

● *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, a estimé, dimanche 14 avril, devant le siège de *Minute*, que l'attentat visant l'hebdomadaire *« rejoint* [l'action] *du terrorisme intellectuel qui est déclenchée par le lobby étranger « Touche pas à mon pote » et ses complices direts ou indirects, c'est-à-dire les hommes politiques qui désignent la droite nationale et ses amis comme des racistes et des fascistes »*. S'exprimant par la suite durant « Le grand jury RTL-*le Monde* », M. Le Pen a répété que, selon lui, la campagne de SOS-Racisme désigne le Front national *« à la bombe des tueurs »*. M. Le Pen, toutefois, *« condamne tous les attentats terroristes sans exception, d'où qu'ils viennent. Je dirai, même que je serais tenté, s'il en était – mais ce n'est heureusement pas le cas – qui soient d'une origine proche de mes opinions politiques, de les condamner plus sévèrement encore »*. Selon M. Le Pen, l'existence de son mouvement *« désarme les tentations de la violence. S'il n'existait pas un mouvement comme le Front national, c'est à ce moment-là qu'un certain nombre de citoyens, par désespoir ou par pulsion extrémiste, seraient tentés de régler en dehors des lois et par la violence les problèmes qui se posent à eux »*.

● *SOS-Racisme* estime que, *« sous couvert d'un antiracisme pour le moins confus*, les trois attentats revendiqués par Action directe *permettent à M. Jean-Marie Le Pen de mettre en cause SOS-Racisme-Touche pas à mon pote. SOS-Racisme a condamné toutes les formes de violence, d'agression et de haine, et tout le monde sait bien que de tels actes n'ont rien à voir avec cette asociation mais que, bien au contraire, ils n'ont malheureusement pour seule conclusion que de nuire à son activité »*.

RECHERCHÉ PAR LA POLICE ALLEMANDE

Le néo-nazi Odfried Hepp est arrêté en France

Les policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) ont arrêté, il y a quelques jours, à Paris, Odfried Hepp, un néo-nazi ouest-allemand, âgé de vingt-sept ans. Hepp était l'un des derniers dirigeants du groupe terroriste néo-nazi Wehrsportgruppe Hoffmann encore en liberté. Cinq autres animateurs de ce groupe ont été condamnés, le 15 mars dernier, à Francfort (*lire ci-dessous*). Etant l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par la justice ouest-allemande, notamment pour « *tentative de meurtre* », Hepp a été placé sous écrou extraditionnel par le parquet de Paris. Cependant, un mystère plane encore sur les conditions de son interpellation. Hepp aurait été arrêté en compagnie d'un étranger en possession d'un passeport tunisien et connu pour son engagement propalestinien, ce qui confirmerait les liens notamment logistiques entre certains extrémistes de droite et la mouvance terroriste proche-orientale. Toutefois, les premières informations selon lesquelles l'arrestation de Hepp est directement liée à l'enquête sur les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) et la découverte, le 2 avril, d'un arsenal de cette organisation à Paris, sont démenties, de source autorisée, ce lundi matin.

De plus, il apparaît que les services policiers français connaissaient la présence en France de Hepp depuis au moins janvier dernier. Un rapport policier, daté du 10 janvier, et provenant de services spécialisés, en faisait état, signalant la venue probable en France d'un néo-nazi allemand, Andréas Hagen, et soulignant qu'il était « *susceptible de rencontrer* » Hepp sur le territoire français, ainsi qu'un autre néo-nazi, Gerhard Fopper. – E. P.

Un entraînement dans des camps palestiniens

La direction de la surveillance du territoire (DST), le service du contre-espionnage français, est en train de faire la démonstration que des liens étroits unissent le terrorisme d'extrême droite et le terrorisme d'extrême gauche, avec l'arrestation à Paris d'Odfried Hepp, néo-nazi du groupe Hoffmann, en compagnie d'un ressortissant tunisien membre du Front de libération palestinien (FLP).

Odfried Hepp, dernier rescapé du groupe ouest-allemand Hoffmann, était recherché par la police depuis des années. Les Allemands avaient promis une récompense de 50 000 DM à toute personne leur donnant des informations pouvant faciliter son arrestation. Cinq de ses camarades avaient, pour leur part, dû se rendre à la police en 1983. Dieter Sporleder, vingt-quatre ans, Helge Blasche, quarante-deux ans, et Hanns-Peter Fraas, vingt-quatre ans, ont été arrêtés en février 1983 à Francfort. Dans le même temps, Ulrich Tillmann, vingt-deux ans, et Walter Kexel, vingt-trois ans, étaient arrêtés en Grande-Bretagne, à Poole.

Kexel et Tillmann devaient bientôt être extradés en RFA et rejoindre ainsi leurs trois camarades à la prison de Francfort. Depuis environ un an, la justice allemande leur reprochait notamment une série d'attentats en 1982 contre des objectifs de l'OTAN, et particulièrement deux attentats contre des véhicules militaires qui firent plusieurs blessés graves parmi des soldats américains.

La justice allemande n'était pas la seule à s'intéresser au groupe Hoffmann. Depuis environ deux ans, la justice française souhaitait entendre Walter Kexel et Odfried Hepp. Après l'attentat antisémite de la rue des Rosiers, le 9 août 1982 à Paris (six morts et vingt-deux blessés), les renseignements généraux avançaient en effet avec prudence que, *« selon certaines informations, Kexel et Hepp étaient à Paris à la date de l'attentat de la rue des Rosiers »*. En outre, plusieurs enquêteurs estimaient que l'un des quatre portraits-robots établis après cet attentat représentait trait pour trait Kexel.

Dans un premier temps, la police française essaya d'arrêter Kexel et Hepp lors de l'un de leurs passages en France. Ce fut en vain. Il fallut attendre l'arrestation de Walter Kexel, en février 1983 en Grande-Bretagne, pour que le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, chargé du dossier de la rue des Rosiers, puisse interroger à Londres ce terroriste néo-nazi. Cet interrogatoire permit de confirmer la ressemblance frappante entre Walter Kexel et l'un des quatre portraits-robots réalisés après l'attenta de la rue des Rosiers. Le terroriste néo-nazi afficha une personnalité fortement ambiguë et nia, bien sûr, toute participation à l'attentat antisémite du 9 août 1982, attribué au groupe palestinien Abou Nidal. Plusieurs enquêteurs restent néanmoins persuadés que Kexel a pu jouer un rôle dans cet attentat (*le Monde* des 27 et 28 mars).

Le suicide de Walter Kexel

Kexel et ses compagnons ont été jugés le 15 mars 1985 à Francfort pour leurs attentats contre l'OTAN. Tous ont été condamnés à des peines allant de cinq à dix ans, à l'exception de Kexel, qui a été condamné à quatorze ans d'emprisonnement. Le jeune terroriste néo-nazi s'est pendu, deux jours plus tard, dans sa cellule.

Le seul membre du groupe Hoffmann en liberté restait donc Odfried Hepp, arrêté début avril à Paris. Son arrestation en compagnie d'un militant pro-palestinien démontre les liens troubles que peuvent entretenir des groupes paramilitaires et terroristes. Evoquant, en 1983, le groupe néo-nazi Hoffmann, les autorités allemandes avaient signalé que ses membres *« voyageaient fréquemment en Europe et avaient formé un réseau antisémite et anti-américain »*.

En fait, les autorités allemandes avaient compris, dès le début des années 80, que des néo-nazis s'étaient exercés au maniement des armes et des explosifs dans des camps palestiniens au Liban. Ainsi, est-il admis que Hanns-Peter Fraas a été entraîné dans l'un des multiples camps de l'OLP à cette époque. Walter Kexel, lui aussi, aurait bénéficié d'un entraînement au Liban. Les services israéliens refusent cependant de confirmer l'information.

Les camps palestiniens du Liban seraient-ils des lieux de formation et d'alliances présumées contre nature, du moins jusqu'en 1982 ? Les faits sont, aujourd'hui, établis. Au mois de février dernier, le commissaire Jacques Genthial, ancien chef de la brigade criminelle, avait mis en évidence, lors du procès des responsables arméniens de l'attentat d'Orly (huit morts en 1983), un autre aspect de cette collaboration. Les policiers avaient trouvé sur Soner Nayir, l'un des responsables de la tuerie, un passeport allemand au nom de Mainka. Vérification faite, le passeport avait été volé par Albrecht, membre du groupe Hoffmann, et distribué avec d'autres dans un camp palestinien. Le hasard fit que ce furent les Arméniens de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) qui le prirent...

Après l'arrestation d'Odfried Hepp, l'enquête de la DST n'est pas finie. Cette arrestation est même – probablement – le prélude à des rebondissements concernant les liens des groupes néo-nazis avec les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), d'une part, et avec des groupes terroristes européens, comme Action directe, la Fraction armée rouge et les Cellules communistes combattantes, d'autre part.

LAURENT GREILSAMER.

Les autorités espagnoles prennent au sérieux la revendication du Djihad islamique dans l'attentat de Madrid

De notre correspondant

Madrid. – Le ministre espagnol de l'intérieur, M. José Barrionnevo, a confirmé, le dimanche 14 avril, qu'un attentat était bien à l'origine de l'explosion qui a ravagé, dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 avril, un restaurant proche de Madrid très fréquenté par des militaires américains. M. Barrionuevo a précisé que les experts avaient détecté des traces de l'explosif utilisé, un mélange de soufre, d'aluminium et de chlorate de potassium. Le bilan de cet attentat est finalement de dix-huit morts, tous de nationalité espagnole.

Plusieurs revendications ont déjà été signalées, mais le ministre considère qu'en l'état actuel de l'enquête *« la plus crédible »* est celle annoncée le 13 avril à Beyrouth par le groupe extrémiste chiite Djihad islamique. Dans une communication téléphonique à une agence de presse de la capitale libanaise, une personne se réclamant de cette organisation terroriste avait affirmé que l'attentat sanglant de Madrid constituait une *« mesure de représailles »* après la *« tuerie de Bir-al-Abed »*, le quartier du sud de Beyrouth où l'explosion d'une bombe placée dans une voiture avait fait quatre-vingt-douze victimes le 8 mars dernier.

Selon le porte-parole du gouvernement espagnol, les autorités disposent de *« forts indices, mais pas de la certitude absolue »* que cette revendication est authentique. L'indignation qu'elle a provoquée à Madrid est d'autant plus vive que le restaurant visé n'avait pas le moindre rapport avec la crise libanaise. Au demeurant, l'Espagne – tant au sein de son gouvernement que dans l'opinion publique – s'est toujours montrée très sensible aux thèses arabes dans le conflit du Proche-Orient...

Ce n'est pas la première fois, pourtant, que le groupe Djihad islamique se manifeste dans ce pays. Le 5 août dernier, c'est lui qui avait revendiqué une tentative d'assassinat, à Marbella, sur la Costa-del-Sol, contre le propriétaire du journal koweitien *Alanbaa*, M. Khalid Almarzook. La même organisation devait ensuite se déclarer responsable de la mort d'un ingénieur saoudien, M. Nasser Abdull Aziz, survenue le 14 septembre, également à Marbella. Plusieurs responsables du gouvernement espagnol ne cachaient pas en privé leur inquiétude, ces derniers mois, face à la présence croissante dans le pays de membres d'organisations extrémistes islamiques apparemment décidés à régler leurs comptes au sud des Pyrénées. Huit citoyens provenant de pays arabes, dont deux diplomates, sont morts en Espagne depuis 1981, victimes d'attentats.

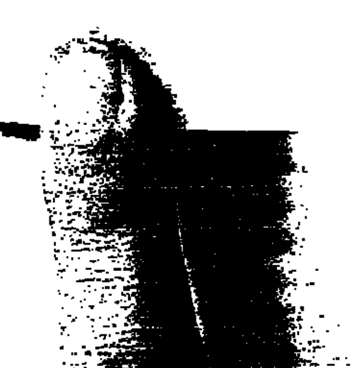
THIERRY MALINIAK.

Vives réactions arméniennes après le suicide d'un membre de l'ASALA

Le suicide d'Aram Basmadjian, qui s'est pendu, le 12 avril, dans sa cellule de la prison de Fleury-Mérogis (*le Monde* daté 14-15 avril), a suscité de vives réactions dans les milieux arméniens.

L'Armée secrète arménienne pour l libération de l'Arménie (ASALA), dans un communiqué adressé à une agence de presse étrangère à Beyrouth, accuse les *« services de sécurité français »* d'avoir *« tué par pendaison le militant Aram Basmadjian »*. L'ASALA prévient qu'elle *« continuera à diriger ses coups contre la France sioniste »*.

La Fédération révolutionnaire arménienne Dachnagstoutioun *« attend du gouvernement français qu'il fasse toute la lumière sur les circonstances de ce qui est considéré comme un geste désespéré. (...) Toutes les ambiguïtés*, ajoute-t-elle, *doivent être levées sur cette affaire... »* Quant au Comité de défense des prisonniers politiques arméniens de Grèce, il tient le gouvernement français comme *« principal responsable »* de la mort d'Aram Basmadjian. Il demande aux organisations humanitaires d'intervenir auprès de la France pour dénoncer la mort du militant arménien, et il affirme que les prisons françaises *« ne diffèrent pas beaucoup des prisons turques »*. Enfin, le Mouvement national arménien estime que cet événement *« souligne la tragédie vécue par le peuple arménien, écartelé aux quatre coins du monde, et dont les meilleurs de ses fils sont condamnés à s'engager parfois au-delà de leurs propres limites pour que vive l'Arménie »*.



LE 40e ANNIVERSAIRE DU RETOUR DES PRISONNIERS DE 1939-1940

Exorcisme contre l'oubli

Le 40e anniversaire du grand retour des prisonniers de 1939-1940 a été célébré, dimanche 14 avril, au cours d'un rassemblement au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, organisé par la FNCPG-CATM (Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants en Algérie, en Tunisie et au Maroc).

Quarante ans déjà ! La vie civile, comme un méchant coup de poing, leur a tassé les épaules, couperosé les pommettes, éclairci les tempes. Ils hésitent à se reconnaître. *« C'est toi Guy ? »* ; *« C'est toi Maurice ? »* L'œil est pourtant resté assez vif pour évaluer d'un regard les dégâts. Des doigts gourds vont chercher dans la poche les photos racornies ; *« Le troisième en haut à gauche, dans l'axe du mirador, tu le connais ? » « Sacré Guy ! » ; « Sacré Maurice ! »...*

Bien sûr, il y a tout le reste. Ce décor qu'ils ont appris par cœur, de 11 novembre en 11 novembre ; les drapeaux, les noms des camarades gravés sur le monument de pierre, les discours officiels fleuris de chrysanthèmes.

Bien sûr, aujourd'hui 14 avril 1985, dans le grand hall du Parc des expositions de la porte de Versailles, où quinze mille prisonniers de guerre fêtent le 40e anniversaire du grand retour, ce décorum les a poursuivis. Oui, bien sûr, les médailles et la *Marseillaise*. Mais cette clameur de mille retrouvailles qui monte sous la grande voûte, le croirait-on, recouvre presque les clairons et la sono de Nicoletta, appelée en renfort pour que la fête soit parfaite.

Car il faut oser le dire : une cérémonie d'anciens combattants, au fond, c'est tout de même davantage qu'un prétexte à exercice de style pour stagiaires de sous-préfecture ou une photo obligée pour le journal local du lundi entre le foot et les parents d'élèves. C'est d'abord un poignant exorcisme contre l'oubli et la mort, et l'évocation, pas forcément larmoyante, de ces années de parenthèses que le souvenir transforme en récréation. Et les revoilà, quarante ans après, replongeant avec délice dans cette adolescence que l'histoire leur confisqua.

Dans la même gamelle

Maurice, de Marseille, et Guy, de Troyes, se sont retrouvés aujourd'hui, après quarante ans. Pour la millième fois resurgissent les souvenirs communs de stalag et de kommando. *« Ah, oui ! on a tous mangé dans la même gamelle ; bien rare le prisonnier qui, un jour, n'a pas donné un morceau de pain à l'autre »*, dit Guy. *« Et on ne demandait pas aux autres leurs opinions politiques »*, renchérit Maurice. Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas : la tourmente les rapprocha ; la géographie, ensuite, les a dispersés. Bras dessus, bras dessous, ils déambulent, aujourd'hui, à travers l'expo photos et les spécialités régionales de cette grande kermesse des anciens prisonniers : *« Finis les rutabagas, mangez du bon foie gras »*, conseille, tentateur, le stand du Sud-Ouest.

Et ne faites pas mine de reprocher son auto-attendrissement à cette France éternelle des braves gens, casquette et béret. Ne tentez pas, comme certains, de lui rappeler comment, pendant qu'elle se morfondait dans les stalags, les Russes et les Américains libéraient la planète : *« Dans les années 50*, se souvient Maurice, *une certaine presse a tenté de nous salir. Mais nous ne sommes ni des lâches, ni des héros ; nous avons fait notre devoir, c'est tout. »* Et, pendant la captivité, à la mesure de leurs moyens, ils ont continué de résister à l'ennemi : *« Les Allemands ont dû me changer six fois d'affectation*, raconte Etienne ; *ils me mettaient dans les fermes, et moi je repiquais les poireaux la queue en l'air. »* Car il n'est pas de petit héroïsme.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

AUX « ÉTATS GÉNÉRAUX » DE LORETO

Les deux visages de l'Eglise italienne

De notre correspondant

Les « états généraux » de l'Eglise italienne, qui se sont achevés le 13 avril à Loreto, près d'Ancône, en présence de deux mille personnes, ont souligné trois exigences : promouvoir une nouvelle *« conscience morale »*, affirmer plus fortement l'identité chrétienne et mieux coordonner l'action des mouvements catholiques avec celle des évêques. Mais cette assemblée était moins destinée à prendre des décisions qu'à réfléchir sur l'avenir d'une Eglise qui a été fortement marquée par les orientations du concile Vatican-II et par les mutations de la société italienne.

Rome. – En vingt ans, l'Eglise italienne a dû se rendre à certaines évidences. Elle a d'abord été confrontée à une sécularisation de la société, sonnant le glas d'un « Etat de chrétienté ». En 1974, le référendum sur le divorce l'a mise brutalement devant la réalité d'un recul de la morale chrétienne, qui devait se confirmer plus radicalement encore en 1981 avec la nouvelle législation sur l'avortement. Parallèlement, l'arrivée en 1978 à la tête de l'Eglise d'un pape polonais-étranger non seulement au monde politique italien, mais à toute une tradition d'immixtion feutrée et d'attentions réciproques – a troublé un épiscopat habitué à voir dans le souverain pontife son représentant.

Dans la vision « mondialiste » de l'Eglise qu'a Jean-Paul II, l'Italie n'est qu'un pays de soixante millions d'habitants faisant partie de la communauté des huit cents millions de catholiques qui peuplent la Terre. *« C'est vrai, je suis le primat d'Italie, mais désormais, cette charge est avant tout honorifique »* aime à rappeler Jean-Paul II à ses visiteurs italiens.

Un discours mal adapté

Sans doute est-ce parce qu'il traite l'Italie comme n'importe quel autre pays que Jean-Paul II a fait à Loreto (*le Monde* du 13 avril) un discours mal adapté à une société politisée à l'extrême où rien n'est dit qui ne devienne aussitôt un élément de polémique (1). Tout au plus peut-on lui reprocher d'avoir été trop direct, de ne pas avoir respecté le jeu subtil des interprétations autour de ce qui n'a pas été dit. En réalité, le pape n'a rien affirmé de plus ou de moins que partout ailleurs à travers le monde. Avait-il en tête de faire une croisade en faveur de la démocratie chrétienne comme l'affirme volontiers la presse italienne ? Il est, en réalité, plus préoccupé de donner à l'Eglise italienne des évêques se situant dans sa ligne de pensée que de pousser les catholiques à voter en faveur de ce parti aux élections administratives du 12 mai. On peut remarquer qu'il a nommé – notamment en Emilie-Romagne – des évêques proches du mouvement Communion et libération. Mais pour Jean-Paul II, dont le modèle reste le catholicisme polonais, l'Eglise italienne (330 évêques, soit 10 % de l'épiscopat mondial, mais à peine 20 % de pratiquants réguliers) a besoin d'un coup de fouet. Dans cette perspective, le militantisme de Communion et libération a de quoi le séduire.

L'Eglise italienne ne se plie pas volontiers à la thérapie papale. Aux états généraux de Loreto, face à l'activisme évangélique de Communion et libération, s'est aussi manifestée une autre âme. Celle d'une Eglise réaliste, dans laquelle les fidèles sont aussi des citoyens, une Eglise ouverte au dialogue, qui reste cuturellement plus proche des conceptions tolérantes et inquiètes de Paul VI que des certitudes de Jean-Paul II. Beaucoup de participants de ces états généraux se sont reconnus dans les propos de Mgr Loris Capovilla, ancien secrétaire de Jean XXIII, appelant à l'humilité : *« Beaucoup de pasteurs proclament enseigner ce qu'ils n'ont pas appris »*, a-t-il déclaré.

Se réconcilier avec elle-même est sans doute la première tâche de l'Eglise italienne : *« Nous devons d'abord nous sentir une Eglise »*, a déclaré le cardinal Ballestrero, président de la conférence épiscopale, en concluant les travaux.

PHILIPPE PONS.

(1) Soulignant qu'en Italie *« la tendance d'un engagement unitaire a toujours prévalu »*, Jean-Paul II avait ajouté : *« Cet enseignement de l'Histoire doit rester présent dans les mémoires au moment des choix responsables et cohérents que le citoyen chrétien est appelé à faire. »*

Faits divers

La « borgata » des justiciers

De notre correspondant

Rome. – Elles étaient en marge : en marge de la société, en marge de la ville, même en marge de leur ghetto de pauvres, des baraques de planches, parfois en dur, à l'ombre des HLM de la via Prenestina qui, comme un cache-misère, les dissimulent aux regards de la petite bourgeoisie proprette et bien-pensante d'un de ces quartiers comme Tiburtina, Pietralata, Centorelle, prolifération suburbaine née de l'ambition fasciste, qui ne sont que des bivouacs, des bâtisses hétéroclites.

Loredana et Paola. Vingt ans. Une vie brûlée à l'héroïne. Un peu de prostitution, des amours lesbiennes, peut-être de petits vols. Leur baraque était au fond de la via Torrione, une voie de terre battue le long de laquelle s'étend le lotissement ghetto qui jouxte les voies ferrées de la gare San Lorenzo.

Vendredi matin, la pluie battait Rome. Mais c'est une dispute qui a troublé le lent réveil des habitants de la via Torrione : de petits délinquants, des familles pauvres vivant d'expédients. Et, soudain, la violence haineuse s'est déchaînée, pour rien ou presque : la disparition d'une radio de voiture. Loredana et Paola crient leur innocence. Le ton monte. On leur jette de l'essence dessus. Une allumette s'enflamme. Loredana est à l'hôpital, brûlée au troisième degré sur tout le corps et au visage. Paola n'a été que légèrement touchée.

« Quand le pape se pique, il voit Dieu ». L'inscription est écrite au crayon feutre sur une vitre de la pièce, une dizaine de mètres carrés qu'occupaient Loredana et Paola. La détresse l'emporte sur le désordre. Trois lits pliants, une table, les reliefs d'un repas, des bouteilles vides, du linge sale par terre, des posters, un crucifix, un cahier contenant des poèmes, un livre de Camus. Un fil sans ampoule pend du plafond. Une petite armoire est pleine de boîtes de tranquillisants à moitié vides, de seringues sales.

Dans le quartier, on surnomme un peu emphatiquement via Torrione « Harlem ». Harlem, c'est tout de même autre chose. Mais on n'en respire pas moins via Torrione des relents de tiers monde : un quartier égaré dans l'Italie des Agnelli et du pape. C'est le *villagio maledetto* où l'on n'entre pas la nuit.

Avec leurs parties de drogue, leurs amis de passage, leurs allures provocatrices, leurs mœurs et leurs disputes, Loredana et Paola troublaient l'ordre du ghetto. *« On en avait assez de celles-là »*, disent certains. La police recherche les deux agresseurs, mais on ne peut arrêter toute un *borgata* qui a voulu se faire justice.

C'est dimanche. Il fait gris. Le calme est revenu sur la misère. Loredana, enveloppée de bandelettes lutte pour une vie dont il y a trois jours elle ne voulait plus, (ses poignets portent les marques d'une tentative de suicide). Paola ne sait plus où aller dormir. Via Torrione, comme une trace de leur passage, une seringue sur un tas d'ordures.

Ph. P.

LA NAVETTE DISCOVERY PERD UN SATELLITE

Le courant ne passe plus

Il y a décidément quelque chose de changé au pays des navettes et des programmes spatiaux préparés à la seconde près. Rien ne va plus ou presque. La belle machine technico-administrative américaine a des ratés, et l'Agence spatiale américaine, la poisse. En effet, à peine la NASA se remettait-elle d'une interruption de deux mois et demi dans son programme de vols habités qu'un nouvel incident venait briser le début d'enthousiasme que l'envol de la navette Discovery avait fait naître dans la journée du vendredi 12 avril. Le vol se présentait sous les meilleurs auspices, et l'équipage avait connu une grande réussite en plaçant correctement sur orbite, une dizaine d'heures après la mise à feu, le satellite de télécommunications canadien Telesat 1-Anick. Las les ennuis allaient commencer.

Tout s'est gâté lors de la tentative de mise en orbite du deuxième satellite embarqué dans la soute de la navette. Dans le courant de l'après-midi de samedi, vers 17 heures, heure française, l'équipage de la navette a en effet procédé aux opérations de largage du satellite de télécommunications américain Syncom IV-3. Comme prévu, cet engin, d'environ 4 tonnes, est sorti de la soute, non pas en montant verticalement comme cela s'est fait avec le satellite Telesat, mais selon la technique dite du *frizbee* (du nom du jeu), qui impose que l'engin, après avoir été mis en rotation (deux tours par minute environ) sur son « berceau », sorte de la cale de la navette en position couchée. Tout allait donc parfaitement à bord de la navette, qui croisait alors à 292 kilomètres d'altitude et bouclait sa dix-septième révolution.

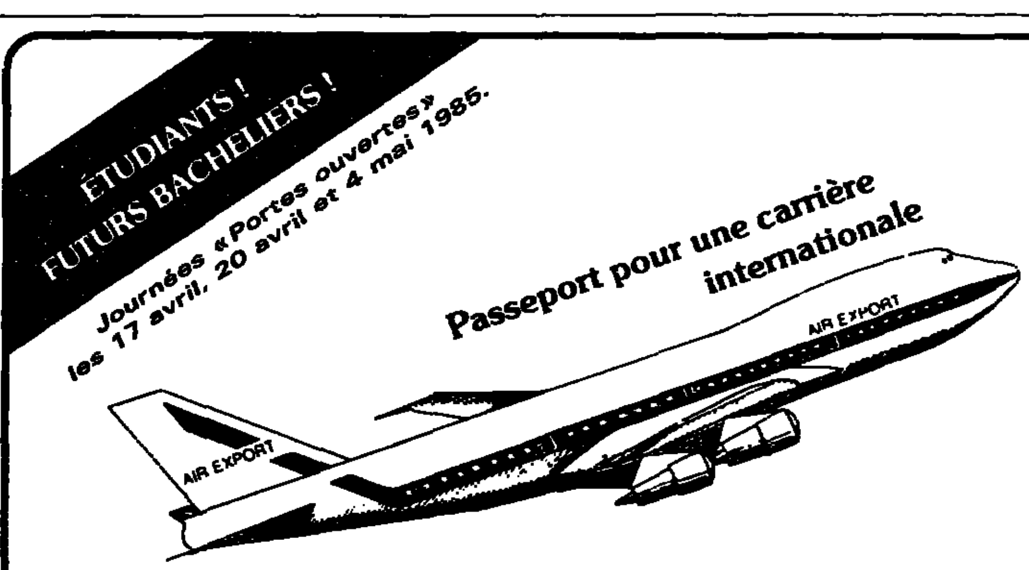
Mais, quelques minutes plus tard, Syncom IV-3 refusait d'obéir aux ordres venus du sol. Pourquoi ? Tout simplement parce que, lors du largage, un interrupteur fait d'une tige métallique d'environ 10 centimètres de long n'avait pas été actionné. Pas d'interrupteur, pas de courant pour alimenter les systèmes de bord, et le satellite était sourd et muet, incapable de mettre à feu le moteur destiné à le faire changer d'orbite. Perte pour la société Hughes Aircraft, qui a construit Syncom IV-3 : 35 millions de dollars pour le matériel et 83,7 millions de dollars supplémentaires représentant les royalties que l'US Navy aurait réglées au constructeur pendant les cinq ans d'utilisation du satellite. Journée noire donc pour Hughes, qui devrait cependant toucher les 85 millions de dollars de la prime d'assurance. Tout semble, pour le moment, perdu dans l'immédiat, dans la mesure où, même si la NASA envisage de demander à l'équipage de Discovery d'aller inspecter le satellite, ce qui implique de prolonger la mission d'au moins vingt-quatre heures, aucune intervention en orbite ne sera faite. Rien n'a été prévu pour cela, et les astronautes ne disposent ni de leur fauteuil volant pour se rendre sur place ni d'un berceau spécial pour accueillir le satellite, dont le moteur d'appoint n'a pas encore fonctionné et reste donc dangereux.

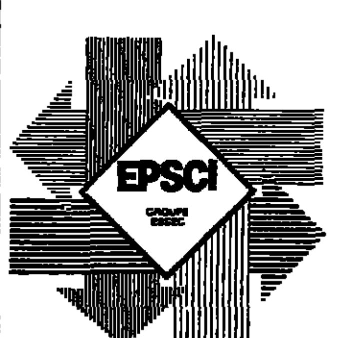
Faut-il dans ces conditions que les Européens se réjouissent de ce nouvel échec américain d'autant plus grave qu'il fait suite à toute une série de difficultés rencontrées ces derniers mois par la NASA : mise en orbite pénible du satellite TDRS; mise en orbite ratée, en février 1984, des satellites Palapa B-2 et Westar-6, heureusement récupérés lors qu'une autre mission; problème de tuiles sur la navette Challenger; défaillance de plusieurs composants sur le deuxième exemplaire du satellite TDRS; détérioration accidentelle, enfin, de la protection de la navete Discovery alors qu'elle était prête à partir? Bien au contraire, cette série noire de nos concurrents doit inviter à une certaine humilité, car les responsables des programmes spatiaux savent bien avec quelle facilité le vent tourne.

Reste que, et cela les Européens l'ont toujours dit, la navette n'est pas le moyen le plus adapté à la mise en orbite de satellites de télécommunications géostationnaires. En effet, contrairement à Ariane, qui place directement sa charge utile sur une trajectoire elliptique de 200 kilomètres de périgée et de 36000 kilomètres d'apogée, les satellites américains de la navette sont obligés de recourir à un moteur d'appoint pour cette opération, celui-là même qui n'avait pas fonctionné avec Palapa B-2 et Westar-6. Avec Ariane, en outre, les satellites sont mis sous tension bien avant le décollage de la fusée, ce qui n'est guère le cas avec la navette comme vient de le démontrer l'affaire du satellite Syncom IV-3. Alors, cette complication des procédures de mise en orbite par rapport à un lanceur classique ne risque-t-elle pas de retentir à terme sur les primes d'assurances, d'autant que les compagnies d'assurances, ont, avec la navette, pratiquement perdu trois satellites en quatorze mois?

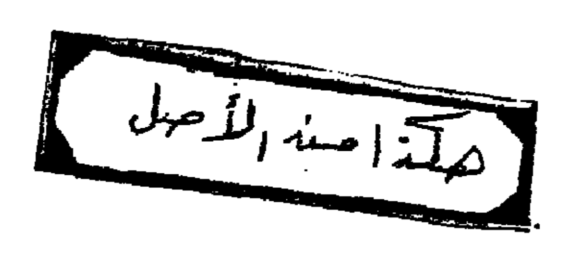
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.











sports

CYCLISME

Marc Madiot remporte Paris-Roubaix

Marc Madiot a gagné, dimanche 14 avril, le quatre-vingt troisième Paris-Roubaix avec près de deux minutes d'avance sur son co-équipier Bruno Wojtinek, rééditant les exploits réalisés par Jean Forestier en 1955, Louison Bobet en 1956 et Bernard Hinault en 1981. C'est la première fois depuis quarante ans que deux Français terminent en tête de la grande classique. Alors qu'en 1945 Paul Maye avait gagné devant Lucien Teisseire, le doublé Madiot-Wojtinek apparaît d'autant plus remarquable que ces deux coureurs de la nouvelle génération appartiennent à la même équipe, Renault-Gitane. En outre, leur comportement offensif sur un terrain difficile et le fait qu'ils soient parvenus à distancer leurs adversaires, dont Sean Kelly, à l'issue d'une course extrêmement pénible, valorisent leur performance. Cent soixante-douze concurrents avaient pris le départ de Compiègne. Trente-cinq seulement ont effectué la totalité du parcours.

Vieux renards et jeunes loups

De notre envoyé spécial

Roubaix. – Les jeunes loups ont pris une éclatante revanche sur les vieux renards. En début de saison Joop Zoetemelk, trente-huit ans, était sorti de l'ombre pour aller battre les Italiens dans la Tirreno-Adriatico à la surprise générale, puis l'autre vétéran néerlandais, Hennie Kuiper, trente-six ans, avait enchaîné en gagnant Milan-San Remo, l'épreuve sacrée des Transalpins. On pouvait tirer de ces deux victoires comparables des conclusions presque définitives en insistant sur les avantages de l'expérience et sur la leçon des anciens qui font leur métier comme personne.

Ces vérités ne sont pas remises en cause, c'est l'évidence, mais, depuis un mois, la roue a tourné. Aujourd'hui les feux de l'actualité sont braqués sur deux Français qui représentent l'avenir du cyclisme : Marc Madiot (vingt-six ans) et son équipier Bruno Wojtinek (vingt-trois ans).

Les deux leaders de la nouvelle vague, conseillés par l'habile Cyrille Guimard, se trouvaient pourtant confrontés à une redoutable opposition réunissant le champion de Belgique Erick Vanderaerden, vainqueur coup sur coup du Tour des Flandres et de Gand-Wevelgem, Sean Kelly, Eddy Planckaert, Greg Lemond, Phil Anderson, sans oublier Hennie Kuiper, un spécialiste, et bien entendu Francesco Moser, auréolé de trois victoires consécutives sur la piste de Roubaix.

Le recordman de l'heure, qui vraisemblablement ne possède plus son efficacité de naguère, fut retardé par une chute à 40 kilomètres du but alors qu'il livrait un duel au couteau à Vanderaerden. Mais ce dernier, resté seul après la culbute de son rival dans le cloaque de Templeuve, a présumé de ses possibilités face à un vent qui soufflait de trois quarts face.

A l'inverse, Marc Madiot a effectué un parcours sans faute mais aussi sans incident, ce qui est rare dans Paris-Roubaix. Il faut dire qu'il évoluait sur un itinéraire familier. Déjà gagnant de cette épreuve chez les amateurs en 1979, cinquième en 1983 après avoir tenu un rôle prépondérant, il a tiré profit de ses talents de cyclo-crossman, puisqu'il fut champion de France de la spécialité. Sa connaissance des lieux a fait le reste : il a lâché ses derniers adversaires – Kelly, Lemond, Eddy Planckaert – sur l'avant dernière portion pavée à 12 kilomètres de l'arrivée. C'était un secteur stratégique, où précisément Kuiper, champion méthodique par excellence, avait attaqué, il y a deux ans, le privant de la victoire.

Madiot avait donc retenu la leçon de l'ancien. Toutefois, le résultat démontre aussi et surtout qu'il a gagné Paris-Roubaix grâce à sa fraîcheur athlétique : n'a-t-il pas creusé en 12 kilomètres une différence de 1 minute 57 secondes ?

Bruno Wojtinek, qui avait protégé sa fugue, contra Kelly et Lemond à proximité du vélodrome pour prendre la deuxième place : il fallait le faire. Réconfortant : plusieurs jeunes Français se sont distingués dans ce Paris-Roubaix de haute tenue, en particulier Yvon Madiot, le frère de Marc, et Dominique Lecrocq, un Nordiste formé à l'école de la piste. Deux anciens champions de France, Marc Gomez et Régis Clère, figurent parmi les trente-cinq rescapés. Duclos-Lassalle, le favori sentimental, n'a pas eu cette chance. Il est tombé dans la tranchée de Wallers-Arenberg. Comme tant d'autres...

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS

Leconte vainqueur à Nice

Vainqueur du Paraguayen Victor Pecci en finale (6-4, 6-4), Henri Leconte a obtenu, dimanche 14 avril à Nice, sa troisième victoire dans un tournoi du Grand Prix après Stockholm (1982) et Stuttgart (1984). Sans jamais être en difficulté, le Français a pris sa revanche sur son bourreau en Coupe Davis et a remporté un succès, matérialisé par un chèque de 16 000 dollars, qui lui est d'autant plus cher qu'il est toujours licencié au Nice Lawn Tennis Club.

KENDO

Les Japonais maîtres de leur art

Les sixièmes championnats du monde de kendo (art du sabre, pratiqué avec un faisceau de bambou) disputés les 13 et 14 avril ont vu une nette et logique domination des Japonais.

Dans la compétition par équipe, qui réunissait vingt-quatre formations de cinq combattants, les Nippons ont de nouveau remporté un titre, qui ne leur a jamais échappé depuis la création de ces championnats, en dominant en finale le Brésil (3 victoires à 0 et 2 nuls). L'équipe de France s'était, elle, inclinée de justesse (3 victoires à 2) en quarts de finale, devant la Corée du Sud, après avoir dominé successivement l'Italie (5-0), le Portugal (5-0) et les Pays-Bas (4-1).

Dans l'épreuve individuelle, le Japonais Koda, a pris le meilleur en finale sur son compatriote Ogawa (2-0). Le meilleur Français a été Claude Pruvost, champion national 1985, éliminé en huitièmes de finale par Ogawa.

Cérémonie protocolaire de remise des récompenses des championnats du monde individuels de kendo, dimanche après-midi au stade Pierre-de-Coubertin. Le Japonais Koda vient de remporter le titre aux dépens de son compatriote Ogawa. Très droit, presque martial, le visage sans expression, l'heureux élu s'avance pour recevoir son diplôme. Il s'incline devant M. Ochima, le président de la Fédération internationale, prend le parchemin, une coupe, se courbe de nouveau puis regagne les rangs des participants. Il n'a pas laissé échapper un seul geste de triomphe. Aucun sourire n'est venu effleurer son visage.

« Je ne souris jamais quand je fais du kendo », explique Koda. Les Japonais ont la réputation de ne pas extérioriser leurs sentiments. Pourtant l'explication de l'impassibilité du champion est ailleurs. En triomphant d'Ogawa, Koda a battu son professeur, son « ancien » dans le dojo (maison de la « voie » c'est-à-dire salle d'entraînement). Son plaisir en a été amoindri.

Au pays du Soleil-Levant, enseignants et élèves de kendo entretiennent des rapports bien particuliers, faits de respect mutuel et d'interdépendance. Des relations où chacun a une responsabilité envers l'autre. Aussi cette victoire de l'élève sur le professeur ne changera rien entre les deux hommes, l'un ne sort pas plus grand, ni l'autre plus faible. Simplement, dans ce combat ils ont tous deux appris.

Quant il retournera au Japon, Koda ne sera pas fêté comme le héros d'une masse de vingt millions de pratiquants. Pourquoi ? D'une part, il faut souligner que le niveau des championnats du monde est bien inférieur à celui des compétitions japonaises de haut niveau. D'autre part, la valeur d'un kendoka se juge sur toute une vie. *« Un kendoka, c'est comme le bon vin, il s'améliore en vieillissant »*, souligne Jean-Pierre Reniez, un des reponsables du Comité national français de kendo.

Alors, à vingt-sept ans, Koda a tout le loisir de mesurer le chemin qui le sépare des grands maîtres nippons. A commencer par Nakakura, soixante-quinze ans, neuvième dan et hanchi, grade le plus élevé dans le corps professoral, qui dirigeait l'équipe japonaise.

Au Japon, les grands maîtres sont véritablement respectés et vénérés. Ils représentent la partie la plus haute de la pyramide volumineuse des kendokas. Ils sont aussi l'élite d'une société où le kendo est intimement lié à la vie culturelle et où l'esprit des samouraïs, précurseurs des kendokas, règne en maître.

Le kendo est, en plus, très présent dans la vie des Japonais. Les enfants le pratiquent dès le plus jeune âge. Plus tard, ils trouvent des dojos à l'école, au lycée, à l'université et même jusque dans leurs entreprises. Il n'est pas rare ainsi de voir des employés de grandes firmes faire du kendo avant d'aller travailler.

Pour les Japonais, le kendo apporte l'équilibre, la connaissance de soi, la vivacité, le sens de l'opportunité. Il les rend également plus combatifs. Voilà sans doute des qualités que l'entrepreneur français Francis Bouygues veut trouver parmi son personnel. Voulant gérer ses affaires à la japonaise, il vient de créer la première section de kendo d'entreprise. Voilà qui pourrait aider le Comité national de kendo. Le but de son président, Yves Mautret, est d'obtenir cinq mille licenciés d'ici quelque temps, soit le double du nombre actuel. Un objectif qui paraît raisonnable dans un pays qui s'est déjà très bien adapté au judo.

PATRICK DESAVIE

VOILE

LA COUPE DE L'AMERICA

L'Australie face à dix-sept défis

C'est au début de 1987, au large de Fremantle, près de Perth, que l'Australie remettra en jeu la Coupe de l'America, le plus vieux trophée sportif du monde, cédé en septembre 1983 par le New York Yacht Club qui le détenait depuis 1852. A ce jour, dix-sept défis restent lancés au Royal Perth Yacht Club, en provenance de six pays (Etats-Unis, Italie, France, Canada, Grande-Bretagne et Nouvelle-Zélande). Pour la Coupe Louis-Vuitton, qui désignera le challenger à partir d'octobre 1986, les Américains seront *a priori* les plus redoutables avec notamment *America II*, du New York Yacht Club, barré par John Kolius, et *Sail America*, du San Diego Yacht Club, qui offre à Dennis Conner, le barreur malheureux de *Courageous* en 1983, l'occasion de prendre sa revanche.

Comme à Newport (Rhode-Island), lors des cinq précédents challenges, la France sera présente à Fremantle. Après les initiatives très personnelles du baron Marcel Bich, puis du producteur Yves Rousset-Rouard, un comité français pour la Coupe de l'America (CFCA), présidé par Jean Glavany, le chef de cabinet du président de la République, a été créé pour susciter et coordonner la mobilisation des ministères et des grandes entreprises nationalisées susceptibles d'apporter leur concours. Après bien des péripéties, ce comité a décidé de reconnaître et d'apporter son aide au défi lancé par Marc Pajot au nom de la Société des régates rochelaises et au Challenge français pour l'America Cup, dirigé par Yves Pajot, au titre de la Société nautique de Marseille. Un troisième défi, lancé par Yves Rousset-Rouard, avec le Yacht club de France, n'a toujours pas obtenu la reconnaissance du CFCA.

Le « label France » pour Yves et Marc Pajot

Freedom, le superbe 12 mètres JI (jauge internationale) bleu, dernier vainqueur américain de la Coupe de l'America en 1980, a retrouvé *Enterprise*, son fidèle partenaire d'entraînement. Comme au bon vieux temps, où Newport, était encore La Mecque de la voile. Mais c'est désormais à Sète que ces nouveaux duels ont lieu, et Dennis Conner, le héros adulé puis haï de l'Amérique, a cédé la barre de ses anciens bateaux à Marc Pajot.

Médaillé olympique en Flying Dutchman, à Munich en 1972, avec son frère Yves, puis premier champion du monde des courses trans océaniques, Marc Pajot a conscience de s'être lancé à trente-deux ans dans le plus important défi de sa carrière. Il est revenu impressionné mais encore plus déterminé d'un premier voyage à Perth. « *Les Australiens*, dit-il, *préparent la Coupe de l'América comme s'il s'agissait pour eux d'organiser les Jeux olympiques.* »

Pour accueillir le millier de visiteurs espérés dans les deux prochaines années, *Fremantle* est aujourd'hui transformé en chantier. Pour défendre son trophée, le syndical australien a prévu un budget de 9,4 millions de dollars.Ceux des challengers dépasseront, cette fois, les 75 millions de dollars, dont une quarantaine pour les défis américains.

« *La Coupe de l'America n'est pas seulement une course aux dollars*, estime toutefois Jean Glavany. *Même avec 50 millions de dollars, on ne serait pas sûr de gagner. Nous avons des architectes, des chantiers navals et des coureurs de tout premier plan. Quelques personnes ont déjà l'expérience de cette coupe et nous bénéficions de technologies de pointe où nous sommes en avance sur Américains et Australiens. Mieux vaut miser là-dessus et tenter de mobiliser les énergies, les moyens et les compétences autour d'un label France.* »

Créé dans ce but voici près d'un an, le Comité français pour la Coupe America s'est efforcé d'obtenir le concours d'une bonne quinzaine d'entreprises nationalisées.

Ces aides peuvent se traduire par des mises à disposition de personnels (militaires ou professeurs d'EPS) des consultations, des prestations de service (assurances, transports des équipages et du matériel), des crédits et par le lancement d'une dizaine de programmes de recherche dans les domaines de l'hydrodynamique, des voiles, de la météorologie, de l'informatique de bord, etc.

« *Nous avions estimé à l'origine que l'apport du CFCA pouvait représenter 30 millions de francs*, indique Jean Glavany. *Sur trois ans, je crois que nous dépasserons ces prévisions.* » Ce qui n'empêche pas les responsables des défis français de trouver que certaines des aides promises ont tardé ou tardent encore à se matérialiser.

Tandis que les Américains, les Australiens et les Italiens s'entraînaient déjà sur place cet hiver, les Français étaient encore à la recherche de commanditaires. A la mi-novembre, ils s'offraient même un coup de théâtre sous la forme d'une scission au sein du défi unique que devait diriger Marc Pajot. Son frère Yves et l'architecte Daniel Andrieu quittaient le navire pour annoncer le lancement de leur propre challenge.

Confusion

Dans un premier temps, Marc Pajot dénonçait cette manœuvre, cautionnée par le CFCA, qu'il jugeait plus politique que réaliste puisqu'elle « *divisait les moyens français par deux* ». « *C'est ridicule*, répond Jean Glavany. *La confusion est née du fait que le maire de Marseille est aussi ministre. Ce n'est pas une décision politique mais une démarche de maire passionné de voile qui voulait un défi et une base d'entraînement permanente à Marseille. Marc a préféré, pour des raisons techniques, le plan d'eau de Sète à celui de Marseille pour sa préparation. Dans le cas contraire, il n'y aurait jamais eu deux défis français car Yves n'aurait pas trouvé les financements nécessaires. Au CFCA, nous avons estimé que la présence de deux défis peut favoriser la concurrence et l'émulation et qu'elle permet de mieux diversifier les choix techniques et technologiques.* »

Malgré ce contretemps, Marc Pajot a semble-t-il réussi à boucler son budget, qui devrait atteindre les 100 millions de francs. S'il reste encore discret à ce sujet, c'est pour une « *question de montage promotionnel* ». Après avoir travaillé grâce à l'aide financière du « Club des Douze » (des grandes entreprises françaises), il aurait en effet été sollicité par Kiss-France (photo, clés, talons-minute), qui désirerait apparaître comme commanditaire principal de son défi.

Marc Pajot est presque aussi discret sur la préparation de son nouveau 12 mètres, dont la coque en aluminium, dessinée par Philippe Briand, serait déjà en construction près de La Rochelle. A Sète, où deux équipages s'entraînent au rythme de vingt jours par mois, il vient de procéder, ces dernières semaines, à des essais de voiles fabriquées par les trois grands américains (Hood, North et Sobtab), mais aussi par la filière française proposée par le CFCA, avec le CRAIN de La Rochelle, le Centre national d'études spatiales et Brochier-Espaces.

Les relevés météo et les études du plan d'eau de Perth, faites en novembre 1984 par Marc Bouet, qui sera son tacticien à bord, ont renforcé l'optimisme de Marc Pajot. « *A Newport*, explique-t-il, *les 12 mètres s'affrontaient par petit temps sur le clapot. A Perth, la houle s'ajoute au clapot et souffle souvent à plus de 20 nœuds. Techniquement, tout le monde doit donc repartir à zéro pour la conception des coques et des gréements. Notre seul handicap se limite pour l'instant à l'expérience des 12 mètres et de ces matchs-racing à deux, propres à la Coupe de l'America.* »

Il devrait disposer de son nouveau bateau en septembre ou octobre pour préparer le championnat du monde des 12 mètres qui réunira en février 1986 sur le plan d'eau de Fremantle la plupart des challengers de la Coupe de l'America. Compte tenu des enseignements de ces championnats et du comportement de son nouveau bateau, Marc Pajot pourrait éventuellement faire construire un deuxième prototype pour le grand rendez-vous.

Parti avec un temps de retard sur son frère, Yves Pajot estime suffisant un budget de 70 millions de francs. Il a bénéficié en février du vote d'une subvention de 3 millions de francs de la ville de Marseille puis de deux subventions équivalentes du conseil général des Bouches-du-Rhône et du conseil régional de Provence-Côte d'Azur. Cela lui a permis d'acquérir *Challenge 12*, le lièvre d'*Australia II*, pour 6,5 millions de francs. Le budget devrait être complété le mois prochain par des accords avec un groupe de sociétés industrielles et par des fournisseurs apportant des aides en matériel, doublées de contrats publicitaires.

Pour le challenge français d'Yves Pajot, l'approche de la Coupe de l'America sera très différente de celle du défi de Marc. Faute d'un deuxième lièvre, les Marseillais rechercheront les contacts et les entraînements en commun avec d'autres challengers, notamment les Italiens. Ils attendront le championnat du monde de février prochain auquel ils participeront avec *Challenge 12*, avant de se lancer dans la construction de leur prototype.

La filière spatiale

Ce dernier, dont la conception est confiée à Daniel Andrieu, sera construit à Saint-Nazaire par l'Aérospatiale. Le challenge français pour l'America Cup s'appuiera, en effet, essentiellement sur les sociétés qui participent aux programmes spatiaux : Matra, l'Aérospatiale, le CNES (Centre national d'études spatiales), la SEP (Société européenne de propulsion), l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales) et Prospace, qui regroupe une cinquantaine de sociétés financières, industrielles et commerciales, liées aux programmes spatiaux français.

Face à ces deux défis des frères Pajot, reconnus et aidés par le CFCA, celui d'Yves Rousset-Rouard fait figure de parent pauvre. C'est précisement parce qu'il ne semble pas être en mesure d'apporter des garanties financières que le CFCA refuse sa caution.

France 3 pourrait s'avérer un bon bateau de brise avec quelques modifications apportées par l'architecte Jacques Fauroux. Eric Duchemin accepterait d'être le skipper du troisième défi français. Après avoir collaboré dans un premier temps avec Marc Pajot à Sètes, Yves Rousset-Rouard a tenté, ces dernières semaines, un rapprochement avec le challenge d'Yves Pajot. En vain jusqu'ici. « *Je n'imagine pas que nous parvenions à un accord* », indique un responsable marseillais.

La date limite du dépôt définitif des défis, fixée au 30 avril par les Australiens, approche. Yves Rousset-Rouard devra-t-il rester à quai ? « *Je rêvais d'un grand défi national*, dit-il. *Je ne vois que deux défis nationalisés.* »

GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE DU MONDE DE MARATHON

Le Djiboutien Ahmed Salah, vainqueur à Paris en 1984, a remporté dimanche 14 avril à Hiroshima la première Coupe du monde marathon en 2 h 8 min. 9 sec. Il approche ainsi de 4 secondes la meilleure performance mondiale établie en 1984 à Chicago par le Gallois Steve Jones. Les Djiboutiens l'emportent également par équipes, tandis que les Français terminent neuvièmes. L'epreuve féminine a été gagnée par l'Allemande de l'Est Katrin Doerre en 2 h 33 min. 30 sec. L'Italie s'impose par équipes alors que les Françaises prennent la quatrième place.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Vingt-cinquième journée)

*Stade français b. Orthez	95-81
Caen b. *Challans	98-94
*Villeurbanne b. Antibes	85-81
*Mulhouse b. Avignon	108-73
Vichy b. *Tours	86-82
*Monaco b. Saint-Etienne	118-101
Limoges b. *Le Mans	112-100

Classement. – 1. Limoges, 69 pts ; 2. Villeurbanne, 68 ; 3. Antibes, 63 ; 4. Stade français, 57.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIÈRE DIVISION

Après son match nul à Sochaux (1 à 1), samedi 13 avril, dans un match décalé de la trente-deuxième journée du championnat de France, Bordeaux compte cinq points d'avance sur Nantes au classement.

DEUXIÈME DIVISION

(Trentième journée)

Groupe A

Dunkerque b. *Red Star	3-1
*Abbeville b. Mulhouse	2-0
Orléans b. *Besançon	1-0
*Stade Français b. Amiens	3-1
*Caen b. Châteauroux	3-1
*Le Havre b. Sedan	3-0
Rennes b. *Angers	1-0
Quimper b. *Guingamp	1-0
Valenciennes b. *Reims	2-1

Classement. – 1. Le Havre, 44 pts;2. Mulhouse, 43 pts; 3. Rennes, 39 pts; 4. Orléans, 38 pts.

Groupe B

*Lyon b. Gueugnon	1-0
*Sète b. Limoges	3-1
La Roche b. *Nîmes	2-0
*Grenoble et Valence	0-0
Alès b. *Cuiseaux-Louhans	1-0
*Thonon b. Montpellier	4-2
*Martigues b. Béziers	2-1
*Cannes et Saint-Etienne	1-1
*Le Puy et Nice	1-1

Classement. – 1. Nice, 44 pts; 2. Saint-Etienne, 42 pts.

Golf

TOURNOI DES MAITRES A AUGUSTA
400 000 dollars

L'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer, vingt-sept ans, auteur d'un final éblouissant, a remporté le 14 avril, à Augusta (Georgie), le 49e tournoi des maîtres de golf. En totalisant 282 coups) 6 sous le par), il devance de 2 coups l'Espagnol Severiano Ballesteros et les Américains Ray Floyd et Curtis Strangle. Langer est le troisième étranger vainqueur des Américains chez eux dans ce tournoi des maîtres, après le Sud Africain Gary Player (1961, 1974 et 1978) et Ballesteros (1980 et 1983).

Rugby

COUPE DE FRANCE

Le Racing-club de Narbonne a remporté, dimanche 14 avril à Carcassonne, la Coupe de France en battant en finale le Stade toulousain par 28 à 27, après prolongations. A la fin du temps réglementaire, les deux équipes étaient à égalité 18 à 18.

Ski alpin

CHAMPIONNATS DE FRANCE DE SLALOM PARALLÈLE

La Grenobloise Perrine Pelen et le Savoyard Michel Vion ont remporté, dimanche 14 avril aux Saisies (Savoie), les championnats de France de slalom parallèle, qui clôturaient la saison de ski alpin.

Tennis

CHAMPIONNAT WCT A DALLAS
(665 000 dollars)

Demi-finales

Lendl (Tch.) bat Connors (E-U) 6-3, 2-1 abandon pour douleurs dorsales. Mayotte (E-U) bat Nystrom (Suè.) 6-4, 4-6, 6-2, 7-5.

Finale

Lendl bat Mayotte 7-6, 6-4, 6-1.

culture

MUSIQUE

NATALIA GUTMAN ET LE DEUXIÈME CONCERTO DE CHOSTAKOVITCH

Une œuvre sans répit

Le visage est fort et volontaire, le regard droit et sérieux, sous le casque de cheveux noirs : Natalia Gutman, l'élève chérie de Rostropovitch, s'impose dès les premières notes du *Concerto n° 2* de Chostakovitch par la profondeur de sa sonorité, prenante comme une parole chantée, d'une tenue inébranlable, d'une gravité radicale.

Écrite en 1967 pour Rostropovitch, l'œuvre ne laisse guère de répit au soliste : elle l'emmène dans un immense discours dont on ne sait où il va, au parcours aussi fascinant que l'extraordinaire *Sonate pour violon et piano* de l'année suivante.

Un violoncelle presque toujours au premier plan, solitaire, sur un fond d'orchestre lointain, bizarre, sarcastique, hostile. Il s'élève lentement d'une méditation mélancolique jusqu'à de violents pizzicatti, avec une fanfare goguenarde des bois, puis retombe dans le grave, esquisse une danse sans joie, entrecoupée par l'orchestre, qui tourne au tocsin, et le largo initial s'achève sur d'admirables sonorités pleines d'effluves nostalgiques.

Dans le scherzo, d'un orchestre sec et parodique, le violoncelle se lance en une sorte de mouvement perpétuel acrobatique qui fait frémir comme une course au néant. Le final, allegretto, traverse des paysages mystérieux, côtoie des gouffres étranges, passe au milieu de roulements de tambour, de sinistres fanfares, d'armées en marche ou au galop. Tout s'éteint peu à peu sur des percussions lapidaires, mais n'en finit pas de mourir, comme si Chostakovitch ne pouvait abandonner ce fil musical qui le relie à la vie.

Sans rechercher le baroque échevelé de Rostropovitch, l'interprétation de Natalia Gutman se révèle aussi impressionnante. Elle était très délicatement accompagnée par l'Orchestre philharmonique de Radio-France et Emil Tchakarov, qui exécutaient d'autre part l'ouverture du *Corsaire*, de Berlioz, et la *Septième symphonie* de Beethoven de manière plus commune.

JACQUES LONCHAMPT.

VARIÉTÉS

UN DISQUE FRANÇAIS POUR L'ÉTHIOPIE

Chanteurs sans frontières

Après les musiciens anglais, américains et africains, les artistes français apportent à leur tour leur contribution à la campagne de solidarité en faveur de l'Éthiopie. Trente-cinq chanteurs et comédiens se sont réunis dans les studios de Pathé-Marconi et du Palais des congrès, entre le 17 et le 24 mars dernier, pour interpréter une chanson, *Éthiopie*, écrite par Renaud et composée par Frank Langolff. Le super-groupe s'est donné comme nom Chanteurs sans frontières (1). Renaud, qui est le maître d'œuvre de l'entreprise, supervise lui-même la promotion et le marketing de l'opération.

Le disque est diffusé dans les radios à partir de lundi 15 avril. Bien entendu, les musiciens et techniciens ont donné leurs temps gratuitement ainsi que les studios qui les ont accueillis. Les disquaires vont vendre 25 francs le maxi 45 tours, c'est-à-dire sans bénéfice. Mille deux cents panneaux publicitaires gratuits seront posés ces prochains jours dans quarante-huit villes. Et Renaud vient d'apprendre, ce lundi, que le ministre français de l'économie, à l'exemple de son collègue britannique, a lever exceptionnellement la TVA pour ce disque. Tous les bénéfices et droits d'auteurs seront versés intégralement à Médecins sans frontières.

Renaud espère une vente d'un million d'exemplaires. Un vidéo-clip a également été réalisé et le chanteur est en négociation avec un circuit de distribution pour le sortir dans les salles de cinéma.

Renaud a eu quelques surprises en menant son aventure. Certains chanteurs français ont refusé d'y participer parce qu'ils avaient *« déjà donné il y a dix ans »*. Un autre, spécialiste de tarentelle, a fait dire à Renaud qu'il ne lui était pas possible de chanter un texte *« dépourvu de poésie »*. *« J'ai pas honte de mes paroles,* dit Renaud. *Si j'avais conçu la chanson uniquement pour moi, je l'aurais simplement écrite avec plus de violence. »*

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) Julien Clerc, Axel Bauer, Michel Berger, Richard Berry, Gérard Depardieu, Gérard Blanchard, Francis Cabrel, Louis Chedid, Cristophe, Coluche, Charlélie Couture, Hugues Aufray, Josiane Balasko, Didier Barbelivien, Diane Dufresne, France Gall, Jean-Jacques Goldman, Gotainer, Jacques Higelin, Valérie Lagrange, Catherine Lara, Maxime Le Forestier, Jeane Manson, Nicolas Peyrac, Véronique Sanson, Alain Souchon, Telephone, Diane Tell, Fabienne Thibeault, Lily Drop, Trust, Laurent Voulzy et Renaud.

Ethiopie

Ils n'ont jamais vu la pluie
Ils ne savent même plus sourire
Il n'y a même plus de larmes
dans leurs yeux si grands.
Les enfants d'Ethiopie
embarqués sur un navire
qui n'a plus ni voiles ni rames
attendent le vent.
Loin du cœur et loin des yeux
de nos villes, de nos banlieues
l'Ethiopie meurt peu à peu.
Rien qu'une chanson pour eux
Pour ne plus fermer les yeux
C'est beaucoup et c'est bien peu
Mais à chaque enfant qui tombe
qui meurt loin de l'Occident
Notre ciel devient plus sombre
Et notre avenir moins grand
(...) Donnons-leur des lende-
[mains.

En échange de rien
Donnons-leur la vie
Seulement la vie (...)

THÉATRE

« LES SERPENTS DE PLUIE », à Strasbourg

Un rôle en or

Le TNS présente en coproduction avec le Théâtre de Kléber Meleau (Suisse) *les Serpents de pluie* de Per Olov Enquist, version scénique de Philippe Mentha, d'après la traduction d'Asa Roussel – que jouaient Simone Valère et Jean Desailly à la Madeleine il y a trois ans.

Cette fois, la mise en scène est de Mathias Langhoff, qui a également conçu le décor : moitié salon bourgeois avec fauteuils et piano, moitié atelier d'accessoires, avec de malencontreuses statues simili-grecques. La présence d'une vieille folle ficelée sur son fauteuil achève de détériorer les quelques vestiges de respectabilité. Image immédiate qui assène un malaise.

Quelque chose est pourri au royaume de Danemark. La bourgeoisie ? Le théâtre ? En tout cas le petit cercle qui, dans ce petit pays, fait la loi chez les artistes, et auquel appartiennent M. Heiberg (Jacques Amyrian), directeur de théâtre et sa femme, actrice (Lise Ramu), amie d'enfance d'Hans Christian Andersen (Philippe Mentha) qui, lui, tourne en vain autour de ce petit milieu, cherche en vain à parler son langage. Son génie est ailleurs et il court après des faux-semblants.

Mathias Langhoff ne s'attarde pas sur les ambitions dérisoires du conteur, ni sur le langage-aliénation. Il expose un monde en pleine dégénérescence.

M. Heiberg est une épave qui marmonne quelques phrases incompréhensibles. Sa femme est alcoolique, et elle parle. Ses angoisses ne se noient pas dans l'alcool, mais s'en gavent et débordent en tirades poissardes, en comportements d'une trivialité provocante. Ni le délire verbal ni la provocation ne délivrent de ses tourments Johanna Luise Heiberg, actrice qui sait trop bien comment se manipulent les vérités. La pièce est écrite pour elle. Les autres, y compris Andersen, sont des faire-valoir. Un « rôle en or », dont Lise Ramu, sans tomber dans le piège des performances pour oscar de la meilleure comédienne, fait une femme blessée, et cependant vivante. Une lutteuse. Elle se débat sauvagement contre le souvenir qui la tire au fond du désespoir, qui est en même temps le point de départ de son étrange amitié pour Andersen, et dont elle lui révèle le secret au cours d'une beuverie, sans faire de drame ; elle a dépassé ce stade.

Un beau personnage sans pièce autour. Il n'y a pas d'action, pas de progression dramatique. C'est du théâtre étale, du Strindberg des surfaces. Le talent de Lise Ramu et de Mathias Langhoff n'y peuvent rien.

COLETTE GODARD.

★ TNS, jusqu'au 4 mai.

AVEC MSTISLAV ROSTROPOVITCH A ÉVIAN

Répétition d'orchestre

par ANNE PHILIPE

La répétion commençait à 10 heures. Rien n'est plus vide qu'un casino le matin, surtout quand le soir précédent il a connu une fête dont on trouve encore les traces.

Dans la salle vide, quelques techniciens plaçaient les micros et un photographe attendait Mstislav Rostropovitch. Sur scène, la Philharmonie de chambre polonaise répétait la *Symphonie n° 1 en ut majeur,* de Bizet. La plupart des musiciens étaient très jeunes, ils avaient l'air encore ensommeillé. Les filles étaient charmantes et coquettes. Le chef d'orchestre avait été, paraît-il, trouvé au dernier moment pour remplacer celui qui devait venir mais s'était fracturé la jambe. Il a le geste raide et dramatique et prend appui tantôt sur un pied tantôt sur l'autre. Il garde souvent les yeux fermés, à moins qu'il ne les lève vers le ciel. Hier soir, en habit, il m'a fait penser à Félix le chat poursuivant cette souris qui lui échappe toujours.

Entre deux mouvements, on vient lui annoncer l'arrivée de Rostropovitch. Il s'arrête aussitôt et va à sa rencontre. Le maestro entre, il porte son stradivarius ; son petit chien marche dans ses pas, il a la taille de ses chaussures.

Rostro est frais comme la rose. Hier encore, il a joué le *Concerto en ut majeur* de Haydn, il s'est couché vers 3 heures du matin, après avoir absorbé avec bonheur au moins un magnum de champagne, Pommery s'entend, puisque notre hôte s'appelle Antoine Riboud.

En russe, violoncelle est du féminin

Les musiciens tapent du dos de l'archet sur leur pupitre en signe de salut et d'admiration. En un instant, l'orchestre s'est transformé, la fatigue a disparu. Les yeux brillent. Rostro salue chacun, embrasse quelques joues, prend par les épaules le jeune chef et le premier violon. Le chien s'est aussitôt mis sous la chaise de son maître. Rostro enlève son veston, le suspend au dossier, s'assied, cale son violoncelle. Il fait vibrer les cordes et tend son archet. Avec l'orchestre, il dialogue en russe.

Le chef attaque une mesure, juste avant l'entrée du violoncelle, le visage de Rostro change, et il me semble voir se lever non seulement sur sa tête, mais sur tout son corps, mille radars. Il écoute l'attaque, se tourne vers le chef : « *Niet.* » Il chante le thème, indique un autre phrasé. On recommence. « *Niet, niet* », dit-il encore. Il explique non pas tant avec des mots que par gestes, par chant. On répète une troisième fois, il fait signe de la tête : oui, on peut continuer. C'est parti pour quelques mesures. Dix fois, vingt fois, il fera l'orchestre, chantera la phrase musicale, indiquera les crescendos, les diminuendos ou la façon d'attaquer ou de faire mourir un son. Le chef se tait, respectueux il écoute et transmet les indications du maestro.

Quand arrivent les solos de violoncelle, on voudrait que ça ne cesse jamais. Je regarde la belle main blanche sur les cordes : précision, sûreté des doigts, j'écoute cette suprême musicalité. Pour moi, c'est le mystère, la musique est en lui, sans effort, sans trac, dans un état de jubilation extraordinaire. Son violoncelle fait-il partie de son propre corps ou est-il le corps aimé ? « *Violoncelle est du féminin en russe* », m'a-t-il dit.

Le petit chien dort en boule. S'il ne joue pas, Rostro regarde le chef d'orchestre qui gesticule avec tant d'application et de conviction, mort de peur sans doute. Oui, il le regarde et mime une expression furieuse, angoissée puis souriante. Il est facile de comprendre qu'il lui dit : « *Souris, décontracte-toi, sois bien* » et le jeune chef sourit un bref instant.

Chaque fois que joue le violoncelle, la tension devient, je dirais, palpable. Les têtes se dressent, écoutent presque religieusement, et sans doute que se grave dans l'esprit et le cœur des musiciens, ce moment unique où ils auront joué avec Rostropovitch, auront été embrassés par lui, pris dans ses bras et peut-être félicités. Comme tous les êtres aimés, le maestro est épanoui, heureux avec juste ce qu'il faut de nostalgie, et plus aimable encore d'être aimé. Lui aussi traîne tous les cœurs après lui.

J'avoue que souvent Tchaïkovski m'ennuie, mais j'écoute avec ravissement ces *Variations sur un thème rococo opus 33*. Est-ce parce que c'est Rostro qui les joue ? On me dit que c'est un de ses morceaux préférés, même en répétition. Il est ému comme si, à travers ces *Variations,* il étreignait son pays. Il a raconté, hier soir, que c'était par la télévision et la radio à Paris, que sa femme et lui avaient appris leur déchéance de la nationalité soviétique. Il y a de cela maintenant onze ans, et, en en parlant, il était bouleversé au point que sa bouche ne pouvait pas articuler les mots.

Après la répétition, je l'ai suivi en coulisse avec les musiciens. L'étui du violoncelle était ouvert sur la table. Il est doublé de velours couleur d'or. Rostro a pris devant lui le stradivarius, a fait glisser sur le bois roux et brillant une housse de satin de la même couleur, et la métaphore de la femme revêtue après le cérémonial amoureux devenait évidente.

Les jeunes musiciens faisaient cercle autour du maître, le touchaient, demandaient une signature, lui parlaient. Il savait les écouter. On m'a dit, je ne sais si c'est vrai, qu'il irait peut-être jouer en Pologne.

Le soir, ce fut une tout autre histoire. La salle était bondée. On commença par un morceau de Gorecki. Les musiciens étaient habillés de noir, les filles maquillées et bien coiffées. Le chef les a rejoints à grandes enjambées, l'air toujours torturé, pâle, le front buté, le cheveu plat.

On attend M. Raymond Barre

A la fin du premier morceau, au moment où devait entrer Rostropovitch, on a senti qu'un événement imprévu venait d'arriver. On est venu chercher Antoine Riboud. Qu'y avait-il ? Je n'imaginais pas que Rostro pût être en retard ou pris de malaise. Un temps passa, Antoine Riboud revint et peu après le maestro apparut sous les applaudissements, on comprit qu'il allait parler : « *Excusez mon mauvais français* (il parle très bien), *mais notre ami M. Raymond Barre a du retard et nous pensons qu'il serait aimable de l'attendre. Pour vous faire prendre patience, je vais jouer du Bach* ». Il s'assit, attendit le silence et commença. « *M. Raymond Barre n'est toujours pas là,* dit-il après les applaudissements, *je vais vous en jouer encore* ». Et ce fut la même perfection, la même pureté et égalité de son, un dépouillement sans sécheresse, un phrasé coulant de source.

Enfin, on vit M. et Mme Raymond Barre. Ils atteindirent la fin du morceau, et s'installèrent au premier rang. Il y eut des applaudissements, des sifflets, et l'on entendit même quelque « hou-hou ».

Rostropovitch se prépara à jouer le Tchaïkovski. Doit-on dire que son visage s'ouvre ou se ferme sur lui-même, à ce moment où tant son être se concentre ?

Après le concert, il y eut un dîner exquis et une fête qui se prolongea, comme la veille, jusqu'à deux ou trois heures. Le matin, je rencontrai Rostro dans le hall de l'hôtel, toujours frais comme la rose. Il rentrait à Paris. D'une main, il traînait son violoncelle enfermé dans l'étui muni de roulettes, de l'autre, il portait le sac où se trouvait le petit chien. Je l'ai regardé aller vers sa voiture et placer lui-même le violoncelle, près du chauffeur.

Il y avait eu une tempête pendant la nuit, le lac d'un gris sombre reflétait les nuages lourds et il avait neigé sur les montagnes.

C'est la première fois que je venais à Evian.

EXPOSITION

GALERIE FLINKER A PARIS

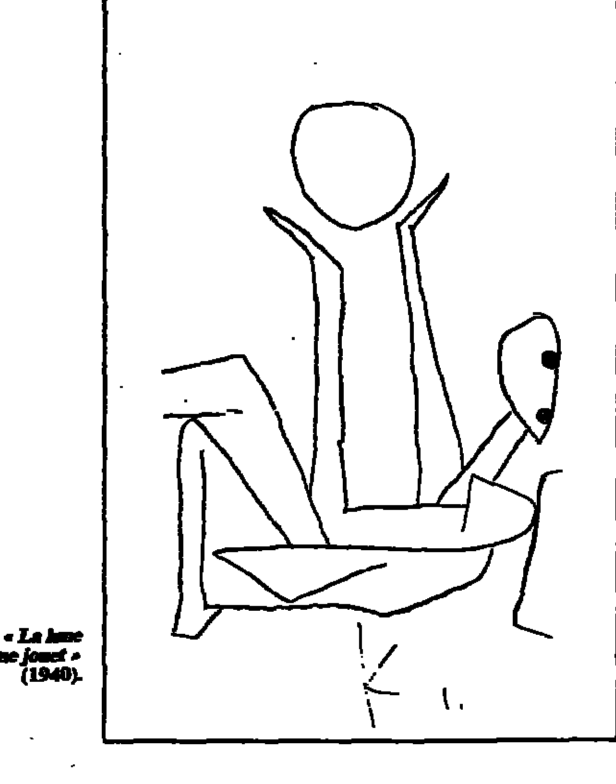
Paul Klee entre les lignes

Il faut oublier le théoricien pour entrer à l'exposition Paul Klee de la galerie Karl Flinker. Et ne s'intéresser qu'au violoniste, à l'homme vivant, au poète. Il faut oublier le professeur du Bauhaus (le mieux payé) et l'écrivain pour ne voir que la splendide, l'émouvante fantaisie de la peinture, du dessin. Réponse de Paul Klee à Aragon, en 1924 : *« Je ne puis répondre par des mots à votre questionnaire, peut-être mes images vous diront-elles quelque chose. »*

L'exposition prend l'artiste peu après, à partir de 1929, c'est-à-dire dans les dix dernières années de sa vie. Klee meurt en 1940, à soixante ans. 1931, il quitte le Bauhaus ; 1933, perquisition des S.A. à son domicile, et renvoi de son poste de professeur à Düsseldorf ; 1935, il est atteint de sclérodermie, maladie qui le conduira lentement à la mort ; 1940, il écrit : *« Bien sûr, ce n'est pas par hasard que je m'engage dans la voie tragique, un grand nombre de mes feuilles l'indiquent et disent : l'heure est venue. »* Depuis 1936, il a cessé de jouer du violon.

Dans ces dix années, Karl Klinker est donc allé chercher Paul Klee, sortant pour la première fois un bon nombre d'œuvres de leurs cartons, des cartons de Félix Klee notamment, le fils du peintre. Une exposition de plus de soixante-dix numéros, accrochée avec assez d'intelligence pour que l'ensemble – le contenu d'un musée – n'étouffe pas dans les trois étages de la rue de Tournon.

C'est la deuxième exposition Klee organisée par la galerie, à onze ans d'écart. Elle est accompagnée d'un beau catalogue préfacé par le fils de l'artiste. Un catalogue de vie et non pas d'exégèse. La lettre d'Aragon y est reproduite, et une autre de Kandinsky, dactylographiée, du 12 décembre 1939. Kandinsky et Klee, s'ils ne se voient plus guère, s'écrivent souvent, dans un français tapissé de légers germanismes, mais de bonne orthographe, sinon cette faute de Klee, savoureuse et symbolique, après s'être lamenté sur son âge : *« Ce n'est pas la quantité (des années ou des œuvres) qui « fait la musique » mais la qualité. Nous n'avons pas alors trop de raisons pour nous pleindre (sic). »*



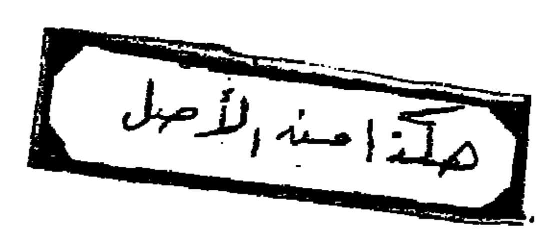
« La lune comme jouet » (1940).

Durant ces dix années de tragédie croissante, pourtant, Klee produit de plus en plus : cent quarante-huit œuvres en 1935 ; mille deux cent cinquante-trois en 1939 et trois cent soixante-six pour les quatre premiers mois de 1940. Cherchons donc la tragédie, se dira l'amateur. Peine perdue, ce n'est pas la mort – ou alors de fort loin – qui *« fait la musique »* dans ces soixante-dix œuvres de la rue de Tournon. Ce sont les impulsions directes de la poésie, immédiatement sensibles, comme si Klee, dans ses dernières œuvres, mentant à Aragon, avait trouvé une langue parfaitement hybride, intermédiaire entre l'art et l'écrit, où moins que jamais se fige une manière. Lorsqu'il écrit, Klee fait preuve d'une belle indiscipline graphologique : voir la page de son inventaire publiée par le catalogue Flinker.

Lorsqu'il peint, ou lorsqu'il dessine, sa liberté de signe est la même. Prenons simplement les lignes et leur utilisation par l'artiste. Le mur de gauche au fond de la galerie (rez-de-chaussée) enchaîne comme une série les traitements variés que l'artiste peut leur faire subir : les lignes qui s'interrompent mutuellement, les lignes qui se croisent, les lignes qui volent, séparées dans l'espace, les lignes qui se domestiquent et se hiérarchisent méthodiquement, comme elles imposent un choix de couleurs. Et puis, après la classification ? Simplement une manière qui se fait plus légère à mesure qu'elle se fait plus sûre, ou bien plus proche de l'« heure ».

Plus légère, comme toujours malicieuse, jamais violente, même dans la gravité heurtée du *Schéma d'un combat* ou celle, grimaçante, d'*Elfes* (l'un et l'autre de 1939). Il y a autant de manières Klee que d'œuvres exposées, et qui toutes indiquent bien leur auteur, avec évidence. Même les dessins, si ténus soient-ils, peuvent se ranger en groupes très divergents. La *Conversation à trois* (comme la *Divergence à trois*) est fort éloignée de *Charge*, de *la Lune comme jouet*, si riche de symboles ou de *la Sorcière à l'oiseau*, à l'humour précis. De la même façon, la couleur emprunte à toutes les matières (huile, gouache, aquarelle, pastel), à l'esprit le plus monochrome (*Femme maudissant*) ou le plus versatile (*Training* ou *Paysage entre hiver et printemps*).

FRÉDÉRIC EDELMANN.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA HONTE : Espace Gaîté (321-56-05), 20 h 30.

LES EGAREMENTS DU CŒUR ET DE L'ESPRIT : Vincennes, Sorano (374-81-16), 21 h.

L'INCENDIE : Quai de la Gare (585-88-88), 18 h 30.

AMERIQUES : St-Quentin-en-Yvelines, CAC, 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Lundi 15 avril

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Le groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris danse sur des musiques classique : Auréole (mus. Haendel) ; A cœur ouvert (Schubert) ; Portraits de danseurs : Création à l'Opéra (Chopin) ; Beethoven and Booth (Beethoven) ; Angel Food (danse sur de la musique rock).

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-rencontres, Cinéma-vidéo : 16 h, Un 14 juillet un camp, de I. Ténézé ; 19 h, Pour qui vote l'oxygène, de J. Van der Keuken ; Ciné-immatériaux : 17 h, Crises immatérielles.

Les autres salles

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : le Président Haudecœur.

CENTRE WALLONIE BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Lagune.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Tête de bois ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LIERRE-THÉATRE (586-55-83) 20 h 30 : l'Opéra nomade.

☞ MATHURINS (265-90-00) 20 h 45 : Un drôle de cadeau.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : Gigi.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le Lion.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : la Serre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

THÉATRE DU JARDIN D'ACCLIMATATION (747-77-86), 20 h 30 : Ballets Ethery Pagava.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

ELDORADO (208-23-50), 21 h : Anne Sylvestre.

GAVEAU (563-20-30), 20 h 30 : Trio Rio de Plata.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

Les concerts

Radio-France, 18 h 30 : INA GRM (Kergomard, Grand) ; 20 h 30 : INA GRM (Fort, Dhomont).

Salle Pleyel, 20 h 30 : I. Stern, J.-B. Pommier (Beethoven, Fauré, Debussy, Brahms).

Théâtre de l'Athénée, 21 h : N. Anfuso, L. Boulay, P. Foulon.

Salle Cortot, 20 h 30 : A. Brasil (Villa-Lobos, Debussy, Schumann).

Théâtre du Musée Grévin, 20 h 30 : Melos Quartet (Beethoven, Berg, Zemlinsky).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Classiques du cinéma mondial : Gardiens de phare, de J. Grémillon ; 17 h : Soixante-dix ans d'Universal : W.-C. Field et moi, de A. Hiller ; 19 h : David Golder, de J. Duvivier.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Olympic, 14e (544-43-14). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic cinéma (H.sp.), 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'AMOUR EN DOUCE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sue., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H.sp.), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; George V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (575-33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (233-56-70).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

LE COW-BOY (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

2010 (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

DUNE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.o., v.f. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

EL NORTE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-50-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

GREMLINS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

GWEN LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

HORS LA LOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LADY HAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

PIANOFORTE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (326-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-70).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

STALINE (Fr.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

BROTHER, film américain de John Sayles, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 3-Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Hollywood boulevard, 9e (770-10-41).

EIJANAIKA, film japonais de Shohei Imamura, v.o. : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic entrepôt, 14e, (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE JEU DU FAUCON, film américain de John Schlesinger, v.o. : Forum Orient express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz 8e (562-20-40) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

MARLENE, film allemand de Maximilian Schell : v.o. Action Christine, 6e (329-11-30) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

POULET AU VINAIGRE, film français de Claude Chabrol. Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Élysées 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

SUBWAY, film français de Luc Besson. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 7-Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta 20e (636-10-96).

MERCREDI





COMMUNICATION

Lundi 15 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Mortelle Randonnée.
Film français de C. Miller (1982), avec M. Serrault, I. Adjani, C. Marchand, S. Audran ; G. Page, S. Frey.
Un détective privé suit, à travers l'Europe, une jeune femme qui commet des escroqueries et des meurtres et en laquelle il veut absolument reconnaître sa fille perdue. Remarquable transposition d'un roman noir américain, mise en scène de deux névroses. Serrault et Adjani formidables.

22 h 35 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Spécial David Lean, un des plus grands réalisateurs britanniques, metteur en scène de Lawrence d'Arabie, le Pont de la rivière Kwaï.

23 h 35 Journal.
23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
Autour de Michel Jonasz : Véronique Sanson, Claude Nougaro, Alain Souchon ; l'écrivain Jean-Marc Roberts, Alex Métayer, etc.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : les Bronzés.
Film français de P. Leconte (1978), avec J. Balasko, M. Blanc, A.-M. Chazel, C. Clavier, G. Jugnot, T. Lhermitte.
Les comportements d'un groupe de vacanciers, dans un club de loisirs organisés en Côte-d'Ivoire. Du café-théâtre au cinéma, cette parodie du club Méditerranée par la troupe du Splendid a fait triompher, grâce à Patrice Leconte un nouveau style comique.

22 h 10 Journal.
22 h 40 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Les paquebots : le second souffle.

23 h 25 Allegoria.
23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Première séance ; 17 h 35, Cinéma (cycle Marilyn Monroe) : Troublez-moi ce soir, de R. Baker ; 18 h 50, Atout Pic ; 18 h 55, Feuilleton : l'Homme du Picardie ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, La Loi et la Pagaille, film d'I. Passer ; 22 h, Boxe ; 23 h 5, Basket américain ; 0 h 55, les Anges du mal, film de P. Nicolas ; 2 h 25, Hill street blues.

FRANCE CULTURE

20 h 30 « Ce n'est que le premier pois qui coûte », de Pierre Louki. Avec C. Piepln, C. Rich, J. Staup...
21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours.

FRANCE MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 16 mars au Théâtre des Champs-Elysées) : musique classique indienne – en hommage à Alain Daniélou : Ravi Shankar.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud » ; à 23 h 5 Mélodies : Paul Derenne.

Mardi 16 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 ANTIOPE 1.
11 h 50 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Arnold et Willy.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
16 h 35 Reprise : Contre-enquête.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 30 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Feuilleton : les Bargeot.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
De J. Antoine, réal. C. Savarit.
Un pâle remake de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor ».

21 h 35 Documentaire : Tempête de neige sur la jungle.
De J.-Y. Cousteau, commentaires dits par Y. Montand.
L'équipe du vaillant commandant a sillonné l'Amérique, du Pérou à la Floride, sur les traces des producteurs, trafiquants et consommateurs de cocaïne. Un documentaire honnête et pédagogique.

22 h 35 Tintam'arts.
Magazine d'A. Gallien.
Un métier de créateur : le design ; Les nouveaux styles français ; Les jeunes auteurs compositeurs : Etienne Daho, Gérard Blanchard, etc. L'actualité de la semaine.

23 h 35 Journal.
23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Chips.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
16 h 35 Le journal d'un siècle.
17 h 30 Dessin animé : Secré Harry.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : Quatre Charlots mousquetaires.
Film français d'A. Hunebelle (1973), avec R. Rinaldi, G. Filipelli, J. Sarrus, J.-G. Fechner, J. Valmont, Y. Tanguy, G. Grossac, G. Mansart, B. Haller.
D'Artagnan et ses trois amis mousquetaires doivent sauver l'honneur de la reine de France. Mais ce sont leurs valets qui se chargent de leurs exploits. Une idée amusante. Bien mal exploitée, malgré la présence des Charlots.

22 h 30 Magazine : Lire c'est vivre.
« La Vie de Jésus » d'Ernest Renan, réal. L. Segarra.
L'une des œuvres majeures de Renan qui fit scandale lors de sa sortie. Comment ce texte est ressenti actuellement. Pierre Dumayet a rencontré Yvonne Sadoul, arrière-petite-nièce de Renan, Laurence Cosse, journaliste, Jean Gaulmier, professeur au Collège de France, spécialiste du dix-neuvième siècle. Et des ecclésiastiques.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : la Banquière.
Film français de F. Girod (1980), avec R. Schneider, J.-L. Trintignant, J.-C. Brialy, C. Brasseur, J. Carmet, M.-F. Pisier.
L'ascension, au cours des années folles, d'une jeune femme qui crée un système financier, se sert du pouvoir de l'argent pour défier la société et les banques. Inspiré par l'histoire vraie de Marthe Hanau, ce beau film rétro est le portrait psychologique (composition en profondeur de Romy Schneider) d'une juive et homosexuelle humiliée, qui prend sa revanche.

22 h 45 Journal.
23 h 15 Allegoria.
23 h 20 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

5 h 40, Boxe : championnat du monde ; 7 h, 7/9 ; 9 h, Hill street blues ; 9 h 45, Soap ; 10 h 15, Reilly, l'as des champions ; 11 h 5, l'Homme du clan, film de T. Young ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 14 h, Alambrista, film de R. Young ; 15 h 45, Trahisons conjugales, film de D. Jones ; 18 h, Jeu : 4 C + ; 18 h 40 Jeu : les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Y a-t-il un Français dans la salle, film de J.-P. Mocky ; 22 h 20, Boxe : championnat du monde ; 23 h 30, la Crime, film de Ph. Labro ; 1 h 10, la Grande Bagarre de Don Camillo, film de C. Gallone.

FRANCE CULTURE

6 h, Jacques Cartier : le voyage imaginé, 1534-1984 (Rediff.) ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renaissantes (et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire) ; 9 h 5, La matinée des autres : survivance d'hier dans la Scandinavie d'aujourd'hui ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : allaiter son enfant ? ; 11 h 30, Feuilleton : D'autres voix ; 12 h, Panorama ; avec Jorge Semprun ; à 12 h 45, le club de la presse, avec Robert Fossaert ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Victorine, le pari d'une vie », de Sylvie Anne ; 14 h 30, « La lampe donne sur ses yeux », d'Y. Lebeau-Fabrice. Avec M. Lonsdale, D. Lebrun, A. Morin (rediff.) ; 15 h 30, Les mardis du théâtre ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct d'Angers ; 18 h, Subjectif : Agora (avec Paul et Pierrette Girault de Coursac) ; à 18 h 35, Tire ta langue... ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : les thérapies familiales et la toxicomanie ; 20 h, Musique mode d'emploi : la Roumanie, avec V. Tanase.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Entretiens avec... Jean Paulhan (les années de formation, le langage).
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la Belgique.

FRANCE MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Hahn, Magne, Veneux, Offenbach... ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Peter Maxwell Davies « constitution des formes musicales » – la tonalité, à la recherche de l'unité perdue ; œuvres de Mozart, Haydn, Ives, Beethoven ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Ellingtoniens buissonniers » ; 12 h 30, Concert : *Timbres, espace, mouvement*, de Dutilleux ; *Symphonie n° 9*, de Schubert, par l'Orchestre national de France, dir. Lawrence Foster ; à 13 h 50 : *les sonates* de Scarlatti par Scott Ross ; 14 h 2, Repères contemporains : Toshiro Mayuzumi, Serge Lancen ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Henry Barraud « le texte et la musique » ; œuvres de Barraud, Ravel ; à 17 h : la discothèque d'André Marchal ; 18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Dame Maggie Teyte, soprano lyrique interprète des airs de Berlioz, Duparc, Debussy, Ravel ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert : *Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur*, de Mozart ; *Symphonie n° 3 en mi bémol majeur*, de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. R. Lupu, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : feuilleton : « les entretiens » de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Petit Opportun).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 15 AVRIL

– *M. André Lajoinie*, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

LA COURSE A L'AUDIENCE

Les trois chaînes se font la guerre pendant les sondages du CESP

Bonne chance aux téléspectateurs ! C'est ce qu'on peut sincèrement leur souhaiter dans la semaine qui vient et celles à venir, s'ils veulent s'y retrouver dans les programmes de télévision. Pas question non plus pour eux d'espérer se raccrocher aux magazines spécialisés. Ceux-ci n'en peuvent mais, après de multiples changements de dernière minute. Ils subissent eux aussi les méfaits de la guérilla que se mènent entre elles les trois chaînes du service public, au nom de la sacro-sainte course à l'audience.

Pourquoi justement maintenant ? Parce que, du 11 avril au 14 mai, ont lieu les sondages du Centre d'études des supports de publicité (CESP). Qui a tiré la première ? Difficile de le déterminer avec précision. Les choses ont commencé à bouger dès le 25 mars, avec FR 3, qui annonce le décalage, à partir du 12 avril, de son magazine « Vendredi », le faisant passer de 20 h 30 à 21 h 30, tout en occupant ce créneau désormais libre par un cycle « Agatha Christie ». Résultat : un policier étranger contre la série française *Châteauvallon*, diffusée à la même heure sur A 2.

Mais, le grand chambardement touche essentiellement les soirées du mardi et du jeudi. Ainsi, le 11 avril, A2 programme à 20 h 35 une série étrangère (le deuxième est diffusé le 18 avril), de quatre-vingt-dix minutes, *Princesse Daisy* (habituellement, la chaîne diffuse une série de soixante minutes). Coup dur pour le magazine d'actualité « Infovision » de TF 1, qui, débutant à 21 h 35, perd trente minutes d'audience potentielle. A 2 avait aussi prévu de programmer dès le jeudi 25 avril un long métrage au succès assuré : *le Corniaud* (avec Bourvil et de Funès). Après une réunion en catastrophe – et houleuse – des responsables de programmes, le 10 avril à la Haute Autorité, la deuxième chaîne accepte de repousser cette diffusion d'une semaine. Ouf ! pour « La guerre en face », avec Yves Montand, sur FR 3, le 18 avril, et pour « Infovision » de TF 1. Cela dit, le téléspectateur recommencera à devoir faire des choix cornéliens à partir du 2 mai. Ce jour-là, TF 1 commence à 20 h 35 sa série française *les Misérables* (soixante minutes), tandis que A 2 débute son cycle Bourvil (quatre-vingt-dix minutes) et que FR 3 propose un film américain de une heure et demie, *le Pourpre et le Noir*.

On n'entrera pas plus loin dans les détails. Mais dans cette bataille rangée, chacun a sorti son meilleur fusil : TF 1, par exemple, décide à la dernière minute de créer un nouveau créneau hebdomadaire de fiction française (« Les grands films de la Une »), à partir du mardi 16 avril, pour faire face aux films d'A 2 et de FR 3. Même les jeunes sont appelés à la rescousse. Ainsi, dès ce mercredi 17 avril, les émissions de la première chaîne commenceront à 10 h 20 au lieu de 11 h 45, avec un film à 10 h 35 *(Kounak, le lynx fidèle)* et, dans l'après-midi, à partir de 16 h 10, seront distillées des émissions intéressantes aussi pour les adultes, dont les séries « Arnold et Willy » et « Star Trek ». Elles remplacent les émissions d'initiation sportive (« Hidalgo à la Une » et « Noah à la Une ») ainsi que de « A à Zèbre » (celle-ci étant reportée au samedi à partir de 11 h 30).

En prenant cette décision, TF 1 veut bien évidemment concurrencer les émissions pour la jeunesse du mercredi matin de A 2.

Rassurons-nous, le 14 mai, le rideau du CESP retombera, et les téléspectateurs retrouveront leurs petites habitudes.

ANITA RIND.

Querelle d'Allemands

On a eu droit à la guéguerre du sport, puis à celle des « bêtisiers », maintenant c'est celle des films. La raison est simple : les sondages du CESP, qui mesurent trois fois par an, pendant cinq semaines, quart d'heure par quart d'heure, les taux d'audiences des stations de radio et des chaînes de télévision.

Ah, ce CESP ! Que d'énergie dépensée à son culte. Que d'argent plus ou moins finement déversé pour gagner quelques points aux heures stratégiques. Dans un système de concurrence public-privé, comme aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne ou en Italie, l'importance des taux d'audience n'échappe à personne : ils déterminent le volume des budgets publicitaires, donc la rentabilité des chaînes. En France, il en va encore tout autrement. Les budgets des trois chaînes publiques sont votés par le Parlement avec la loi de finances, à l'automne. Le montant de la redevance, celui des recettes publicitaires (1), les sommes à verser à la Société française de production sont déterminés à l'avance et ne dépendent en rien des fameux taux.

Alors ? Fierté des deux premières chaînes, surtout, qui veulent à tout prix être devant l'autre. Question « d'image ». C'est Bouvard contre Collaro, Mourousi contre Mamère, Maigret contre Dallas, football contre rugby... Si au moins la course à la qualité était le résultat de cette querelle d'Allemands, le téléspectateur serait le vrai vainqueur. Mais en arriver, pour capter le « grand public » à diffuser les inepties de la famille Bargeot, il y a pour le moins dérapage. Qu'en sera-t-il du service public lorsque, dans un an ou trois, il sera confronté à une ou plusieurs chaînes privées ? Le nivelage par le bas, dans ces conditions, est en route.

La qualité est une notion subjective, liée aux « cultures » des différents publics de la télévision. Les pouvoirs publics doivent donc intervenir le moins possible. Pour l'harmonisation des programmes, il en va autrement : la Haute Autorité de la communication audiovisuelle est chargée par la loi d'y veiller. Or, jusqu'à présent, elle s'est montrée discrète, voire effacée dans ce secteur. Le rapport commandé au Centre d'études d'opinion et livré en janvier 1983, qui préconisait une action plus coordonnée, est resté dans un tiroir.

Les « neuf sages » butent d'abord sur la notion même d'harmonisation. Mais ils se sont aussi heurtés à la mauvaise volonté des présidents de chaînes. Aujourd'hui, la situation a évolué. M. Hervé Bourges (TF 1) comme M. Jean-Claude Héberlé (A 2) ont été rappelés à l'ordre par Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité. Les choses sont allées trop loin. Et ce sont eux, maintenant, qui réclament davantage de réunions de concertation. Après celle du 10 avril, une nouvelle est prévue le 25 ; au programme : les grilles d'été, de la rentrée, des fêtes de fin d'année... Peut-être le début de la sagesse.

YVES AGNÈS.

(1) 1 430,7 millions de francs en 1985 pour TF 1, 1 298,5 millions de francs pour Antenne 2, 417,7 millions de francs pour FR 3.

LE FINANCEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES

La croisade de la Banque Worms

Après sa prise de participation importante dans le capital du distributeur cinématographique AMLF, la Banque Worms, par l'intermédiaire de son fonds de placement, Média Investissement, négocie actuellement son entrée dans deux autres sociétés de communication : le laboratoire vidéo VDM et Velec, constructeur de réseaux en fibres optiques pour le plan de câblage français. Depuis sa création en 1983, Média Investissement a collecté 47 millions de francs de capitaux, dont la moitié a été investie dans des sociétés non cotées en Bourse, principalement dans le secteur des industries de programmes.

Adapter le modèle du capital à risque américain, *(venture capital)*, au financement de la communication française : telle est l'ambition de la Banque Worms quand elle lance, en août 1983, Média Investissement (*le Monde* du 17 août 1983). A l'époque, la création de ce fonds de placement fait l'effet d'une petite bombe dans les milieux financiers. Certes on prend au sérieux un secteur industriel qui représente 7 % de l'économie française et emploie 6,5 % de sa population active. On sait aussi que les programmes audiovisuels devraient enregistrer une spectaculaire croissance en volume de 5,9 % dans les années qui viennent et qu'ils sont devenus un objectif prioritaire pour le IXe Plan. Mais la plupart des banques restent prudentes et attendent que câble, satellite et vidéo passent de l'âge des promesses à celui de la rentabilité.

Dans ce contexte, l'initiative de la Banque Worms va servir de catalyseur. « *Nous n'avons eu aucun mal à réunir les capitaux,* explique M. Jean-François Marie, directeur général adjoint de l'établissement financier. *Les grands investisseurs institutionnels nous ont suivis, confiants dans une formule souple qui panache sociétés françaises et étrangères, titres cotés et non cotés en Bourse, industries des programmes et du matériel. Nous avons eu beaucoup plus de mal à sélectionner les sociétés. Sur une centaine de candidatures, nous avons retenu une dizaine d'entreprises pour y concentrer nos investissements à risques* ».

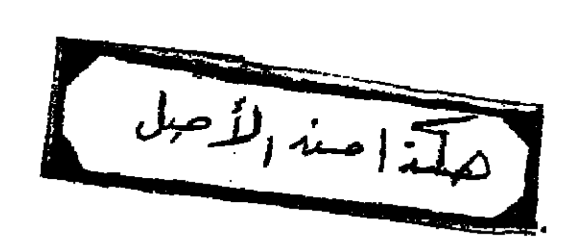
Parmi les heureux élus, on trouve des constructeurs, des laboratoires cinéma ou vidéo mais surtout, à plus de 70 %, des entreprises de programmes : les éditions Glénat et Laffont, la société d'affichage Giraudy, les producteurs de télévision Média Marketing International et Télé Images, filiale d'Havas, l'éditeur télématique Sytem. Le pari est courageux car le secteur connaît depuis deux ans une santé économique fluctuante ; la Banque Worms – qui détient par ailleurs des parts de Gaumont – en a fait l'expérience.

Rentabilité

Aux revers accidentels, inévitables dès qu'il s'agit de création, s'ajoutent les incertitudes politiques. « *Le plan câble a pris du retard, le démarrage de Canal Plus a été hypothéqué par l'annonce des télévisions privées, les chaînes publiques, qui restent encore le seul marché, connaissent un bouleversement chronique,* remarque M. Marie. *Dans cette situation, le rôle de banquier n'est pas une sinécure. Il faut suivre très régulièrement les entreprises, les faire bénéficier des informations que nous recueillons grâce à nos participations étrangères, soutenir des diversifications, préparer des rapprochements.* »

Le résultat de ces efforts n'est pas négligeable puisque les capitaux réunis par Média Investissement ont obtenu une rentabilité supérieure à 20 %. La Banque Worms se prépare à ouvrir une deuxième tranche d'investissement, pour un montant de 30 millions de francs, et d'accueillir une dizaine d'autres entreprises. Malgré les difficultés, Média Investissement restera fidèle aux industries de programmes. « *Quel que soit l'avenir à court terme du système audiovisuel français, il est très intéressant aujourd'hui d'investir dans l'achat de droits de programmes* », affirme M. Marie. Une opinion aujourd'hui largement partagée par d'autres établissements financiers comme la Caisse des dépôts et consignations, la BNP, la Banque de Suez ou la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 14 avril 1985 :

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la mise sous contrat d'association des classes dispensant des formations complémentaires d'initiative locale dans les lycées privés.

UN DÉCRET

● Relatif à la prise en charge des dépenses d'aide ménagère à domicile, pris en application de l'article 32 de la loi du 22 juillet 1983 complétant la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

PARIS EN VISITES

MARDI 16 AVRIL

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Romann ou Résurrection du passé).

« Le vieux Mouffetard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton (Les Flâneries).

« Saint-Germain-l'Auxerrois et son quartier », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau). (G. Botteau).

« La Biennale », 13 h, métro Porte-de-Pantin.

« Les fours Poilane », 14 h 10, métro Porte-de-Vanves (Paris passion).

« La Mosquée de Paris », 14 h 15, place du Puits-l'Ermite (Mme Rojon).

« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 14 h 30, 12, rue Daru (Marion Raguenau).

« Le restaurant Lapérouse », 15 h 30, 51, quai des Grands-Augustins.

« UNESCO et film sur Haïti », 14 h 45, place de Fontenoy.

« Art et civilisation de l'Egypte : d'Alexandre à Cléopatre », 14 h 30, 80, rue Taibout.

« Promenade à travers la campagne parisienne », 15 h, angle rue d'Alésia et rue des Suisses.

« Demeures et jardins de la nouvelle Athènes », 15 h, rue de la Rochefoucauld (P.-Y. Jaslet).

« La Sorbonne et l'histoire de l'Université », 15 h, 46, rue Saint-Jacques (Anne Ferrand).

« Cent tombeaux de gens de lettres », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« L'inquisition », 15 h, métro rue-du-Bac (C.-A. Messer).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée (Michèle Pohyer), ou 13 h 15, hall.

« Exposition Tissot », 10 h 15, entrée du Petit Palais.

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 2, rue des Archives (Paris autrefois).

MERCREDI 17 AVRIL

« Vermeer et l'école de Delft », 14 h 30, Louvre, porte Denon (Mme Leblanc).

« Les salles étrusques du Louvre », 14 h 30, devant Victoire de Samothrace (Clio/les Amis de l'histoire).

« Le Musée Jacquemard », 15 h, Caisse.

« L'appartement d'été d'Anne d'Autriche », 15 h, métro Louvre (C.-A. Messer).

« Demeures royales et privées en Grande-Bretagne et leurs collections », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine.

« Le vieux Belleville », 15 h, métro Place-des-Fêtes (sortie Crimée) (G. Botteau).

« La Conciergerie, histoire de la Révolution », 15 h, 1, quai de l'Horloge (Marion Ragueneau).

« Les hommes en bleu de la rue Cantagrel » (l'Armée du Salut), 15 h, 12, rue Cantagrel.

« Le Château de Vincennes », 15 h, entrée avenue de Paris).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 45, porte Denon.

« Visite à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort », 14 h 15, inscriptions : M. Roty (1) 283-61-72 de 11 h à 12 h.

CONFÉRENCES

MARDI 16 AVRIL

62, rue Madame, 19 h « Mythologie et propagande princière d'Isabelle d'Este à Louis XIV ».

1, rue V.-Cousin, amphi de gestion, 19 h 30, « l'Impressionnisme et le problème de l'homme : Gauguin ou le dépassement du réel » (René Huyghe de l'Académie française).

26, rue Bergère, 20 h, « l'Inconscient et la Grâce » (Docteur Pierre Bour).

5, rue Largillière, 19 h 30, « Astrologie et psychologie », présentation du cycle de douze cours (Laura Winckler).

36, rue des Francs-Bourgeois, 18 h, « Défendre l'Europe » (général Copel).

45, rue La Boétie (salle Marguerite-Gaveau), 19 h 15 : « l'Enigme des origines de l'humanité ».

MERCREDI 17 AVRIL

26, rue Bergère, 20 h, « Quatre clés pratiques pour un meilleur aujourd'hui ».

217, boulevard Saint-Germain, 18 h 15, Forum sur la question indienne en Amérique latine.

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 « Psychosomatique. Relation esprit corps », 1 *bis*, rue de Vaugirard, 15 h, « Vivre l'invisible... jusqu'à Pluton ».

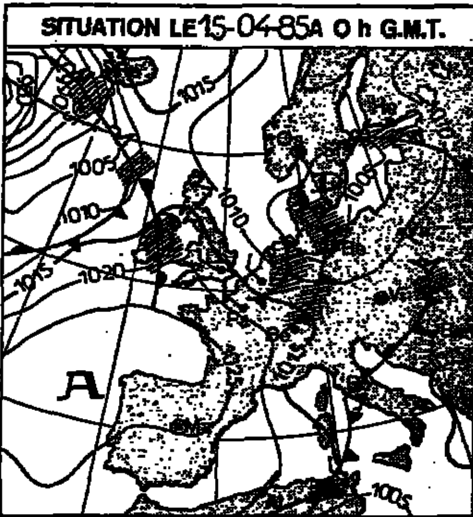
35, rue de Sèvres, 20 h 30, « Sagesse du merveilleux : *Contes de Grimm* ».

1, rue Victor-Cousin, 19 h 30, « Himalay, paroles de lamas » (Lise Médini).

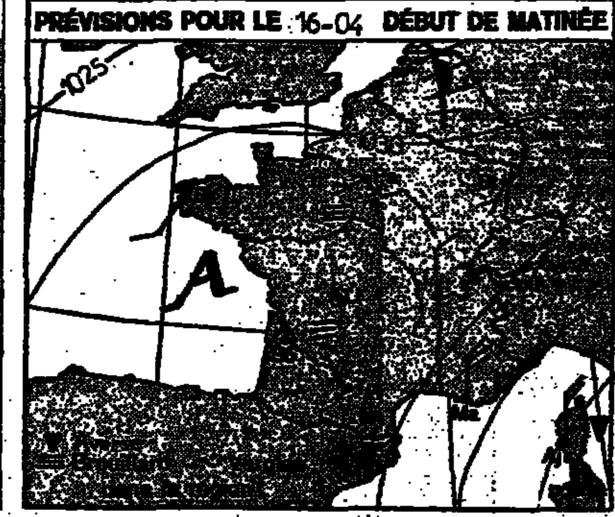
« La maison de Victor Hugo », 11 h 30 et 14 h, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15-04-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16-04 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 avril à 0 heure et le mardi 16 avril à 24 heures.

La situation devenant anticyclonique va permettre une évolution progressive vers un temps plus agréable avec des températures maximales en hausse.

Mardi, le matin le ciel sera très nuageux à couvert au nord de la Somme seulement où quelques bruines pourront se produire. Du Cotentin au Bassin parisien au Nord-Est, Bourgogne et Rhône-Alpes, le ciel sera nuageux. Ailleurs, il sera dégagé avec du vent de nord-est assez fort sur la Côte-d'Azur, du mistral et, de l'Aquitaine au Centre, des brouillards.

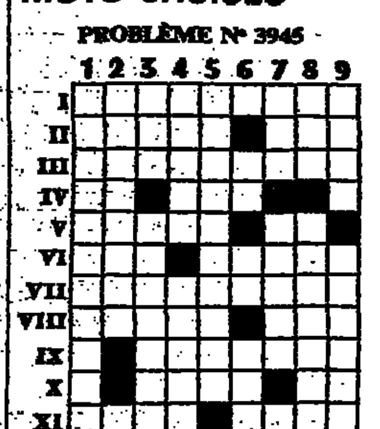
Les températures minimales seront de 6 à 8 degrés sur les régions méditerranéennes, 4 à 6 degrés dans le Nord-Ouest, Bassin parisien et Ardennes, 2 à 4 degrés ailleurs avec des gelées blanches éparses du Morvan à Rhône-Alpes, localement 0 degré sous abri dans le Sud-Ouest et le Centre.

Dans la journée, nuages et éclaircies se partageront le ciel du Nord à la Lorraine et à l'Alsace. Quelques averses se produiront du Jura aux Alpes du nord et en Corse.

Ailleurs, le temps sera ensoleillé. Le mistral persistera et le vent de nord-est soufflera en rafales sur la Côte-d'Azur.

Les températures maximales atteindront 16 à 18 degrés sur les régions méridionales et même de l'ordre de 20 degrés près des Pyrénées, 15 à 16 degrés près des côtes atlantiques, 11 à 13 degrés du Nord à l'Alsace, 12 à 15 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le lundi 15 avril, à 8 heures, de 1 022,8 millibars, soit 767,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 14 au 15 avril) : Ajaccio, 15 et 4 degrés; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 13 et 5; Bourges, 12 et 2; Brest, 11 et 9; Caen, 11 et 6; Cherbourg, 10 et 6; Clermont-Ferrand, 13 et 4; Dijon, 10 et 3; Grenoble-St-M.-H., 13 et 3; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 3; Lille, 10 et 4; Lyon, 13 et 3; Marseille-Marignane, 17 et 8; Nancy, 9 et 5; Nantes, 14 et 6; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11; Paris-Montsouris, 12 et 7; Paris-Orly, 12 et 5; Pau, 12 et 7; Perpignan, 16 et 9; Rennes, 13 et 5; Strasbourg, 11 et 5; Tours, 13 et 4; Toulouse, 12 et 6; Pointe-à-Pitre, 29 max.

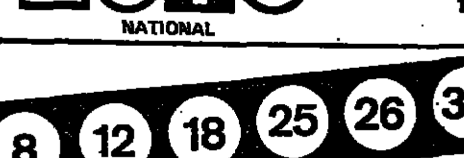
Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11; Amsterdam, 9 et 6; Athènes, 17 et 11; Berlin, 12 et 6; Bonn, 10 et 6; Bruxelles, 9 et 5; Le Caire, 25 et 13; îles Canaries, 21 et 15; Copenhague, 10 et 0; Dakar, 23 et 18 ; Djerba, 18 et 12; Genève, 10 et 3; Istanbul, 14 et 9; Jérusalem, 17 et 8; Lisbonne, 20 et 9 ; Londres, 13 et 2; Luxembourg, 6 et 3; Madrid, 18 et 2; Montréal, 4 et – 2; Moscou, 10 et 4; Nairobi, 24 et 16; New-York, 8 et 7 ; Palma-de-Majorque, 18 et 3; Rio-de-Janeiro, 29 et 23; Rome, 16 et 10; Stockholm, 6 et 1; Tozeur, 23 et 10; Tunis, 17 et 10.

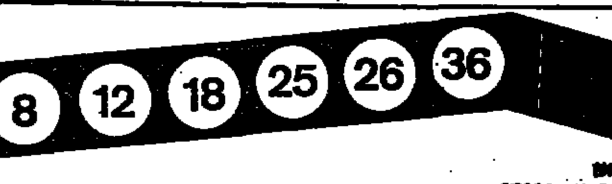
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



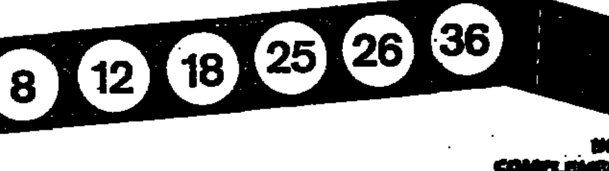
LOTO NATIONAL Nº 15

TIRAGE DU SAMEDI 13 AVRIL 1985





8 12 18 25 26 36 — 27 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 17 AVRIL 1985 ET SAMEDI 20 AVRIL 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	6	1 288 415,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	43	83 895,00 F
5 BONS Nos	1 988	5 700,00 F
4 BONS Nos	115 333	95,00 F
3 BONS Nos	2 172 806	7,00 F

BONUS DU SAMEDI 180 402
3 BONS Nos + COMPLEMENTAIRE : 7,00 F x 2 = 14,00 F

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3945

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III									
IV			■				■		
V						■			■
VI					■				
VII									
VIII						■			
IX		■							
X		■					■		
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Dit ce que l'on veut ou dit ce qu'il veut. – II. Bouche-trou dans une pièce. Qui ne s'attache pas à l'étiquette. – III. On y a les pieds sur terre et la tête dans les nuages. – IV. Pronom. C'est du chinois pour certains, de l'hébreu pour d'autres. – V. Marquer ou remarquer. Dans l'espoir comme dans le désespoir. – VI. Eprouvé mais bien solide. Bon battement de pieds ou mauvais battement de cœur. – VII. Sans vie. – VIII. Délivre ou livre. Cap espagnol. – IX. Appareil de prise de son. – X. Faire une étude de caractères. Personnel. – XI. Partie du monde. Ajoute à la valeur d'un bien.

VERTICALEMENT

1. A nouveau dressé après avoir peut-être *été* mal élevé. – 2. Qui n'a donc plus de boutons. – 3. Arbre de Cybèle. Ce n'est pas du bois dont on se chauffe. – 4. Monnaie qui évite la mitraille. Loin d'être plein. – 5. Comme un acte irréparable. – 6. Préposition. Commune mesure (abréviation). Ancien bol d'or. – 7. A des forces en réserve. Fait des signes à tout propos. – 8. Mena donc jusqu'à son terme. Elle a quelque chose de piquant. – 9. Qui n'a peut-être pas été bien digéré. Se tiennent toujours en coulisses au lever du rideau.

Solution du problème nº 3944

Horizontalement

I. Bibliophile. Pot. – II. Rouennaise. Bide. – III. Antilopes. Col. – IV. Nos. Ame. Carne. – V. Cu. Osa. Sep. Rat. – VI. Aérostat. Seétoc (cotées). – VII. Aomori. Némo. – VIII. Don. Bp. Io. Be. En. – IX. Ire. Lenclos. Ite. – X. Entrée. II. Tours. – XI. Rite. Sosie. Clé. – XII. Sées. Mesure. – XIII. Olt. Era. Si. – XIV. Cellier. Emules. – XV. Assuétude. Exilé.

Verticalement

1. Brancardiers. Ça. – 2. Ionone. Ornières. – 3. Buts. Rénette. La. – 4. Lei. Oô. Résolu. – 5. Inlassable. Lie. – 6. Onomatopées. Têt. – 7. Pape. Am. Ru. – 8. Hie. Stoïcisme. – 9. Issue. Rollier. – 10. Lé. Psi. Esse. – 11. Oc. Est. Me. – 12. Arène. Ocreux. – 13. Picrate. Inle. Li. – 14. Odontomètre. Sel. – 15. Télé. Cônes. Aisé.

GUY BROUTY.

EN BREF

ANNUAIRE

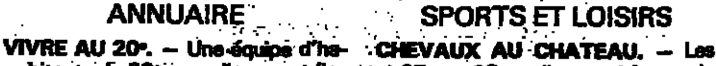
VIVRE AU 20e. – Une équipe d'habitants du 20e arrondissement (les « 75-20 »), après un an de travail, vient de publier un annuaire de 144 pages regroupant toutes les adresses utiles aux habitants de leur quartier : commerces, tribunaux, artisans, services médicaux, sociaux, associations, etc., toutes les informations nécessaires, en somme, à la vie quotidienne de cette ville de plus de cent soixante-dix mille habitants...

★ Société d'études et d'éditions de presse Paris-Province, 16, rue Villiers-de-L'Isle-Adam, 75010 Paris. Tél. : (1) 358-85-00.

SPORTS ET LOISIRS

CHEVAUX AU CHATEAU. – Les 27 et 28 avril, au château du Champ-de-Bataille de Le Neubourg (Eure) se dérouleront les journées du Trophée du Champ-de-Bataille. Quarante attelages sont attendus. Le samedi auront lieu la présentation des équipages et des épreuves de dressage. Le dimanche, diverses courses d'obstacles.

★ Rens. (16/32) 35-03-72.



Le Monde

ECONOMIE

LES NOUVEAUX PAYS PÉTROLIERS

ILS ont extrait l'an passé 430 millions de tonnes de pétrole, soit deux fois plus que l'Arabie saoudite, et autant que les Etats-Unis. Ils couvrent aujourd'hui 15 % environ de la consommation mondiale. En dix ans, leur production a augmenté de 75 %, tandis que celle de l'OPEP chutait de plus du tiers. Qui connaît pourtant les « nouveaux » producteurs de pétrole ?

Fort nombreux – plus d'une vingtaine, – éparpillés sur toute la surface du globe, ils constituent un groupe fort hétéroclite. Ils ne sont pas tous, à vrai dire, de complets « nouveaux venus » sur la scène pétrolière. Et certains ne sont pas encore des producteurs significatifs.

Parmi les sept plus grands (Chine, Egypte, Inde, Australie, Brésil, Argentine, Malaisie), dont la production dépasse déjà le niveau non négligeable de 20 millions de tonnes par an, la plupart ont commencé à produire depuis longtemps, bien que leur « décollage » ne remonte qu'à la fin des années soixante-dix. A l'autre extrémité, quelques-uns des plus petits demeurent encore surtout riches d'espoirs et de potentiel, à défaut de recettes pétrolières encore notables – Soudan, Yémen, Syrie, etc.

Certains, peu nombreux, exportent, d'autres pas. Quelques-uns sont fort riches (Australie, Brunei, Bahrein), mais la plupart font partie des nations les plus peuplées et les plus pauvres du tiers-monde. Ils ont surtout en commun l'ignorance presque totale où les tient l'opinion, en tant que producteurs de brut.

Ensemble pourtant ils constituent, pour l'OPEP, un manque à gagner et une concurrence de plus en plus gênante. Non seulement parce qu'ils grignotent, année après année et de plus en plus vite depuis trois ans, une part non négligeable du marché mondial. Mais aussi parce qu'ils sont, par nature, difficiles à approcher et moins sensibles aux menaces de guerre des prix que les grands concurrents « traditionnels » de l'Organisation : Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada), Mexique, mer du Nord (Grande-Bretagne et Norvège), URSS.

Seuls, parmi eux, quelques pays exportateurs, comme l'Egypte, la Malaisie, Brunei et Oman, ont accepté de « soutenir » du bout des lèvres l'OPEP en limitant – de façon largement symbolique – leur production et en évitant de casser les prix. Mais la plupart s'en gardent, soit qu'ils tentent avant tout de couvrir des besoins intérieurs importants (Inde, Brésil, Argentine, Australie, etc.), soit qu'ils se considèrent comme trop petits (Pérou, Tunisie, Cameroun, Congo, Trinidad, etc.), soit enfin qu'ils soient trop nouveaux dans le jeu pétrolier pour avoir adopté une ligne de conduite définie (Angola, Colombie ou Yémen du Nord).

Ils ont pourtant plus que d'autres intérêt à éviter une chute brutale des cours mondiaux. C'est l'envolée des prix, consécutive au premier et surtout au second « choc » pétrolier de 1979, qui a relancé l'intérêt des compagnies et l'exploration sur leurs territoires. La multiplication depuis 1981 des découvertes, parfois de taille, comme en Angola, au Brésil, au Yémen, en Colombie ou même en Syrie – encore à confirmer, – n'aurait en effet pas été possible, si les prix du brut n'avaient pas triplé après 1979.

Beaucoup de ces zones ont en effet des coûts de revient relativement élevés, soit du fait des difficultés de transport ou d'extraction du brut, soit du fait de la taille limitée des gisements. *« En dessous d'un prix de 20 dollars par baril, la plupart ne passent pas la rampe »*, assure un spécialiste français. L'effritement des prix internationaux depuis 1982 constitue donc un handicap sérieux.

Dans la grande majorité des cas, leur développement pétrolier s'appuie en effet sur la présence des grandes compagnies internationales. Sauf exceptions comme l'Inde ou le Brésil, les tentatives de développement réellement autonomes se sont la plupart du temps soldées par des échecs. Aussi les « nouveaux » producteurs sont-ils tiraillés entre le désir de prélever, par des régimes fiscaux ou d'association, la plus grosse part du gâteau pétrolier et de faire durer leurs ressources en limitant l'exportation, et la peur de voir les compagnies relâcher, faute d'intérêt, leurs efforts, ce qui très vite conduirait à une baisse de la production.

L'exemple de l'Argentine qui, après avoir, par une politique nationale trop restrictive, découragé les compagnies étrangères et qui tente actuellement, en modifiant leurs conditions de rémunération, de relancer la production menacée de déclin est significatif.

La baisse des prix du brut n'a jusqu'à présent pas été assez forte pour remettre réellement en question la plupart des programmes d'exploration ou de développement engagés, mais elle pourrait, si elle s'accentuait, contraindre la plupart des nouveaux producteurs à réduire le poids de leur fiscalité pétrolière et freiner considérablement les efforts de prospection, entraînant à terme une retombée de la production.

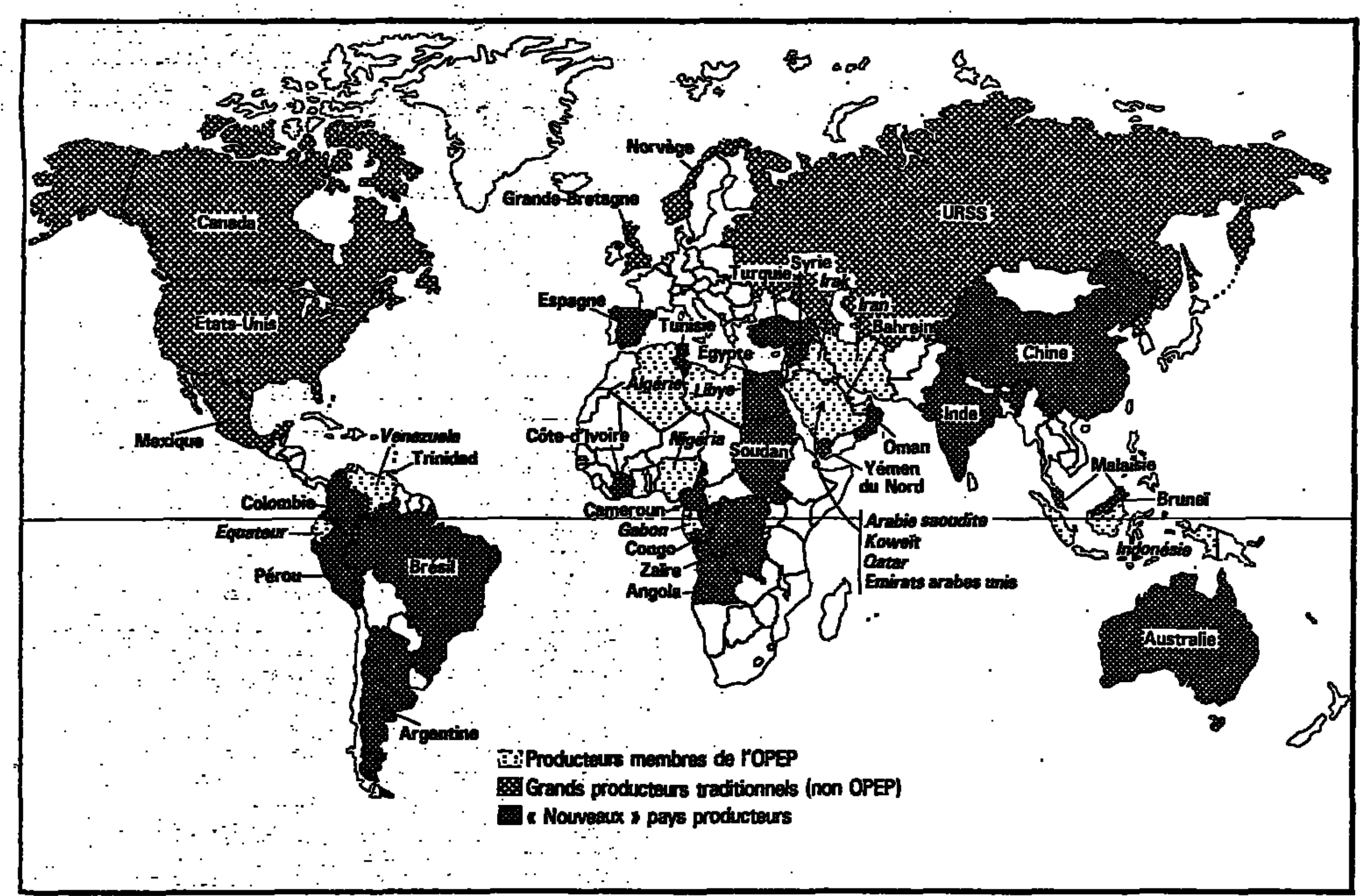
Les perspectives des « nouveaux » producteurs, pris ensemble, sont toutefois difficiles à tracer tant la situation varie d'un pays à l'autre. Selon la société française Enerfinance, quatre groupes de pays peuvent être distingués : en premier lieu, les pays « favorables » à l'OPEP, dont la production dans un proche avenir n'augmentera qu'en fonction de l'état du marché : Egypte, Malaisie, Brunei, Oman ; en deuxième lieu, les pays dont, du fait des réserves prouvées importantes, on peut attendre une forte croissance : Brésil, Inde, Angola, Colombie, Yémen du Nord, peut-être la Syrie et le Soudan. Le gros point d'interrogation demeure, dans ce groupe, la Chine, où l'exploration, limitée aux côtes, s'est révélée jusqu'à présent décevante, mais qui vient d'ouvrir de nouvelles zones sur le continent aux compagnies étrangères, et dont les ressources pourraient être immenses.

Ensuite figurent les pays dont la production ne devrait que faiblement augmenter, sauf nouvelles découvertes importantes : Australie, Tunisie, Zaïre, Côte-d'Ivoire, Gabon. Enfin ceux qui devraient voir leur niveau d'extraction décliner lentement : Cameroun, Congo, Argentine, Pérou et Trinidad. A plus long terme, compte tenu des tendances prévisibles du marché mondial, il y a toutefois de bonnes chances pour que la croissance de la production de l'ensemble de ces pays se ralentisse.

Toutefois, en matière pétrolière, le « probable » n'est jamais tout à fait sûr, comme l'a montré l'expérience des dix dernières années. Il suffirait d'un nouveau choc pétrolier – ce qui n'est pas invraisemblable d'ici 1995, si la croissance s'emballait – ou, à l'inverse, d'un effondrement brutal des prix pour remettre en question toutes ces perspectives. Une seule chose est certaine : les « nouveaux » producteurs sont devenus et resteront encore un bon moment une sérieuse épine au pied de l'OPEP et un facteur de déséquilibre supplémentaire important du marché pétrolier international.

V. M.

Plus de quarante zones de production dans le monde



La réussite de l'Inde

NEUF millions de tonnes en 1976, 29 millions en 1984. Deux chiffres et deux dates pour prendre la mesure de l'effort indien dans le domaine du pétrole.

L'aventure a véritablement commencé en 1976 avec la mise en exploitation du gisement offshore de Bombay High, découvert deux ans plus tôt par des prospecteurs soviétiques. Mais la stratégie de base, soit atteindre l'autosuffisance dans cinq ans et maîtriser l'exploitation, remonte à la création de l'Agence gouvernementale du pétrole et du gaz naturel (Oil and Natural Gaz Commission, ONGC). C'était en 1956. Trois ans plus tard, une autre compagnie nationale, Oil India Ltd (OIL), était créée pour prendre progressivement le relais de la Burmah Oil, groupe britannique qui avait alors l'exclusivité de la prospection et de la production dans le nord-est de l'Inde.

Parallèlement, Delhi s'efforcerait, tout au long de sa marche vers l'autosuffisance, de compter essentiellement sur ses propres forces. Les compagnies étrangères seraient invités parfois à prospecter certaines régions, souvent à fournir des prestations de service, toujours à partager leur savoir-faire et leur technique, mais plus jamais à produire, exploiter et raffiner.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 20.)

Les promesses de la Colombie

RUES vides, sèches, blanches de poussière. Chiens errants. Gosses figés dans l'embrasure des portes. Où est passée la manne pétrolière ? Yopal ne le dit pas. Une base militaire, écrasée par l'ombre de la cordillère des Andes, toute proche. Une rue « chaude » où, la nuit tombée, se mélangent soldats et ganaderos, ces gardiens de troupeaux qui, de jour, circulent encore à cheval, fusil en bandoulière, et le soir dansent, à grands claquements de talons, avec des filles maussades, abruties de fatigue, de drogue et de malaria. Seuls un hôtel, minuscule oasis de relatif confort, un restaurant flambant neuf, et, aux portes de la ville, quelques ateliers de stockage et d'entretien indiquent que Yopal est le centre d'une intense activité de recherche et de production pétrolières.

Comme la Colombie en général, la petite capitale de la province du Casanare, coincée entre la chaîne abrupte des montagnes et les llanos, ces immenses plaines désertes de l'Est colombien qui s'étalent jusqu'aux frontières du Venezuela, n'a pas encore réalisé la chance qui vient de tomber, grâce à la multiplication, depuis deux ans, des découvertes de pétrole.

Car les llanos, d'ignorés, sont devenus la principale province pétrolière du pays, concentrant toutes les espérances et le plus gros des dépenses d'exploration des compagnies. Arides et quasi désertiques l'été, inondés, marécageux et impraticables l'hiver, ils étaient demeurés jusqu'à une date récente à l'écart du développement économique de la Colombie, concentré dans les hauts plateaux du centre. Royaume de l'élevage extensif, ils restent encore peuplés de bœufs et de chevaux à demi sauvages, de crocodiles, de moustiques et de « capybaras », ces sortes d'énormes rats musqués grands comme des veaux, objet de fierté locale, les plus gros rongeurs du monde (1).

Dès 1974 pourtant, le groupe français Elf-Aquitaine avait découvert à Trinidad, non loin de Yopal, un champ non négligeable de pétrole d'excellente qualité. Mais vu l'isolement des llanos, le coût prohibitif du transport du brut et les conditions peu favorables consenties alors aux compagnies étrangères – le pétrole était payé à la moitié du cours international, – cette découverte n'avait pas été jugée commercialement intéressante, et, selon les termes pudiques de la compagnie, avait été *« engrangée pour l'avenir »*.

Tout changea après 1980, avec la hausse des prix internationaux et surtout les modifications successives apportées en 1974, 1976 et 1980 aux lois pétrolières du pays. Ces aménagements rendaient à nouveau l'exploitation pétrolière extrêmement intéressante pour les compagnies, payées désormais au prix international (en dollars pour les trois quarts), et conservant, après prélèvements de l'État et de la compagnie nationale Ecopetrol, obligatoirement associée à la production, 40 % du brut extrait. Les puits d'exploration se multiplièrent, passant de 18 en 1982 à 60 en 1984 (dont un bon tiers dans les llanos), de même que les contrats d'association avec les compagnies étrangères (19 à la fin de 1983, 65 fin 1985).

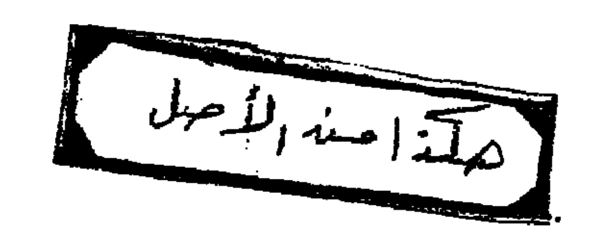
Les découvertes aussi : une dizaine de petits gisements furent successivement mis au jour, non loin de Yopal et plus au sud, notamment par Elf et Ecopetrol.

Le « jackpot » tomba à la fin de 1984, lorsque la compagnie américaine Occidental Petroleum (OXY) confirma, après plus d'un an de tâtonnements, la découverte d'un gisement géant à Cano-Limon, tout près de la frontière vénézuélienne.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 20.)

(1) Selon le *Livre Guiness des records*, les adultes mesurent de 0,50 à 1,40 mètre et pèsent jusqu'à 79 kg.



Pétrole

Les promesses de la Colombie

(Suite de la page 19.)

Avec des réserves *in situ* évaluées à 1,4 milliard de barils (2), dont 600 millions (selon Ecopetrol) à 1 milliard (selon OXY) seraient effectivement récupérables, ce gisement, le plus gros jamais trouvé en Colombie, doublait d'un coup les réserves pétrolières du pays et modifiait radicalement ses perspectives, jusque-là plutôt négatives. Les anciens gisements, beaucoup plus petits pour la plupart situés dans la vallée de la Magdalena, au centre du pays, et dont beaucoup produisent depuis trente ans ou plus, s'épuisaient, laissant prévoir une baisse continue de la production colombienne.

D'importateur net de brut – pour 500 millions de dollars en 1984, – la Colombie devenait d'un coup, grâce aux llanos, riche... de promesses. Car la bonne fortune pétrolière est encore trop récente pour avoir dépassé le stade des espérances. Et les obstacles restent nombreux. A Bogota comme à Yopal ou ailleurs, on se garde bien de crier victoire, et l'estimation même des ressources, de la production, voire des exportations à venir, fait encore l'objet de vifs débats.

A l'optimisme des états-majors pétroliers répond l'embarras manifeste du gouvernement, qui balance entre deux attitudes : souligner le potentiel pétrolier du pays pour conforter son crédit international ou, au contraire, minimiser les perspectives afin d'éviter des déconvenues ultérieures. *« Nous sommes absolument sûrs de devenir autosuffisants à partir de 1986 et jusqu'en 1993. Nous pouvons devenir exportateurs »*, déclare prudemment M. Diego Pizano, conseiller économique du président colombien, M. Betancur.

Autant que le Qatar

Les estimations les plus conservatrices, données par le ministre de l'énergie, prévoient en effet un doublement de la production (de 173000 à 345000 barils/jour) de 1985 à 1987, laissant au minimum un surplus exportable de 100000 barils/jour environ dans deux ans. A en croire les compagnies et certains responsables pétroliers vénézuéliens, les possibilités sont beaucoup plus vastes : 170000 barils/jour exportables dès 1987, sur une production totale portée à 400000 barils/jour (dont la moitié proviendrait du seul gisement de Cano-Limon)..., soit deux fois plus que l'Equateur, pays voisin et membre de l'OPEP et autant que... le Qatar ! Pour un prix de vente international voisin, voire un peu plus bas que le niveau actuel, cela représenterait pour la Colombie environ 1 milliard de dollars de ressources supplémentaires en devises, soit 20 % du total de ses exportations (contre 1,7 milliard de dollars et 30 % pour le café).

« C'est un appoint très important, ce n'est pas suffisant pour changer de mentalité. Nos réserves ne représentent que 0,5 % des réserves mondiales », assure M. Rodolfo Segovia, ministre des travaux publics et ancien président de la compagnie nationale Ecopetrol, qui fait pourtant partie du clan des « optimistes ». *« Le café restera prépondérant*, insiste le ministre de l'énergie, *la Colombie a été et restera un pays fort sur le plan agricole. »*

La prudence des autorités s'explique par plusieurs raisons. D'abord la politique à suivre en matière pétrolière n'est pas encore arrêtée. Faut-il exporter très vite, alors que le marché international est déjà engorgé et que les prix chancellent ou, au contraire, faire durer les réserves en limitant la production, au risque de mécontenter les compagnies ? Faut-il modifier la loi pétrolière ou les conditions de rémunération des compagnies pour accroître les revenus de l'Etat ou bien respecter strictement les engagements passés afin d'encourager les efforts de prospection ?

Une histoire ancienne

L'approche des élections présidentielles – en mai 1986 – et la surenchère politique qui s'ensuit ne facilitent guère les débats. Car – c'est la seconde raison de la prudence observée – la Colombie a déjà été échaudée. Son histoire pétrolière n'est pas nouvelle : le premier puits mis en production à De Mares, dans le centre du pays, remonte à 1921. Et elle a déjà été marquée par des retournements dramatiques. Il a fallu quinze ans d'efforts au gouvernement pour remonter la pente et attirer les compagnies étrangères, après l'arrêt quasi total de l'exploration dans les années 60. Ce coup d'arrêt avait entraîné une chute de moitié de la production entre 1970 (219000 barils/jour) et 1979 (124000 barils/jour) du fait de l'épuisement des réserves, et l'interruption totale des exportations dès 1975.

Aussi la relance actuelle apparaît-elle à beaucoup presque trop belle pour être vraie. Ce d'autant que des obstacles très concrets s'opposent encore au développement à tout va de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, au premier rang desquels les difficultés de transport du brut.

L'isolement géographique des llanos, coupées du cœur économique du pays, de ses raffineries et de ses ports, par une barrière de montagnes hautes de plus de 3000 mètres, est encore presque total. Il n'est pour s'en convaincre que de suivre les péripéties du groupe Elf. Avec, dans la Casanare 60 millions de barils de bon pétrole en terre, ce groupe pourrait produire en Colombie aujourd'hui 15000 barils de brut par jour au bas mot. Or il n'en extrait quotidiennement que 6000, faute de transports adéquats.

Le pétrole, collecté dans les onze puits de la région par un petit oléoduc, est stocké non loin de Yopal. De là il doit, pour traverser la cordillère des Andes et atteindre la raffinerie de Barrancabermeja, distante de 600 kilomètres, être transporté par route ! Et quelle route ! Une mauvaise piste de terre, cahoteuse, étroite, sinueuse, qui grimpe entre corniches et ravins, pendant 150 kilomètres avant de retrouver le macadam des hauts plateaux du centre.

Plantée à flanc de montagne, à 22 kilomètres au nord de Yopal, la petite station de stockage d'Araguaney accueille tous les jours une trentaine de camions-citernes. Enormes, briqués avec amour, brillant de tous leurs chromes, les monstres, une fois gorgés de pétrole, s'ébranlent sur leurs dix-huit roues pour attaquer à la queue leu leu la montagne. Vingt-deux heures de conduite acrobatique en deux jours de trajet. Une prime à partir du quatrième voyage aller-retour dans le mois. Les conducteurs, pour la plupart artisans et propriétaires de leur engin, sont des artistes surmenés. Les accidents sont rares, en dépit des difficultés de la route, sur laquelle veillent en permanence deux bulldozers d'Elf, chargés de prévenir ou de réparer les éboulements – fréquents – des bas-côtés. *« Au vu du nombre des accidents, le pétrole est ici beaucoup plus précieux que les vies humaines »*, plaisante un fonctionnaire.

C'est peu dire qu'Elf attend avec impatience l'aboutissement du projet d'oléoduc transandin engagé depuis plus d'un an, qui doit relier en 1987 ou en 1988 la station d'Araguaney au réseau de conduites existant dans la vallée de la Magdalena. Le seul obstacle à l'engagement des travaux, sans cesse repoussés, n'est pas technique, bien que cet oléoduc doive culminer à 3 000 mètres et être le plus haut du monde, mais financier, l'investissement (170 millions de dollars) devant être supporté pour l'essentiel par Ecopetrol. Or le groupe national colombien, de loin la première entreprise du pays, en dépit d'excellents résultats financiers et d'un prêt de 160 millions de dollars récemment accordé par la Banque mondiale, a peine actuellement à faire face à tous ses engagements.

Millions de barils/jour

PRODUCTION MONDIALE

PRODUCTION TOTALE (NON OPEP)

PRODUCTEURS TRADITIONNELS (NON OPEP)

PRODUCTION OPEP

« NOUVEAUX » PRODUCTEURS

70 – 60 – 30 – 20 – 10 – 0

1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984*

* Estimation

Source : BP Statistical Review of World Energy. Sauf 1984.

La cordillère

Car le gisement stratégique de Cano-Limon, encore plus éloigné que ceux de la Casanare, nécessite lui aussi, pour être exploité la construction d'un oléoduc. Long de 1 000 kilomètres, il longera la frontière vénézuélienne pour contourner la cordillère des Andes et rejoindre le port pétrolier de Covenas, sur la côte pacifique. Le chantier a déjà débuté et devrait se terminer à la mi-1986, permettant l'écoulement de 250 000 barils/jour au maximum. En dépit d'une large participation d'Occidental et du constructeur (Mannesman) au financement, son coût (700 millions de dollars) pèse aussi sur les ressources d'Ecopetrol, qui doit de plus payer sa part (50 %) des frais de développement du gisement.

Si on ajoute que la société nationale colombienne, actionnaire de quelque quatre-vingt-dix sociétés, participe en outre au projet de mine de charbon géante du Cerrejon (3,7 millions de dollars) et subventionne largement, entre autres, les ventes d'essence et de gaz du pays, on mesure l'importance du goulet d'étranglement financier.

La construction de l'oléoduc transandin, lorsqu'elle sera achevée, permettra certes de gonfler la production nationale de plusieurs dizaines de milliers de barils/jour. Mais elle mobilisera la quasi-totalité des ressources disponibles d'Ecopetrol d'ici à 1987 et l'obligera à renoncer à la modernisation, nécessaire, de ses raffineries. Entre le charbon et le pétrole, le secteur énergétique a déjà absorbé la moitié des investissements publics en 1985.

« L'avenir est brillant. L'ennui est que tous ces projets se télescopent. La Colombie est à la limite de son potentiel financier et industriel », explique un directeur d'Elf-Aquitaine. A la limite aussi, pourrait-on presque dire, de son potentiel militaire et policier. Car le royaume du café est aussi, hélas, celui de la drogue, de la Mafia et des guérilleros. Un assassinat toutes les heures, plusieurs centaines de kidnappés chaque année – *« on enlève des bébés pour 2 000 pesos* (3). *Pour les dirigeants des sociétés étrangères, la rançon peut atteindre 1 million de dollars »*, raconte un diplomate – une Mafia toute-puissante, qui a même proposé de racheter son amnistie en payant cash la moitié de la dette extérieure du pays ! (4)

Tout cela, on s'en doute, ne facilite pas le travail des compagnies internationales, en dépit de la protection discrète d'une armée omniprésente. La crainte des enlèvements frôle parfois l'obsession, notamment au sein des compagnies américaines. L'an passé, un ingénieur et un interprète de la société Mannesman, qui construit l'oléoduc du champ de Cano-Limon, ont été kidnappés par un groupe de guérilleros. *« Normal ; ils n'avaient pas l'habitude de la Colombie. Ils croyaient construire un pipe-line sur les Champs-Elysées. S'ils avaient pris des précautions... »*, commente un responsable pétrolier colombien.

Avec les guérilleros on *« s'arrange »*, explique l'un des vice-présidents d'Ecopetrol. *« On les engage pour les travaux de sismique, d'exploration. On leur donne du bois, de la nourriture, des médicaments. C'est ça ou être tués. Il faut vivre avec le pays... »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(2) 1 baril de pétrole brut = 159 litres et 0,13 tonne.

(3) 100 pesos = 8,50 F.

(4) 11 milliards de dollars en 1984.

La réussite de l'Inde

(Suite de la page 19.)

Le plan de bataille, favorisé il est vrai par un marché intérieur fermé et une politique délibérée de pétrole cher à la pompe, a porté ses fruits.

L'ONGC est aujourd'hui la plus grosse entreprise publique du pays et celle qui marche le mieux : 12 milliards de francs de bénéfices bruts pour l'exercice financier mars 1984/mars 1985, soit plus de la moitié des profits de l'immense secteur public indien tout entier.

L'ONGC fournit les neuf dixièmes de la production nationale. Elle autofinance ses investissements à concurrence de 92 %. En dépit de la lourdeur bureaucratique propre à toutes les activités économiques du pays, son niveau technique est internationalement jugé excellent, en tout cas immensément supérieur à celui des compagnies nationales de la plupart des pays de l'OPEP...

L'émulation est la plus saine des tactiques, juge-t-on à New-Delhi : il n'est question ni de fusionner les deux « sœurs », ni de leur rattacher le troisième atout maître de la politique pétrolière nationale, l'Indian Oil, première société de raffinage de l'Inde, avec 19,5 millions de tonnes en 1983-1984 (sur 33 millions au total), un chiffre d'affaires de 75 milliards de francs et 1 milliard de profits. Tous les concurrents étrangers de cette société publique, avec leurs intérêts dans le domaine du raffinage et de la distribution, ont été nationalisés par Mme Indira Gandhi en 1976 (Esso, Burmah Shell et Caltex). Sur les douze raffineries du pays, toutes en cours de modernisation (capacité actuelle : 38 millions de tonnes), la moitié appartient à Indian Oil, qui en construit d'ailleurs une treizième dans l'Haryana avec un vapocraqueur pour les distillats moyens.

Le temps où New-Delhi importait encore les deux tiers de sa consommation pétrolière – en 1980 – semble bien loin. Aujourd'hui, la proportion est plus que renversée et, malgré la croissance de la demande intérieure (environ 4 % par an), le degré d'autonomie a atteint 72 % en 1984. Record sans précédent. Le coût des importations, qui représentait 80 % de la valeur des ventes à l'étranger de l'Inde il y a quatre ans, n'est plus que de 40 %.

L'Inde pétrolière a importé, pour 1,5 milliard de dollars par an en moyenne ces dernières années, et importera pour 2 milliards par an à partir de 1985 et jusqu'en 1990.

L'essentiel des achats extérieurs de brut et de produits raffinés vient toujours d'URSS (5,5 millions de tonnes de brut pour 1985), mais aussi d'Arabie saoudite, des Emirats, d'Iran et d'Irak. L'Inde, à la tête du mouvement des non-alignés, entretient d'excellentes relations politiques aves les pays de l'OPEP (1) ; mais, après de rudes négociations, les conditions financières accordées par Moscou restent les plus avantageuses. Alors... Le pragmatisme, c'est connu, demeure la ligne politique la plus constante du pays des Gandhi.

Et si l'on a souvent du mal à Delhi à reconnaître publiquement ses échecs et ses difficultés, on n'en tire pas moins discrètement les conséquences. Echec ? Oui, relatif, mais bien coûteux, dans le domaine des équipements et des prestations de service : malgré les programmes d'« indigénisation », il faut encore les importer pour plus de la moitié des besoins, notamment ceux offshore.

Autosuffisance

En outre, l'Inde a un immense projet : bâtir un gazoduc qui reliera Bombay Oil – dont la production de gaz est actuellement pour une très large part perdue – à une usine d'engrais à Uttar-Pradesh, 1700 kilomètres au nord ! Six autres usines d'engrais sont prévues le long du pipe-line. Et l'industrie nationale n'est pas en mesure de fournir tous les équipements.

L'objectif des planificateurs reste d'atteindre l'autosuffisance intégrale – 60 millions de tonnes – à la fin de la décennie. Pari impossible à tenir, si un autre trésor de la taille de Bombay High n'est pas déniché dans les deux ans. Bombay High et ses satellites, à 150 kilomètres au large du grand port indien représentent les trois quarts de la production pétrolière nationale. Le rythme actuel d'exploitation peut encore être tenu cinq à six ans. Après, sauf à descendre plus profond et à supporter un prix de revient nettement plus élevé, le rendement devrait s'amenuiser.

Les experts de la Compagnie française des pétroles, qui travaillent depuis 1977 sur le site (prestations de service exclusivement) et dont les conseils techniques ont joué un rôle déterminant dans l'augmentation de la production, sont d'accord sur ce point : *« Il faut absolument trouver un autre pactole. Bombay High a atteint son maximum. »* Delhi le sait. Le budget de prospection de la seule ONGC pour l'année financière en cours est passé à 2,5 milliards de dollars en augmentation, peut-être un peu tardive, de 50 % sur l'année précédente.

Au total, cent dix forages devraient être réalisés d'ici mars 1986, dont soixante-dix-sept on shore. Certains sont d'exploration prometteuse, mais les deux « sœurs » indiennes ne peuvent pas, pour des raisons financières et techniques, être présentes partout. Alors, pour la première fois depuis quinze ans, l'Inde se préparerait à ouvrir sérieusement son industrie à des compagnies internationales, à leur faire partager les risques, mais aussi les succès éventuels.

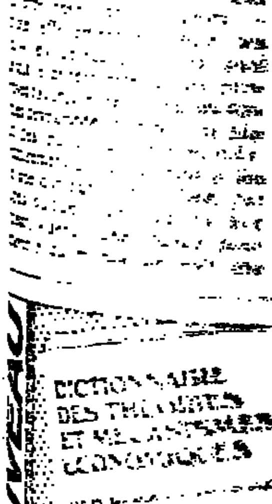
En 1981 déjà, le gouvernement avait offert trente-quatre périmètres de prospection à la concurrence internationale. Mais les conditions étaient tellement draconiennes, les zones tellement difficiles – les plus prometteuses étaient réservées aux deux « sœurs », – qu'en dehors des Soviétiques (qui viennent d'être à nouveau autorisés à prospecter) un seul groupe, l'américain Chevron, avait finalement accepté de tenter sa chance. La compagnie a fait trois essais et dépensé 29 millions de dollars en trois ans, sans les moindres résultats. Elle vient de plier bagages (2).

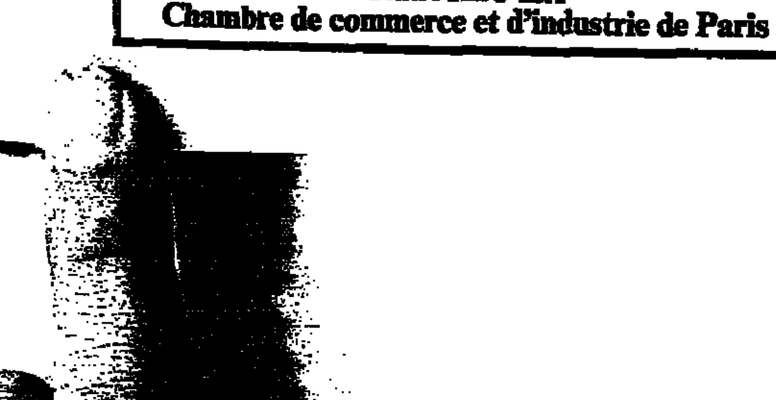
Avant 1976 l'Inde pétrolière n'existait pas. Aujourd'hui, elle assiste nombre de pays en développement (Iran, Irak, Abu-Dhabi), et envisage même des forages à l'extérieur, en Tanzanie notamment. Ce potentiel, quelle que soit l'évolution du marché international, existe. L'Inde pétrolière a su prendre sa place. Il lui reste à la conserver.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les pays de l'OPEP sont les seuls au monde à être autorisés à investir en Inde, sans apporter de technologie. Il est vrai qu'ils ont essentiellement des fonds à offrir.

(2) En 1969 et 1970, l'Inde avait offert trois périmètres à deux groupes : Natomas-Carlsberg, et Reading and Bates. Après avoir foré trois puits sans succès, ils s'étaient retirés. L'Inde jugea que leurs efforts avaient été trop limités. En 1980, du gaz naturel fut découvert par l'ONGC dans l'un des trois périmètres en question. L'expérience laissa un compréhensible goût d'amertume aux Indiens.





Pétrole

Le bon prix du brut

QUEL est pour l'économie mondiale le « *bon* » prix du pétrole ? 28 dollars par baril, le niveau actuel, de 20 à 25 dollars ou moins de 20 dollars ? Si tous les experts, après s'être beaucoup trompés dans le passé, s'entendent aujourd'hui pour prévoir d'ici à la fin de la décennie une baisse du prix du brut, au moins en valeur réelle (c'est-à-dire corrigée de l'inflation), nul ne se hasarde à prédire avec précision quand et comment elle se produira ni ses conséquences.

Après maintes querelles, un consensus se dégage toutefois depuis peu pour souligner les dangers d'une chute trop rapide, inévitablement suivie, avant la fin des années 80, d'un « *retour du bâton* », c'est-à-dire d'un troisième choc pétrolier. En dépit de la pléthore actuelle d'énergie, cette hypothèse, catastrophique pour les économies occidentales, ne peut en effet être totalement écartée. Plusieurs études récentes soulignent, en revanche, les avantages, sinon d'une stabilité complète, du moins d'une continuité dans l'évolution du prix du brut, et d'un effritement progressif...

Un coup de pouce à la croissance

« *Un véritable effondrement de prix causerait un énorme préjudice au système énergétique mondial, et une envolée des prix suivrait inexorablement, provoquant à son tour de lourds dégâts à l'économie mondiale dans son ensemble* », note, dans un document publié le 22 mars, un groupe de sept experts indépendants, pour la plupart anciens responsables dans le secteur énergétique (1). « *Il n'y a rien qui ressemble à une stabilité du marché dans un monde inexorablement en mutation, alors que c'est en fait de continuité dont on a besoin* », ajoutent-ils.

Beaucoup plus précise, une étude de la banque américaine Morgan Guaranty Trust évalue les dangers d'un effondrement des prix du brut, jusqu'aux environs de 18,5 dollars par baril en 1985 et 1986. Engendrant un « *nouveau cycle inflationniste* », par une reprise trop rapide de la croissance, elle provoquerait, après 1987, une nouvelle envolée des prix du pétrole... jusqu'à 37 dollars par baril en 1990. Résultat : à moyen terme dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), une croissance moins rapide d'un demi-point que si les prix restent stables, avec un taux d'inflation nettement plus élevé et des taux d'intérêt plus forts (*voir tableau*).

Les experts de la Banque américaine, en revanche, soulignent les avantages d'un effritement progressif des prix du brut jusqu'à 23 dollars par baril en 1986-1987. Des trois hypothèses envisageables — stabilité, effritement et chute des prix, — seul ce scénario offre, quel que soit le critère retenu, des perspectives favorables tant pour les économies développées que pour la plupart des pays du tiers-monde. Contrairement à l'effondrement des prix, une diminution contrôlée, par étapes successives de faible ampleur, « *serait une chance pour l'ensemble du monde de voir une baisse des taux d'intérêt réels et nominaux, un accroissement des revenus réels et un coup de fouet pour la croissance économique et l'emploi* », écrivent les experts de la banque.

Dans les pays développés de l'OCDE, le « *coup de pouce* » apporté à la croissance réelle serait de 0,7 % de plus par an en moyenne d'ici à 1990. Cela sans inflation accrue, au contraire, la diminution du prix de l'énergie compensant les pressions inflationnistes.

De leur côté, la plupart des pays en développement, notamment les plus endettés (2), devraient mieux s'en porter. Grâce à une croissance plus soutenue des économies occidentales, leurs exportations non pétrolières augmenteraient. Les huit « *grands emprunteurs* » mondiaux bénéficieraient ainsi d'un taux de croissance propre supérieur d'un point ou plus à celui prévu si les prix du brut se maintiennent. Ils tireraient en outre profit de la décrue des taux d'intérêt et de la baisse des prix des produits manufacturés qu'ils importent. D'où une amélioration de leur balance des paiements.

Les pays exportateurs de pétrole comme le Nigéria, l'Indonésie, le Mexique ou le Venezuela, seraient, bien entendu, dans cette hypothèse moins favorisés que les autres. Mais, à l'exception du Nigéria, leurs résultats après deux années difficiles devraient dès 1988 s'avérer meilleurs en termes de croissance et d'équilibre extérieur (comptes courants) que dans l'hypothèse de prix stables. L'Indonésie et le Mexique verraient même le poids de leur dette (calculée en proportion de leurs exportations) s'alléger plus vite d'ici à 1990.

Globalement donc, conclut l'étude, « *la grande majorité des pays en voie de développement emprunteurs verraient que des prix du pétrole plus bas améliorent plus ou moins leurs performances économiques et financières externes* ».

Le baril entre 20 et 25 dollars ?

Une autre étude publiée par la banque Paribas tempère un peu ce jugement. Si elle souligne elle aussi les dangers d'un effondrement des prix du brut et considère comme une « *hypothèse vraisemblable* » la stabilisation de ces cours entre 20 et 25 dollars par baril, elle montre que les bienfaits d'une baisse, même modérée, ne seront peut-être pas aussi évidents.

L'effet « *positif* » de cette baisse sera « *sans doute atténué* » par plusieurs éléments : d'une part, de nombreux pays, dont les États-Unis seront tentés d'augmenter leur fiscalité pétrolière, ce qui limitera l'impact économique de la baisse ; d'autre part, cette évolution risque d'entraîner la remise en question de toutes les perspectives d'investissement et de financement, ce qui pourrait au moins à court terme engendrer « *plus d'incertitudes que d'investissements et donc de croissance* ».

Quant aux pays en voie de développements, il n'est pas certain qu'ils aient les moyens matériels d'augmenter brusquement leur offre de produits non pétroliers destinés aux économies développées. En outre, ils risquent de se heurter à des obstacles tarifaires importants dans les pays occidentaux. Enfin pour les créanciers, note Paribas, « *il n'est pas évident que l'amélioration de la situation du Brésil compense exactement la détérioration de celle du Mexique* ».

Contrairement aux précédentes, l'étude de la banque française envisage la possibilité d'un troisième choc pétrolier, qu'elle lie au retour à une forte inflation mondiale. Soulignant le rôle « *prépondérant* » des États-Unis dans le déclenchement des deux précédents chocs, elle estime que « *sous le poids du premier consommateur mondial de pétrole, le monde s'acheminerait vers une brutale correction à la hausse du prix du baril de pétrole qui pourrait alors retrouver sans doute ses niveaux de 1980-1981* », si la croissance américaine s'emballait, provoquant une recrudescence de l'inflation et une chute du dollar.

Plus que les autres, les experts de Paribas soulignent, en effet, le rôle important joué par les fluctuations du dollar sur les prix du pétrole. Pour les pays producteurs, la vigueur de la devise américaine compense, en effet, la baisse des prix officiels du brut, en diminuant fortement le coût de leurs importations en provenance de l'Europe et du Japon (52 % du total).

Ainsi, en 1983, en dépit de la baisse des prix du pétrole, le pouvoir d'achat international réel de l'OPEP (termes de l'échange) n'a-t-il diminué que de 10 % par rapport au maximum atteint en 1981-1982. A titre de comparaison ce pouvoir d'achat avait diminué de 20 % entre 1974 et 1978 sous l'effet de la baisse du dollar et de l'inflation généralisée, bien que les prix du pétrole soient restés stables au cours de cette période. « *Faible inflation dans les pays industrialisés et dollar fort sont deux garanties de la stabilité des prix du pétrole* », conclut l'étude, précisant : « *Ils ne sont pas forcément extrapolables jusqu'en 1995...* »

Ces études, significatives de l'état d'esprit régnant actuellement parmi les économistes, montrent à quel point les « *chocs* » en matière énergétique, à la baisse comme à la hausse, sont facteurs de déséquilibres et à moyen terme forcément négatifs. Reste à savoir comment les éviter. L'expérience passée prouve que le bon sens a, dans le domaine pétrolier moins de poids que les forces du marché.

Pourtant le document publié par les « *sept sages* » souligne paradoxalement l'intérêt de la situation actuelle, lourde de menaces tant pour les producteurs de brut que pour les consommateurs. Elle constitue, estiment-ils, une « *opportunité* » d'amorcer un dialogue constructif entre les deux parties, afin de promouvoir des accords à long terme garantissant la continuité. Si les pays consommateurs, représentés par l'Europe ou le Japon, et les producteurs, par l'intermédiaire du conseil de coopération du Golfe, pouvaient tenter de parvenir à une sorte « *d'accord parapluie* », visant à éviter de faire capoter les accords commerciaux conclus, cela pourrait, assure le groupe Frankel, « *donner aux compagnies productrices et importatrices la confiance nécessaire pour se réengager dans des contrats à long terme* ».

Vœux pieux ? L'idée à vrai dire n'est pas nouvelle. Les amorces de dialogues — « Nord-Sud », producteurs — consommateurs, etc. — ont donné jusqu'à présent de piètres résultats. *A fortiori* quand les États-Unis, premier consommateur mondial, qui poussent jusqu'à présent au libre jeu des « *forces du marché* », en sont exclus...

V. M.

TROIS SCÉNARIOS

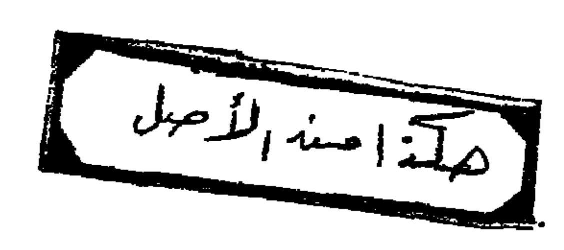
		I		II		III	
		Stabilité des prix		Effritement progressif		Chute des prix et troisième choc pétrolier	
	1984	1986	Moyenne 1988-1990	1986	Moyenne 1988-1990	1986	Moyenne 1988-1990
– Prix moyen du baril de pétrole (en dollars)	28,5	28,5	28,5	23	28	18,5	37
– Taux de croissance des pays de l'OCDE	4,5 %	2 %	2,5 %	3 %	3 %	2 %	2 %
– Évolution des prix des produits manufacturés dans l'OCDE (en monnaie locale)	3,5 %	5 %	5,5 %	4 %	5 %	2,5 %	7 %
– Taux d'intérêt des emprunts à six mois en eurodollars (Libor)	11,2	10 %	10 %	9 %	9 %	7 %	11 %

(1) Ce groupe nommé groupe Frankel du nom de l'un de ses fondateurs, M. Paul Frankel, quatre-vingt-un ans, président de la société de consultants Petrolum Economics, comprend MM. Etienne Davignon (ancien vice-président de la Commission européenne), André Giraud (ancien ministre français de l'industrie), Ulf Lantzke (ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie), Umberto Colombo (président de l'Institut italien : « Energie nucléaire et énergie alternative »), Robert Belgrave (ancien directeur de BP International) et Toyaaki Ijuta (président de l'Institut japonais de l'économie de l'énergie).

(2) Turquie, Brésil, Indonésie, Chili, Corée, Mexique, Venezuela, Nigéria.







La chronique de Paul Fabra

La dette du tiers-monde et l'insuline

UN des moindres mérites de la politique suivie par le Fonds monétaire international pour traiter cas par cas la crise de l'endettement des pays du tiers-monde, qui sera cette semaine le thème des réunions monétaires de Washington (session ministérielle biannuelle du Comité intérimaire du FMI et du Comité de développement de la Banque mondiale), n'aura pas été de couper court à un certain discours démagogique. C'est très souvent au nom de la défense des pauvres contre les riches, et des débiteurs contre les créanciers, qu'ont été commises les erreurs magistrales de politique économique de notre siècle. Sous le noble prétexte de protéger le salarié contre son employeur, le locataire contre le propriétaire, les gouvernements ont pris des mesures qui ont eu les unes pour conséquence de rigidifier le marché de l'emploi, et partant de provoquer et d'aggraver le chômage (c'était déjà le cas de la Grande-Bretagne dans les années 20), les autres de décourager la construction et l'entretien des immeubles, et donc de perpétuer la crise du logement, comme les Français en ont fait l'expérience.

Ce qui est vrai sur le plan national l'est aussi, en maintes occasions, sur le plan international. L'aide alimentaire aux pays touchés par la sécheresse est un exemple dont il a été beaucoup question au cours de ces deux dernières années. L'envoi gratuit ou à bas prix de céréales destinées en principe à empêcher la famine peut provoquer un effondrement des marchés locaux qui achève de ruiner les producteurs du cru. L'intention était de soulager des populations victimes du ciel, les voilà condamnées à la dépendance, et finalement à une pénurie permanente.

Si l'on se laisse uniquement guider par la générosité des objectifs sans se préoccuper de la rationalité des moyens, le résultat est en général à la mesure de la pauvreté de la réflexion qui a caractérisé la définition puis l'application du programme mis en œuvre pour obtenir l'objectif désiré. Toute une génération s'est persuadée, parce que cela allait dans le sens de sa sensibilité politique, qu'en toutes circonstances un désordre valait mieux qu'une injustice, sans s'aviser que le désordre installé était aussi une source d'injustice.

Une majorité d'économistes de notre temps ont peut-être poussé encore plus loin l'illusion en pensant ou en feignant de penser que c'est seulement d'un attachement injustifié aux théories traditionnelles et aux politiques qu'on en tire que résulte le conflit entre l'ordre et la justice immédiate. Eux se croyaient capables de servir les deux objectifs. Parmi les échecs les plus retentissants qu'ont connus les politiques de développement figurent les expériences de certains pays africains — Guinée et Ghana notamment — directement inspirées par des économistes occidentaux de renom, animés d'excellentes intentions. A ces pays, ils conseillaient notamment un contrôle rigoureux des changes et des importations, dans le double dessein d'orienter l'épargne vers les placements domestiques et d'empêcher les consommations somptuaires. Ce faisant, ils ont (dans le meilleur des cas) favorisé le développement d'industries aux coûts de revient exorbitants, tout en décourageant tout investissement extérieur.

AUSSI M. Jacques de Larosière, directeur général du FMI, a-t-il beau jeu de faire remarquer que c'est en vertu d'une vision aussi superficielle des choses que l'on critique l'action menée aujourd'hui par cette institution. Il est vrai que le Fonds monétaire impose aux pays lourdement endettés de sévères programmes de redressement. Mais ne devraient-ils pas prendre des mesures encore plus draconiennes s'ils ne pouvaient compter ni sur les prêts du FMI ni sur les crédits nouveaux que les banques n'acceptent désormais de leur consentir qu'à la condition d'un accord préalable avec le Fonds ?

L'argumentation ne serait tout à fait convaincante que si, premièrement, la thérapeutique administrée par les experts de M. de Larosière était la plus efficace qu'on puisse concevoir et si, deuxièmement, les questions soulevées étaient de nature exclusivement économique et financière. Un des grands succès de la tactique choisie par le FMI, ou plus exactement par ses commanditaires, c'est-à-dire par les pays occidentaux (y compris donc la France de M. Mitterrand),est d'avoir accrédité l'idée qu'il en est bien ainsi. On en oublie les circonstances dans lesquelles ces dettes énormes ont été contractées : à cause, bien sûr, de l'incroyable légèreté des dirigeants des pays débiteurs, mais aussi de l'imprévoyance encore plus extraordinaire — étant donnée leur compétence supposée — des banques créancières, obnubilées pendant longtemps par le seul attrait des profits immédiats, au point de ne plus s'interroger sur la solvabilité à plus long terme des emprunteurs.

On oublie aussi que la moitié environ des crédits contractés par des pays comme le Mexique et l'Argentine entre 1974 et 1982 ont probablement servi à financer des fuites de capitaux ; que la proportion atteint vraisemblablement 90 % dans le cas du Venezuela. Cet arrière-plan trouble n'affleure qu'à l'occasion des manifestations de protestation contre les politiques de rigueur, vite réprimées. Il est vrai que, le partage des responsabilités passées étant pratiquement impossible à faire, c'est nécessairement le point de vue de l'un des protagonistes qui doit, au gré des rapports de forces du moment, l'emporter absolument.

« Au cas où tel ou tel pays d'Amérique latine viendrait à répudier les dettes qu'il a contractées auprès de nous, nous avons, sur le plan juridique, étudié la riposte : elle serait fulgurante. Nous saisirions tous ses biens, sur terre, sur mer, dans les airs. On bloquerait tous les comptes bancaires de ses ressortissants à l'extérieur ; plus un seul de ses bateaux ne pourrait toucher un port étranger, ou un seul de ses avions atterrir sur un aéroport situé en dehors de ses frontières sans faire immédiatement l'objet d'un séquestre », me disait il y a quelques mois un banquier — au demeurant homme sensible et intelligent — de la place de New-York.

IL est rare que cet aspect brutal des choses fasse surface publiquement. Cependant, un très lucide économiste américain, l'un des vice-présidents de la Citibank, établi à Paris, devait récemment s'exprimer avec une particulière franchise : *« Pour moi, l'aspect le plus frappant de la crise de l'endettement en Amérique latine est précisément que ces pays débiteurs acceptent des ajustements qui sont vraiment féroces afin d'éviter un défaut de paiement avoué. Et cela est d'autant plus à signaler que, dans le passé, avant la seconde guerre, ces mêmes pays avaient fréquemment manqué au paiement de leurs dettes. Pourquoi ce changement ? Tout simplement parce que les prêteurs ont changé. Dans le passé, les prêts internationaux se présentaient sous forme d'obligations. Aujourd'hui, ce sont les banques qui prêtent. Dans le passé, un défaut de paiement était suivi d'un marchandage entre les représentants du pays débiteur et ceux des détenteurs d'obligations, lesquels étaient en position de grande infériorité. Il en résultait pour ces derniers une perte de la plupart de leurs droits. Aujourd'hui, ce qui est difficile pour les pays débiteurs, c'est d'avoir en face d'eux non plus un faible comité d'individus, mais un groupe puissant constitué par les plus grandes banques du monde. Et si le pays débiteur se déclare en défaut de paiement, c'est tout le système bancaire mondial qu'il aura contre lui. Le minimum de crédit commercial à court terme pourrait même lui être refusé. »*

D'autres choses encore plus indispensables pourraient cesser de lui être fournies. Dans un article paru dans le numéro daté du 18 février de la revue *Fortune* sous le titre « Dette du tiers-monde : la bombe est désamorcée », on lit : *« Peu d'événements ont fait plus pour dissiper les angoisses des banquiers au sujet de leurs débiteurs du tiers-monde que ceux qui ont amené l'Argentine à avaler la médication du Fonds monétaire. Ils montrent le degré de pression qui peut s'exercer sur un pays pour l'empêcher de se détourner du droit chemin de la communauté financière internationale. »* Et notre confrère, après avoir rappelé les péripéties de la crise argentine, d'ajouter : *« Enfin, le Trésor des Etats-Unis entra à son tour en ligne pour convaincre l'interlocuteur : il présenta une liste des produits qui pourraient devenir indisponibles pour un pays faisant défaut...*

» R.T. McNamar, secrétaire adjoint au Trésor, insista sur le fait que cette liste n'était pas établie à la seule intention de l'Argentine, comme pour mieux faire ressortir qu'elle soulevait des questions aussi intéressantes que celle-ci : « Avez-vous jamais envisagé ce qui arriverait au président d'un pays dont le gouvernement se trouverait soudainement dans l'incapacité d'importer de l'insuline pour ses diabétiques ? »

L'indignation est une attitude facile. On peut aussi se dire que l'enjeu est considérable : il n'est pas de progrès économique concevable ni même de société possible si les dettes ne sont pas honorées. La dernière phrase prononcée par Socrate avant de mourir est pour rappeler à son ami Criton : *« Nous devons un coq à Asclépios. Payez ma dette, n'oubliez pas. »*



A l'heure de la concurrence

Le nouveau credo : moderniser pour exporter

LE gouvernement marocain a décidé, en février, de lever toutes les restrictions à l'importation. Ne restent plus interdits à l'entrée sur le territoire que les tapis, la friperie et... — mystère de l'administration — les lampes à paillettes. Objectif officiel : *« En ouvrant les frontières, nous attendons de l'industrie marocaine qu'elle s'adapte à l'évolution technologique nécessaire pour résister à la concurrence internationale. »*

Moderniser pour exporter, tel est aujourd'hui le credo du gouvernement marocain. Le huitième SATEC, Salon international du textile et du cuir, qui s'est tenu récemment à Casablanca en a fourni une illustration.

« L'industrie textile marocaine est en bonne santé », affirme M. Lahlou, nouveau président de l'AMIT (Association marocaine de l'industrie textile) et, à s'en tenir aux chiffres, il n'y a pas de raisons d'en douter.

Moteur de longue date de l'économie locale — les articles de cuir ne sont-ils pas de la « maroquinerie » ?, — le textile mobilise aujourd'hui 40 % de la main-d'œuvre industrielle. Les investissements sont passés d'une moyenne de 350 millions de dirhams (1) pour les années 1980-1983 à 650 millions de dirhams en 1984. Dans le même temps, les exportations — vitales pour un pays dont la dette extérieure est très lourde (13 milliards de dollars en 1984) — n'ont cessé de progresser : elles représentent aujourd'hui 15 % des ventes totales du Maroc, près de 40 % des exportations de produits manufacturés.

Un manque d'agressivité

« Dans les années 60, notre industrie textile servait essentiellement de substitution aux importations, souligne M. Abouyoub, directeur du commerce extérieur. *Aujourd'hui, le textile est beaucoup plus intégré. Et l'industriel marocain ne se contente plus de la sous-traitance : il investit dans les changements de mode, le design, pour se diriger vers la production d'un produit fini destiné à l'exportation. » « Nos principaux concurrents sont maintenant marocains,* affirme-t-on chez Lancelloti, une entreprise de bonneterie d'un millier de salariés, oscar de l'exportation l'an dernier. *Auparavant, nous étions les seuls à réinvestir. Ce n'est plus le cas. »*

Au SATEC, officiels et industriels ont fait chorus. Pourtant, hors l'optimisme et l'autofélicitation de rigueur dans tous les Salons du monde, certaines inquiétudes sont perceptibles. A commencer par ces observateurs étrangers, belges ou anglais, qui mettent en relief le manque d'agressivité des industriels marocains et leurs difficultés à définir le prix de revient de leurs produits.

« Beaucoup d'entre eux, note un attaché commercial, *sont d'anciens commerçants qui ont réinvesti leur fortune dans une usine. Après des opérations à 100 % de bénéfice net, il faut qu'ils s'habituent à des marges brutes de 10 % sur un an. La reconversion n'est pas évidente. »*

Diagnostic : le textile marocain progresse, c'est vrai ; mais sa croissance est modérée, et fragile. Un avis que partagent aussi des patrons marocains.

« Pour moderniser et exporter, la conviction affichée par le gouvernement est loin d'être suffisante » : cet animateur d'une PME de confection — quatre-vingts salariés dans la banlieue de Casablanca — met en cause les lourdeurs de l'administration, le *« pire héritage de la colonisation — pour le moindre lot à l'exportation, je dois signer cinquante-six bordereaux. »*, la vétusté du matériel, difficile à importer, difficile à utiliser, faute de main-d'œuvre qualifiée, et, surtout, l'environnement international, cauchemar des patrons marocains depuis 1980.

Les pays de la CEE, leur principal débouché, ont fixé des quotas draconiens, notamment dans le domaine de la confection. Un responsable d'une des principales entreprises du secteur, la SCIM (Société de confection industrielle du Maroc), est amer : *« Pour travailler, nous importons de la CEE des matières premières qui, sans nous, ne seraient pas vendues. En échange, on nous impose des quotas qui nous contraignent dès septembre à ne plus faire tourner nos usines qu'au ralenti. »*

« Diversifiez vos exportations », leur répond le ministère de l'industrie. Plus facile à dire qu'à faire. Si M. Abouyoub souligne, avec une évidente satisfaction, *« des percées sur le marché américain »*, le président de l'AMIT est nettement plus réservé : *« Au coup par coup peut-être. Sinon, c'est un marché au-dessus de nos moyens, tant pour les quantités que pour les délais de livraison extrêmement rigoureux. »*

Quotas ou non — le gouvernement marocain ne ménage pas ses efforts pour respecter les accords conclus avec la CEE dans l'espoir que cette *« bonne conduite »* permettra d'ouvrir la porte plus largement. La diversification, ce pourrait être alors un transfert de la France — principal partenaire aujourd'hui — vers les autres pays de la Communauté : RFA, Benelux, etc. Mais voici qu'à l'horizon pointent les industries concurrentes du Portugal et de l'Espagne...

Cet avenir, il faut donc le négocier rapidement. Le principal atout marocain, c'est encore et toujours le faible coût de sa main-d'œuvre. Pour deux cents heures de travail mensuel, dans des conditions souvent difficiles — un adjectif qui, appliqué à certains ateliers au cœur de Casablanca, est encore un euphémisme, — un ouvrier du textile gagne entre 700 dirhams et 1 000 dirhams. *« Un industriel européen qui sous-traite au Maroc paye ainsi la façon d'un pantalon entre 7 et 8 dirhams,* calcule un patron. *Si ce pantalon est une production locale, nous le vendrons à l'export aux alentours de 50 dirhams. »*

Des prix compétitifs

Des prix qui, sur le marché international, restent, à qualité égale, largement compétitifs. Mais pour combien de temps ? Optimiste, M. Lahlou diagnostique : *« Nous avons encore dix ans devant nous. A condition de nous concentrer sur le moyen et haut de gamme, où la mécanisation est plus difficile et le coût de la main-d'œuvre décisif. »*

Après ? Ce qui était un atout pourrait bien se révéler un handicap. Qui dit faibles salaires dit absence de qualification. Et sans qualification, peu ou pas de recours au progrès technologique, très rapide dans le textile. Au SATEC, un importateur de matériel italien notait qu'au Maroc, sur quinze mille à dix-sept mille métiers à tisser en activité, seuls deux mille environ sont véritablement modernes. Et dans les PME de la confection et du cuir, qui se multiplient autour de Casablanca, piquage et découpe se font encore avec des outils et des machines rudimentaires.

C'est officiellement pour tenter de combler ce retard que le gouvernement a pris la décision de libéraliser les importations. La recette est classique, mais chacun sait, au Maroc, qu'elle obéit, avant tout, aux injonctions de la Banque mondiale. On en attend un coup de fouet. Il y en a pour redouter, ici, un coup de grâce.

BERTRAND AUDUSSE.

(1) 1 dirham = 1 franc.

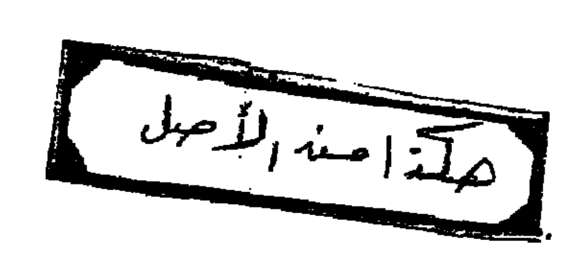


Nous vous proposons chaque semaine 96 contacts d'affaires de première classe avec la République fédérale d'Allemagne.



En 1984, nous avons transporté 678.085 passagers entre la France et la République fédérale d'Allemagne.
C'est ainsi que nous avons certainement pu contribuer aux bonnes relations économiques des deux pays. En d'autres mots: nous avons donné des ailes aux remarquables échanges commerciaux.
Mais le dialogue franco-allemand ne se limite pas aux affaires. C'est pourquoi nous serions très heureux de vous accueillir à bord aussi lors d'un voyage privé, qu'il soit à Paris, Nice ou depuis le 31 mars 1985, également à Lyon.





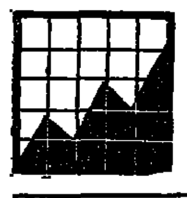
هكذا منذ الأصل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	58,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

thiérion *la volonté d'innover*

Nous sommes le leader français du matériel de manutention et de conditionnement automatique dans le secteur agro-alimentaire ; nous recherchons pour notre société en forte expansion (160 personnes, 68 MF de CA dont 30% à l'export)

Directeur commercial France Export — 300 000 +

Membre du comité de direction, vous avez la totale responsabilité des opérations en France comme à l'export. De la politique commerciale de notre entreprise à la définition des axes de développement vous êtes l'homme sur qui repose la réalisation des objectifs qui ont été arrêtés. L'utilisation des informations terrain que vous savez exploiter dans un esprit marketing vous permettra de développer un système de plans stratégiques à 3 ans. Vous serez donc en contact permanent avec notre département recherche et développement.

La quarantaine, diplômé d'école de commerce ou d'ingénieur, votre expérience vous a déjà permis d'avoir une direction commerciale ou de diriger avec succès un centre de profit dans les biens d'équipement plutôt en agro-alimentaire. Compétence, autorité naturelle associées à un bon relationnel feront de vous l'animateur que notre équipe attend pour poursuivre la croissance de notre enteprise. Bien entendu vous parlez anglais couramment et si possible l'allemand et/ou l'espagnol. Le poste est basé à Reims. Réf. 7169 M

Directeur technique et de la production — 300 000 +

Membre du comité de direction, vous êtes le patron de notre appareil de production et de nos bureaux d'études ainsi que de leur gestion informatisée. De la réalisation des commandes dans les délais et coûts prévus à l'animation des hommes (110 personnes environ) en passant par la gestion des stocks, les approvisionnements et l'établissement des budgets annuels, votre mission est de perpétuer par la technique l'image de qualité de notre entreprise.

La quarantaine, Ingénieur diplômé (AM, Centrale...), plutôt mécanicien ou électromécanicien vous avez impérativement une expérience de direction d'usine et si possible de bureaux d'études. Tempérament fort, vos compétences accompagnées de réelles qualités de communication font de vous un chef à l'autorité naturelle et reconnue. Le poste est basé à Reims. Réf. 1170 M

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence choisie au 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE, MARQUE REPUTEE, RECHERCHE UN:

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste concerne un directeur commercial performant, ayant une solide expérience de la commercialisation des produits de grande consommation alimentaire.

Attaché aux principes du marketing, il ne craint pas d'intervenir sur un marché concurrentiel.

Il collabore étroitement avec la direction générale. La prise en charge de la politique commerciale suppose qu'il soit rompu aux négociations avec les grandes centrales d'achat et qu'il puisse collaborer efficacement avec les cadres commerciaux en place et animer un important réseau de représentants.

Garant de la pénétration de marché, il gère le budget commercial et propose les moyens promotionnels à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs.

Les candidats susceptibles de satisfaire ce poste se reconnaîtront dans le profil suivant :

- 35 - 38 ans.
- Formation commerciale supérieure : HEC, ESC, EDHEC ou niveau universitaire équivalent, étayée par 8 à 10 années d'expérience acquise dans des sociétés travaillant avec la grande distribution.
- Homme de réflexion et d'action, il a l'ascendant nécessaire pour prendre en mains de façon concrète le marketing d'une entreprise faisant 220 Millions de francs de chiffre d'affaire.

La rémunération prévue est évolutive du fait des perspectives d'avenir et correspond aux compétences élevées qui sont souhaitées.

Le candidat retenu devra habiter ou venir habiter dans une grande ville du Nord de la France.

Adresser sous référence 302, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à :

promonor

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 Lille, qui étudiera les dossiers avec le plus grand soin. Discrétion absolue, réponse assurée.

Directeur du service Recherche d'Informations

Société de Conseil Internationale

Notre société, l'une des toutes premières firmes internationales de Conseil, assiste les entreprises dans la recherche et la sélection de cadres dirigeants.
Les consultants effectuent chez nos clients une étude approfondie des postes de direction à pourvoir, et demandent au Service Recherche d'Informations de constituer pour chaque mission une liste de candidats potentiels répondant aux exigences spécifiques de chaque poste.
Le Directeur du Service Recherche d'Informations mène à bien personnellement ces recherches, complète les informations déjà possédées par notre société en prenant directement les premiers contacts à l'extérieur. Il avance au maximum chaque mission, avant de remettre le dossier au consultant responsable, qui contacte les personnes concernées, les interviewe, les sélectionne, etc.
Le responsable que nous recherchons animera une équipe de documentalistes.
Homme ou femme, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience dans le journalisme économique, les études de marchés, la documentation économique.
Vous avez une formation supérieure et parlez couramment anglais.
Vous utilisez la micro-informatique et les banques de données.
Les milieux d'affaires et les fonctions dans l'entreprise vous sont familiers.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous référence 1829 M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris

LES LABORATOIRES DELAGRANGE

La Direction des études informatiques à votre portée

Vous êtes aujourd'hui Responsable des Etudes informatiques dans une société industrielle, soit comme Chef de Service animant une équipe, soit comme Chef de Projets conduisant des applications importantes ; vous êtes confiant dans votre domaine de compétences, mais désireux d'évoluer dans une fonction plus large : **la Direction des études et la planification des développements.**

C'est l'opportunité que vous proposent les LABORATOIRES DELAGRANGE, société pharmaceutique d'implantation internationale qui réalise 85 % de son C.A. à l'exportation et dont le système d'information est de pointe 2 IBM 4331, un 3083.

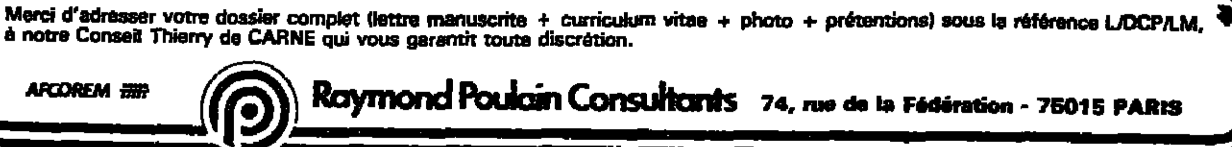
Votre mission se situera dans une triple perspective : diriger et animer les actions de notre Service Etudes (18 personnes) en les coordonnant avec celles de notre Infocentre, planifier et faire vivre nos développements, participer activement en collaboration étroite avec notre Directeur du Système d'information dont vous dépendrez, aux décisions de notre politique générale informatique.

Agé d'environ 35 ans et de formation Ingénieur, vous souhaitez, dès à présent, mettre à profit une solide expérience des études dans une fonction de plus grande dimension et prendre ainsi... la vôtre. Le poste est situé à CHILLY-MAZARIN.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + prétentions) sous la référence L/DCP/LM, à notre Conseil Thierry de CARNE qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA BL

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

hatier international

(Editions hatier, foucher, et didier)

recherche

DIRECTEUR DE ZONE EXPORT

Déplacements fréquents – Résidence Paris

FONCTIONS :

- Promotion et diffusion de livres et matériels scolaires ;
- Actions suivies auprès des libraires, établissements scolaires et organismes officiels ;
- Mise au point de projets éditoriaux.

NIVEAU :

- Diplôme Enseignement Supérieur ;
- Forte motivation pour la pédagogie ;
- Sens commercial ;
- Anglais, espagnol.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à Mme Hélène CHAMBON

hatier international

8, rue d'Assas, 75278 Paris Cedex 06.

---

100 Concessionnaires



Filiale du groupe THOMSON, 300 Millions de CA, 800 personnes, spécialiste de la vitrine réfrigérée et de la chambre froide pour l'équipement des grandes surfaces et commerces alimentaires recherche son :

DIRECTEUR DU RESEAU

Il participe à la définition de la politique commerciale et est pleinement responsable de son application.
Il anime, assiste, contrôle et développe un réseau de 100 concessionnaires exclusifs indépendants.
Il entretient, au plus haut niveau, les contacts avec les principaux clients et mène les négociations avec les centrales d'achats de la grande distribution alimentaire.
Il dirige une équipe d'une vingtaine de personnes.
Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, il est un professionnel de la vente des biens d'équipement. Cadre de haut niveau, il a prouvé son goût d'une gestion rigoureuse, son sens de la politique d'entreprise, ses capacités à animer les hommes.
La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle s/réf. 503 136 M (à mentionner sur l'enveloppe).



PARIS–NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

DIRECTEUR GENERAL

300 000 F — CENTRE OUEST

Représentation-négoce-distribution

Une Société, filiale d'un groupe industriel français, et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipement du secteur électricité - électronique, recherche un DIRECTEUR GENERAL. Sous l'autorité de la Direction Générale du Groupe, il sera chargé de la gestion complète de cette Société et de ses résultats en chiffre d'affaires et en marges. Dans un premier temps, il devra gérer l'austérité, redresser une situation difficile, réorganiser les services et redéfinir une politique commerciale dynamique. Il devra s'impliquer personnellement au niveau de l'animation de la force de vente dont il définira, de façon rigoureuse, les plans de campagne et dont il contrôlera les résultats. Il supervisera de près l'ensemble des services (Magasins, Comptabilité, Administration Commerciale,...) et il veillera à réduire les frais fixes. Afin de mener à bien sa mission, il sera assisté par les services centraux du Siège. Le candidat retenu, âgé d'environ 38 ans, possèdera une formation commerciale ou technique et il aura impérativement plusieurs années d'expérience de la distribution de matériels électriques ou de biens d'équipement intermédiaires. Homme de propositions et d'action, il sera un animateur d'hommes et un excellent gestionnaire.
Ecrire sous référence 764/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

Credit maritime mutuel



Bretagne nord

recherche

Directeur régional

- solide expérience bancaire
- connaissance des secteurs mutualistes et coopératifs
- capable d'animer une équipe de 30 personnes et d'assumer l'ensemble des responsabilités d'un Chef d'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous réf. 419 à D. FRANCESE - CAPFOR- B.P 846 - 44020 NANTES CEDEX.

MEDIA BL

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

ASSOCIATION DE LOISIRS
recherche
pour juillet et août 1985

DIRECTEURS

camps adolescents.
Téléphoner d'urgence
C.P.V.L. HORIZON 2000
(16-71) 59-73-21.

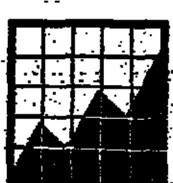
LA M.C. 93
recherche

SON DIRECTEUR

Ce poste est à pourvoir au 1er juillet.

Envoyer candidatures, c.v. et projet :
Centre de productions artistiques pluridisciplinaires fortement implanté dans le contexte local à Monsieur le Président de l'association M.C. 93, B.P. 71, 93002 BOBIGNY Cedex.
Avant le 22 avril 1985.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

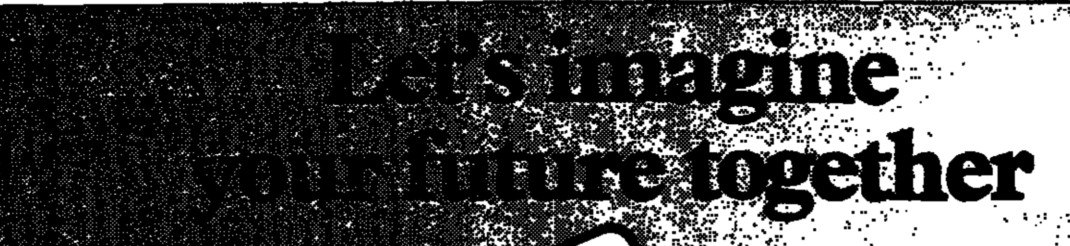
Fonctions Nationales et Internationales

هكذا صدر الأصل



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



A challenging opportunity for a product marketing engineer

In optoelectronics **opportunity...**

HEWLETT-PACKARD is not only a leading manufacturer of electronic measurement and computational products but also one of the world's most innovative producers of optoelectronics and microwave components. If you have ambition, driveand initiative,thereis an excellent opportunity awaiting you in our components marketing operation. The person we are looking for will be responsible for the sales support in Europe, the effective marketing of our optoelectronic components.

Successful candidate will liaise closely with the European HEWLETT-PACKARD organization, customers, and divisions in the USA. He will work on the development of a comprehensive sales and marketing strategy including promotion, application support, pricing, inventories and future business trends.

The successful candidate should have good communication skills and speak fluent English. Technical requirements are a degree-level qualification in electrical/electronics engineering. A number of industrial backgrounds with exposure to optoelectronics could be suitable, such as the marketing of electronic components and/or systems application or customer support engineering. The role will entail travel throughout Europe, as well as some visit to the US HP facilities.

The post will be based at our European marketing centre in Böblingen near Stuttgart (Germany).

We offer an excellent benefits package. You can expect a good salary which will be reviewed regularly. Employees are automatically eligible for the company profit-sharing plan. There are extensive social benefits in addition to the statutory insurance plans.

To apply, please write with full personal career and remuneration details to Hervé Gallon, quoting reference F0258 Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France: partner of your ambitions.



HEWLETT PACKARD



agence spatiale européenne

L'Agence recrute, pour son Centre de Recherche et de Technologie (ESTEC) aux Pays-Bas, un

Cadre Comptable

confirmé

QUALIFICATIONS :

les candidats devront posséder un diplôme universitaire ou une formation professionnelle équivalente ainsi qu'un solide bagage en matière comptable. Ils devront avoir l'expérience de fonctions et de responsabilités similaires exercées si possible dans un établissement utilisant des systèmes d'informatiques centraux équipés de terminaux et effectuant un traitement par lots ou en temps réel. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées.

CONDITIONS D'EMPLOI :

les conditions offertes sont celles des organisations internationales et comprennent prestations familiales, indemnité d'expatriation, bons systèmes de sécurité sociale et de pension, et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk, (Pays-Bas).

Emplois et Entreprises

Filiale d'un important groupe américain, spécialisée dans l'étude géophysique du sous-sol terrestre pour la recherche de gisements d'hydrocarbures, recherche pour travailler sur des missions en **AFRIQUE, PAYS DU MAGHREB ET MOYEN ORIENT**

Calculateurs sismiques

DUT MESURES PHYSIQUES — NIVEAU MATHS SPECIALES

(contrôle de qualité, exploitation et transcription des documents terrain).

• 1 poste à pourvoir immédiatement. 4 autres ultérieurement • Solides connaissances en anglais souhaitées • Contrat à durée déterminée.
• Position à l'embauche : non cadre • Salaire de base + indemnités liées à l'expatriation
• Travail 9 semaines en continu, congés 4 semaines en France • Dégagé des obligations militaires • Permis de conduire tourisme exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente, rémunération actuelle sous référence 5913 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

Société Internationale spécialisée dans l'Assistance Technique Informatique
recherche

un expert "Evaluation de Systèmes Informatiques"

pour mission en **EXTREME ORIENT**

Ce spécialiste, parfaitement **bilingue français-anglais**, diplômé de l'enseignement supérieur ou ingénieur -en sciences appliquées-, devra posséder une expérience de consultant dans le domaine des spécifications et de l'évaluation de performances Hardware et Software des systèmes informatiques (macro, mini, micro et réseaux).

La connaissance des techniques de télédétection dans le domaine des ressources terrestres, sera un "plus" très apprécié.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions sous réf. 34486 (à préciser sur l'enveloppe) à
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 Paris
qui transmettra



DIRECTIONS



Le Département de la Seine-Maritime
recrute par voie de détachement

Un directeur départemental de la solidarité.

Nature de l'emploi : Collaborateur direct du Président du Conseil Général.

Le titulaire du poste assurera, sous l'autorité du Directeur Général des Services du Département, la responsabilité des services départementaux de la solidarité, transférés par l'État au Département.

Il sera chargé de mettre en œuvre la politique du Département en matière sanitaire et sociale.

Conditions requises : Peuvent faire acte de candidature :

A – les fonctionnaires des affaires sanitaires et sociales actuellement en fonctions :
- directeur départemental de 1er, 2e ou 3e groupe ;
- chef de service ;
- directeur adjoint ;
- inspecteur principal ayant atteint le 4e échelon de son grade ;

B – les administrateurs civils ou fonctionnaires du corps de l'inspection générale de la santé publique et de la population pouvant justifier de 2 ans au moins de services effectifs accomplis dans leur corps, soit à l'administration centrale ou dans les services extérieurs du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, soit dans les services, établissements ou organismes publics assimilés aux précédents par arrêté conjoint des Ministres chargés respectivement de la Sécurité sociale, de la santé, et de la fonction publique.

Déroulement de carrière, rémunération et régime indemnitaire :
- Conditions générales applicables aux détachements des fonctionnaires de l'État auprès des collectivités territoriales.
- Déroulement de carrière et régime indemnitaire identiques aux fonctionnaires de l'État exerçant les fonctions de directuer départemental des affaires sanitaires et sociales dans la Seine-Maritime (1er groupe).

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, détaillé, devont être adressées dans les meilleurs délais à :

M. le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime,
Service du Personnel, 1er bureau.
HOTEL DU DÉPARTEMENT
76036 ROUEN CEDEX.

emplois régionaux

emplois régionaux
emplois régionaux

CIN — CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE

cherche

RESPONSABLE DE L'INSPECTION GENERALE

afin de donner à ce service sa véritable dimension.

Ce poste, basé à ROUEN, conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur ayant exercé pendant au moins 5 années dans le corps de l'Inspection d'une grande banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, salaire souhaité à
M. GELLÉ - C.I.N. 15, Place de la Pucelle 76000 ROUEN

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85

GROUPE BANCAIRE
recherche

— CHEFS DE PROJET
— ANALYSTES-PROGRAMMEURS

niveau Miage – ingénieur (débutant accepté)

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous nº 7 137 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

INFORMATION TELEPHONEE

protection de l'environnement, prévention, hygiène, sécurité

DUOLITE INTERNATIONAL
recrute pour son usine de CHAUNY dans l'Aisne un
INGÉNIEUR SÉCURITÉ, HYGIÈNE, ENVIRONNEMENT
30 ans minimum, bilingue anglais.
Nous vous demandons de posséder une *formation ingénieur chimiste* et une *expérience industrielle de 3 à 5 ans en production.*

La fonction appelle un candidat capable *de s'impliquer, de formuler des recommandations et de veiller à l'application des mesures arrêtées en matière de sécurité.*

Si vous répondez à ce profil, nous vous invitons à prendre connaissance *d'une information complémentaire sur notre entreprise et sur ce poste en appelant, sous référence 851, le 609.95.95.*

Votre dossier devra être adressé sous même référence à
DUOLITE INTERNATIONAL S.A.
Direction du Personnel
B.P. 8
94402 VITRY-SUR-SEINE CEDEX.

pour mieux s'informer 609.95.95

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur Méthodes Industrialisation

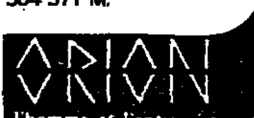
Découpe - Emboutissage - Soudage

VAL DE LOIRE

Des produits réputés en France et au-delà des frontières -et cela depuis longtemps, une Société pleine d idées et qui remue, investit, crée, développe, conquiert, une équipe de Direction jeune (30-37 ans), soudée, motivée et prompte à réagir, une ambiance de travail excellente et d'importantes perspectives de carrière offertes au sein de notre entreprise (1100 personnes) et du Groupe international dont nous sommes filiale. Agé de 29 ans environ, issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs à dominante mécanique, l'ingénieur Méthodes Industrialisation que nous recherchons sera placé sous l'autorité du Chef de l'Unité tôlerie. Il animera une équipe de 6 techniciens et sera responsable de l'industrialisation des nouveaux produits, de l'amélioration des process de fabrication des produits existants, de la gestion des importants investissements en cours et de l'étude de ceux à venir. Une première expérience dans les domaines découpe-emboutissage-soudage serait vivement appréciée. La rémunération envisagée est très motivante. Ce poste est à pourvoir en Val de Loire, à une centaine de kilomètres au Sud de Paris.

ORION, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis sous réf. 504 371 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

Senlis

Responsable des services administratifs et comptables

Participez à la réalisation de nos performances

Nous sommes une PMI de 270 personnes. CA 160 millions de francs, filiale d'un grand groupe industriel international, leader sur son marché.
Nous souhaitons accueillir dans notre équipe de Direction celui qui, d'une part nous procurera les documents chiffrés nécessaires à une gestion dynamique de notre outil de production et, d'autre part prendra en charge l'administration de notre société. Il aura d'entrée de jeu la mission de développer notre comptabilité industrielle et notre contrôle de gestion.
Vous avez nécessairement une première expérience industrielle dans un poste similaire, vous êtes diplômé d'une ESC, d'un IUT, ou similaire, vous avez le DECS complet, vous souhaitez trouver un cadre de travail motivant et des moyens d'action qui sont ceux d'un groupe puissant, n'hésitez pas à nous répondre.
De plus nous vous offrons la possibilité de vous procurer un logement agréable.
Vous pourrez avoir ultérieurement d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du groupe.

CP

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous réf. 25 M 116 à notre Conseil qui vous assure la plus totale discrétion. Mme GIACCHETTI CPA 3 rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

L'innovation technologique, c'est notre force !..

PAYMATEC

Notre division, créée récemment au sein du Groupe SCHLUMBERGER, s'est spécialisée dans des activités à très forte croissance et développe aujourd'hui des produits à technologie avancée : cartes à mémoires, systèmes de paiement électronique, systèmes de stationnement.

Leader mondial dans ce dernier domaine, nous recherchons des

Ingénieurs électroniciens
chefs de projet

afin de concevoir les produits de demain (hard et soft)

Diplômé d'une Grande Ecole, avec une première expérience, vous êtes motivé, dynamique, créatif et possédez un bon esprit d'entreprise

Ces qualités vous permettront d'évoluer rapidement au sein du Groupe

Si ce challenge vous tente, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à P. HARDY - Rue de Terre-Rouge - B.P. 1275 - 25005 BESANÇON Cedex - Tél. : (81) 51.21.21.

MEDIA BA

PAYMATEC
Schlumberger

WATERMAN Nantes

Cette société française est un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de qualité. Le site industriel (500 personnes) qui réalise l'ensemble des éléments constitutifs des produits comprend différents ateliers : moulage, usinage, traitement de surface, encres, montage... Dans sa recherche permanente de performances, cette unité s'est dotée de structures avancées, tant en gestion qu'en organisation.

RESPONSABLE MAINTENANCE ET SECURITE

Directement rattaché au Directeur Technique, il a pour mission globale d'assurer la maintenance et l'entretien de l'ensemble du parc machines, matériels et bâtiments de l'usine : un contexte industriel riche regroupant de nombreuses technologies, largement automatisé dans lequel il aura son mot à dire, en particulier pour la politique d'investissements. Il se verra déléguer l'entière responsabilité de la sécurité de l'établissement. Il en élaborera la politique et en gèrera le budget.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé électromécanicien ou généraliste, justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans un service entretien, travaux neufs ou génie industriel. La connaissance des automatismes sera un atout. Réf. M 7/023 DY

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

Directement rattaché à la Direction de Production, après une formation de terrain, il se verra confier à terme, une responsabilité en production, dans un secteur de l'usine.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un Ingénieur A & M ou équivalent, débutant ou justifiant d'une première expérience, pourvu qu'il possède une solide personnalité, le désir d'apprendre et de l'ambition.

Réf. M 7/023 DZ

JEUNE TECHNICIEN SUPERIEUR AUTOMATICIEN

Rattaché au Service Industrialisation, ses fonctions sont variées et s'exercent dans le domaine des automatismes programmables auprès du B.E. (machines spéciales), des fournisseurs (définition des machines et périphériques), des travaux neufs (mise en route sur site), et de la maintenance.

Nous souhaitons rencontrer un BTS automaticien ou équivalent, justifiant d'environ 5 ans dans un contexte automatisé. La connaissance du matériel SMC serait un atout supplémentaire.

Réf. M 7/023 EA

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. choisie, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE 15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes. ou **EGOR INDUSTRIE** 63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

média system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTRÉAL



PIERRE ET VACANCES, leader national de la promotion en immobilier de loisirs, recherche pour la station d'AVORIAZ,

RESPONSABLE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du Directeur, il sera chargé des travaux de VRD et d'équipements de la station (programmation, direction du Maitre d'Oeuvre, contrôle des travaux, suivi financier). Il traitera les contentieux de construction (responsabilité juridique, technique et financière). Il dirigera le suivi après-vente immobilier et il assurera le suivi financier des opérations immobilières achevées. Il sera responsable de la gestion financière, juridique et technique des commerces en location. Ce poste conviendrait à un homme jeune, dynamique et «accrocheur», ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience dans l'aménagement foncier et l'immobilier. Ce poste est à pourvoir à Avoriaz avec des déplacements au siège à Paris.
Ecrire sous référence 758 /M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche

JEUNE RESPONSABLE CENTRE DE FORMATION

(LYON)

Chargé gestion développement activité et animation équipe. Formation supérieure type ESC.

Expérience transport ou formation souhaitée.

Envoyer candidature + c.v. + photo sous référence 3 490 à MÉDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82



Haute-Savoie

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Cette entreprise française, en forte progression, se situe parmi les leaders des terminaux et systèmes téléphoniques.

SPECIALISTE DE L'ENVIRONNEMENT ELECTRIQUE ET ELECTROMAGNETIQUE

Futur responsable de cette cellule spécialisée, il prend en charge les études de surcharge électrique et de susceptibilité radio-électrique.
Une expérience confirmée d'études similaires en recherche et développement au sein de constructeurs radio, télévision, systèmes téléphoniques, etc... est demandée. réf. M 15/1061 P

SPECIALISTE TELEPHONISTE ET CONCEPTION CIRCUITS INTEGRES

Il met au point les techniques de pointe entrant dans le développement de terminaux de télécommunications très évolués.
Il possède une expérience confirmée du milieu considéré et/ou analogique et logiciel microprocesseur (orienté hardware). Une pratique dans le domaine traitement de signal est souhaitée.
C'est un spécialiste de la téléphonie qui a eu l'occasion de travailler dans le domaine de la conception de circuits intégrés. réf. M 15/1061 Q.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs électroniciens rapidement évolutifs (ENSERG, TELECOM, SUPELEC, EFREI...).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence choisie, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Chimie des Polymères

INGENIEUR CHEF DE ZONE EXPORT

Bilingue anglais **Voyages fréquents**

Le département produits chimiques de notre Groupe spécialisé dans les produits et additifs de pointe à forte valeur ajoutée exporte plus de la moitié de sa production.
Nous recherchons pour renforcer notre potentiel commercial un Ingénieur Chimiste, si possible diplômé de l'Institut Français du Caoutchouc ou de l'Ecole d'Application des Hauts Polymères ou ayant acquis par la pratique des connaissances équivalentes. Son rôle sera double, celui de conseil et d'interface technique avec nos agents et clients industriels et celui de négociateur de marchés importants. L'expérience des polymères et la pratique de la négociation à l'international seraient un atout supplémentaire.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 de 9 à 18 heures sous référence 155.
RH Conseil 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL 763 11 15

CONTESSE



engagée dans un programme de modernisation de ses établissements

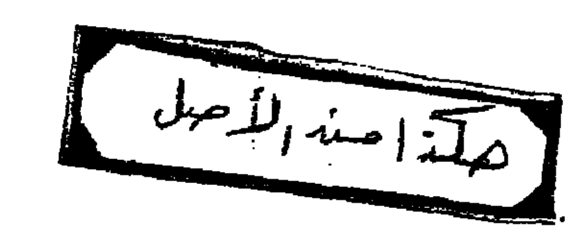
recherche

pour sa DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES GÉNÉRAUX située à ANNECY (Haute-Savoie)

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES CONFIRMÉ

- Formation grandes écoles.
- Expérience : 5 à 10 ans en ingénierie.

Envoyer c.v. et photo
à RÉGIE-PRESSE sous nº 304.881
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune ingénieur grande école

Responsable technique d'affaires - Industrie de pointe - Vallée du Rhône - Filiale de groupes français de tout premier plan, cette société (1400 personnes), leader mondial dans sa spécialité, met en œuvre des technologies de pointe très diversifiées dans les domaines de la mécanique et de la métallurgie, liés à l'industrie nucléaire. Pour assurer son développement, elle recherche un jeune ingénieur. Dépendant du responsable des productions, il prendra en charge la conduite de la réalisation d'une affaire importante sous les différents aspects : technique, délais, coûts, production, liaison technique avec la clientèle et les services commerciaux. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé grande école (Mines, Centrale...) possédant, de préférence, une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans. La réussite dans cette première fonction permettra à son titulaire d'accéder à des responsabilités plus importantes dans la société ou au sein des sociétés-mères. La connaissance de l'anglais parlé est nécessaire. La rémunération saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3887M.

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs débutants grandes écoles

Industrie de pointe - Vallée du Rhône - Filiale de groupes français de tout premier plan, cette société (1400 personnes), leader mondial dans sa spécialité, met en œuvre des technologies de pointe très diversifiées dans les domaines de la mécanique et de la métallurgie, liés à l'industrie nucléaire. Pour assurer son développement, elle recherche, pour deux de ses unités implantées dans la Vallée du Rhône, deux ingénieurs débutants. Ils se verront confier, après une période de formation, des responsabilités, soit dans la conduite d'unité de production, soit dans les services techniques. Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (Mines, Centrale, Sup'Aéro, ESE), à fort potentiel, motivés par une carrière évolutive dans des secteurs de pointe. La réussite dans les premières fonctions permettra aux titulaires d'accéder à des postes de responsabilités, soit au sein de ces unités, soit au sein des sociétés mères. La connaissance de l'anglais parlé est nécessaire. La rémunération saura motiver des candidats de valeur. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3886M.

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CREATION DE POSTE

FLORK PRODUCTION S.A.

Fabricant d'acides aminés pour l'industrie pharmaceutique (technique de pointe liée à un laboratoire mondialement reputé dans son domaine) recherche

responsable production

(salaire ouvert minimum 220 000 F).

L'expansion certaine de nos productions d'invention récente nécessite la création de ce poste. Les candidats doivent apporter une expérience de fabrication de chimie fine (8 ans minimum) et un grand esprit de rigueur.

Lieu de travail : Pontaumur proche de Clermont-Ferrand.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50190

Filiale d'un groupe industriel international leader sur son marché, nous sommes spécialisés dans la production et la commercialisation de pièces mécaniques de grande série. Nous recherchons un jeune

Contrôleur de Gestion

180 000 +

Sous l'autorité du Directeur Financier, il élabore les budgets et en contrôle le suivi. Il établit les situations mensuelles et assure le reporting. Il analyse les écarts et prépare les prévisions de résultats.

Diplômé de l'enseignement supérieur (gestion-finances), il a 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire en secteur industriel, avec éventuellement la pratique des techniques de gestion anglo-saxonnes.

Il parle couramment anglais. Ses qualités d'analyse et de synthèse sont particulièrement recherchées.

Le poste, basé dans une ville universitaire agréable du Centre Ouest, requiert des déplacements à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 38604 à Nicole Marichez TEG, 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

DESSEIN

The Executive Group (France Management) — *division de SYSTEMA*



DIRECTEUR GENERAL

145 000 F/an

Collaboratrice privilégiée du Directeur Général d'une société française, appartenant à un groupe de niveau international, elle sera responsable, en parfaite autonomie, de l'optimisation des moyens nécessaires au Directeur Général, en fréquents déplacements :

- gestion du planning et de la « logistique »,
- constitution et suivi des dossiers et de la documentation,
- préparation et organisation des relations extérieures.

Dotée d'une expérience significative dans une fonction similaire, elle a choisi d'investir beaucoup d'elle-même dans sa carrière, maîtrise parfaitement l'anglais, dispose d'une formation et d'une culture supérieures, et d'une disponibilité à la hauteur de ses ambitions.

Le poste est évolutif.

La rémunération envisagée correspond à notre niveau d'exigences.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, photo et prét. à LG Conseils - 18, r. E.-Delanglade - 13006 MARSEILLE.

MEDIA PA



GROUPE CGE

Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les Accumulateurs Alcalins, les Générateurs Spéciaux et les Piles à usage technique.

Nous participons activement au développement de secteurs d'activité de technologie avancée, communication, bureautique, électronique, aéronautique, spatial, ferroviaire et militaire.

Notre **Direction Technique Accumulateurs** (environ 80 personnes), basée sur notre site industriel de **BORDEAUX**, recherche dans le cadre du développement de nos activités.

LE RESPONSABLE DU GROUPE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Réf. A.16.33

De formation à dominante mécanique, vous avez une expérience d'au moins 5 ans en Bureau d'Etudes.
Vous prendrez en charge le Bureau d'Etudes et les Ateliers mécanique et électronique.
Vous réaliserez les pilotes et prototypes de l'ensemble des Groupes d'Etudes. Vous gérerez une vingtaine de personnes dont plusieurs techniciens supérieurs.

UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN (CENTRALE, ARTS & METIERS...)

Réf. A.7.16

Au sein du Groupe d'Etudes concevant des accumulateurs Nickel-Cadmium pour l'aéronautique et le ferroviaire, vous prendrez la responsabilité des études mécaniques.

UN JEUNE INGENIEUR ELECTROCHIMISTE (GRANDE ECOLE CHIMIE + THESE)

Réf. A.5.14

Dans le cadre du développement des accumulateurs alcalins, nous souhaitons renforcer le potentiel scientifique de notre service Recherche. Vous mènerez à bien les études dans ce domaine et suivrez les contrats d'études avec les milieux universitaires et scientifiques.

Si l'une de ces opportunités correspond à vos compétences et à vos motivations, merci de nous adresser un dossier de candidature sous la référence choisie à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 585.19.85

ENERTEC

Leader européen de la Mesure et de la Régulation, société du groupe Schlumberger, recherche pour sa Division électricité distribution à POITIERS

Assistant du responsable du personnel

Au sein d'une unité en pleine évolution technique et commerciale, il sera particulièrement chargé de :

- l'information interne,
- l'administration du personnel d'une filiale parisienne,
- la réorganisation de la paie et des aides informatiques,
- l'expression des salariés.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, débutant ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience ; il offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier - lettre manuscrite, CV, photo et prétentions - sous la référence M2, au Service du Personnel, ENERTEC, BP 23, 86361 Chasseneuil du Poitou.

ENERTEC Schlumberger

Lyon : devenez acteurs de notre redéploiement industriel européen

Nous avons toujours plus besoin de **spécialistes à fort potentiel** pour assurer la formidable réorganisation industrielle de nos lignes de produits en Europe : nous mettons en place un **système mondial de gestion informatisée** de production dans nos usines (12 en Europe).
Nous sommes en effet 23 000 dans le monde. Nous fabriquons en grande série des produits **électromécaniques et électroniques** destinés aux professionnels comme au grand public.
En France en particulier, notre structure industrielle de 1 200 personnes ouvre deux **opportunités valorisantes et de grand avenir** pour deux :

Ingénieurs A & M, INSA, ENI...+ gestion

A 30 ans environ, votre personnalité est **forte, ouverte et adaptable**. Vous êtes habités par la volonté constante de **faire progresser choses et gens** autour de vous. Votre connaissance de **l'outil informatique** et celle de **l'anglais** sont indiscutables. Après 4 à 5 premières années d'expérience industrielle (en moyenne ou grande série de préférence), nous vous attendons maintenant pour :

Développer les systèmes de gestion de production informatisée (réf. 245M)

Votre solide pratique principalement de la fonction **Ordonnancement/Gestion de Production** vous permettra de prendre en charge **l'optimisation de la logistique industrielle** et de mettre en place le KANBAN dans tous nos ateliers et le JUST IN TIME avec l'essentiel de nos fournisseurs. D'autre part, vous participerez à **l'élaboration et au développement d'ensemble** du système intégré unique pour toutes nos usines d'Europe.

Conduire les achats techniques et en développement (réf. 635M)

Votre pratique affinée de la négociation technique et commerciale à haut niveau, vous permettra d'être le dynamique **interface** entre, en amont, le BE, les méthodes, les sous-traitants et, en aval, les appros des usines en matière **d'outillage, moulages, emballages** (budget 150 millions).
Avec deux adjoints, vous oeuvrerez au sein d'une politique européenne caractérisée par un fort esprit **d'assurance-qualité** et **partnership** avec nos fournisseurs.

Si vous pensez avoir le profil de l'un de ces deux cadres de valeur que nous recherchons, envoyez (en précisant la référence appropriée) à François NICOLET, notre Conseil en Recrutement, une lettre manuscrite de motivation + votre CV + votre photo + votre rémunération actuelle. Il s'engagera avec vous en toute discrétion et vous recevra soit à Paris soit à Lyon.

arche conseil

14 rue Robert 69006 LYON.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL MATÉRIEL AGRO-ALIMENTAIRE

CLEXTRAL, 1er fabricant mondial dans le domaine de la cuisson extrusion bivis alimentaire réalise 90 % de son C.A. à l'exportation. Le marché est en développement.

Pour s'intégrer à une équipe commerciale dynamique, la société recherche un JEUNE INGÉNIEUR, pour promouvoir le produit et finaliser les ventes. Son activité l'amènera à effectuer des déplacements fréquents dans le monde entier.
La pratique de l'anglais est, bien entendu, indispensable, des connaissances en espagnol sont appréciées.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ENSIAA, ENSBANA, UTC, Université Sciences et Techniques de Montpellier. Poste basé à Firminy (42).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + Photo + lettre manuscrite), à CLEXTRAL, 1, rue du Colonel-Riez, 42701 FIRMINY.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pour **bâtir** ses projets **d'organisation** et **les réaliser**, le Département Achats de QUELLE, l'un des "grands" de la vente par correspondance a besoin de vous.

ingénieur diplômé

- Vous avez acquis une expérience de quelques années en milieu industriel, par exemple.
- Vous savez prendre des responsabilités et agir dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs.
- Vous savez dialoguer, quel que soit le niveau de la personne dans l'entreprise.
- Vous avez des aptitudes pédagogiques qui font de vous un "vendeur d'idées".
- Vous avez des connaissances informatiques (micro, méthode d'analyse...) qui vous permettent d'être un interlocuteur qualifié de nos informaticiens.

De nombreuses évolutions seront possibles dans l'entreprise.

Lieu de travail : ORLEANS.

Envoyer rapidement C.V., photo et prétentions, sous référence 800 à QUELLE SA - Direction du Peronnel Claude FRATER - B.P. 100 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS Cedex

Organisation et Publicité

GROUPE SAUPIQUET

Vous nous connaissez comme
LEADER NATIONAL DE LA CONSERVE

avec 3.500 personnes, 10 usines, nous réalisons 2 milliards de francs de CA et notre nom, c'est vrai, est synonyme de réussite et de progrès. La performance, la participation et l'innovation sont trois valeurs essentielles de notre politique sociale et humaine. Fidèles à leur développement, nous recherchons aujourd'hui pour notre

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

RESPONSABLE ETUDES ET SYSTEMES DE REMUNERATION

En collaboration avec le Chef du Service Central du Personnel et, en liaison avec nos 10 établissements et notre service informatique, vous devrez concevoir, proposer, animer :
- l'optimisation des traitements et procedures de gestion administrative du personnel,
- leurs développements sur informatique,
- les systèmes de rémunération et de qualification.

Diplômé d'une ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE ou DE GESTION vos compétences et votre implication personnelle, alliées à une première expérience vous permettront une évolution vers des responsabilites élargies au sein de notre Groupe. Basé à NANTES, vous effectuerez des missions de courte durée dans nos établissements en France.

Merci de nous adresser lettre man., C.V., photo, prétentions au Service Emploi Formation SAUPIQUET - B.P. 949 44075 NANTES Cedex

Organisation et Publicité

SOURIAU

Souriau recherche pour sa Division connecteurs «circuits imprimés» et SUB D en pleine expansion (matériel international à forte concurrence) le

RESPONSABLE DE SON DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT

Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes (cadres, projeteurs dessinateurs et techniciens). Il assurera : la définition technique, l'élaboration et le développement des produits d'audience internationale y compris la mise en place des outillages et des moyens de production et ce, en étroite liaison avec le Commercial et la Production.

Homme d'idées et de réalisation, sachant mener de front plusieurs projets, le candidat que nous recherchons sera de formation supérieure (ENSAM, ou INSA de Lyon ou ENSM etc). Il aura une expérience d'au moins 5 ans en mécanique de précision dans l'industrie de série et aura exercé des responsabilités de même niveau.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions au Service du Personnel - SOURIAU et Cie - RN 23 - 72470 CHAMPAGNÉ.

DESSEIN

Un grand groupe chimique français recherche pour sa filiale spécialisée dans l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE PLASTIQUE

INGENIEUR

Pour lui confier la fonction
DEVELOPPEMENT TECHNIQUE ET COMMERCIAL

Ingénieur chimiste ou Mécanicien ayant environ 5 ans d'expérience industrielle dans les films plastiques, les adhésifs, l'impression et la définition d'emballages souples alimentaires.
Goût des contacts. Déplacements fréquents. Anglais apprécié.
Le poste est à pourvoir dans le Nord de la France.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 8254 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85

SPRAGUE FRANCE

COMPOSANTS ELECTRONIQUES
à TOURS (900 personnes)
recherche dans le cadre du développement de ses activités

2 ingénieurs électroniciens

formation ESEO, ISEN, ISEP...

1) EQUIPEMENTS DE TESTS
condensateurs Tantale.
3 à 5 années d'expérience en étude et fabrication d'appareils de tests spécifiques contrôlés par micro-ordinateurs.
Vous serez responsable d'une équipe d'une douzaine de techniciens, assurant également le dépannage et la calibration des appareils de mesure.

2) SERVICE QUALITE
Composants spéciaux.
2 à 3 années d'expérience souhaitées en composants magnétiques (transformateurs, lignes à retard, filtres,...). Vous serez responsable du Service Contrôle Qualité et devrez posséder un grand sens de l'organisation.
Vos facultés de négociation avec les clients et à l'intérieur de l'unité seront un atout majeur pour la réussite dans ce poste.

POUR CES DEUX FONCTIONS L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE.

Veuillez nous adresser votre candidature avec c.v., photo et prétentions en précisant le poste choisi sous réf. M 15 à SPRAGUE FRANCE Service du Personnel B.P. 143 - 37001 TOURS Cedex.

SPRAGUE
LA MARQUE DE FIABILITÉ

AXIAL publicité

LA VILLE DE BELFORT
(Agglomération de 80.000 habitants)

recherche pour son Antenne d'Information : un responsable chargé :
- de la définition et de la mise en œuvre d'une politique touristique ;
- de l'animation et de la coordination des activités localisées dans cette Antenne : Bureau d'Information Jeunesse, Centre X 2.000, Information municipale et touristique.

Profil : qualification dans le domaine du Tourisme, minimum BAC + 2, expérience souhaitée (salaire annuel 110.000 F +).

Les candidatures sont à adresser à M. le Maire de la ville de Belfort - Hôtel de Ville 90000 BELFORT.

---

le chef de groupe de projets informatiques

dont notre banque du Sud-Est a besoin.

Ingénieur, vous êtes chef de projets dans le tertiaire ; vous souhaitez élargir vos compétences et vos responsabilités.

Dans notre direction des études (70 p.), venez animer plusieurs chefs de projets et leurs équipes pour la conception et la réalisation d'applications bancaires et de gestion, dans un environnement IBM haut de gamme intégrant des techniques informatiques de pointe.

Devenez l'un des moteurs de nos techniques informatiques et bancaires ; votre progression chez nous ne s'arrêtera pas là...

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 1052 LM), à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS



hutchinson

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3 MILLIARDS DE F. PAR AN
rech. pour son Département
TRANSMISSIONS
LEADER en EUROPE pour les COURROIES DE TRANSMISSION (POLY V) en électro-ménager et dans l'AUTOMOBILE

Négociateur techn.-commercial CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE

France + Europe (sf RFA)

Basé à TOURS ou à PARIS et Adjoint du Responsable Produits TRANSMISSIONS, il est CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS CHEZ LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE EUROPÉENS (sauf R.F.A.) : vente très technique (BUREAUX D'ÉTUDES et Sces ACHATS).
Interface clients - Usine de Tours

HOMME DE L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
- JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN (ou niveau) PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS (abs. indispensable)
- Ayant l'EXPÉRIENCE DE L'ÉTUDE ET DE LA VENTE NÉGOCIÉE DE COMPOSANTS AUX CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES EUROPÉENS
- HOMME DE TERRAIN très disponible 2 jours à Tours / 3 j. chez Constructeurs

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8220 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SIERNICE

VOTRE TEMPERAMENT D'ENTREPRENEUR NOUS INTERESSE !

Notre groupe, 1 500 personnes, 7 unités de fabrication dont une aux U.S.A., est en progression constante sur un marché porteur : fabrication de composants électroniques pour télécommunications, téléphonie, informatique, aérospatiale.
Afin de poursuivre nos objectifs de développement nous souhaitons intégrer au sein de notre établissement situé sur le littoral Sud, un

CHEF DE DIVISION

En liaison étroite avec le directeur opérationnel, sa mission sera de définir et mettre en œuvre la politique de développement de l'unité dont il aura l'entière responsabilité.

De formation ingénieur, vous êtes un gestionnaire rigoureux, homme de communication et d'innovation. Les perspectives d'évolution et la rémunération seront fonction de votre talent et de vos compétences.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. 308 / 85 à :



IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13286 MARSEILLE Cedex 6

IS CONSEIL *PARIS - LYON - MARSEILLE*

BESNIER

Premier Groupe Laitier privé
(5 000 personnes - 40 Unités Industrielles - 5 milliards C.A.)
recherche pour travailler au sein de sa Direction Technique un

contrôleur de gestion industrielle

courroie de transmission dans le domaine de la Gestion Industrielle entre la Direction Technique et les Directions d'Usines, il devra d'une part préparer et améliorer les objectifs des Unités Industrielles avec un souci permanent de rationalisation et d'informatisation des données et des résultats, d'autre part, contrôler les résultats et les coûts en collaboration avec les Directeurs d'Usine et la Direction Technique.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune « gestionnaire » doté de bonnes connaissances techniques dans le domaine laitier ou pouvant les acquérir rapidement, et ayant acquis une première expérience professionnelle.
Des connaissances informatiques seront appréciées.

Nous pouvons offrir à un candidat dynamique de valeur, de véritables possibilités de promotion dans une Entreprise en forte expansion et pratiquant de manière systématique le développement et la promotion des hommes.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à notre Service Relations Sociales, 10, rue Adolphe Beck - 53000 LAVAL.

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

URGENT. Conseil régional

Recherche un(e) attaché(e) de presse.
Expérience et références exigées.
Contacts avec presse nationale indispensables.

Ecrire Monsieur le Président du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon, 20, rue de la République, 34000 Montpellier.

LA VILLE DE VENDOME
(Loir-et-Cher)
18 500 habitants, recrute :
- Attaché ou rédacteur inscrit sur la liste d'aptitude ou mutation.
  Sera chargé des affaires foncières – droit des sols – opérations d'aménagement – réglementation administrative.
  Date limite des candidatures : 25 mai 1985.
- Un(e) sous-bibliothécaire, titulaire du CAFB option discothèque pour assurer l'élaboration et la mise en service de la nouvelle discothèque.

Adr. c.v., photo et copie diplôme à Monsieur le Maire, hôtel de ville, 41100 VENDOME.

IUT de TOURS
29, rue du Pont-Volant
37023 TOURS CEDEX

recherche pour ouverture

TECHNICIEN COMMERCIALISATION AGRO-ALIMENTAIRE

Docteur ingénieur ou ès-sciences, expérience en recherche et développement biotechnologies agro-alimentaires. Enseign. : génies, biochimie et microbiol. agro-alim., contrôle de qualité. Possibilité de recherche disponibilité et contacts avec les entreprises.

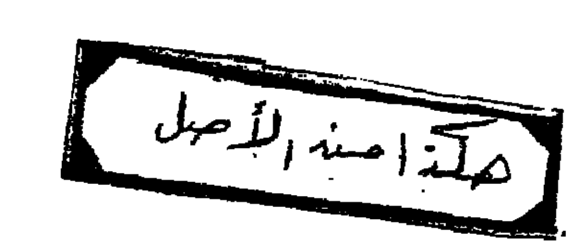
Jeune société faisant partie d'un groupe important
recherche dans le cadre de son expansion

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

RÉGION SUD – RÉGION PARIS
pour la commercialisation d'instrumentation scientifique

- Connaissance de l'anglais.
- Formation : électronique, informatique.
- Expérience vente 2 à 3 ans.

Envoyer lettre manuscrite et c.v. + photo à :
MARTEC, B.P. 72, 78530 BUC.



cegos

Premier groupe européen indépendant de Conseil et de Formation

Ingénieur commercial

Un challenge pour un "pro" de la vente de prestations de services à haut niveau

Des moyens importants sont à sa disposition (statistiques, fichiers informatiques...) pour dynamiser les actions de promotion et développer la clientèle. Il sera en permanence à l'écoute des clients pour adapter, faire évoluer et/ou créer de nouveaux produits pour "coller" en permanence à la demande du marché. Il animera la force de vente (Paris - Lyon - Nantes) et il assurera personnellement la responsabilité des grands comptes.
Ce poste convient à un homme pragmatique, négociateur et organisé ayant le goût et les aptitudes pour assumer seul des responsabilités importantes. Il aura acquis au cours de sa vie professionnelle une très bonne connaissance du tissu industriel français et des réalités de l'entreprise. Rémunération motivante : fixe important + intéressement. Lieu de travail : Boulogne Billancourt.
Veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé et photo, rémunération souhaitée, sous-référence 73768/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

L'AIR LIQUIDE

Leader mondial dans le domaine des Gaz Industriels
25 000 personnes dans 55 pays recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

FRANCE - EUROPE - USA
POUR SA DIVISION TECHNIQUES AVANCEES

basée à **GRENOBLE** et qui réalise des équipements cryogéniques de haute technologie.
Il développera les ventes vers les Universités, les Centres de Recherches et les Entreprises Industrielles.
Diplômé d'une **GRANDE ECOLE D'INGENIEUR**, il aura une expérience d'au moins 5 ans à dominante technico-commerciale.
L'Anglais courant est indispensable.
La connaissance de l'Allemand est un atout supplémentaire.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à CONSILIA
5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (4e étage).

CONSILIA
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

CONTESSE

Jeune cadre administratif & financier HF

Pour seconder le PDG d'une entreprise performante

Nous sommes une société spécialisée dans l'importation et la distribution d'articles de bonneterie et de confection, nous réalisons des collections qui sont fabriquées dans divers pays d'Extrême-Orient, d'Europe de l'Est et du pourtour méditerranéen. Nous distribuons ces collections auprès des principales centrales d'achat dont nous nous sommes attaché la clientèle depuis plus de 15 ans. Nous connaissons depuis plus de 10 ans une très forte expansion. Nos effectifs : 50 personnes, notre CA HT est supérieur à 150 millions de Francs. Le PDG de cette société recherche pour le seconder activement un collaborateur jeune, dynamique, de très bon niveau de formation supérieure, école de commerce, option : finances-comptabilité, ayant une expérience de 4 à 5 ans dans des fonctions analogues, acquises dans une société commerciale de moyenne importance et si possible une bonne pratique de la comptabilité. Les missions qui lui seront confiés seront très variées : Direction de sa comptabilité facturation (10 pers.) - du service informatique (IBM 36) - mise au point des procédures administratives permettant le fonctionnement harmonieux des différents services - surveillance et négociation de tous les frais supportés par la société, recrutement éventuel du personnel d'exécution. La réussite dans ce poste nécessite de bien appréhender les objectifs et les préoccupations de l'équipe en place. Lieu de travail : PARIS.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous réf. 73766/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

Publival

sélé CEGOS

Ressources Humaines - Paris

RESPONSABLE «LOGISTIQUE ET TABLEAUX DE BORD»

Constituée d'une trentaine de sociétés indépendantes, de taille et de nature différentes, cette division de l'un des premiers groupes industriels européens, emploie 11 000 personnes dont 2 000 cadres.
La direction du personnel et des affaires sociales de la division a pour principale mission la gestion de tous les personnels des différentes sociétés.
Elle recherche aujourd'hui son responsable «Logistique et Tableaux de Bord».
Directement rattaché au directeur des ressources humaines, il définit, organise et met en oeuvre les procédures, tableaux de bord et autres données nécessaires à la gestion du personnel dans la division.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de type DESS gestion de personnel, grande école de gestion ou maîtrise de sciences économiques.
Une expérience dans l'analyse et le traitement de l'information serait un plus.
Ce poste représente un véritable tremplin pour accéder à des fonctions plus opérationnelles à l'intérieur de la division ou du groupe.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 28/668 L, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

groupe tests publications

Venez rejoindre l'équipe de... L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

Vous êtes déjà utilisateur d'un micro-ordinateur, et vous avez également un regard curieux et critique sur le micro-informatique d'aujourd'hui et de demain.
Nous vous proposons, au sein d'un équipe jeune et dynamique, un poste de

REDACTEUR HF

où vous pourrez développer vos aptitudes personnelles, participer à l'élaboration d'une revue leader dans un groupe de presse très important. Merci d'adresser lettre man., CV détaillé et prétentions sous référence 1119/M à Michèle RUDLOFF - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS

Dans le cadre de ses prévisions de gestion des Ressources Humaines

Groupe de Caisses de Retraite

Siège à PARIS

recherche

pour Région parisienne et province

CADRES DE GESTION

Administration ou Relations extérieures

capables de mobilité et souhaitant bénéficier de possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Compte tenu du niveau des responsabilités proposées, une formation supérieure est hautement souhaitée.

— Cadres confirmés de 35-38 ans.

Expérience professionnelle secteur administration d'entreprise plus particulièrement orienté vers :

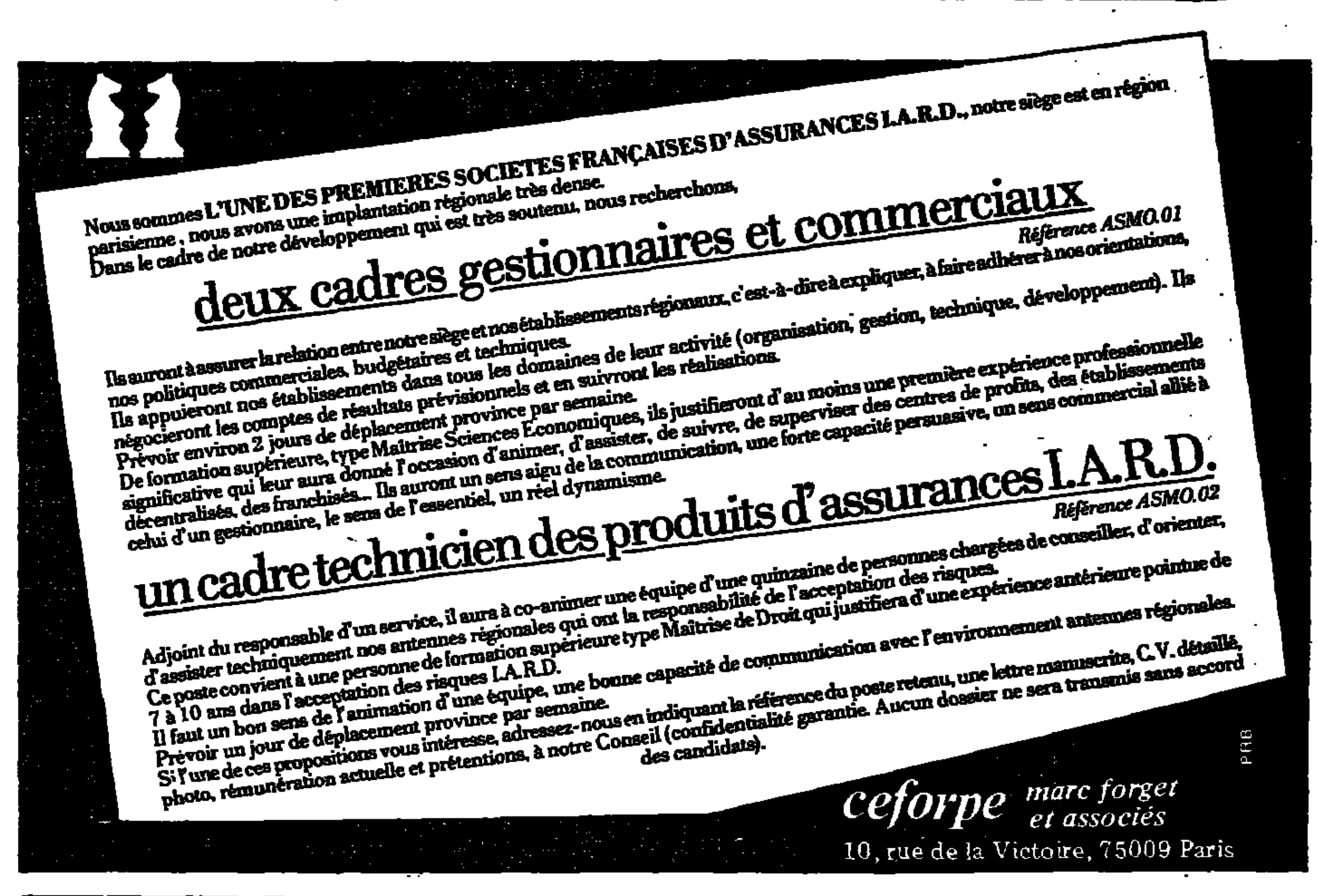
- travail administratif avec contacts extérieurs,
- gestion faisant appel à des procédures informatiques.

— Cadres ou collaborateurs expérimentés de 30-35 ans.

Etudes supérieures + expérience à dominante juridique et comptable.

La rémunération proposée sera fonction de l'expérience et de la qualification des candidats. Importants avantages sociaux.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à RÉGIE PRESSE sous nº 304.670 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.


Nous sommes L'UNE DES PREMIERES SOCIETES FRANÇAISES D'ASSURANCES I.A.R.D., notre siège est en région parisienne, nous avons une implantation régionale très dense.
Dans le cadre de notre développement qui est très soutenu, nous recherchons,

deux cadres gestionnaires et commerciaux
Référence ASMO.01

Ils auront à assurer la relation entre notre siège et nos établissements régionaux, c'est-à-dire à expliquer, à faire adhérer à nos orientations, nos politiques commerciales, budgétaires et techniques.
Ils appuieront nos établissements dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement). Ils négocieront les comptes de résultats prévisionnels et en suivront les réalisations.
Prévoir environ 2 jours de déplacement province par semaine.
De formation supérieure, type Maîtrise Sciences Economiques, ils justifieront d'au moins une première expérience professionnelle significative qui leur aura donné l'occasion d'animer, d'assister, de suivre, de superviser des centres de profits, des établissements décentralisés, des franchisés... Ils auront un sens aigu de la communication, une forte capacité persuasive, un sens commercial allié à celui d'un gestionnaire, le sens de l'essentiel, un réel dynamisme.

un cadre technicien des produits d'assurances I.A.R.D.
Référence ASMO.02

Adjoint du responsable d'un service, il aura à co-animer une équipe d'une quinzaine de personnes chargées de conseiller, d'orienter, d'assister techniquement nos antennes régionales qui ont la responsabilité de l'acceptation des risques.
Ce poste convient à une personne de formation supérieure type Maîtrise de Droit qui justifiera d'une expérience antérieure pointue de 7 à 10 ans dans l'acceptation des risques I.A.R.D.
Il faut un bon sens de l'animation d'une équipe, une bonne capacité de communication avec l'environnement antennes régionales.
Prévoir un jour de déplacement province par semaine.
Si l'une de ces propositions vous intéresse, adressez-nous en indiquant la référence du poste retenu, une lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions, à notre Conseil (confidentialité garantie. Aucun dossier ne sera transmis sans accord des candidats).

PRB

ceforpe *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris

ROCHE

PRODUITS « ROCHE »
recherche pour son Département de Recherche Clinique à Neuilly S / Seine (92)

biostatisticien

En collaboration étroite avec les médecins de notre Département de Recherche Clinique et l'équipe statistique de biométrie de notre maison mère, vous aurez pour mission :
— de participer à l'élaboration de protocole d'essais thérapeutiques et des feuilles d'observation,
— de traiter les données recueillies au cours des essais,
— de rédiger la partie statistique des rapports d'études.

Le poste nécessite un travail d'équipe avec les médecins du Département de Recherche Clinique et un dialogue avec le Département Informatique de notre siège, les essais thérapeutiques impliquant une utilisation intensive de l'outil informatique.

En conséquence, vous devez :
— être titulaire d'un diplôme d'études supérieures,
— avoir de solides connaissances en statistiques médicales et en informatique,
— avoir une grande aisance dans les contacts humains.

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département du Personnel - Produits ROCHE
52, bd du Parc - 92521 NEUILLY S / SEINE Cedex.





NEC

NEC Electronics (France) S.A.
Société Anonyme au Capital de 2.000.000 F

Tour Chenonceaux
204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres
92516 Boulogne-Billancourt France

Tél. : 609.90.04
Télex : Necef 203544 F
Télécopieur : (1) 620.63.80

Technical and Design Center

A PPLICATION ENGINEERS

G ATE-ARRAYS

He will be in charge, in addition to the technical support of Gate-Arrays (training of our sales team, technical presentation at customers' side...) of the development of these products in application laboratory.
Due to the important technical responsibility, one year experience of hardware design in electronic laboratory is required.

S IGNAL PROCESSING

He will be responsible for the technical support and applications development on the following products :
- signal processing,
- speech synthesis and recognition,
- telecommunications products.
He should have a detailed knowledge of signal processing and micro-processors.
This is a new position.

The candidates should be graduate electronic engineers. Good technical english is necessary. Send C.V., salary required to Madame HELLEQUIN - NEC ELECTRONICS FRANCE S.A. - Tour Chenonceaux - 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT.

hsd juridique et fiscal

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche des

juristes fiscalistes DEBUTANTS

Les candidats auront une formation supérieure acquise à l'université (DESS - DEA) ou dans les écoles de commerce. Un diplôme comptable complémentaire (DECS) serait apprécié. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les perspectives d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à Annick GILLAS - H.S.D. Juridique et Fiscal, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense 2.

Adjoint au Directeur Recherche et Développement

Cette société de grande réputation (plusieurs filiales dans le monde) fabrique et vend des produits de consommation durables «grand public». Elle connait actuellement un fort développement dans le domaine des loisirs et à ce titre elle souhaite renforcer sa structure en créant la fonction d'Adjoint au Directeur Recherche et Développement.

Appelé à évoluer très rapidement au sein du département, l'Adjoint anime et dirige une équipe de techniciens aussi passionnés que spécialistes.

En liaison étroite avec la Direction Marketing, il conçoit et réalise les produits nouveaux et fait évoluer la gamme existante. Il met en place les outils de gestion moderne nécessaires à l'amélioration des performances du département (micro-informatique, D.A.O....).

D'une manière générale, il développera des méthodologies de travail en groupe (analyse de valeur, analyse de problème) destinées à améliorer la communication avec les autres départements de la société.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de très bonne formation supérieure (IDN, ENSAM, ENSI...) possédant une expérience industrielle (4 ans minimum) réussie, acquise en Recherche et Développement et ayant une bonne maîtrise de la gestion moderne des nomenclatures. La nature des produits à la charnière de la mode et des loisirs implique d'être motivé par les questions d'esthétique industrielle et de posséder un esprit créatif. Le candidat sera appelé à jouer un rôle important. De sa réussite dépendra son évolution rapide à un poste de Management.

Poste situé à 1H30 de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 38304M à Nicole Le Breuilly - TEG, 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

DESSEIN



Chimie/Pétrochimie

Développez votre carrière dans un groupe international

Cette entreprise fait partie d'un puissant groupe de dimension internationale et possède de nombreuses implantations industrielles en France et à l'étranger.

Elle couvre trois grands secteurs : la chimie de base, la chimie fine et de spécialités ainsi que les matières plastiques et leur transformation. Dans le cadre de son développement elle recherche, pour la France, plusieurs ingénieurs spécialisés dans la MAINTENANCE des INSTALLATIONS.

LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

D'une unité industrielle de 600 personnes. Répondant au Directeur de l'usine, il a la charge du service Travaux Neufs et Entretien pour les aspects études et réalisation en mécanique, chaudronnerie, électricité, mesure, contrôle et régulation. Il gère son budget et anime son équipe en coordination avec la fabrication (polymères). Réf. M 5/1350 A.

3 INGENIEURS DEBUTANTS

Intégrés à une Equipe Entretien Maintenance, ils ont la responsabilité d'opérations de maintenance préventive et d'interventions planifiées d'entretien dans le secteur qui leur est confié. Réf. M 10/1350 D.

2 INGENIEURS EXPERIMENTES CHIMIE ET PETROCHIMIE

Répondant au Chef des Services Techniques, il prend en charge les opérations de maintenance d'un secteur Chimie ou Pétrochimie. Il est responsable d'un important budget et anime son équipe en coordination avec la fabrication, le bureau d'études et le service inspection. Réf. M 5/ 1350 B.

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs diplômés (ECL, ENSAM, ICAM, HEI, IDN, ENSM...). Pour les postes A et B une expérience de 7 ans environ d'intervention sur des unités de production dans les domaines cités est exigée.

La mobilité géographique, de fonction ou de secteur dans le groupe permet une évolution de carrière intéressante et un enrichissement personnel et professionnel.

Ces postes et ce groupe vous intéressent ? Merci de nous adresser un C.V. complet, photo et rémunération annuelle actuelle sous la réf. choisie à :

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES STRASBOURG-TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger recherche

Responsable d'un groupe d'études

Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance destinés au secteur aéronautique et spatial.

L'ingénieur que nous recherchons est diplômé d'une grande école. Il est attiré à la fois par l'électronique, l'informatique et la mécanique de précision. Il est muni d'une bonne culture générale scientifique e maîtrise l'anglais.

Il a su faire preuve, au cours d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans, de créativité et de capacité de management.

Il sera chargé de diriger un groupe de développement de nouveaux produits, de 25 ingénieurs et techniciens.

Il devra :

- assurer le bon déroulement des études en délai, résultat technique, coût de développement et prix de revient du produit final.
- constituer la référence technique de l'activité (notamment vis-à-vis du commercial, du marketing et de la production).
- consolider les équipes subordonnées et assurer la formation des jeunes chefs de projets.
- participer à la définition de la stratégie de l'activité.

Le poste est basé à Vélizy.

Nous offrons de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international.

Adresser CV et prétentions sous réf. 4079 au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

en forte croissance (3 Milliards de F. de C.A.) crée un poste supplémentaire d'

AUDITEUR INTERNE

MISSION :

- assurer le contrôle financier des filiales dont il a la responsabilité, en veillant notamment à la fiabilité des informations de gestion ou de caractère comptable, financier ou fiscal.
- participer à la mise en place d'un système de procédures comptables et de contrôle interne, développer et améliorer les procédures existantes.
- contrôler seul ou au sein d'une équipe, l'application et le bon respect de ces procédures.
- assister et conseiller le service comptable des filiales.

PROFIL :

De formation supérieure (finance, gestion), le candidat aura une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes et aura de très solides compétences en comptabilité (élaboration de bilan, révision et audit).

Le poste est basé à PARIS et nécessite de fréquents déplacements.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 86867 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX



AXIAL publicité

Ingénieurs Informaticiens ou Automaticiens

vous avez 2 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle mini micro temps réel.

CERCI INDUSTRIE

vous propose d'exploiter au mieux vos capacités

Tél. à Nicole Viaud les 17, 18, 19 avril 85 de 9h à 19h au 877.51.33

CERCI - Direction du Personnel -56 rue Roger-Salengro 94126 Fontenay sous Bois Cedex.



Responsable du laboratoire central

A 40 ans, vous alliez harmonieusement ces trois composantes nécessaires pour prendre en charge la gestion de notre laboratoire central en région parisienne.

Physico-chimiste de haut niveau, avec une expérience reconnue dans l'agro-alimentaire, vous possédez une capacité de réflexion et d'action qui vous autorise à assurer le contrôle de qualité, à mener une activité de recherche ainsi que résoudre des problèmes ponctuels de production et à former les intervenants.

Vos connaissances et votre aisance dans les contacts tant en France qu'à l'étranger (essentiellement en langue anglaise et parfois en allemand ou espagnol) vous permettent de participer au développement de notre technologie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. CIBRON
12, rue Joseph-Beghin - 59239 THUMERIES.

Béghin Say

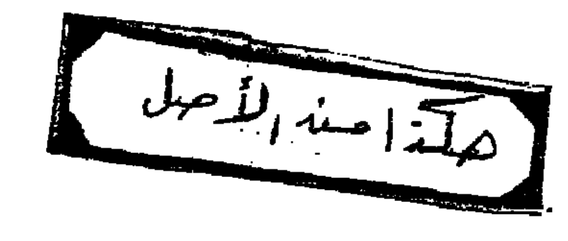
MEDIA PA

Importante banque secteur national
recherche pour ses succursales de Paris et Province

EXPLOITANTS «CLIENTELE PARTICULIERS»

pour conseils en gestion d'épargne, de patrimoine et de valeurs mobilières :
● Classe IV - V ● Expérience acquise dans des fonctions similaires (au moins 5 ans). ● Aptitude au travail en équipe. ● Goût pour les contacts et la démarche. ● Goût de la réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris en précisant sur l'enveloppe la référence 8486.



هكذا منذ الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Grands projets nationaux et internationaux en informatique industrielle

SSII recrute pour PARIS et LYON

Diplômés gde école

(X, Télécom, Centrale, Supélec, ENSIMAG,...)
1 à 5 ans d'expérience temps réel sur matériel Bull Sems, Digital,...;
- aptitude à la direction de projets et au Conseil.

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. *Réf. 4034*

Ingénieurs

- 1 à 3 ans d'expérience,
- maîtrisant parfaitement DOS/VSE, CICS et les bases de données...
- parfaitement bilingues.

Ces postes nécessitent des déplacements fréquents à l'étranger. *Réf. 4035*

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence choisie en indiquant la ville qui vous intéresse à CORI, Service Recrutement, 6, rue Daru 75008 Paris.

cori
CONSEIL ET REALISATION EN INFORMATIQUE

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique — Publival

MCDONNELL DOUGLAS

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS recherche pour ses activités ordinateurs, logiciels et services récemment implantées en France, un

CONTROLLER

Rattaché au Directeur Administratif et Financier ; il assurera au niveau du groupe le reporting et la coordination comptable.

Si vous avez :
— un diplôme d'une grande école de commerce (HEC ou équivalent) ;
— un DECS ;
— et deux ans au moins d'expérience auprès d'un grand cabinet d'Audit anglo-saxon ;

nous vous offrons de rejoindre une équipe jeune dans une société en pleine expansion.

Envoyer CV + lettre manuscrite à E. BOUILLOT MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS S.A. 106, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

chef de projet informatique,

formez-vous aux valeurs mobilières (titres, bourse...)

Une grande banque spécialisée dans les financements internationaux et l'ingénierie financière (Paris-Opéra) poursuit la rénovation de ses applications autour d'une architecture IBM/MVS et vous propose de conduire, dès l'origine, la refonte de tout ce qui concerne le traitement des valeurs mobilières.

Vous vous imprégnez de l'existant tout en vous formant aux valeurs mobilières puis débutez la conception en liaison étroite avec les utilisateurs de la Direction Financière en faisant œuvre d'organisateur. Vous conduisez ensuite la réalisation puis veillez à la mise en place. Ce vaste projet s'étale sur trois ans et l'équipe va comprendre jusqu'à 10 informaticiens.

Ingénieur GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE (3e cycle), vous avez acquis en 3 à 5 ans, votre première expérience en conduite de projet dans une affaire du tertiaire et souhaitez piloter de A à Z un grand projet pour donner votre pleine mesure et acquérir au passage un solide savoir-faire bancaire.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4601 LM).




ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



COMPAGNIE GENERALE de PRODUCTIQUE

Filiale de la C.G.E. notre société, 500 personnes, a acquis un renom international pour la fourniture "clés en mains" d'ensembles complets de stockage et de manutention intégrant structures, engins, automatismes, informatique.

Dans le cadre du plan productique C.G.E., nous développons conjointement avec d'autres sociétés du Groupe une nouvelle activité et recherchons pour :

la Vente d'Etudes et de Logiciels Industriels

le Responsable des Ventes

Chargé de mettre en place notre réseau de vente *productique*, il dirigera et animera l'équipe des ingénieurs commerciaux, spécialistes en gestion, conduite et automatisation de la production.

Nous confierons cette responsabilité à une personnalité affirmée : Ingénieur de formation, justifiant d'une expérience réussie dans une fonction similaire (encadrement de technico-commerciaux pour la vente d'ordinateurs ou de logiciels industriels).

Le poste est basé Paris. (Réf. PV/84 M)

des Ingénieurs Commerciaux

Il devront étudier les problèmes d'automatisation de la production et mettre en place **les logiciels de gestion de la production** et de systèmes de communication d'atelier.

Ingénieurs de formation, ils ont acquis une expérience de la vente d'ordinateurs ou de logiciels industriels.

Les postes sont basés à PARIS, LYON, NANCY et ORLEANS.

(Réf. PC/85 M)

La rémunération sera fortement motivante et les possibilités d'évolution seront réelles pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Danielle AUGE en précisant la référence du poste choisi.





Filiale française d'un groupe multinational, notre forte croissance nous amène à renforcer notre Direction financière et à pourvoir à notre siège d'Aulnay sous Bois (93) les deux postes suivants :

Contrôleur Budgétaire

Le titulaire de cette fonction, nouvellement créée, sera particulièrement chargé de l'établissement des budgets, des estimations trimestrielles, de l'analyse des écarts et des études économiques ponctuelles. Il aura à utiliser régulièrement l'anglais.

Ce poste conviendrait à un cadre diplômé, ayant le sens des chiffres et auquel une première expérience professionnelle aura donné de bonnes bases comptables. (Réf. 1155 M)

Chef des Services Comptables

Cette position est rendue vacante par une promotion du titulaire actuel. Elle comporte, à la tête d'une dizaine de personnes, la responsabilité de la comptabilité générale de deux sociétés, ainsi que le reporting comptable à la Direction du groupe.

Ce poste conviendrait à un cadre confirmé de niveau DECS, ayant une bonne pratique de l'anglais et, de préférence, une expérience en comptabilité anglo-saxonne. (Réf. 1156 M)

Pour ces deux postes, une rémunération attractive est prévue, et d'intéressantes perspectives d'évolution à terme existent en fonction de nos prévisions d'expansion.

Envoyez votre CV sous la référence du poste choisi aux consultants chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

PLEIN CADRE

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre du développement de ses activités RADARS MILITAIRES

INGENIEURS grandes écoles

ENSEM, ENST, ESE, DOCTORAT ou équivalent

pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

1) Etudes théoriques. *réf. A*
- très bon niveau mathématiques
- connaissances souhaitées en analyse spectrale moderne.

2) Etudes et réalisations *réf. B*
- expérience de plusieurs années en circuits numériques et VLSI
- bon niveau mathématiques.

Pour ces 2 postes :
- goût de l'analyse
- travail en équipe
- anglais lu
- nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

Pour vendre ses nouveaux grands ordinateurs AS XL 60 et AS XL 80 annoncés le 11 mars 1985,

NATIONAL ADVANCED SYSTEMS

Division de National Semiconductor et leader sur le marché des ordinateurs compatibles IBM

Recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS SYSTÈMES (400 000 F +)

Nous souhaitons rencontrer des candidats, ou candidates, de niveau études supérieures, ayant déjà l'expérience de la vente, aimant se réaliser pleinement et « non assistés ». Leur principale qualité est de savoir obtenir rapidement des résultats concrets.

Ces candidats seront amenés à traiter des dossiers importants, demandant rigueur, imagination et compréhension des problèmes liés à l'évolution d'un grand centre informatique. Ils sauront orchestrer le soutien actif d'une équipe technico-commerciale très compétente. Ils devront tisser des relations de confiance avec leurs clients dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Nous leur offrons une grande autonomie et une rémunération attractive au sein d'une entreprise très dynamique, ambitieuse et dotée de la stabilité nécessaire.

Voiture de fonction fournie.

Veuillez adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à Madame Mourgand, National Advanced Systems, 11, boulevard Pershing, 75017 Paris (757-31-65).

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

ingénieurs produits

ayant une expérience d'au moins 5 ans en génie logiciel.

Des qualités de contact et de dialogue seront des atouts majeurs pour réussir dans la diffusion de nos ateliers de génie logiciel basés sur UNIX - exécutifs temps réel - produits d'intelligence artificielle (LISP - PROLOG).

A terme, ces postes pourront évoluer vers des responsabilités techniques, commerciales ou de marketing en fonction des motivations des candidats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2063 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (280 MF de C.A., 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

Nous sommes correspondant de
Touche Ross International
et nous recherchons

Consultant informaticien de haut niveau

Nous vous demandons:
- *une formation X, Centrale, Mines ou Supelec*
- *4 à 6 ans d'expérience (en Cabinet ou en Entreprise) en informatique*
- *une solide maîtrise des moyens et grands systèmes, ainsi que des logiciels de base.*

Nous vous offrons de larges opportunités:
- *de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires,*
- *d'acquérir des méthodes adaptées aux exigences des entreprises performantes.*
- *de contribuer au développement rapide de son activité conseil en informatique.*



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ORG/85/02 à Serge AUDOUIN
TR Consultants *185, avenue Charles de Gaulle B.P. 223 - 92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.*

GERANT DE PORTEFEUILLES



Au sein de la Direction Financière du Groupe, vous participerez à la gestion des portefeuilles d'obligations françaises et des SICAV.
Ce poste nécessite un diplôme de l'enseignement supérieur de type Grande Ecole de Commerce, IEP Paris ou l'équivalent, ainsi qu'une première expérience de 2 ou 3 ans du marché obligataire français.
Lieu de travail PARIS 9ème.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. LM/E7 - GAN Emploi & Carrières 2, rue Pillet-Will 75448 PARIS CEDEX 09.

Compiègne



LA BISCUITERIE NANTAISE, première filiale européenne du Groupe GENERAL MILLS, occupe une position de leader sur de nombreux créneaux.
Son développement constant est dû notamment à un appareil de production des plus performants en Europe, et à une importante politique d'investissements. Dans ce contexte évolutif, elle renforce ses équipes

JEUNE RESPONSABLE GESTION INDUSTRIELLE

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il a pour mission de mettre en place le système d'information de gestion industrielle, en respectant les procédures du siège. Il élabore les analyses d'écart et prépare le reporting aux services centraux. Il prend en charge et développe les outils de gestion du site et collaobre étroitement avec l'ensemble des services.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou du DECS, justifiant d'une première expérience de gestion industrielle de 3 à 5 ans acquise en milieu informatisé, et si possible en PMI.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7/950 H, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Morselet - 44000 Nantes

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

Une opportunité pour un — *Paris*

Ingénieur à la fibre commerciale :

vendre des équipements de haute technologie pour l'industrie

HAY FRANCE

Filiale d'un des plus importants groupes français, notre société a acquis une très grande notoriété dans le domaine des équipements et installations techniques permettant une gestion rationnelle de l'énergie.

Suite à une mutation interne, nous voulons confier la responsabilité commerciale des régions parisienne et normande à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans, ayant occupé des fonctions technico-commerciales chez un « ensemblier » ou dans une société d'ingénierie. Une connaissance des industries alimentaires, pharmaceutiques ou métallurgiques serait appréciée.

Si l'esprit d'initiative, le sens du contact et l'enthousiasme sont vos qualités dominantes, alors vous trouverez dans notre entreprise l'occasion de les mettre en valeur.

Pour saisir cette opportunité, adressez votre candidature, s/réf. 4122/LM, à notre Conseil qui l'examinera confidentiellement.

Jacques Guyon
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

Une action commerciale de qualité pour un marché exigeant.

INGENIEUR COMMERCIAL

Mini-Informatique

Nous sommes un grand constructeur informatique international couvrant une gamme très complète de matériels et de services.
L'une de nos Divisions développe notre action commerciale mini-informatique auprès des partenaires que sont les ingénieries, les intégrateurs, les SSII.
Pour participer à l'atteinte de ses objectifs ambitieux (400 MF en 1985), elle recherche un Ingénieur Commercial de haut potentiel.
Il prendra en particulier la responsabilité du suivi de grands comptes parisiens et nationaux, avec une large autonomie.

De formation grande école d'Ingénieur, il a acquis, en 5 ans de vie professionnelle, une connaissance approfondie de l'informatique technique et de l'action commerciale dans ce domaine.
Ses qualités de communication alliées à ses solides compétences techniques lui permettent d'évoluer rapidement au sein de notre organisation.

Le niveau de rémunération, lié aux résultats, est de nature à intéresser des professionnels de haut niveau.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 25874 AA, à :

EGOR INFORMATIQUE
19 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Pour participer à une gestion financière... et industrielle performante

La Direction Administrative et Financière d'un Groupe français (C.A. : 5 milliards, 5 500 personnes), de premier plan, coté en Bourse, vous propose de devenir, rapidement, son

Chef des services comptables

250 000 F +

Appelé à contrôler l'ensemble de la Comptabilité, votre effort portera sur l'évolution du Plan Comptable du Groupe et les traitements informatiques, la fiscalité, et une certaine approche de la gestion financière.
Ceci dans une perspective d'analyse de l'activité et de suivi des engagements de la Société. Jeune ESC (Finances-Comptabilité), ou professionnel de la comptabilité (minimum DECS), vous exercez votre activité depuis plus de trois ans dans une entreprise industrielle à établissements multiples, et souhaitez vous réaliser pleinement.
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous réf. C/GFI/LM.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

ETOILE
Cabinet de Conseil en Ressources Humaines
recherche

ASSISTANTE DE CONSULTANT SENIOR

Elle assure son secrétariat personnel, ceci implique le suivi des dossiers, les contacts avec les clients et les candidats.
Ce poste s'adresse à une jeune femme rigoureuse et organisée, désireuse de s'impliquer dans du secrétariat varié. Elle possède une expérience significative (3/5 ans), le goût des contacts et une bonne présentation. Elle est disponible rapidement.
Tickets restaurants, primes, 13e mois.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 29 EG 85, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Je suis un professionnel de la Banque. *J'ai l'expérience terrain en agence, je suis à l'aise avec tous types de clientèle (PME, PMI, Artisans, Commerçants, Particuliers).*

Je recherchais un poste évolutif, des contacts avec les clients, dans une Banque dynamique et régionale. **J'ai téléphoné** *à Gérard Place, au* 16.3.460.61.00, *Responsable du recrutement à la Banque Populaire de la région Ouest de Paris.* **J'ai pris rendez-vous.**

Je commence le mois prochain comme **Exploitant Bancaire** *sur la région Ouest de Paris.*

Vous me ressemblez, faites comme moi !

Banque Populaire
9, avenue Newton - 78183 Saint Quentin Yvelines

FAGOR ASPES

Deux marques espagnoles, leaders du secteur électroménager et jouissant d'une bonne implantation en France, recherchent :

UN RESPONSABLE RÉGIONAL DES VENTES, A PARIS

- Il dépendra de la Direction Commerciale et aura la responsabilité de la gestion des ventes pour Paris et la Région Parisienne, et disposera d'un fort degré d'autonomie.
- Une bonne expérience commerciale du secteur électroménager est nécessaire, ainsi que d'être effectivement introduit dans le marché régional.
- La connaissance de l'Espagnol sera prise en compte.
- La rémunération sera négociée en fonction du niveau professionnel du candidat.

Les personnes intéressées sont priées d'écrire, joignant un c.v. détaillé à : ULARCO, departemento de seleccion, APDO.67, Mondragon-Guipuzcoa (Espagne).

Banque nationale à taille humaine
renforce les équipes d'exploitation de ses unités parisiennes

et recherche

Exploitants H/F

Classes V à VII

pour prendre en charge et développer un portefeuille de clientèle entreprises (réf. 100) ou de clientèle privée (réf. 101)

Une expérience d'au moins 3 années fortement orientée vers la prospection vous permet aujourd'hui de vouloir en mesurer les résultats dans une structure dynamique et soucieuse de favoriser le travail en équipe. Cette expérience s'appuie sur une formation de base supérieure (École, université ou diplôme bancaire).
L'évolution de votre carrière professionnelle au sein du groupe dépendra certes de vos souhaits mais surtout de vos résultats et de l'ensemble des qualités techniques et humaines que vous aurez pu développer.

Merci d'adresser votre c.v. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence) à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

De l'informatique... à l'audit interne

De formation supérieure (ingénieur, grande école de commerce ou de gestion, IAE, MIAGE...), vous êtes, après une première expérience positive, un informaticien compétent et responsable de projets dans une entreprise ou une grande SSII.

Vous cherchez aujourd'hui à valoriser votre acquis et à élargir votre champ d'action, tout en mettant à profit votre rigueur et votre sens relationnel.

Le CETELEM, leader européen du crédit à l'équipement du particulier, filiale du Groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE, vous propose de rejoindre son équipe d'audit et de contrôle interne.

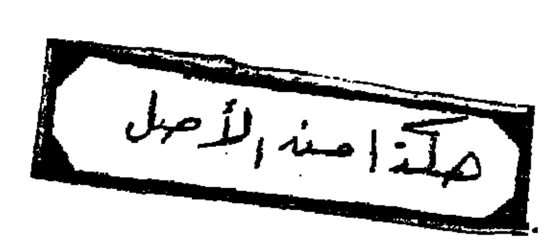
Votre mission sera double :
- concevoir la démarche et les procédures informatiques de contrôle (applications, système, réseaux...),
- contribuer avec les autres membres de l'équipe, d'origine plus financière ou opérationnelle, à des missions variées, dans un réel climat d'échange et de développement des compétences de chacun.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 557, à Jean MOREL - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, av. Kléber - 75116 PARIS.

cetelem

groupe de la compagnie bancaire

MEDIA BA



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON SEMICONDUCTEURS

RESPONSABLE DES ÉTUDES INFORMATIQUES

PARIS - THOMSON SEMICONDUCTEURS (6 000 personnes) joue un rôle de premier plan dans les micro-processeurs et les mémoires. Sa forte croissance l'amène à concevoir et mettre en place un nouveau système informatique de gestion commerciale couvrant une dizaine de sites en France et ses filiales étrangères réparties dans le monde. La société recherche un RESPONSABLE DES ÉTUDES INFORMATIQUES.

Dans ce cadre, il aura la responsabilité de la mise en œuvre du projet sur l'ensemble des sites, notamment dans les filiales étrangères. Il dirige une équipe de 14 personnes dont 6 ingénieurs.

Ce poste convient à un ingénieur informaticien très confirmé, maîtrisant la langue anglaise, ayant déjà l'expérience de la direction et de la mise en place d'un projet temps réel en gestion commerciale dans un contexte international (IBM - CICS/DL1). Intéressantes possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe pour des candidats de valeur. Le salaire sera à la hauteur de la compétence du candidat. Poste à pourvoir très rapidement.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence L 016, à Henri BOUET, **Sema-Sélection – Sema-Metra** – 16/18, rue Barbès, 92126 Montrouge.

HAVAS CONTACT



VOUS êtes **diplômé** de l'enseignement supérieur ou de la formation bancaire I.T.B.

avez une **expérience** de 3 à 4 ans de l'approche des PME, PMI ce qui a conforté votre sens du risque

avez le goût du conseil, de la négociation, de la formation

NOUS sommes une **Banque Régionale**, implantée dans 5 départements de l'**Ouest de Paris**, structurée en Directions Régionales

vous offrons d'occuper la fonction **"Engagements"** auprès d'un Directeur Régional auquel vous serez directement rattaché

Ensemble nous ferons carrière

Envoyer C.V., photo et prétentions à B.P.R.O.P.
9 avenue Newton - 78183 Saint Quentin Yvelines
Direction des Relations Humaines (sous réf. C.C.) à l'attention de Gérard PLACE.

DANS LE CADRE D'UN GRAND PROJET DE BUREAUTIQUE INTÉGRÉE, UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RECHERCHE :

UN ASSISTANT BUREAUTIQUE HF

De formation supérieure (niveau BTS-DUT), vous avez prouvé votre aptitude aux contacts à l'organisation et à la rédaction, dans une fonction de correspondant informatique ou d'utilisateur averti d'outils bureautiques (messagerie, tableur, traitement de texte).

A partir d'un cahier des charges, vous préparerez et conduirez la mise en place des moyens physiques et des procédures d'organisation.

Vous assurerez la formation et le suivi technique des utilisateurs.

Vous participerez aux essais et choix de nouvelles solutions.

Poste basé à La Défense.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + lettre manuscrite) sous réf. 81462 à HAVAS CONTACT - 1, PLACE DU PALAIS-ROYAL - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

SFENA

Société de 2800 personnes, dont 650 ingénieurs et cadres, grand équipementier aéronautique et spatial, constructeur de tests automatiques et constructeur informatique. Notre CA dépasse 1,2 Milliard de Francs dont 50% à l'exportation. Nous recherchons pour notre division SFENA Informatique

2 Ingénieurs logiciel

Vous aurez à assurer la conception et le développement d'une famille de systèmes d'exploitation sur micro-ordinateurs et des logiciels de base associés. Il vous sera demandé une bonne expérience professionnelle des systèmes d'exploitation et des compilateurs. Réf. 614.

Vous participerez à la conception et au développement de logiciels de télétransmissions à caractère réseaux (notamment réseau transpac). Ce poste peut convenir à un débutant motivé par ce domaine. Réf. 615.

Ces 2 postes s'adressent à des candidats de formation grandes écoles (option informatique) ou DEA informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence choisie à Sfena Gestion des Cadres Aérodrome de Villacoublay - BP 59 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

diriger l'activité O.E.M...

SONY. Une nouvelle activité va être créée au sein de SONY FRANCE : la vente en O.E.M. de différentes lignes de produits concernant l'enregistrement optique, magnétique et magnéto-optique. Nous recherchons le collaborateur capable de diriger ce centre de profit. Celui-ci, en fonction de l'analyse des besoins du marché français, sélectionnera les produits adaptés et assurera leur commercialisation : il est responsable pour la France des objectifs de vente et de marge ; il définit la politique commerciale de la France, en liaison avec le Directeur de l'activité O.E.M. pour l'Europe. Ce poste convient à un diplômé d'école d'ingénieur (électronique de préférence), ayant une expérience de vente de produits électroniques ou informatiques sur le marché de l'O.E.M. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le poste basé à Paris nécessite des déplacements en R.F.A. et au JAPON.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous la référence 467.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Disquaire et mélomane top-niveau :

Créez votre espace musique.

Orchestrez-le et créer l'évènement. Vous disposerez de 450 m2, une belle surface de vente, et de moyens que seul, un groupe de distribution peut vous offrir : publicité, appui logistique, structure dynamique. A vous d'apporter vos idées et votre savoir-faire. Tout est à réaliser, vous aurez les coudées franches.

Par contre, vous devez avoir presque dix ans d'expérience, connaître parfaitement ce milieu, animer vos produits - la musique classique et moderne - Et puis, allier vos talents d'acheteur et de gestionnaire à la pratique de l'animation des hommes et des ventes.

Si cela vous tente, sachez que votre mission menée à bien, vous pourrez développer des projets de plus grande envergure encore, au sein de notre entreprise.

Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe le n° de réf. 3616 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

HAVAS CONTACT

un auditeur senior basé à Paris attiré par une carrière internationale

Vous avez 3 ans minimum d'activité en Cabinet d'audit avec, si possible, une première expérience en entreprise ; vous maîtrisez l'anglais. L'audit interne (pris dans son sens le plus large) vous paraît un excellent tremplin pour accéder à des responsabilités opérationnelles.

C'est le challenge que vous propose l'une des premières affaires françaises de commerce international implantée sur les 5 continents. Vous travaillez en tandem sur tous pays, toutes natures de mission (vous vous déplacez 5 à 6 mois par an par périodes de 3 à 4 semaines) et suivez sur le terrain vos préconisations.

Vous prenez ensuite la Direction Administrative et Financière dans une des entreprises de notre groupe (nous sommes fortement implantés en Afrique).

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4605 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



FILIALE DU GROUPE HACHETTE, 400 personnes, nous achevons le renouvellement complet de notre outil de production fortement informatisé et à la pointe de la technologie en la matière (investissements : 150 MF)

Ceci nous conduit à réétudier nos processus de fabrication et donc à

Créer la fonction méthodes

Répondant au Directeur Technique, et en étroite collaboration avec un Cabinet spécialisé chargé de cette étude, vous développerez celle-ci, en assurerez la mise en œuvre et le suivi.

Jeune ingénieur diplômé, une première expérience, dans un poste équivalent ou de production, a développé votre goût pour l'organisation.

Vous désirez à présent accroître votre autonomie et intégrer un groupe offrant de réelles possibilités d'évolution.

Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait apprécié pour ce poste basé en grande banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence C/CFM/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

MEDIA PA

La Compagnie Générale d'Informatique, au premier rang des SSII françaises par ses résultats et son développement, recherche un

Ingénieur commercial

pour promouvoir les activités en expansion constante de Conseil et d'Ingénierie d'une Direction opérationnelle de plus de 200 personnes, dont les interventions de haut niveau s'effectuent au sein d'entreprises situées principalement en région parisienne.

Le candidat retenu sera chargé d'établir et d'entretenir des contacts avec les directions de l'organisation et de l'informatique, et bénéficiera de l'appui des responsables d'activité pour mener à terme les négociations contractuelles.

Une formation supérieure et une première expérience technique et commerciale, de 2 à 3 ans, seront très appréciées.

Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo d'identité sous référence 41/4851, à
D. JAMET, CGI, 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.



Pour faire face à son développement

La S.N. LE BOZEC et GAUTIER recherche

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Responsable de ventes d'équipements aéronautiques de circulation de fluides, France et Export.
- Le candidat, âgé d'au-moins 30 ans, de formation type ENSI Hydraulique de Grenoble, ICAM Lille, aura une expérience en milieu industriel, si possible aéronautique.
- Déplacements fréquents de courte durée ; bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser lettre-candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à : S.N. LE BOZEC et GAUTIER - 11, rue Paul Bert - 92400 Courbevoie.

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ

recrute pour le CENTRE DE RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT de sa division CHIMIE ORGANIQUE situé dans la région de COMPIÈGNE

1 INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE

Le candidat aura déjà des connaissances dans la formulation des adhésifs thermofusibles.

Il sera chargé des problèmes de recherche et de développement de ces polymères, et plusieurs années d'expérience dans l'animation d'équipes de laboratoire composées d'ingénieurs et de techniciens sont indispensables.

Ce poste d'avenir pour lequel l'ANGLAIS est indispensable et l'ALLEMAND souhaité amènera l'intéressé à intervenir dans son domaine auprès de nos filiales françaises et étrangères.

Adresser c.v. et prétentions sous références Th n° 1 865 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

IMPORTANTE INSTITUTION FINANCIERE PARIS

recherche pour son département Produit et Développement

un chargé de mission HF

de formation HEC, ESSEC ou équivalent à orientation marketing.

Le cadre recherché pourra être débutant ou avoir acquis pendant 4 ou 5 ans, dans une entreprise petite ou moyenne, l'une des expériences suivantes :
— marketing et commercialisation,
— financement.

Il participera, au sein d'une équipe, à l'élaboration et à la mise en place de produits financiers destinés aux entreprises.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite, à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 3611 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



Recherche pour faire face au développement rapide de son groupe "Techniques Avancées", spécialisé dans les missions de conseil de haut niveau en informatique, plusieurs

INGÉNIEURS CONSEILS DÉBUTANTS

- Jeunes diplômés de Grandes Écoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa, HEC, ESSEC, ESCP...).
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

INGÉNIEURS CONSEILS EXPÉRIMENTÉS

- Diplômés de Grandes Écoles, ayant 2 ou 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils...).
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

- La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAO, systèmes temps réel, bureautique, traitement de l'image, robotique...).
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international, au sein d'une équipe jeune.
- Une formation intensive aux Etats-Unis.

Envoyer C.V. avec photo à : Jean-Claude GUEZ, ARTHUR ANDERSEN ET CIE, Tour Gan – Cedex 13, 92082 PARIS-LA DEFENSE 2.

IBM - MOYENS SYSTEMES PRODUITS FINANCIERS.

Société de conseil recherche, pour ses besoins propres et ceux de ses clients

ORGANISATEUR PERSONNELS D'ETUDES

DIPLOMES ETUDES SUPERIEURES + expérience exigés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à

MFD CONSULTANTS
74, rue du fbg St-Antoine
75012 PARIS

Nous sommes une société française, leader dans son domaine, commercialisant des matériels destinés à une très nombreuse clientèle industrielle. Nous recherchons le

DIRECTEUR COMMERCIAL

D'UNE DE NOS DIVISIONS.

Vous définirez et mettrez en œuvre, avec l'équipe de vente que vous animerez, les politiques marketing et commerciales. Vous assurerez les négociations d'achats et d'approvisionnements de vos produits, tant en France qu'à l'étranger.

Dépendant de la Direction Générale et bénéficiant du support technique et administratif de la maison mère, vous agirez avec beaucoup d'autonomie et disposerez d'un personnel compétent et expérimenté. Pour réaliser ces objectifs, vous devez être diplômé de l'enseignement supérieur commercial, être âgé d'environ 35 ans, parler couramment anglais et avoir une très bonne expérience du marketing industriel et de l'animation d'un réseau de vendeurs qualifiés. La nécessité d'être présent sur le terrain vous amènera à vous déplacer (25% du temps environ). Nous vous proposons une rémunération attractive, pouvant être assortie d'un intéressement à la progression des ventes, ainsi qu'une voiture.

Adresser votre curriculum vitae sous référence 2137 M à Bernard MANGOU

SEARCH
17 rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

ASSCOM

Un important groupe français de pharmacie et de parapharmacie connait un fort développement et renforce ses structures fonctionnelles en créant la fonction

CADRE DE PERSONNEL
"ETUDES ET GESTION PREVISIONNELLE"

En position d'adjoint du Directeur du Personnel, agissant en tant que consultant interne, vous initierez et mènerez à bien les études concernant les outils d'une gestion sociale évoluée (paie, structure de rémunération, qualifications, suivi des carrières, etc...) dont ce groupe entend se doter. Vous en suivrez l'application sur le terrain et élargirez vos fonctions en amont (préparation des recrutements) et en aval (relations sociales), devenant ainsi le partenaire et le conseiller écouté et recherché des hiérarchies par la pertinence et la qualité de vos prestations, garantes du climat social des différentes sociétés.

Cette fonction très évolutive ne peut convenir qu'à un *cadre de formation supérieure à dominante juridique, rompu depuis 4 à 7 ans à la pratique en entreprise de méthodes de gestion sociale modernes et efficaces,* et désireux d'élargir ses compétences en devenant à terme chef de file dans la définition des politiques d'un groupe dépassant le millier de personnes, implanté dans une agréable ville universitaire, capitale régionale.

Adresser votre curriculum vitae sous référence 4119 M à Joël BERNARD

SEARCH
206 rue Vendôme 69003 LYON

Le Président d'une société française, située à Paris, spécialisée dans la représentation (domaine des biens d'équipement) de puissants groupes industriels européens, recherche son

SUCCESSEUR

Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle pouvant intéresser un ingénieur (mécanique de préférence) d'environ 35 ans, trilingue français/allemand/anglais (ou tout-au-moins bilingue), sachant négocier des contrats à haut niveau, aimant se battre pour enlever des affaires, habitué à voyager et à ne pas être comptable de son temps et capable d'assurer une saine gestion de son activité. Bien que toute forme de collaboration puisse être envisagée il est souhaitable que ce dirigeant soit en mesure d'investir à court terme un certain capital.

Le Président actuel apportera toute son assistance commerciale et technique jusqu'à la cession effective de l'affaire à son successeur.

Les candidats intéressés sont priés de présenter leur offre et leurs suggestions, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé sous référence 2135 M à à Bernard MANGOU

SEARCH
17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

ASSCOM

BANQUE

de moyenne importance mais connaissant une forte croissance des capitaux gérés, recherche un

SPECIALISTE
DES OPERATIONS ET MONTAGES FINANCIERS

Agé d'environ 30/35 ans, de formation supérieure, il aura une expérience confirmée, acquise dans les services financiers d'une banque.

Il sera notamment opérationnel en ce qui concerne :
- les placements sur les marchés financiers (monétaire et obligataire),
- les montages d'opérations financières adossées au marché des capitaux pour le compte de banques ou d'institutionnels,
- la maîtrise du développement de nouveaux instruments financiers (ECU - CDN - Marché à terme...).

Rémunération très attractive, fonction de l'expérience et en partie liée aux résultats (intéressement significatif).

Adresser votre curriculum vitae sous référence 2136 M à à Bernard MANGOU



17 rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

CONSEILLER JURIDIQUE

Spécialisée dans le domaine de la **régie publicitaire** (audiovisuel), notre PME emploie actuellement 160 personnes, se situant ainsi parmi les leaders de la profession. Elle recherche un **CONSEILLER JURIDIQUE** pour assister son SECRETAIRE GENERAL et prendre en mains la vie administrative de l'entreprise.

Particulièrement confirmé en droit des sociétés et en droit du travail, il interviendra dans des missions très variées ayant trait à de nombreux domaines (préparation et mise au point de prises de participation en France et C.E.E., conseils d'administration, assemblées générales, contentieux, etc...).

Sur le plan du personnel, il aura pour principale tâche de superviser et contrôler l'application de la législation et il agira également en tant que conseil. Une expérience confirmée en tant qu'attaché juridique ou juriste d'affaires est impérative, soit en entreprise, soit en cabinet. Ce poste très complet, l'amènera à effectuer quelques déplacements en province et C.E.E. Le salaire, réparti sur 13 mois, est agrémenté du statut cadre, ainsi que de nombreux avantages sociaux.

Christine d'AUBIGNY, chargée de ce recrutement, attend vos candidatures s/réf. 333 M à **VALENS CONSEIL RECRUTEMENT** 59, rue de Richelieu 75002 PARIS.

TRÈS IMPORTANT ORGANISME FINANCIER PUBLIC

recherche pour une de ses filiales spécialisée en Immobilier

juriste H/F

chargé(e) pour ce qui concerne leur aspect juridique de la négociation des nouveaux contrats et des baux en cours; il (elle) sera en outre responsable du contentieux.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) de 30 ans minimum, de formation supérieure en Droit (Maîtrise), disposant de plusieurs années d'expérience, de préférence en Cabinet Immobilier ou en Etude Notariale.

La rémunération, non inférieure à 180 000 F. sera fonction des compétences, et assortie d'avantages divers.

Les possibilités d'évolution dans le Groupe sont réelles et importantes.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions, sous réf. H172 à

PAJ Conseil
8, avenue de Camoëns,
75016 PARIS

Lion Publicité

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT



nimateur bureautique

Laboratoire français, nous sommes la filiale du groupe pharmaceutique américain SCHERING-PLOUGH CORPORATION. Pour notre **Département Systèmes d'Information**, nous recherchons un **animateur bureautique**.

Chargé d'assurer la coordination et le support des développements bureautiques, votre mission comportera des aspects de conseil et de support **technique aux utilisateurs des outils bureautiques** : systèmes de traitement de textes et micro-ordinateurs intégrant le texte, les données, les graphiques et les outils de communication.

En outre, votre activité couvrira l'**élaboration des plans de développement (hardware et logiciels), la mise en place des nouveaux outils et la formation des utilisateurs.**

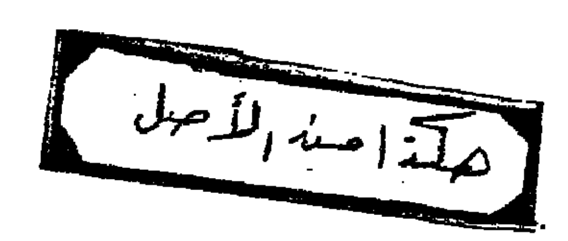
Le poste nécessite :
- un niveau Ingénieur complété par une première expérience micro-informatique.
- une volonté de formation personnelle importante et une grande disponibilité pour l'assurer.
- la connaissance de l'anglais.
- Une expérience pédagogique sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. 8501/LM, à



Laboratoire UNILABO
Département Recrutement
92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET Cedex

MEDIA PA



Ingénieur analyste

Conduisez ou participez au développement d'applications de gestion dans une grande entreprise.
Vous interviendrez depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en exploitation. Vous vous aiderez le cas échéant d'applications déjà existantes.
Pour réussir dans cette activité vous utiliserez votre connaissance des grands systèmes IBM sous MVS-IMS-DL 1, et votre expérience d'au moins 3 ans dans la fonction depuis votre sortie d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion.



Prenez contact en adressant votre C.V. à :
Alain GIRARD - SOPAD/NESTLE,
Service Recrutement
17 Quai du Pdt Paul Doumer
92411 Courbevoie Cédex.

NESCAFÉ · mousline · MAGGI · Nestlé CRUNCH · Bolino · CHEF · NESCAFÉ · mousline · MAGGI

SNPE INGENIERIE

recrute pour
son département «Ingénierie de Sécurité»

INGENIEUR

Au sein d'une équipe, il sera chargé de calculs de structures résistantes aux explosions, particulièrement des questions informatiques (développement de logiciels scientifiques).

Sa formation travaux publics (ETP - ECP - ECL - AM - INSA - etc...) et un ou deux ans d'expérience en informatique scientifique seront les atouts majeurs.

Ecrire avec photo et prétentions à
SNPE CE - Service du Personnel
209/211, rue de Bercy
75585 Paris Cedex 12

X - MINES - CENTRALE - HEC...

Vous avez une première expérience

Etudiez nos projets futurs

La Banque La Hénin, banque de dépôts spécialisée dans le financement de l'immobilier, crée au sein de sa Direction Financière une cellule
ETUDES PROSPECTIVES.
Intégrés à cette cellule, vous serez le vecteur de notre développement de demain.
Vous étudierez de nouveaux projets visant à diversifier notre activité, en tenant compte des contraintes de réalisation et de rentabilité.
30 ans environ, vous avez participé avec succès à l'étude et à la mise en place de grands projets à l'aide d'outils économétriques et informatiques, et vous êtes attiré par l'activité bancaire.
Votre personnalité ouverte et très adaptable, votre sens de l'analyse et de l'innovation, votre goût du travail en équipe, vous offriront des possibilités de carrière très diversifiées (siège ou réseau) qui vous permettront d'accéder rapidement à des postes de direction.
Merci de nous adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous référence M 15 :

LA HENIN Banque COGEFIMO
BANQUE LA HENIN
La Banque-orchestre de l'immobilier

Service Recrutement
16, rue de la Ville l'Evêque
75008 PARIS

Crédit National

recherche
pour son Département des Prêts

CADRES FINANCIERS

Ils posséderont :

- Un diplôme d'une Grande Ecole de commerce, de Sciences Po ou de l'Université (sciences éco - gestion).
  Une formation d'ingénieur serait en outre appréciée.
- Une expérience professionnelle de quelques années acquise dans une entreprise industrielle ou commerciale.
- Du dynamisme, le goût des contacts et le sens de la rigueur.

Après une période de formation au siège social à Paris, ils seront chargésa d'instruire — dans une des douze délégations régionales du CREDIT NATIONAL — les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

CONTESSE

APV EVREUX

Filiale française d'un groupe multinational spécialisé dans les matériels et les installations pour industries alimentaires, pharmaceutiques et chimiques, recherche :

Ingénieur technico-commercial

pour son département industries alimentaires.
Diplômé ENSIA, ENSAIA, ENSBANA.

Vous avez 30 ans environ, l'expérience des industries de la viande et de la boulangerie, vous parlez et écrivez l'anglais.
Ce poste implique des déplacements fréquents en France et à l'Etranger.

Merci de nous adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : Société APV - BP 684
27006 EVREUX Cédex.

pmp

BANQUE PRIVÉE

Paris 8e
recherche pour son
EXPLOITATION INTERNATIONALE FRANCE
(Clientèle grands exportateurs français)

ADJOINT D'EXPLOITATION

Classe V minimum

Le poste :
- Gestion des comptes de sociétés (crédits, dépôts et placements).
- Étude de la situation financière des sociétés et des risques pris par la Banque.
- Assistance à la prospection et à la négociation des opérations de commerce extérieur (court et moyen terme import et export).

Le candidat :
- Formation supérieure ou supérieure bancaire (ITB, CESB).
- **Expérience bancaire indispensable** d'au moins 5 ans (études de risques sur sociétés françaises et prospection).
- Anglais courant.
- Expérience complémentaire des opérations de financement du commerce extérieur appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 10997 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

un assistant de gestion pour une direction marketing HF

Notre Division, filiale d'un important groupe multinational est spécialisée dans la commercialisation de produits de chimie fine.

Son Directeur recherche UN ASSISTANT DE GESTION qui sera chargé d'apporter son concours aux différents Responsables de Marketing dans les domaines suivants :
— études de marchés :
vous réaliserez des études spécifiques.
— budgets :
vous serez chargé du suivi et du contrôle des budgets.
— informatique :
vous développerez des projets de micro-informatique pour les utilisateurs de la Division.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés d'Etudes Supérieures de Commerce (ESSEC, ESCP), ouverts au dialogue, créatifs, familiarisés avec la micro-informatique et désireux à terme de s'orienter vers un poste à vocation commerciale.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 11945 - BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SOCIETE DE PRODUITS DE HAUTE TECHNICITE
filiale d'un grand Groupe Industriel Français de dimension internationale
recherche

INGENIEUR TECHNICO CIAL

- Diplômé (e) Grande Ecole ou Universitaire, niveau minimum 3ème cycle physique.
- Débutant (e) ou quelques années d'expérience.

Pour promotion de céramiques piézoélectriques et monocristaux synthétiques, en France et à l'étranger.

Facilité de contacts avec des interlocuteurs d'horizon très différents nécessaires.

Anglais indispensable

Lieu de travail : LA DEFENSE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à N. 4358
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire
75011 Paris qui transmettra

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
PARIS 8è
recherche

animateur de formation

Jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (MIAGE ou équivalent), sensibilisé aux problèmes d'organisation, vous avez valorisé votre formation par 2 ou 3 années d'expérience professionnelle.
Vous serez responsable de la conception, la gestion et l'animation d'actions de formation portant sur :
• les technologies nouvelles (informatique, bureautique, micro-informatique),
• leur mise en œuvre dans l'entreprise.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 5024 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Succursale
Banque américaine
Paris-8e

recherche

« ADMINISTRATIVE ASSISTANT »

Chargé(e) de gestion et suivi des dossiers administratifs, assistant les chargés de clientèle.

Bac + 2, 5 ans expérience administration, banque de préférence. Bonne présentation, maturité et assurance.

Parfaitement bilingue anglais ; arabe souhaité.

Connaissances informatique et analyse financière appréciées.

Envoyer curriculum vitae + lettre manuscrite à
RÉGIE PRESSE sous N° 304.720 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Crédits aux Entreprises

De **formation supérieure** économique ou commerciale, vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des **contacts,** votre sens des responsabilités et votre dynamisme.
Votre intérêt pour la **matière financière** s'est peut-être déjà traduit par une expérience professionnelle dans ce domaine.

Organisme privé de premier plan, nous vous proposons d'assurer après formation à nos techniques, l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises.
La fonction implique de mener avec une **grande autonomie** la recherche et l'analyse d'informations permettant une décision de crédit.
Plusieurs postes sont à pourvoir rapidement dans nos services régionaux. Ils offrent de réelles perspectives d'évolution en Province ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 3617 à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES
EN URBANISME
recherche pour son Siège Social à Paris

ECONOMISTE

De formation Grande Ecole ou universitaire avec plusieurs années d'expérience (environ 5 ans) et une pratique réelle des problèmes de l'économie industrielle et de l'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 6041 à Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

ANDERSON JACOBSON

Division télécommunication

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain.
Notre plan prévoit un développement important de notre activité Télécommunication.
Pour atteindre nos objectifs nous voulons accroître notre force de vente sur Paris.
Dans ce cadre, nous recherchons

INGENIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMES

pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente de matériels de transmission de données tels que MODEMS - MULTIPLEXEURS - CONTROLEURS DE RESEAUX - COMMUTATEURS DE DONNEES - etc,...
Notions d'anglais indispensables.

DEBUTANTS

possédant un diplôme d'ingénieur en électronique et voulant s'orienter vers la vente de produits et systèmes de télécommunication.
La formation commerciale sera assurée par nos soins.

Pour ces différents postes, nous proposons :
- une rémunération très motivante basée sur les résultats obtenus,
- une voiture de fonction,
- une ambiance de travail dynamique.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à ANDERSON JACOBSON SA - 86, avenue Lénine - 94250 Gentilly.



saplest et ecopor

Notre avance technologique permanente en matière d'équipement, procédés de fabrication et de gestion, produits, applications nouvelles, nous situe au rang de

N° 1 Français du Polystyrène Expansé Moulé

La poursuite de notre développement s'accompagne aujourd'hui du renforcement de notre structure Marketing-Ventes :

nous recrutons un

DIRECTEUR COMMERCIAL

et des

ATTACHES COMMERCIAUX

pour compléter l'équipe actuelle

PROFILS :

DC = Ingénieur diplômé + formation et/ou expérience commerciale. Anglais : nécessaire. Résidence : région de LUXEUIL (70). Aura en charge l'élaboration et l'application de la politique de distribution, ainsi que les Marketing amont (études de marché...) et aval (produits...), l'ordonnancement des commandes et des expéditions.

AC = Technico-Commerciaux, responsables de la prospection et des ventes sur leurs secteurs. Régions : Est et Sud-Est.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération s/réf. M 8541 (DC ou AC) au Conseil qui nous assiste pour ces recrutements :

IFER CP VINCENT
22-26, rue Sergent Bouchat, 75012 Paris.

CONTESSE

chef comptable

Groupe bancaire — 250 000 F

Ce groupe jeune et en expansion est conduit à modifier progressivement les conditions de traitement des comptabilités en liaison étroite avec le service études informatiques. Il recherche un adjoint au chef du service comptabilité générale.

Assistant le chef du service, appelé à terme à prendre sa succession, il anime une équipe de douze personnes et assume la responsabilité de la tenue de la comptabilité de l'Etablissement, la production des états comptables destinés à la commission bancaire, à l'Administration fiscale, à la Direction et aux services fonctionnels du groupe. Il a un rôle important à jouer pour l'apport d'idées nouvelles et la concertation avec les autres unités : affaires financières, contrôle de gestion et principalement études informatiques (mise en place de générations automatiques des écritures).

Le candidat souhaité a 30 ans minimum, une formation supérieure, école de gestion (ESSEC - ESCAE - Sciences Eco) et il est titulaire du D.E.C.S. . Il a une pratique comptable d'excellent niveau, acquise au sein d'un service central de comptabilité d'un groupe bancaire. Il sera amené progressivement à participer aux décisions concernant l'ensemble du département. Le poste est basé en proche banlieue ouest de Paris.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence C007/M à Christine Bernet, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

CHANTIERS T.P. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Nos Directeurs Régionaux
de PARIS, pour Ile-de-France, Nord et Est
de NANTES pour l'Ouest
créent le poste de

CHEF DE PERSONNEL

Sous leurs ordres et en liaison permanente avec les Chefs de Centres de Travaux, vous aurez en charge :

- La gestion des ressources humaines (500 à 600 personnes) : recrutement, affectations, formation, promotions...
- L'administration du personnel, y compris la supervision du service paie de la région.
- La participation aux relations avec les représentants du personnel.
- L'interface avec la Direction de la Division et la Direction des Relations Humaines de la Société.
- Les liaisons avec les organismes administratifs locaux...

Si vous avez environ 5 ans d'expérience dans le secteur Travaux-Publics, prenez contact pour une plus ample information sur l'un ou l'autre poste.



Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CM 497-498 à CSEE, Service Emploi et Développement, 17, Place Etienne Pernet, 75738 Paris cedex 15.

Banque privée développez notre présence en entreprise

200 000 +

Nous sommes filiale d'un grand groupe international. Nous commercialisons sur les marchés français et internationaux certains produits bancaires où notre valeur ajoutée est forte. Notre spécificité réside dans la personnalisation que nous offrons à nos clients grâce à une structure légère. Nous recherchons pour notre direction Exploitation Bancaire un collaborateur à dominante commerciale.

Vous vous ferez connaître comme l'homme du "sur-mesure" bancaire. Vous développerez notre présence chez les clients que nous vous confierons et prendrez, en accord avec votre hiérarchie, les décisions en tenant compte de vos évaluations des risques encourus. Nous vous demanderons aussi de mener, sur une cible d'entreprises choisies en fonction de l'importance de leur CA des actions de prospection.

La trentaine ou plus, vous êtes, entre autres, compétent en analyse financière. Créatif, vous savez répondre aux demandes du marché. Vos qualités de contact et votre sens commercial sont parmi vos atouts. 5 années d'expérience en milieu bancaire ou financier comme trésorier d'entreprise ont assis votre professionnalisme. Bien entendu, vous parlez anglais et êtes diplômé de l'enseignement supérieur.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 7188 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

SOURCES

grecam

Société de conseil, leader dans le domaine des études en immobilier et en aménagement urbain, intervenant en France et aux USA, recherche
UN CONSULTANT
pour lui confier, au sein de son équipe, la responsabilité de diriger des missions

d'ÉTUDES SUR LES MARCHÉS IMMOBILIERS

dans le cadre de la conception d'opérations de promotion et d'aménagement.

De formation supérieure, commerciale ou de gestion, vous aurez, à travers une expérience réussie de 3 à 5 ans dans ce domaine, éprouvé votre esprit d'analyse et de synthèse, votre sens de l'organisation et votre goût des contacts.

Prière d'envoyer c.v. + photo + prétentions au GRECAM, Tour Montparnasse, 75755 PARIS CEDEX 15.

Banque parisienne nationalisée recherche
Pour son département des Affaires Juridiques et Fiscales

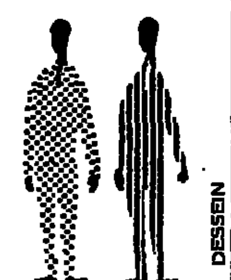
Cadre Juridique

Pour sa Division des Comptes (adjoint du responsable)

○ *Fonction principale : traitements des successions et des comptes de la clientèle.*
Fonction d'animateur et de formateur (service de 23 personnes).
○ *Formation : maîtrise droit privé, connaissances approfondies droit notarial et droit bancaire*
○ *Expérience : 3 à 5 ans dans une banque. (référence 4795)*

Pour son Service Fiscal

Cadre Fiscaliste



destiné à la fiscalité internationale.
○ *Exigences : solides connaissances fiscales, maîtrise de l'anglais (parlé, lu, écrit), disponibilité pour missions à l'étranger. (référence 4796)*

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

DESSEIN

2,5 milliards de C.A., 3500 personnes l'un des premiers groupes français de Bâtiment en expansion en France et à l'Etranger recherche son

Responsable du développement des ressources humaines

Il sera chargé, aux côtés du Directeur des Ressources Humaines ... :

- du recrutement et de la gestion de carrière des cadres de haut niveau de l'ensemble du Groupe,
- du suivi d'une politique d'embauche de jeunes diplômés grandes Ecoles,
- du développement des actions de formation à l'intention des Cadres Dirigeants,
- d'une fonction de Conseil auprès des directions des filiales.

Le candidat, diplômé de l'Enseignement Supérieur, doit avoir une expérience réussie de 4 à 6 années dans une fonction analogue en entreprise ou en cabinet.

Une connaissance de la branche Bâtiment serait un atout supplémentaire.

Anglais indispensable.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 3489/LM, à COMMUNIQUE - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Communiqué

Biochimie de l'inflammation

Docteur es-sciences, ingénieur ou pharmacien, vous avez acquis une spécialisation en biochimie analytique et vous justifiez d'une réelle expérience en recherche.

Vous maîtrisez parfaitement les techniques de biochimie analytique classiques (HPLC, dosages d'activité enzymatique, méthodes de purification, dosages radio immunologiques).

Vous avez peut-être pratiqué les techniques de culture cellulaire.

Alors, vous avez votre place dans notre laboratoire de pharmacologie spécialisé dans le domaine de l'inflammation au Centre de Recherche de Romainville (93).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. + CV.) sous Réf. 114M à Robert de Vitry, ROUSSEL UCLAF -35, Boulevard des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

Cunkulan

INDUSTRIE BIOLOGIQUE 460 millions de C.A. 1100 personnes 3 établissements

INFORMER, COMMUNIQUER

Vous pensez que l'information du personnel favorise son intégration et que la communication crée les conditions de l'efficience de l'Entreprise. Nous aussi.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons rencontrer l'homme ou la femme ayant une formation supérieure littéraire, sciences humaines, et qui peut justifier d'une expérience comparable, de plusieurs années. Cette expérience vous a permis de démontrer vos qualités de relations, de rédaction, de créativité et vos aptitudes à prendre des initiatives.

En fonction de la personne retenue, il est envisagé de lui confier la gestion de l'image de marque de notre Société. La connaissance de l'industrie, sera un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Paris 15e puis Orsay les Ulis.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions à Marie-Françoise Souzeaux, 6 rue Alexandre Cabanel 75015 Paris.
LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE
Fondation reconnue d'utilité publique

Importante Société (filiale d'un Groupe Européen) spécialisée en télécommunications recherche

Ingénieur chef de projets

- Responsable technique de projets, assisté d'un Ingénieur et de plusieurs techniciens en Electronique, il supervise l'ensemble des processus de définition et de réalisation des différents projets qui lui sont confiés.
- Excellent organisateur il est rigoureux et meneur d'hommes.
- Diplômé d'une école d'ingénieurs (ENSEA, ENSERG, ENST, ESE...) il a acquis tout ou partie de son expérience sur du matériel de radio-téléphonie (bandes de fréquence VHF-UHF).
- Il pratique l'anglais, la connaissance de l'allemand est souhaitée.
- Il aura à se déplacer à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. : IPM 0485 à notre Conseil ORSI, 13, place Kossuth 75009 Paris.

ORSI — média-system

Nous sommes la 1ère CENTRALE D'ACHATS dans le secteur des SPORTS-LOISIRS
Nous recherchons pour notre siège situé en Banlieue Sud Paris

UN(E) JEUNE ASSISTANT(E) AU DIRECTEUR FINANCIER

Il(elle) assurera le conseil en gestion auprès de nos adhérents dans les domaines : comptabilité-finances - juridique et gestion.

Dynamique et polyvalent, il(elle) a le sens de l'analyse et de la synthèse.

Le poste implique de nombreux déplacements sur le territoire et conviendrait à jeune diplômé(e) d'Ecole de Gestion option finances ou Maîtrise de Sciences-Eco avec connaissances ou Formation juridique.

Rémunération de l'ordre de 110.000 Francs.

Adresser votre candidature (lettre man. + CV + photo) s/ref. LM 1504 au
CABINET PANISSOD-SUHNER
109 rue de Turenne 75003 Paris

ASSCOM

BANQUE PRIVEE - PARIS
recherche

ADJOINT AU CHEF D'AGENCE CLASSE IV ou V

A 30 ans minimum, il a acquis une expérience bancaire d'une dizaine d'années.

Des connaissances de la comptabilité bancaire seraient appréciées.

Il sera chargé de la partie administrative de l'Agence.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 2501 M à OCBF
66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

CONTESSE

ASSISTANT DU DIRECTEUR GENERAL

PARIS : 130/150 000

L'entreprise est une imprimerie dans le centre de Paris. Elle compte également différentes unités en province. Le poste à pourvoir est celui d'assistant du Directeur Général et comporte des tâches opérationnelles de contrôle des services généraux et des tâches fonctionnelles d'études juridiques et technico-économiques.

De formation supérieure (IEP, Ecole Supérieure de Commerce...), les candidats ont 2 à 5 ans d'expérience acquise dans un poste de la fonction personnel, production, comptable...

Pour une information sur ce poste à pourvoir, écrivez sous la référence ADG à OPENS que nous avons chargé du recueil des candidatures.

OPENS
5, rue du Helder - 75009 PARIS

MEDIA PA

GROUPE DE SOCIETES DE DISTRIBUTION
recherche

CHEF COMPTABLE

rattaché au Directeur Comptable du groupe.
Il aura en charge la comptabilité de 5 sociétés.
Il animera et dirigera une équipe de 10 personnes. Ce poste peut convenir à un cadre comptable ayant quelques années d'expérience et titulaire du D.E.C.S. complet.

Lieu de travail : proche banlieue Nord.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à PIERRE LICHAU S.A. - s / réf. 11900 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Dans le cadre d'une mission de développement du secteur des métiers, un organisme public recherche :

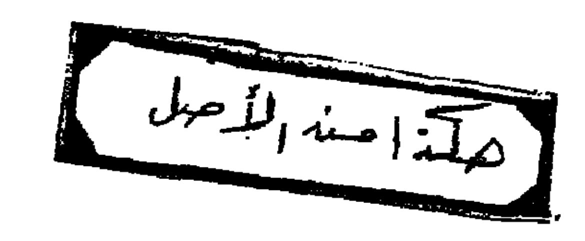
statisticien-économiste

DE NIVEAU MAITRISE, éventuellement débutant pour effectuer des synthèses économiques et statistiques dans le domaine des petites entreprises. Il mettra en oeuvre à son initiative, les outils statistiques nécessaires et participera à leur définition. Il aura une connaissance au moins théorique de la comptabilité d'entreprise.

Rémunération brute mensuelle
environ 7500 à 9500 F
selon expérience et diplômes.

Adresser CV manuscrit sous réf. 33778 (à préciser sur l'enveloppe) à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui tr.

JRP/Jean Regnier Publicité



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Chef de projet

Vous connaissez les grands systèmes IBM ou BULL, vous avez une expérience de quelques années en informatique de production (si possible dans le domaine bancaire).

Votre mission sera : **Conseiller, élaborer, réaliser, diffuser** des logiciels d'exploitation bancaire au sein des différentes banques du groupe.

Le poste est basé à Paris avec des déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser votre candidature à F. MARSAL sous référence CPI - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131 av. de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Banque Populaire

1 TAX MANAGER 2 TAX SENIORS

Nous sommes un cabinet international membre de

Touche Ross International

Pour faire face à l'expansion de notre département fiscal à Paris, nous recherchons des candidats qui possèdent une expérience de quelques années en cabinet et/ ou entreprise.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Pour ces postes évolutifs, nous offrons un travail intéressant au sein d'une jeune équipe et en contact avec une clientèle internationale.

Rémunération motivante pour candidats de valeur.

TR Fiscal

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/ réf. M15 à - TR Fiscal
185 av. Charles de Gaulle - BP 223
92201 NEUILLY S/ SEINE Cedex.

Société française à vocation tertiaire (1 milliard 1 / 2 de C.A.)
recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

En collaboration avec une équipe existante de 5 personnes, il aura pour mission :
– de contrôler les comptes d'exploitation et d'élaborer des recommandations à partir des analyses réalisées,
– d'améliorer les systèmes d'information en liaison avec le service informatique,
– de préparer et d'assurer le suivi du processus budgétaire...

Cette fonction implique un rôle de « conseil » et nécessite des contacts fréquents avec les opérationnels.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (type Ecole de Commerce) avec 1 à 2 ans d'expérience acquise dans une fonction similaire.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 646 à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE STOCKAGE DE PETROLE ET DE PRODUITS CHIMIQUES LIQUIDES
spécialisée dans le déchargement de navires pétroliers, le stockage de produits et leur acheminement vers les raffineries.
Nous souhaitons intégrer à Paris, au sein de notre Direction Technique un

Ingénieur diplômé

qui sera chargé pour notre compte et celui de nos filiales de :
- **conduire les études, les réalisations et la mise en place d'installations industrielles**
- négocier avec les entreprises extérieures et les collectivités publiques
- consulter les fournisseurs et mener des actions de prix
- passer et suivre les commandes
- suivre l'exécution.

Environ 35 ans, vous maîtrisez les problèmes liés aux implantations d'infrastructures industrielles dans le génie pétrolier ou chimique, et devrez posséder, de plus, une expérience récente d'électronicien et d'automaticien. Le poste est à pourvoir très rapidement.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 8449
à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris
qui transmettra.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT

Classe V +
selon expérience

Le poste :
– analyser le risque et la situation financière et comptable d'une clientèle industrielle et commerciale composée de grandes et moyennes entreprises,
– participer à la gestion de certains dossiers complexes confiés au Département du Crédit,
– diffuser une information écrite sur l'évolution des procédures de financement.

Le candidat :
– formation supérieure ou bancaire supérieure,
– au moins 5 ans d'expérience pratique des analyses de bilan et des techniques de crédits domestiques.

Envoyer lettre manuscrite avec CV précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais. 75008 PARIS.

FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE ETRANGER recrute

Chef des Ventes

du département éclairage scénique

MARCHES : municipalité, théâtre, télévision, maison de la culture...
PRODUITS : projecteurs, gradateurs, jeux d'orgue de lumière.
PROFIL DU CANDIDAT : homme de terrain impérativement, il devra négocier des contrats importants mais aussi développer un réseau de revendeurs et animer une équipe de vente et d'après-vente de 5 personnes.
POSTE A POURVOIR : Montrouge (92) plus déplacements.
REMUNERATION : fixe + intéressement.

Si vous êtes concret, enthousiaste et si vous considérez la vente comme l'élément essentiel du développement d'une entreprise, envoyez-nous votre candidature + photo + lettre manuscrite à M. DUTREUILH

ADB SOFAIR
47, rue de la Vanne - 92120 MONTROUGE.

EAGLE STAR L'INDÉPENDANCE
Compagnie d'assurances I.A.R.D
Filiale du groupe EAGLE STAR LONDRES

recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL

Il aura pour tâche :
- de développer notre position sur le marché avec notre réseau inspecteurs
- de trouver de nouveaux apporteurs en assurances entreprises et particuliers
- de structurer notre service commercial

Il apportera :
- son expérience de l'animation commerciale (surtout en inspection)
- ses qualités indispensables de dynamisme et de disponibilité
- son goût inné des contacts et de l'efficacité.

- vous avez environ 40 ans
- vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ou d'une école de gestion ou de commerce.
- vous voulez rejoindre une équipe prête à tout faire pour réussir.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur GALLIER
7, Terrasse des Reflets
CEDEX 17 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

BLEU

L'UN DES LEADERS MONDIAUX EN IMMUNOLOGIE
cherche, pour son
DEPARTEMENT VACCINS, en France, un

médecin

Au sein d'une équipe de médecins, il prendra la responsabilité d'une ligne de vaccins sur un plan mondial. Il assure le développement de chacun de ces produits et la promotion de leur concept vaccinal.

A 30 ans, il peut être soit pédiatre, soit spécialisé en maladies infectieuses, en épidémiologie ou médecine tropicale. La pratique de la médecine, en France ou à l'étranger est un plus. Il connaît l'anglais. Il voyage environ 20 à 30 % de son temps. Résidence dans une grande ville universitaire.

Nous remercions les médecins intéressés par ce poste d'adresser leur candidature, s/réf. 396/E, à Jeanne Faivre d'Arcier - **JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue Logelbach - 75017 PARIS.**

MEDIA 84



jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

Prenez une dimension internationale
PRODUITS PESTICIDES
SOCIETE MULTINATIONALE PHYTOSANITAIRE
Devenez

Chef des ventes France et Europe centrale

- Agé d'environ 30-40 ans, diplômé en Agronomie (ingénieur ou équivalent) vous justifiez d'une bonne connaissance des fongicides et insecticides acquise au cours de 5 ans minimum d'expérience de vente sur le terrain - et d'une parfaite maîtrise de l'anglais (une autre langue, un +).
- Vous souhaitez à présent valoriser ces atouts dans un poste complet, varié et exigeant (nombreux déplacements) - en relation directe avec le terrain et avec les services centraux au siège (marketing et technique).
- Développez l'activité commerciale d'un secteur à très fort potentiel : animation d'un réseau de distributeurs et revendeurs, négociations à haut niveau, participation aux orientations de la politique commerciale - en prise directe avec le Directeur des ventes.
- Profitez de cette opportunité pour grandir avec le marché, accéder à une fonction autonome et de liaison, un challenge pour un homme volontaire et ambitieux.

Adressez nous votre dossier (CV, photo et rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 PARIS en précisant bien sur l'enveloppe la référence 49.797 LM.

Mercuri Urval

STE DE SERVICES ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE
(800 personnes, C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche pour BANLIEUE OUEST PARIS

INGENIEURS SYSTEMES CONFIRMES

pour études et réalisations de systèmes d'acquisition à base de micro-processeurs (technologie MOTOROLA, ZILOG) dans un environnement industriel.

Une expérience de 5 à 6 ans dans le domaine d'acquisitions analogiques est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à N. 4528 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
8086, 68000, PDP,
VAX, SOLAR.
Téléphone : 605-35-60.

Société en expansion
recherche

COMPTABLE UNIQUE

pour région 94 SAINT-MANDÉ.
Tél. : (1) 398-04-06 poste 34.

Clinique chirurgicale
10' Porte d'Orléans
recherche

CHEF COMPTABLE

chargé de toute la comptabilité jusqu'au bilan. Expér. en comptab. gale et analytique + connaissances informatique exigées. DECS apprécié. Expérience clinique souhaitée.
Adr. CV, réf. et prétentions à Direction Clinique de Garlande, 45, r. de Paris, 92220 BAGNEUX.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

rech. Collaborateurs (trices) ambitieux et dynamiques souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte).
SI :
— vous avez min. 23 ans.
— un bon niveau de culture générale,
— le goût des contacts humains.
Votre candidature nous intéresse.
Téléphonez au 538-66-73.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après stage, d'atteindre après un an 10 à 15.000 F mensuels.

Nous leur offrons :
— une formation complète,
— une activité prenante,
— un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo à nº 4.533, Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
— SOIT de bonnes études,
— SOIT la preuve de leur personnalité.

Cherche
MAQUETTISTE MONTEUR
expérimenté sur papier connais. anglais appréciée.
Env. C.V. à CCI, 96, rue Montmartre, 75002 Paris.

Caisses de Retraites
Paris-8e
recherchent

PUPITREUR MINI 6 CONFIRMÉ

3 ans expérience minimum connaissance COBOL appréciée pour prendre en charge l'exploitation. Travail 2 × 8 heures. Nombreux avantages sociaux.
Ecrire à M. GOELEN,
8, rue Bayard, 75008 PARIS.

Un important établissement public proche banlieue est (1.800 personnes + 1 milliard de C.A.)
recherche son

CHEF DU SERVICE FINANCIER ET COMPTABLE (H.F.)

Il aura en charge l'agence comptable : responsabilité de la comptabilité générale, l'optimisation de la gestion financière, déclarations sociales et fiscales, l'organisation comptable, la mise en forme des budgets.

Vous avez une formation niveau maîtrise en sciences économiques + DECS, une expérience de plus de 5 ans au siège d'une entreprise de distribution ainsi qu'une connaissance suffisante NPC et informatique, notions en comptabilité publique appréciées.
Sérieuses références exigées.
Poste à pourvoir au 1-7-1985.
Rémunération + 200.000F.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous nº 7.136, *le Monde* Publicité service annonces classées
5, rue des Italiens. 75009 Paris.

STÉ INTÉRIM en expansion
recherche

COMMERCIAL H.F.

DYNAMIQUE
pour gestion clientèle
expér. et référ. exigées.

Ecrire avec C.V. et prét. sous réf. 37.251 à COFAP
40, rue de Chabrol
75010 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR expér. physique Laser. Poste responsable ciel. Salaire selon expér., bilingue anglais. Env. CV à AMF sous réf. 4754/AL
40, rue Olivier-de-Serres, Paris 15e, qui transmettra.

ÉCOLE PRIVÉE

recherche spécialiste formation continue.
Ecr. SOCOPRESSE PUBLICITÉ (nº 153) 37, rue des Acacias, 75017 PARIS qui transmettra.

Pour PMI en expansion

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé Sup Elec, Sup télécom. Spécialiste des transmissions de données. 5 à 10 ans d'expér. Désireux de valoriser ses compétences en téléinformatique temps réel. Souhaitant faire bénéficier de ses acquis et encadrer une équipe chargée de la mise en œuvre et du suivi de logiciels de pointe. Env. lettre manuscrite, CV et prét. à MICROTEL SARL, BP 80, 81943 Les Ulis.

Urgent — Paris
constructeur
RECHERCHE

INGÉNIEUR COMMERCIAL VIDÉOTEX

Env. C.V. et prétentions à :
PROJECT ASSISTANCE
73, rue des Grands-Champs
75020 PARIS.

CHEF DE PUBLICITÉ

recruté par
REVUE PROFESSIONNELLE

PARIS +
RÉGION PARISIENNE

Rémunération de base
7.000 francs +

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à
RÉGIE-PRESSE
sous nº T 304.798 M
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ORGANISME DE CONSEIL
ET DE FORMATION
recherche

CONSULTANTS SPÉCIALISÉS

— gestion financière.
— analyse de forces de vente,
— management des hommes.

Env. C.V. à Demos, 20, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

Organisme de formation rech. professeurs all., angl., pour 75, 93, 94. Tél. : 226-52-30.

Le département du Val-d'Oise recherche pour son musée départemental d'archéologie de Guiry-en-Vexin
UN (E) ANIMATEUR (TRICE)
Chargé (e), d'accueillir les groupes visitant le musée, il (elle) organisera l'animation sous différentes formes, en collaboration avec les enseignants d'une part ; l'équipe du musée d'autre part. Il (elle) devra participer aux activités muséographiques de l'établissement, aux expositions locales à caractère archéologique, ainsi qu'à l'organisation des activités culturelles du musée, en coopération avec le personnel de la conservation.

PROFIL RECHERCHÉ :
Titulaire d'un diplôme universitaire de 1er cycle en histoire ou histoire de l'art.
Grande disponibilité, goût du travail en équipe et des contacts, connaissance de l'anglais et possession d'un véhicule personnel souhaitées.

RENSEIGNEMENTS :
Et envoi candidature et curriculum vitae détaillé AVANT LE 20 AVRIL 1985.
Au Conseil général du Val-d'Oise, bureau du personnel, 2 le campus, 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 443-31-33.

VILLE DE CORBEIL-ESSONNES
(+ 40 000 habitants)

RECRUTE

CHARGES DE MISSION

pour assurer le suivi et l'animation d'un projet municipal dans un quartier populaire (+ 10 000 habitants), quartier classé « sensible ».

Installés dans le quartier, ils auront pour tâches :
— d'évaluer les besoins de la population,
— suivre les dossiers en coordination avec différents intervenants,
— d'élaborer des propositions d'aménagement à mettre en œuvre dans le cadre du projet municipal.

- Niveau enseignement supérieur technico-économique et/ou sociologique.
- Forte motivation pour problèmes de réhabilitation physique et sociale.
- Expérience souhaitée.
- Capacités d'initiatives en animation et contacts avec la population du quartier.

Postes contractuels.
Adresser candidatures : Monsieur le maire de Corbeil-Essonnes (91100).
Renseignements par téléphone au : 088-92-00, Mme CLAPIER, poste 1272.



Journaliste H—F

Le poste est à pourvoir au sein de la rédaction d'un manuel destiné aux cadres dirigeants d'entreprises. Un grand intérêt pour les aspects du management, pour les conséquences financières et organisationnelles des applications informatiques, bureautiques et télématiques est donc nécessaire.

Une culture informatique serait un plus.

Le goût de l'enquête, la réflexion de fond, une rédaction aisée, rapide et efficace sont indispensables. L'aptitude à s'intégrer dans une équipe également.

Envoyer cand. (lettre manus. + C.V. + photo + prétent.), s/réf. 3475, à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA 84

secrétaires

Recherche

SECRÉTAIRE

parfaitement bilingue : français/anglais libre de suite pour chef de publicité d'une société de publications américaines. Adresser CV et prétentions s/nº 7.150 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



ETATS GENERAUX DES ETUDIANTS DE L'EUROPE

ECEE EUROPE — RTL

Le Monde participera aux conférences et assurera la couverture rédactionnelle de l'événement estudiantin de l'année, et vous donne rendez-vous :

MARDI 16 AVRIL 1985

pour une

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOI JEUNES DIPLÔMÉS

RESPONSABLE GESTION et DEVELOPPEMENT DES CARRIERES

Nous figurons parmi les grands de l'électronique de pointe et la qualité de nos produits est reconnue sur le marché international.

Notre richesse principale est notre population de **700 CADRES et INGENIEURS.**

La nature des défis que nous devons relever sur le plan technologique et sur celui de la conquête de marchés exige une **gestion efficace et motivante** de nos ressources Cadres.

Pour assurer cette fonction, nous recherchons un homme ou une femme capable d'assurer la gestion de nos cadres actuels et de préparer nos cadres de demain.

Il (ou elle) devra obligatoirement posséder les caractéristiques suivantes : diplômé(e) de l'enseignement supérieur, âgé(e) de 35 ans minimum, ayant acquis une expérience d'environ 5 ans dans la fonction Personnel dans une industrie de pointe, capable « d'être à l'écoute », il (ou elle) devra pouvoir s'imposer par sa rigueur, sa crédibilité, tant auprès des cadres que des dirigeants de l'entreprise.

Le poste se situe dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

La rémunération annuelle ne sera en aucun cas inférieure à 250 000 F. Elle sera fonction de l'expérience du candidat.

Merci d'avance d'adresser votre candidature à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA

25, rue Cambon - 75001 PARIS
Tél. : 296.16.36

Hansen

Organisme de coordination opérant pour les industries bâtiment-construction recherche

Un(e) Economiste

Il (elle) assure la mise en place d'un système de collectes d'information destiné aux industriels, participe aux choix de solutions informatiques à mettre en place, et réalise des études économiques ponctuelles.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, parlant l'anglais courant, le candidat a une expérience de concepteur ou d'utilisateur de système d'information en entreprise.
Il a acquis une bonne connaissance des statistiques, de l'utilisation de l'informatique et des études économiques.

Ce poste implique de nombreux contacts, notamment avec des industriels, des organisations professionnelles et publiques.
Il est à pourvoir à Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée en précisant la référence du poste 541/2 à



18, Avenue Matignon - 75008 PARIS

DESSEIN

Notre laboratoire, filiale d'un important groupe français à vocation internationale recherche son

CHEF DE PRODUITS SENIOR HF

pouvant contribuer de façon dynamique à son expansion dans le **domaine cosmétologique.**

Responsable de 3 lignes de produits, vous devez concevoir, en liaison avec le centre de recherche, le lancement de nouveaux produits et assurer la gestion et le développement de produits existants.

L'attribution de ces fonctions requiert : • un diplôme d'études supérieures • la maîtrise des outils marketing acquise au cours d'une expérience similaire d'au moins 3 ans dans le domaine des produits cosmétiques ou pharmaceutiques • la connaissance de la langue anglaise.

Ce poste est à pourvoir dans la proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 5073 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises

recherche pour création d'un nouveau département

ANALYSTE-FINANCIER HF

• Expérimenté
• de formation supérieure
- intéressé par les problèmes de financement de Petites et Moyennes Entreprises, et le développement régional.

Merci d'adresser votre C.V., photo, lettre manuscrite sous la référence 140/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

---

capitaux - propositions commerciales

Infirmière libérale vend clientèle rurale région Puy-de-Dôme. 16-73 65-91-60 heures repas.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 PARIS Cedex 09.

travail à domicile

J'effectue à domicile, dactylographie, traitement de textes, rédaction, corrections. Rewriting. Tél. 258-49-47.

Artisane effectue tous travaux de traitement de textes et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

FABRICANT NÉERLANDAIS EN STORES DIY RECHERCHE AGENT-DISTRIBUTEUR

Fabricant néerlandais d'un programme attractif en stores roulants, stores à lamelles et stores vénitiens, créé spécialement pour la vente en libre service aux grandes surfaces, grands magasins et chaînes de bricolage, cherche pour son marché partiellement existant en France un agent-distributeur.

Nous recherchons des contacts avec une société bien introduite, avec une organisation à point et un réseau des représentants couvrant toute la France.

Veuillez envoyer vos réactions à nos agents publicitaires:
Vaz Dias Advertising & Marketing, A l'att. de Martrade BV, B.P. 491,
NL – 1000 AL Amsterdam. Tél.: 19-31 20 247276. Tlx: 044 13240.

DEMANDES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOIS

S'IL FAUT ÊTRE CHINOIS POUR ARRIVER, DEMAIN, JE SERAI CHINOIS

Parce qu'à 36 ans, je suis convaincu que les batailles commerciales se jouent hors de nos frontières, et que c'est hors de nos frontières qu'elles vont se gagner ;

Parce que je crois qu'exporter mieux, c'est d'abord apprendre à s'importer, CAD, se placer dans la situation (pourquoi pas dans la peau) de nos clients pour mieux en comprendre les besoins, pour mieux en connaître les marchés, pour mieux observer la concurrence et mieux la contrôler, pour devenir celui à qui ils penseront d'abord... ;

Parce que j'ai envie d'exploiter à fond toutes les connaissances accumulées au cours de 12 années consacrées au transport international et à l'exportation. Connaissances consolidées par un troisième cycle de commerce international ;

Parce qu'enfin, j'ai des idées, du courage, de la ténacité et un besoin inassouvi d'action qui ne demandent qu'à se mettre à la disposition de sociétés ayant le même tempérament, la même envie d'entreprendre et la même soif de réussir ;

Je suis prêt à étudier toutes les propositions qui me seront transmises via le journal, et m'engage à répondre à tous les courriers qui me seront adressés.

Ecrire S/nº 7143, LE MONDE Pub.
service annonces classées
5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

NOUS SERONS UN « PLUS »

pour votre entreprise ou votre organisme car vous concevez la formation comme :

- Un outil de développement du capital technique et humain ;
- Un moyen de mettre en œuvre un projet d'entreprise ;
- Un investissement rentable.

Nous terminons un cycle de

RESPONSABLE DE FORMATION
au CESI-CADRES

Ingénieurs, gestionnaires, commerciaux, sociologues, psychologues, économistes.

Nous avons pratiqué la formation et le conseil en entreprise, en organisme, en association, dans les différentes branches de l'économie.

Vous voulez en savoir plus sur nos motivations, notre créativité, notre punch, alors contactez-nous au

CESI-CADRES
9, rue d'Arcueil, 94250 GENTILLY.
Téléphone : demander Elena Aibout (stage R.F. 84.2) 664-35-51.

DOCUMENTALISTE

J.H., 28 ans, diplôme de l'Institut National des Techniques de Documentations (INTD), parfaitement trilingue (allemand : langue maternelle + anglais) + DEA d'histoire + maîtrise d'allemand, expérience prof. à la Documentation Française (Paris), connaissances en informatique doc. Qualités : flexible, rapide et fiable. Cherche poste toutes régions, de préférence dans les relations internationales, l'édition, le secteur culturel...

Ecrire s/nº 7134, LE MONDE pub.
service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Femme expérimentée, polyvalente, ch. poste responsable cadre administratif et commercial, gestion commandes, suivi relations fournisseurs et clients. Dynamique, sens des contacts, bonnes notions comptabilité, gestion libre de suite. Tél. à partir 19 h, 361-65-51.

Exceptionnel archi DPLG, haut niv., libre, rech. poste responsable maîtr. ouvrier œuvre maintenance rehab. connaiss. informat. CAO anglais. Ecr. s/nº 2291 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 22 ans, célibataire, libéré O.M., titulaire CAP aide-comptable, ch. emploi comptabilité ou bureau. Libre de suite. Tél. : 283-40-79.

Ing. CNAM Électronique 35 ans, habitant banl. N-O, ch. situation ds labo études. Rég. Paris. Responsab. souhaitées. Ecr. s/nº 7.118 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 25 ans, IEP, IAE, DEA Droit des affaires, DEA Droit social anglais, cherche emploi juriste contrat à durée déterminée, maximun 6 mois ou réalisation d'études - Paris. Ecr. s/nº 2283 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR important groupe fr./dir. filiale US/dir. gds projets – 20 ans exp. export équipements rech. poste motivant haute responsabilité Étr. ou Fr. Ecr. s/nº 2.241 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Soyez celui qui offrira un travail motivant et évolutif à femme dynamique, exigeante, bonne organisatrice. 34 ans, exp. de la formation et de la communication. Ecrire C. TOURIER, 7, r. B.-Lecache, 69100 Villeurbanne.

VRP INTRODUIT **MAIRIES** recherche produits. Ecrire sous le nº 079.876 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Graphologue expérimenté, trilingue, psychotechnicien, morphopsychologue, souhaiterait intégration cabinet de recrutement dynamique. Tél. : 757-89-98 (9 h à 12 h).

Jeune Femme, 23 ans, maîtrise Droit des affaires, CPEFC, anglais, goûts contacts, cherche situation : conseil ou service juridique, fiscal, administratif, relations publiques. 475-45-19.

Jeune architecte, franç., dipl. polytechn. Zurich – allem. angl./grec. Ch. empl. en Grèce. 357-12-15 (heures bureau).

RESSOURCES HUMAINES

J.H. 26 ans, maîtrise sociologie
Options : • Économie ;
• Statistiques ;
• Informatique ;
• Démographie.
2 ans expérience formateur. Cherche à relever défi dans entreprise du 3e type. Ecr. s/nº 2.292 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE FINANCIER

40 ans formation expertise comptable, 8 ans d'expérience industrielle et d'audit dans importantes Sociétés multinationales US en Afrique, grande capacité d'adaptation, parfaitement bilingue anglais. Réalisation, mise en place système de gestion informatisé, connaissance des réglementations et fiscalités africaines

souhaite trouver
UN POSTE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE.

Ecrire sous le nº 79927 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F., 24 ans, DESS gestion de personnel. (mémoire cercles de qualité), maîtrise de droit privé, recherche poste évolutif dans service personnel.
Stage longue durée en Cabinet Conseil Recrutement Formation, Edition, Pharmacie.
Ecrire à Sylvie GILLE
1, rue Moncey, 75009 PARIS.

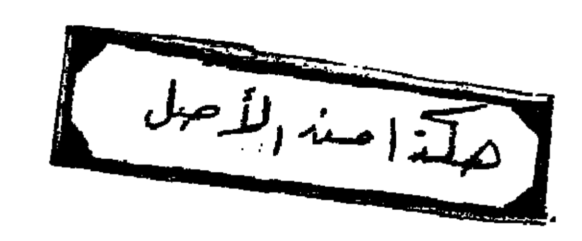
automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

PARTICULIER VEND 94
R5 ALPINE TURBO
bordeaux vern., 1re main, très bon état, année 82, modèle 83, toit ouvrant, poste radio cass. Prix Argus à débattre 42 000 F. Tél. : 8 h à 12 h et après 20 h, 406-02-79.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Assurez votre avenir : un métier passionnant

PROTHÉSISTE DENTAIRE IFOSUPD

2 écoles techniques privées assurant une formation de HAUT NIVEAU

- Cycle d'Etude de base de 3 ans.
- Année complémentaire de perfectionnement ou de spécialisation.
- Préparation au CAP-BP-BM.
- Niveau d'admission : 16 ans révolus
  - Section A : niveau BEPC
  - Section B : Terminale-BAC
  - Section C : études supérieures-BAC+.

Ets mixtes externat

Pour tous renseignements sur les conditions d'admission écrire ou tél. à

IFOSUPD PARIS 7, pass. Delessert. 75010 Paris, (1) 245.77.47

IFOSUPD AIX 3, r. A. Lefèvre. 13100 Aix-en-Prov., (42) 27.85.21

PALAS

STAGE 3



INSTITUT D'INFORMATIQUE

forme

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS DE GESTION

Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
initiation, langages BASIC ou COBOL.

26, rue Bergère Paris 9ème Mº Montmartre / R.E.R. Auber.

824.45.25 +

Un passeport pour un métier tourné vers l'avenir.

STAGE pour : BAC - BAC + 2

ANALYSTE PROGRAMMEUR
SUR IBM 38

Vous êtes demandeur d'emploi, salarié en puissance de reconversion ou de promotion ou encore vous bénéficiez du plan de formation de l'entreprise ou d'un congé individuel de formation.
- Formation en 7 mois + de 70% de pratique.
- Assistance à la recherche d'emploi sous réserve de l'obtention du certificat de technicité informatique et de la mobilité géographique.

Cours du jour et du soir.
Agences PARIS, LYON, NANTES, LILLE.
Renseignements et inscriptions
INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
41, rue Volta 75003 PARIS. Tél. 16 (1) 274.33.28.

aleph conseil

INSTITUT PORTUAIRE
D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE

organise en association avec l'A.F.T.

Certificat d'Etudes Supérieures de transport international

(niveau 3ème cycle)

du 7 Octobre 1985 au 30 Juin 1986

Inscriptions
I.P.E.R. 1, rue E. Zola. 76090. LE HAVRE CEDEX.

IFACE
Formation de Formateurs
(stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris

Tél. 355.39.08 poste 1209

LANGUES VIVANTES ADETE

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT.
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. Téléphone : 522-51-18.

LA DISTRIBUTION vous attend.
Les Grands de la Distribution, constitués en Comité Pédagogique au sein de notre Institut, guideront votre formation et vos débuts dans la vie professionnelle

Donnez-vous 2 ans pour être formé sérieusement à l'I.D.R.A.C.
- Entrée sur dossier/niveau Terminale et test à l'entrée en Mai, Juin, Juillet
- Placement assuré

I.D.R.A.C.-Distribution
14, rue de la Chapelle
75018 PARIS T. : 205.83.19
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

enseignement

CENTRE DE FORMATION recherche

PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION

Pour direction pédagogique et enseignement.
- Diplômé de l'enseig. sup. et disposant de qq. années d'exp. dans l'enseignement.
- Exp. de l'audiovisuel souh.

Env. C.V. dét. avec photo et prét. sous nº 303.964 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Emplois Cadres — Le Monde

CHAQUE MERCREDI PRIX 6 F

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ________ Ville ____________

Nombre d'exemplaires ________ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

HALLES, rue piétonne. Imm. rénové, 2e ét. 85 m². 850.000 F. Tél. : 307-81-81.

3e arrdt

MARAIS

Dans imm. 1930 rénové. Volume de 55 m², refait neuf. 635.000 F. - 307-81-81.

4e arrdt

ST-PAUL, imm. XVIIe, séj., chbre, mezz., 63 m². caractère. soleil, 880.000 - 562-07-06.

ILE SAINT-LOUIS

36, QUAI D'ORLÉANS

FACE SEINE ET NOTRE-DAME
Appartement 90 m² plain-pied, hors du commun
PLEIN SOLEIL
Visite mardi 14 h à 17 h
Exclus. SERGE KAYSER
(1) 329-60-60.

5e arrdt

NEUF
JARDIN DES PLANTES

1 et 3 RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
Reste 1 appt de 5 p. 116 m².
Vis. témoin ts jours 14-19 h
sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

SAINT-SULPICE. DUPLEX CARACTÈRE. 790.000 F. DORESSAY - 624-93-33.

8e arrdt

ALMA 50 m²

GD STUDIO, GD STAND. GARBI - 567-22-88.

15e arrdt

FÉLIX FAURE, beau liv. (ou 2 pièces) tt cft, balc. soleil, urgent. 470.000 F. 606-10-09.

16e arrdt

PRÈS AVENUE FOCH

bel immeuble en P. de taille, 50 m², studio, possib 2 pces, cuis. éq., salle d'eau complète. Tél. : 781-91-10.

Dans voie privée près av. Malakoff, ravissant liv. + chbre en r-de-chaus. 1.000.000 F. DORESSAY - 624-93-33.

PORTE DAUPHINE

GRAND LUXE
250 m², séj. dble, s. à manger, 3 chbres, 2 bains, chbre serv. GARBI - 567-22-88.

18e arrdt

MAIRIE DU 18e
Dans IMM. NEUF STANDING
(habitable de suite)
2 PIÈCES AVEC PARK.
Possib. PRÊTS CONVENT.
s/place : mardi, jeudi, samedi (14-19 h) 53, rue du Simplon
Tél. : 258-44-96 ou
CECOGI SA - Tél. : 575-62-78.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY ST-JAMES
MAGNIFIQUE 2 PIÈCES
GD STANDING, 54 m², 3e ÉT.
GARBI - 567-22-88.

93 Seine-Saint-Denis

PARTICULIER
Vend à Villetaneuse dans petit immeuble appartement type F4. Chauffage indiv., garage, cave. Faibles charges. Prix : 360.000 F. Tél. : 822-80-62.

Province

CASSIS

Part. vds magnif. T3 GD STAND. 70 m² de résid. av. pis. ten. et pl. à prox. Px à déb. T. à part. 19 h. (42) 01-13-24.

appartements achats

Rech. 60 m² caract., r.-de-ch. s/jardin, centre Paris. clair, imm. ancien. Tél. : 887-86-01.

Recherche 1 à 3 pièces Paris. Préfère rive gauche, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Téléphone : 873-20-67 même le soir.

GROUPE DORESSAY

3, rue du Vieux-Colombier-6e rech. pour clientèle française étrangère et diplomates APTS très HAUT DE GAMME et HOTEL PARTIC. - ACHAT ou LOCATION- 624-93-33.

JEAN FEUILLADE 54, av. La Motte-Picquet-15e, 566-00-75, recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m², dans 15e et 7e arrdt.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers.
Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard, PARIS-5e
Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour directeurs et employés mutés Paris, important groupe bancaire européen rech. appts 2 à 8 pièces, villas, studios, Paris, proche banlieue. Prix indifférent. Tél. : 504-01-34.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas toutes banl. loyer garanti (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

Rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STAND. pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES. Tél. : 562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

maisons de campagne

A vendre

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Maison avec 2.000 m² + 2 garages. 700.000 F. S'adresser à Inchauspé (59) 65-82-95.

70 Km N.E. PARIS dans petit village calme. MAISON rénovée 5 p. tt cft av. 4.000 m² terrain. 450.000 F. Tél. : (4) 459-25-87 ou (26) 78-03-76.

propriétés

ENGHIEN, emplacement exceptionnel, luxueuse et grande propriété sur 1.600 m² de terrain. Prix élevé justifié. S.I. 989-92-37.

Proximité LOUVIERS (27) à vendre pavillon 7 pièces, terrain 600 m², dépendances, 1 bureau, 1 salle de jeux, garage. Prix 480.000 F. Acte en main. Tél. : 16 (32) 40-13-59.

forêts

Vds belles forêts chênes 17 h, 27 h. Dépt. 58 et 71. PRUNIER 13, av. Charles-de-Gaulle 71400 AUTUN (85) 52-30-47.

terrains

FINISTERE SUD

NEVEZ lieudit « Kérlis »
12 km de Concarneau,
4 km de la mer.
509 m² (viab.). Prix : 75 000 F.
Tél. : (3) 472-65-07

domaines

Achète
PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE
Écrire nº 203322 à : ORLET
136, av. Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-S/SEINE.

viagers

9e St-GEORGES - 2 p. cft. 118.000 + 1.400 F, occupé fme 88 ans. Cruz, 266-19-00.

bureaux

Locations

DOMICILIATION
16e CHAMPS-ÉLYSÉES

OU AVENUE VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT, TÉL., TELEX
CIDES - 500-64-32.

ÉTOILE
BUREAUX

MEUBLES
TRÈS HAUT NIVEAU

SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT TELEX
Tél. : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Bureau ou domiciliation
BUSINESS BURO (1) 346-00-55.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét. télex
CONST. SOCIÉTÉS
ou créat. toutes entreprises.
ASPAC 293-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société, démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

fonds de commerce

Ventes

MILAN. A céder : grande boutique dans quartier via Montenapoleone. Valable pour la mode ou les parfums. Téléphone : 504-34-29.



LE CARNET DU Monde

Décès

– Oran. Paris.

Mme Alexandre Amouyal,
Le docteur et Mme Jacques Amouyal et leur fille,
Le docteur et Mme René Loufrani, et leurs enfants,
M. et Mme Henri Amouyal, ses neveux et nièces,
MM. Bégarra et Sadoun,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 2 avril 1985, du

docteur Alexandre AMOUYAL,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre de la santé publique,
élu socialiste depuis 1945,
ancien délégué à l'assemblée financière d'Algérie,
ancien délégué à l'Assemblée algérienne,
ancien conseiller général d'Oran,
président de la commission des finances,
ancien premier adjoint au maire de la ville d'Oran,
ancien président de l'Union hospitalière d'Algérie,
ancien vice-président de la Fédération hospitalière de France,
ancien président de la Ligue des droits de l'homme d'Oranie,
ancien président à Paris du Syndicat professionnel des médecins rapatriés d'outre-mer.

L'incinération a eu lieu le 15 avril dans la plus stricte intimité.
La famille ne reçoit pas.

– Christine Verchain,
Jacky Bayle,
ont la douleur de faire part du décès de

CHUNGEL,

survenu le 8 avril 1985, à Aubigney (Haute-Saône).
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au Val-Saint-Germain (Essonne).
15 *bis*, avenue Pasteur,
63400 Chamalières.
43, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

– M. et Mme Claude Esquier et leurs enfants, Catherine, Eric et Richard,
Mme Emma Samuel,
Mme Alice Ebstein,
Mme Andrée Ebstein,
Mme Yvonne Ebstein,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Félix ESQUIER,

leur père, grand-père, frère et beau-frère, survenu le 11 avril 1985, dans sa quatre-vingt-quartorzième année.
L'inhumation aura lieu mardi 16 avril, à 15 h 30, au cimetière parisien de Pantin.
Cet avis tient lieu de faire-part.
64, rue des Belles-Feuilles,
75116 Paris.

– Mme André Gély,
M. et Mme Claude Etievant et leurs enfants,
M. Philippe Gély et son fils,
Et toute leur famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

André GÉLY,
contrôleur général d'Etat,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 avril 1985, à l'hôpital Foch à Suresnes.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 10 avril 1985, à l'église de Suresnes, et l'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse.

– M. et Mme Philippe Baron, ses enfants,
Lucile et Hélène, ses petites-filles,
M. et Mme Pierre Baron, ses neveux,
M. et Mme Claude Girault et leurs enfants, ses cousins,
Les familles Ramboz, Chatillon et Dethe,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marguerite GENSOLLEN,
née Gailhonard,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu à Dijon, le 4 avril 1985, dans sa quatre-vingt-huitième année.
Veuve en premières noces du médecin-colonel Baron.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Fontainebleau le 9 avril.
4, impasse des Roses, 21240 Talant.

– La famille,
Ses amis,
G. et M.-C. Rau,
ont la douleur de faire part du décès de

Martin HOG,
professeur d'allemand,

survenu le 28 février 1985.

Il a été inhumé en toute intimité à Gustavsburg (RFA).

Rue de la Mare-Morel,
Thuit-Anger,
27370 Amfreville-la-Campagne (France).

– Hélène Langevin, son épouse,
Luce Langevin, sa mère,
Françoise et Christian Mijangos,
Yves Langevin, ses enfants,
Aline Dajoz, sa sœur,
Roger Dajoz et leurs enfants,
Pierre Joliot, son beau-frère,
Anne Joliot et leurs enfants,
Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel LANGEVIN,
directeur de recherche au CNRS,

survenu le 11 avril 1985, à l'âge de cinquante-huit ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sceaux (Hauts-de-Seine), le mardi 16 avril, à 11 h 30.

76, avenue Le Nôtre,
92160 Antony.
38, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

– Le directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du CNRS,
Le président de l'université Paris-Sud,
Le directeur de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay,
Les personnels de l'Institut de physique nucléaire,
ont le regret et la tristesse d'informer de la disparition de

M. Michel LANGEVIN,
directeur de recherche au CNRS.

– Mme J.-L. Lapierre,
Jean Baptiste et Frédéric Lapierre,
Carole et Stéphane Garin,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis LAPIERRE,

survenu le 9 avril 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Mezy.
Cet avis tient lieu de faire-part.
33, rue Lacépède,
75005 Paris.

– Jean-Marc Levaillant demande à tous les amis de

Jeanne LEVAILLANT,

décédée le 10 avril 1985,

de se réunir autour d'elle, le jeudi 18 avril 1985, à 10 h 45, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

Cette invitation tient lieu de faire-part.

– Mme Jean-Louis Loiselet,
Mlle Brigitte Loiselet,
M. et Mme Michel Mignot et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis LOISELET,
ancien élève de l'Ecole normale supérieure,
agrégé de l'Université,

survenu le 27 mars 1985.
Les obsèques religieuses ont eu lieu le 2 avril à Bénodet (Finistère).
Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 20 avril 1985, à 11 heures, en l'église Saint-Sulpice à Paris.

5, rue Monticelli,
75014 Paris.

– Le docteur et Mme Michel Remy,
Stéphane, Christophe et Fabrice,
M. et Mme Michel Faraggi,
Mme Simone Patisson,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcel MATHIEU,
née Henriette Faraggi,

survenu le 8 avril 1985 en son domicile,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).

Le Gay-de-Vergne,
87510 Nieul.
7, rue Théophile-Gautier,
92200 Neuilly.
14, place Etienne-Pernet,
75015 Paris.

– Mme Jean Saddy, son épouse,
Le colonel et Mme Jean-François Saddy et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Saddy,
M. et Mme Jean Daire et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Madeleine Routens,
M. et Mme Louis Petraz et leurs enfants,
ses belles-sœurs et beau-frère, neveux et nièces,
Ainsi que toute la famille réunie,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jean SADDY,
professeur honoraire de la faculté des sciences de Reims,
ancien chargé de recherche au CNRS,
ancien élève et professeur du collège Sainte-Croix de Neuilly,
ancien professeur du cours Saint-Louis de Monceau,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
commandeur dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu à Chambéry le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée à Chambéry le 10 avril.
Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Salteur,
73300 Chambéry.

– Mme France Sancho, son épouse,
Mme Rosa Sancho, sa sœur,
M. et Mme Miguel Vives, ses beaux-frères,
Mme Dolorès Hugues et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. Henri SANCHO,
journaliste,
ancien collaborateur de l'Agence France-Presse,

survenu le 11 mars 1985 à Rosny-sous-Bois.
L'inhumation aura lieu le mardi 16 avril, à 9 h 45, au cimetière nouveau de Rosny-sous-Bois.
Pas de condoléances.
108, boulevard d'Alsace-Lorraine,
93110 Rosny-sous-Bois.

– Paul Sternschuss, son époux,
Elise Sarfati,
Sylvie et Pierre Angel, ses enfants,
Sandrine, Olivier et David, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ada STERNSCHUSS,
née Wajsberg,

survenu à Paris, le 12 avril 1985.
Les obsèques auront lieu le mercredi 17 avril.
Réunion à 11 heures à la porte principale du cimetière parisien de Pantin.
Ni fleurs ni couronnes.
6, rue Boutard,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

– Il y a trois ans, le 15 avril 1982, disparaissait, à l'âge de cinquante-cinq ans,

Francis COMBE,
député au Parlement européen,
président des chambres de métiers de France.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et apprécié et qui restent fidèles à son souvenir.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire de

Jean-Marie ROCHE,
inspecteur général des finances,

sera célébrée en l'église Saint-Roch le mardi 16 avril 1985, à 11 heures.

Messes anniversaires

– Une messe sera célébrée le samedi 20 avril 1985, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, pour le deuxième anniversaire de la mort de

Mme Etienne DELLA SUDDA,
née Geneviève Billon,

et à la mémoire de sa sœur,

Hélène MAXWELL,
née Billon,

décédée le 1er avril 1985 aux Etats-Unis.

– A l'occasion du cinquième anniversaire du rappel à Dieu de

François DONSIMONI,

une messe sera dite par le Père Montabert, en l'église Saint-Sulpice, le mardi 16 avril 1985, à 11 heures.

Communications diverses

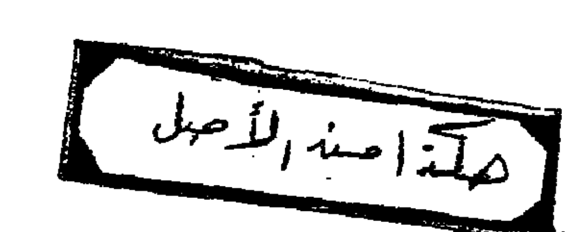
– L'association internationale Futuribles, 55, rue de Varenne, Paris-7e, organise les 16 et 18 avril, de 17 h 30 à 19 h 30, des « tables rondes » sur les problèmes de prospective régionale et sociale. (Inscriptions (1) 222-63-10.)

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-X Nanterre, mardi 16 avril, à 15 h 30, salle 614 (bât. G), M. Paul Encelle : « Contribution à l'analyse des mécanismes de gestion et de mesure sociales d'un risque : le cas français des accidents du travail ».





هكذا صدر الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : nouvel affaiblissement

Initialement mieux disposé qu'à la veille du week-end, le dollar s'est, de nouveau, affaibli en fin de matinée, lundi 15 avril, sur toutes les grandes places financières internationales. Il valait 9,3450 F à Paris (après 9,3750 F), contre 9,3670 F vendredi et 3,0550 DM à Francfort (après 3,07 DM), contre 3,0640 DM. Selon les cambistes, les marchés ont été fâcheusement impressionnés par les derniers éléments de l'enquête menée sur la faillite de la Bevill, Bresler and Schulman (BBS), petite firme du New-Jersey spécialisée dans les transactions sur les bons du Trésor, de laquelle il ressort, en effet, que cette faillite prend une dimension insoupçonnée. Selon l'administrateur provisoire, la société aurait effectué des opérations clandestines (que certains n'hésitent pas à qualifier de frauduleuses), dont le montant porterait sur 5 milliards de dollars, soit dix fois le total de son bilan. Estimés à 198 millions de dollars, les pertes de la BBS pourraient être, en fait, très supérieures à cette somme. De source financière, on murmure que soixante-quinze brokers américains seraient impliqués dans cette affaire.

Démographie : le monde comptera 8,1 milliards d'habitants en 2025

Selon les nouvelles projections démographiques de l'ONU, établies à partir de données de 1982, la population mondiale devrait passer de 6,127 milliards de personnes en l'an 2000, à 8,177 milliards en 2025. D'après ces estimations, publiées, le 13 avril, dans le bulletin mensuel de l'Institut national d'études démographiques (INED), la population française pourrait alors être de 58,5 millions d'habitants, plus importante que celle de l'Allemagne fédérale (53,8 millions). Tandis que le Japon connaîtrait un taux de vieillissement « considérable », avec 20,6 % de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus, les pays africains croîtraient rapidement. On compterait 60 millions d'habitants au Maroc et en Algérie, contre 20 millions vers 1980. La population du Kenya serait multipliée par 4,9 et atteindrait les 82,8 millions ; celle du Nigéria s'élèverait à 338 millions. Parmi les agglomérations, Mexico devrait être la plus importante du monde, avec 26,3 millions d'habitants, d'ici quinze ans, suivie par Sao-Paulo, Tokyo, Yokohama et Calcutta.

Pétrole : reprise des ventes soviétiques à l'Europe

Les exportations pétrolières de l'Union soviétique vers l'Europe ont repris leur niveau normal après plus de quatre mois d'interruption. La dureté de l'hiver avait, en effet, affecté la production et le transport de pétrole en Union soviétique, en même temps qu'elle avait accru la consommation intérieure. Les exportations en avaient été affectées, jusqu'à être complètement interrompues en février et mars. L'URSS exporte chaque année de l'ordre de 70 millions de tonnes de pétrole et produits pétroliers vers les pays occidentaux.

Un rapprochement entre Fiat et Ford-Europe paraît probable

Il semble de plus en plus que Ford-Europe et la firme italienne Fiat soient sur le point de conclure un accord de coopération. Une commission composée de responsables des deux groupes étudie depuis plusieurs mois *« tous les aspects d'une coopération possible »*, a indiqué M. Rainer Nistl, porte-parole de la filiale ouest-allemande de Ford.

Les discussion se dérouleraient désormais à un niveau élevé, et une fusion entre les deux firmes serait même parmi les solutions envisagées. Mais, au préalable, une lettre viendrait préciser les secteurs d'une large coopération technique, pour la production notamment de pièces détachées et de moteurs.

Ce rapprochement bouleverserait un marché européen sur lequel six constructeurs principaux se battent avec des parts de marché situées entre 10 % et 13 %. Or, parmi ceux-ci, Ford et Fiat sont depuis un an en première et seconde position pour les ventes sur le Vieux Continent.

Cette décision viendrait compléter la stratégie de Ford, qui, en outre, chercherait à accroître ses liens avec la firme japonaise Mazda.

Les grandes manœuvres se poursuivent d'ailleurs entre constructeurs américains et japonais pour tenir compte de la situation nouvelle provoquée par la levée des quotas d'importations nippones aux Etats-Unis et par les tensions commerciales nippo-américaines. M. Lee Iacocca, président de Chrysler, est ainsi arrivé, le 13 avril, à Tokyo, où il doit rencontrer les responsables gouvernementaux et les dirigeants de Mitsubishi. Chrysler et Mitsubishi devraient annoncer prochainement la construction commune aux Etats-Unis d'un modèle qui remplacerait en 1988 la Dodge Omni et la Plymouth Horizon. A cette occasion, la participation que détient Chrysler dans Mitsubishi pourrait passer de 16 % à 24 %. – *(Reuter, AFP.)*

TRANSPORTS

La Chine achète 26 biréacteurs américains

Long Beach (Californie) *(AFP)*. – La République populaire de Chine a signé avec la firme aéronautique américaine McDonnell Douglas un contrat pour l'achat de 26 avions de ligne MD-80. Les appareils seront montés à Shanghai.

Le montant du contrat n'a pas été révélé officiellement, mais il s'agirait de la plus importante transaction à ce jour entre la Chine et un constructeur d'avions américain. Il pourrait atteindre entre 800 millions et 1,2 milliard de dollars.

Le MD-80 est un biréacteur dérivé du célèbre DC-9. Il peut emporter 147 passagers et son rayon d'action est de 3 800 kilomètres environ. L'accord, dont la conclusion a nécessité six ans de négociations, prévoit également pour la Chine une option d'achat de 15 appareils supplémentaires.

Les avions seront livrés, entre 1987 et 1991. Les premiers appareils entreront en service en 1987.

A Pékin, l'agence Chine nouvelle a confirmé l'information.

LES DÉFIS DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INFORMATIQUE

« Le commissariat du Plan doit être systématiquement à l'écoute des pays étrangers les plus avancés »

nous déclare M. Gaston Defferre

Le gouvernement a demandé au commissariat du Plan de s'intéresser désormais davantage que par le passé aux réalisations techniques (informatique, robotique, intelligence artificielle) et scientifiques des pays les plus avancés (Amérique du Nord, Japon, Corée du Sud, Singapour, Hongkong, Israël). Il devra en tirer les leçons et dire comment l'appareil industriel français doit et peut s'inspirer de ces exemples pour se moderniser dans les plus brefs délais.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, précise dans l'entretien ci-dessous le sens de cette politique et annonce qu'une réunion de tous les organismes qui travaillent sur les nouvelles technologies aura lieu mardi 16 avril.

« Le gouvernement a décidé de faire « sortir » le commissariat général du plan de l'Hexagone et lui a demandé d'être plus attentif à ce qui se fait à l'étranger. Pourquoi ?

– Les progrès de l'informatique, de la robotique, de l'intelligence artificielle ont profondément modifié les méthodes de fabrication industrielle et, de ce fait, la situation économique et sociale dans les pays les plus avancés.

» Il n'est plus possible, désormais, pour une grande nation d'échapper à la concurrence internationale. Aucune barrière douanière ne peut résister durablement à l'offre de produits moins chers et de meilleure qualité que ceux qui sont fabriqués sur le marché national.

» De plus, l'évolution des nouvelles disciplines dépasse les prévisions faites par les meilleurs experts aussi bien en ce qui concerne les perfectionnements techniques que la diminution des prix. Or, passé un certain stade, les retards pris sont difficiles, sinon impossibles à rattraper.

» J'ai donc proposé au premier ministre et au président de la République, qui ont accepté, d'ouvrir désormais davantage le commissariat du Plan sur l'extérieur, de lui permettre d'être informé de façon continue et complète sur ce qui se passe dans les régions du monde les plus en avance sur nous...

Point de passage obligé

– Lesquelles ?

– Certaines régions d'Amérique du Nord, le Japon, la Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Israël. Il faut que le Plan puisse tirer les leçons des expériences, des succès et des échecs de ces pays. Il pourra alors conseiller valablement le gouvernement pour le choix de ces nouvelles technologies et sur les méthodes à employer pour leur mise en œuvre en France.

» Nos conditions de vie et de travail sont différentes de celles des étrangers qui ont pris de l'avance sur nous. Il faut, c'est très important, tenir compte des conséquences sociales de l'utilisation de technologies modernes.

– Quelles décisions concrètes avez-vous prises dans ce sens ?

– D'abord, Mme Cresson et moi-même avons créé et installé une commission dénommée « Prospectives et échanges internationaux » présidée par M. Michel Freyche, inspecteur général des finances, président de la Banque française du commerce extérieur. Mandat lui a été donné d'apprécier les évolutions, perspectives et croissancesà moyen terme dans ces pays. La commission est composée de chefs d'entreprise, de représentants des chambres de commerce et des banques. Dix groupes de travail ont été mis en place par secteur industriel (sidérurgie, automobile, chimie, logiciels, électronique, etc).

» Deuxièmement, un réseau de transmissions rapides des informations recueillies à l'étranger par les conseillers commerciaux et scientifiques en poste dans nos ambassades a été créé. Le commissariat du Plan recevra ainsi les rapports de ces conseillers concernant les travaux, les recherches, les méthodes de fabrication dans les usines les plus modernes, comme par exemple l'usine de Freemont aux Etats-Unis, dans laquelle sont associés les Japonais et la General Motors, sans violer les règles du secret industriel.

» Nous ne pouvons plus nous contenter d'une politique d'information technologique ou scientifique nationale. Le Plan sera le point de passage obligé des dernières informations systématiquement collectées à l'étranger.

– Le Centre mondial informatique et ressources humaines n'a-t-il pas joué ce rôle, précisément ?

– Si, et c'est la troisième décision. Le Centre est depuis sa création très ouvert sur l'étranger, notamment sur les universités américaines. La démission récente de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber de la présidence de cet organisme ne remet pas en cause ces orientations. M. Servan-Schreiber a tenu, quand il a quitté ses fonctions, à ce que le Centre mondial continue à servir notre pays. M. Funk-Brentano, qui lui a succédé à la présidence, est un médecin chef de service des hôpitaux apprécié de la communauté scientifique et un spécialiste de l'informatique. Le Centre mondial est en rapport avec l'université Carnegie-Mellon, à Pittsburgh. Depuis, les Américains ont choisi Carnegie-Mellon pour être l'université « pilote » de quatorze grandes universités dans un domaine absolument déterminant, celui de la conception de logiciels. Vous savez, comme moi, que l'ordinateur est une machine ; le logiciel, c'est ce que l'on met dans la machine pour qu'elle puisse répondre, confronter les chiffres, faire toutes les opérations et, même, maintenant, avec l'intelligence artificielle, raisonner.

Aller vite

» Nous pourrons être ainsi au courant de la progression des techniques les plus élaborées, avant même que les entreprises ne les aient mises en application.

» L'association entre chercheurs, professeurs, étudiants, industriels est une méthode très répandue aux Etats-Unis. La France a le plus grand intérêt à s'inspirer de cette formule.

» D'ores et déjà nous savons que la modernisation est un impératif. Je rappelle que c'est un des thèmes majeurs de la politique gouvernementale. M. Laurent Fabius l'a déclaré dans son discours de présentation à l'Assemblée nationale. Rappelez-vous sa formule : *« Moderniser et rassembler. »*

– N'est-il pas trop tard, en France, car cette invasion, elle a déjà lieu...

– Je ne pense pas qu'il soit trop tard, mais il faut aller vite. Ce n'est pas facile. Dans l'esprit de beaucoup de nos compatriotes, moderniser veut dire accroître le chômage. C'est inexact. L'utilisation de nouvelles technologies, notamment de robots, provoque une diminution de la main-d'œuvre dans les entreprises manufacturières pendant un certain temps. Il y a une période de transition. Ensuite, il se produit un double phénomène :

» – L'entreprise modernisée, ayant amélioré la qualité de ses produits et diminué leurs prix, vend plus, fabrique plus et a besoin de personnel. Il faut dire la vérité, cette entreprise ne reprendra sans doute pas tous ceux qui ont été licenciés, mais elle aura besoin de maintenance, c'est-à-dire d'entretien des nouvelles machines, elle devra, pour cela, recruter.

» – Un tissu industriel nouveau de petites et moyennes entreprises apparaîtra et se développera, cela créera des emplois. Ce phénomène n'est pas une vue de l'esprit, il a été constaté, il s'est produit effectivement dans les régions où les nouvelles technologies ont été employées à temps.

» Je pense qu'en France nous n'éviterons pas une période de transition pour passer de la deuxième à la troisième génération industrielle. Le Plan doit étudier l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi pour que des dispositions puissent être prises à temps.

» J'ai entendu, par exemple, un exposé du président de Westinghouse. Il est formel, la formation du personnel aux technologies nouvelles dans des firmes qui commençaient à être en difficulté leur a permis de se développer.

– Tout est donc une question de formation.

– La clef du problème est en effet la formation des hommes aux nouvelles technologies. C'est l'ambition du projet Informatique pour tous, qui donnera une connaissance élémentaire indispensable de l'informatique aux adultes aussi bien qu'aux jeunes. Le plan Informatique pour tous permettra à la fois d'informer et d'alerter l'opinion.

» L'informatique est un langage, une technique aussi importante que l'ont été en leur temps l'électricité ou le téléphone. L'activité économique ne peut plus se passer de l'informatique sans être condamnée à péricliter. Les nations, les industriels qui la refuseront, se condamneront.

– Comment financer ce vaste effort ?

– Il y a bien sûr les crédits de l'Etat. Mais les régions auxquelles la décentralisation a transféré une partie des crédits de formation professionnelle se passionnent pour cette tâche. Il faut additionner les efforts de tous.

– Plusieurs organismes publics travaillent sur les nouvelles technologies. Comment va-t-on coordonner l'ensemble de ces travaux ?

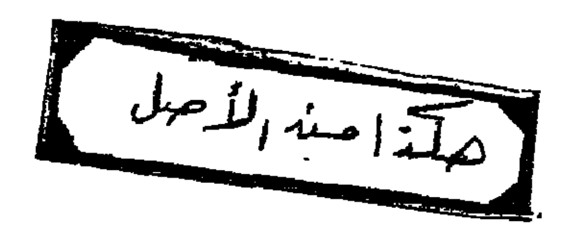
– Le premier ministre a décidé de coordonner ces organismes. Il m'en a confié la charge. Je lui ferai un rapport et des propositions avant la fin du mois.

– La France n'est pas le seul pays à réagir au défi de l'informatique.

– Une conférence internationale vient d'être réunie, à Venise, sur le thème « Nouvelles technologies et emploi », pour souligner l'urgence d'une action vigoureuse et concertée des pays européens contre le chômage.

» Le gouvernement a pour devoir de se préoccuper du présent et de l'avenir. La tentation en période pré-électorale est de s'attacher surtout au court terme, mais le devoir du gouvernement est de préparer le moyen et le long terme sans se laisser limiter dans ses réflexions et dans son action par une période électorale, si importante soit-elle. »

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD.



MONNAIES

APRÈS LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA CEE EN SICILE

L'usage de l'ECU va être facilité pour les banques centrales de la Communauté

« Je suis assez satisfait du résultat des entretiens. Nous avançons de nouveau », a déclaré, dimanche 14 avril, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, à l'issue de deux journées d'entretiens que les ministres des finances de la CEE venaient d'avoir à Palerme.

Au centre des discussions : la construction monétaire européenne et l'endettement du tiers-monde. Les Dix ont fait un pas en avant, samedi 13 avril, en entérinant plusieurs décisions proposées par les gouverneurs des banques centrales de la CEE pour faciliter l'usage de l'ECU :

● **Possibilité pour les banques centrales de mobiliser des ECU contre des dollars auprès d'autres** banques centrales de la CEE par l'intermédiaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). Cette disposition leur permettra de participer à la régulation du marché du dollar en utilisant l'ECU sur le marché des changes.

● **Relèvement du plafond de remboursement en ECU des dettes à très court terme (moins de quarante-cinq jours) des banques centrales.** Ces dettes, utilisées par un institut d'émission pour financer une intervention sur les marchés des changes, devaient être réglées avec un maximum de 50 % en ECU. Cette limite sera relevée à 100 % lorsque la banque centrale, qui a une dette à régler, a une position débitrice nette en ECU.

● **Augmentation des taux d'intérêt payés sur les positions créditrices ou débitrices nettes en ECU des banques centrales.** Les taux étaient jusqu'à présent calculés sur la moyenne pondérée des taux d'escompte officiels, inférieurs au niveau réel du marché.

● **Possibilité offerte à des banques centrales de pays non membres de la Communauté ou à des institutions internationales de détenir des ECU.** Cette disposition devra être approuvée par le conseil des ministres après consultation du Parlement européen pour entrer en vigueur. Il s'agit, par exemple, d'autoriser la Budesbank à échanger des ECU contre dollars avec la Banque centrale d'Autriche si l'Institut ouest-allemand a besoin de billet vert.

Les réserves en ECU des banques (1 ECU = 6,82 F) atteignaient en septembre dernier l'équivalent de 23,6 milliards de dollars, soit un quadruplement en deux ans, selon la BRI (Banque des règlements internationaux). Mais des progrès importants restent à accomplir sur la voie de la construction monétaire : la RFA refuse de donner à l'ECU un rôle trop important, cherchant à préserver le statut de monnaie de réserve du deutschemark. La Grande-Bretagne ne fait pas partie du SME ; la livre bénéficie de marge, de fluctuations plus grandes que les autres monnaies au sein du SME ; la France et l'Italie contrôlent assez strictement les mouvements des capitaux.

D'autre part, les ministres ont estimé qu'une augmentation du capital de la Banque mondiale était nécessaire pour permettre à cette institution d'accroître ses prêts à bas taux d'intérêt aux pays du tiers-monde. Mais les Dix ont jugé que le moment n'était pas encore venu pour cette augmentation, a déclaré, pour la Grande-Bretagne, le chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson.

PALERME

Que les ministres des finances des Dix, accompagnés de leurs gouverneurs des Banques centrales, se réunissent en séminaire à Palerme, capitale de la Mafia, ne manque pas de piquant. Au menu : la recherche d'une plus grande unité monétaire européenne, l'accroissement du rôle de l'ECU, le renforcement de l'autorité de la CEE face aux Etats-Unis.

Mais le communiqué final ne dit pas d'où viennent les ECU, quels circuits ils empruntent, et comment ils sont « blanchis » entre Palerme et la capitale américaine.

F. GR.

SOCIAL

AU CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES CGT

Interrogations sur la syndicalisation des enseignants

La CGT va-t-elle créer de nouveaux syndicats dans l'enseignement et la recherche ? C'est la proposition qu'a faite, lors de son congrès, le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (SNETP-CGT). Pourtant, depuis trente ans, la CGT avait, en fait, abandonné le terrain à la Fédération de l'éducation nationale sauf en quelques secteurs où elle était restée implantée après la scission de 1947. La question sera posée au congrès de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF-CGT), qui s'ouvre lundi 15 avril. Le document d'orientation du congrès, en effet, estime que Force ouvrière, en présentant des listes pour les élections professionnelles des enseignants et en obtenant 12 % des voix, a créé une situation nouvelle. La CGT doit y réfléchir et en tenir compte.

Pour sa part, le SNETP est bien décidé à défendre sa proposition. Celle-ci a provoqué de vigoureuses réactions dans les syndicats dirigés par la tendance Unité et action de la FEN. Adoptant souvent des positions proches de la CGT, ceux-ci sentent évidemment leur situation mise en cause. Mais la proposition a rencontré des réticences aussi à l'intérieur de la CGT. Ainsi, des responsables du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (SNTRS-CGT), qui rassemble des techniciens du CNRS, ont récemment souligné que la création de syndicats CGT dans la recherche — et l'enseignement — devait correspondre à la volonté des intéressés, jugeant pour leur part l'alliance actuelle entre le SNTRS et le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS), affilié à la FEN, peut-être plus efficace que la création d'un syndicat de chercheurs à la CGT.

La création de nouveaux syndicats est liée aussi à la réorganisation des structures syndicales dans la fonction publique d'ici à 1990. Il s'agit de renforcer en priorité les échelons départementaux et locaux, pour suivre le mouvement de décentralisation de l'administration. La réorganisation du SNETP dans ce sens, déjà décidée, peut aussi servir de point d'ancrage pour syndiquer d'autres catégories d'enseignants...

Pour l'instant cependant, il semble que les dirigeants de la confédération hésitent à franchir le pas. M. Krasucki, en particulier, s'était auparavant montré hostile à l'entrée de la CGT sur le terrain de l'enseignement. En février dernier, après le congrès de la FEN, il s'était contenté de laisser planer la menace, annonçant seulement, dans l'immédiat, que la CGT s'adresserait aux enseignants pour dénoncer l'attitude des responsables de la FEN dans les négociations de la fonction publique. Il est vraisemblable que c'est le congrès confédéral qui tranchera en novembre prochain.

GUY HERZLICH.

Conflit au Club Méditerranée

Cent trente-cinq employés immigrés du Club Méditerranée ont porté devant le tribunal des prud'hommes de Paris le différend qui les oppose à la direction de l'entreprise.

C'est la signature d'un accord sur les saisonniers, le 8 mars 1985, qui a provoqué la crise (*le Monde* du 10-11 mars). Ce texte garantit à quatre cent cinquante travailleurs étrangers des conditions de réembauche d'une saison à l'autre, à condition qu'ils aient déjà fait quatre saisons au moins au cours des trois dernières années.

Il s'agissait en fait, selon la direction du club, de *« prendre en compte les mesures décidées en 1981-1982 par les pouvoirs publics afin de régulariser la situation des travailleurs immigrés »*. Ceux qui bénéficient déjà d'une carte de travail et de séjour peuvent garder leur statut. Ceux qui n'ont qu'un contrat ONI (Office national d'immigration), travaillant seulement une saison en France, se voient proposer une saison dans leur pays d'origine.

Cent trente-cinq personnes ont refusé de signer de tels contrats. L'accord a été, en effet, signé par la CFDT, FO et le SIPCM (syndicat indépendant) mais la CGT le rejette. *« Sous couvert de contrats ONI, le club emploie des salariés à temps plein »*, affirme un représentant de ce syndicat.

« D'autre part le temps de travail de ces immigrés atteint souvent quarante-huit heures par semaine. Enfin, le texte de l'accord stipule qu'une autre saison leur sera proposée mais la durée n'en est pas déterminée. » La CGT demande l'« *application du code du travail. Un enchaînement de contrats à durée déterminée constitue en fait un contrat à durée indéterminée* », explique-t-elle. L'affaire sera plaidée le 23 avril devant les prud'hommes.

M.-C. R.

DOSSIER REUSSITE

DES PATRONS QUI NE MANQUENT PAS D'AIR!

Aérospatiale, Microfusion, Alsthom Atlantique, SNCF, Bosch France, Cipa, Cipel, D.B.A., Jaeger, I.T.T., Siemens, Télémécanique, Matra, Thomson Unélec, Wonder, L.C.C. Cice, I.B.M., Cégédur Péchiney, Sagem, Neyrtec, Laminoirs de Strasbourg, Le Bronze Industriel, Pont-à-Mousson, Sacilor, Sollac, Vallourec, C.L.A.L., Le Creuset, Florence et Peillon, Duranton Sicfond, Massey Ferguson, S.G.F., Triboulet, Saint Gobain Verre Plat, Saint Gobain Emballage, Saint Gobain Triplex, V.M.C., Sovis, Corning, Verrerie du Velay, Verrerie de Graville, Vertal, Essilor, Verretubex, Verrerie Médicale, Villeroy et Boch, Porcher, Briqueteries et Tuileries Alsaciennes, Dim, Absorba, Bidermann, Cernay S.A., Gillet Thaon, Lingelor, Passements Willot, Rasurel, Rhône Poulenc, S.A.I.C., Schaeffer Impression, Steiner, Teinturerie des Bas Trévois, Tricotage Industriel Moderne, Vandendriessche, Ykk Yoshida, Flodor, Sucreries de Vauciennes, Nova, Biscuiterie Normande, Biscottes Clément, Lesieur Cotelle, Sucrerie de Bourdon, Andros, Astra Calvé, Sopad, William Saurin, La Maison du Café, Amora, Ateliers de Construction de Roanne, Ateliers Pasquet, Ateliers Bergeaud Mâcon, Extralco, Ferco, Fichet Bauche, Happich France, Gouvy, Ronéo, Saint Laurent Industrie, Sic Safco, S.I.M.U., Hutchinson Mapa, Michelin, Good Year, Kléber Colombes, Le Caoutchouc Moderne, Dunlop, Posso, Tramico NB, S.I.B.F., S.N.P.E., Bourbon S.A., Réhau Plastik, Cafac, Ceca, Coop Pharmaceutique, Norton, Corona, Ipa Peintures Gauthier, Kolmar Europe, Norsolor, Placoplâtre, Raffinerie de Lorraine, Rhône Poulenc, Sté Chimie de Dieuze, Solvay, Vulcanic, Antar, Esso, Seigneurie, Lutécia, Clairefontaine, Pont-Ste-Maxence, Martel Catala, Sacoc, Gondardennes, St-Germain, Charles-Morin, Jean-Didier, Atal, Probat, La Redoute, GB Brico, Castorama, Renault, General Motors, Ford, Peugeot.

Depuis plus de 50 ans que la société Colt maîtrise les problèmes de ventilation industrielle, elle a équipé 60 % des entreprises françaises qui réalisent les plus gros bénéfices. Leurs patrons savaient où était leur intérêt.

ILS ONT GAGNÉ EN PRODUCTIVITÉ.

De la température dépend la productivité des entreprises. En deçà de 18 °C et au-delà de 20 °C, chaque degré entraîne une baisse de productivité de 2 %. A 30 °C, elle chute de 20 %.

Équipée d'un système de ventilation Colt, la Société des avions Marcel Dassault peut réduire de 8 °C sa température intérieure en été. Résultats: de meilleures conditions de travail et une productivité accrue.

Atmosphère chargée de poussière, de gaz ou d'odeurs, trop chaude en été ou trop froide en hiver, voilà le cortège de la fatigue, des maladies ou de l'absentéisme. Avec Colt, l'absentéisme régresse de plusieurs points chez Labinal.

Chez eux et comme chez tous ceux qui ont fait appel à Colt.

ILS ONT GAGNÉ EN SÉCURITÉ.

Quelle est la cause majeure de l'accident de travail? La température, bien sûr. A 30 °C, les risques sont accrus de 50 %! C'est pourquoi chez Moulinex ou chez Saint-Gobain, le système Colt a produit comme une immense bouffée d'air frais.

D'autant plus qu'en cas d'incendie, la ventilation Colt assure une évacuation immédiate de la chaleur et des fumées protégeant personnel et capital.

ILS ONT GAGNÉ EN ÉCONOMIE D'ÉNERGIE.

En recyclant l'air chaud, la ventilation Colt soulage jusqu'à 30 % vos factures chauffage.

Comment? Le système Colt repose sur un principe aussi simple qu'ingénieux: récupérer l'air chaud sous-toiture et le recycler à hauteur d'homme, vers les postes de travail.

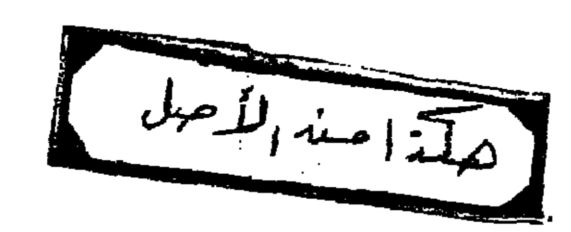
A Vénissieux, Renault Véhicules Industriels économise plus de 100 000 F par an. A Beaune, LCC, filiale de Thomson, économise plus de 150 000 F par an pour un investissement amorti en moins d'une année.

Comme eux, comme Saint Gobain, Gillette... et 75 000 autres industriels en Europe, équipez-vous Colt et vous aussi ayez l'air qu'il faut pour gagner.



L'AIR DES GAGNANTS

TOBACO



ÉTRANGER

LA POÊLE A FRIRE ET L'EXCÉDENT COMMERCIAL

Une poêle à frire, 720 centilitres de whisky, un thermomètre pour le four, un service à fondue et des bâtons de rouge à lèvres. Voilà les achats qui devraient éloigner les menaces protectionnistes brandies par les Etats-Unis à cause des excédents commerciaux du Japon. *« Que chacun achète pour 100 dollars de produits étrangers par an »,* tel est, depuis samedi, le mot d'ordre du gouvernement japonais, qui a lancé une campagne de promotion des importations. Les Japonais achèteront des bouilloires et des cravates par patriotisme, puisqu'ils ne le font pas pour leur qualité, espère-t-on à Tokyo.

Acheter étranger, *« c'est une question de vie ou de mort »,* avait dramatiquement annoncé le premier ministre, M. Nakasone, à la télévision, en présentant un train de mesures plus vaste destiné à ouvrir le marché japonais en trois ans. Tous les ministères devraient coopérer. *« Il y aura de la résistance bureaucratique, mais je suis déterminé à la contraindre »,* a déclaré solennellement le chef du gouvernement. Il ne reste plus aux 120 millions de Japonais ainsi mobilisés qu'à sortir leur porte-monnaie et choisir dans la liste que le gouvernement a déjà préparé. 100 dollars pour remplir leur devoir de citoyen. Si la campagne réussit, elle mettra 12 milliards de dollars de trousses à manucure et de cigarettes sur le plateau de la balance commerciale japonaise, qui, rien qu'avec les États-Unis, accusait l'année dernière un excédent de 37 milliards de dollars, selon les statistiques américaines.

M. Nakasone a confié à la presse étrangère que lui-même était preneur de cravates françaises, de costumes anglais ou italiens et de chaussures de tennis américaines.

Les menaces protectionnistes du Congrès américain ont convaincu Tokyo de procéder à des gestes spectaculaires, mais le Japon refuse d'accéder à toutes les requêtes des Etats-Unis pour réduire le déficit commercial. Ainsi le Japon n'achètera-t-il pas 10 millions de tonnes de céréales, comme avait demandé le sous-secrétaire américain à l'agriculture.

D. B.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● **Grève de la restauration dans les TGV.** – La grève des salariés assurant la restauration dans les TGV, commencée le 3 avril, se poursuit : selon la direction, le mot d'ordre des syndicats CGT, CFDT et FO est suivi par 50 % du personnel. Les grévistes réclament des augmentations de salaire, une amélioration des conditions de travail et la semaine de trente-cinq heures. La direction de la SORENOLIF affirme, pour sa part, que les « *rémunérations* » de son personnel « *sont les plus élevées de la restauration ferroviaire en France, puisque le salaire brut mensuel pour le personnel roulant est de 6 600 F par mois pour trente et une heures de travail effectif par semaine* ».

● **Menace de grève générale dans la marine marchande.** – La Fédération nationale des syndicats maritimes (CGT) a appelé, le 13 avril, les marins de la flotte de commerce à « *se tenir prêts à une grève générale* » au cas où les armateurs du groupe Worms tranféreraient deux pétroliers français, le *Poitou* et le *Touraine*, sous le pavillon des Bahamas. D'autres navires du même groupe pourraient ultérieurement, selon la CGT, faire l'objet de mesures analogues. La fédération des marins estime qu'il s'agit d'un « *plan d'attaque généralisé* » au niveau international et de la CEE pour « *parvenir à la liquidation* » de la flotte de commerce française et au démembrement du statut de marin.

● **Les concierges font la grève du courrier.** – Le Syndicat national indépendant des gardiens d'immeubles et concierges (SNIGIC), affilié à l'Union française du travail, a décidé de déclencher à partir du 15 avril, une « *grève administrative* » en appelant les concierges à refuser de distribuer le courrier et d'encaisser les loyers. Par ce mouvement qui fait suite à la « *grève des poubelles* » – suivie, selon le SNIGIC, par 40 000 concierges sur 115 000, – le syndicat entend protester contre le refus du ministre du travail de répondre à ses demandes d'audience. Les concierges en grève veulent toucher au moins le SMIC (au lieu de 60 % du salaire minimum).

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Le conseil d'administration s'est réuni, le 11 avril 1985, sous la présidence de M. Gilbert Lasfargues, pour arrêter les comptes de l'exercice 1984.

Le total du bilan s'élève à 14843 millions de francs contre 12254 millions de francs au 31 décembre 1983, en progression de 21 %.

Le produit net bancaire, qui atteint 430,3 millions de francs, marque une croissance de plus de 15 % qui résulte à la fois de l'amélioration des produits d'intérêt et du développement des commissions de service.

La hausse des frais généraux étant à peine supérieure à 8 %, le résultat brut d'exploitation avant amortissements, provisions, charges et produits exceptionnels est en progression de plus de 50 % sur celui de l'exercice 1983.

En dépit de ces éléments satisfaisants, le résultat net de la banque se traduit par une perte de 369,8 millions de francs, car il a été nécessaire de constituer des provisions à hauteur de 459,1 millions de francs, dont les trois-quarts ressortissent aux activités immobilières.

En effet, la vulnérabilité déjà constatée l'an dernier de certains promoteurs ainsi que celle de nombre d'opérations immobilières initiées il y a plusieurs années par des sociétés du groupe s'est fortement accrue.

A cela s'ajoute, en dehors des provisions courantes, l'assainissement complémentaire de la filiale de Hongkong et l'effet de la réévaluation du dollar.

Le conseil d'administration a convoqué une assemblée générale pour autoriser une augmentation de capital de 370 millions de francs par incorporation des comptes courants constitués par l'Etat et le groupe Suez.

Au cours de cette réunion, il a été également indiqué que la structure financière de la banque avait été renforcée par l'octroi d'un prêt participatif de 120 millions de francs, destiné à être ultérieurement consolidé en capital. Ce prêt participatif d'actionnaire a été mis en place conformément aux termes du protocole intervenu entre l'Etat et le groupe Suez.

Les fonds propres ou assimilés étant ainsi portés de 261 millions de francs à 381 millions de francs, cet ensemble de mesures permettra à la banque de poursuivre son développement dans des conditions satisfaisantes.

BANQUE NATIONALE DE PARIS GUYANE

Le conseil d'administration a dressé le bilan de l'exercice 1984 ainsi que le compte de résultats qui seront soumis à l'approbation des actionnaires convoqués en Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1985.

Au 31 décembre 1984, le bilan totalise F 916638000 contre F 750070000 au 31 décembre 1983.

Le solde bénéficiaire de l'exercice 1984 ressort, après amortissements et provisions, à F 15 978 520 contre F 14 418 519.

A ce bénéfice net, s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent pour faire apparaître un total disponible de F 18 997 642.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de prélever la somme nécessaire pour porter l'ensemble des réserves à F 25500000 et de mettre en paiement, conformément aux recommandations officielles relatives à la limitation de la progression des dividendes distribués par les sociétés, un dividende de F 11,20 (contre F 10,70 en 1983), ce règlement assurant un revenu global de F 16,80, inclus l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 5,60.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de convoquer à Cayenne, le 18 mai 1985, les actionnaires en Assemblée générale extraordinaire en vue de modifier les statuts relatifs à la forme des actions de la Banque et de solliciter tous les pouvoirs pour augmenter le capital, par tous les moyens à sa convenance, jusqu'à un montant maximum de 50 millions de francs.



LES RÉSULTATS DU CRÉDIT LYONNAIS EN 1984

Le conseil d'administration, réuni le 11 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1984 qui a enregistré un renforcement des moyens d'action de la banque par l'émission de titres participatifs à concurrence de 2 milliards de francs. Le bénéfice net s'est établi à F 369 millions, en augmentation sur celui de 1983, qui avait été de F 359 millions.

La croissance du produit net bancaire courant a été de 10,5 % et celle du résultat d'exploitation correspondant de 12,1 % avant amortissements et provisions. Après intégration des profits exceptionnels, le produit net bancaire atteint F 19,5 milliards, tandis que le résultat avant amortissements et provisions s'inscrit à F 6 342 millions.

Les dotations aux provisions d'exploitation ont atteint F 4 890 millions ; pour la première fois depuis plusieurs années, celles concernant les créances individuelles sur la clientèle et les risques divers ont quelque peu diminué (– 12,9 %), alors que celles destinées à couvrir les risques pays ont été sensiblement renforcées (+ 38,1 %).

En France, le Crédit lyonnais a fait preuve d'une bonne activité. Les concours consentis à la clientèle n'ont certes augmenté que modérément en raison de la faiblesse de la demande, la croissance globale en capitaux moyens annuels étant de 6,9 %, ce qui représente une hausse de 6,3 % des crédits en francs et de 9,4 % des crédits en devises. Le volume des ressources de clientèle, en revanche, a progressé de 10,1 %, pourcentage qui couvre une croissance de 9,1 % pour les dépôts à vue, 15,6 % pour les ressources d'épargne et 7,1 % pour les capitaux collectés à terme. Le bénéfice net pour la France s'est établi à F 246 millions.

Pour leur part, les agences étrangères ont connu une activité satisfaisante, les emplois et les ressources de clientèle, exprimés en francs, progressant respectivement de 12,4 % et de 15,9 % en capitaux moyens annuels. Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions a augmenté de 9,5 % mais la dotation aux provisions s'étant accrue, le bénéfice net du réseau étranger a été de F 123 millions.

Ces comptes, qui seront soumis le mois prochain à l'approbation de l'assemblée annuelle, concernent le seul Crédit lyonnais. Les comptes consolidés du groupe feront l'objet d'une publication ultérieure.

MARCHÉS FINANCIERS

COMMENT INTRODUIRE SES ACTIONS SUR LES MARCHÉS ANGLO-SAXONS ?

Des banquiers et conseillers financiers français et américains ont donné à une cinquantaine de dirigeants français le mode d'emploi pour l'introduction des actions de sociétés françaises sur les marchés financiers américain et britannique.

Au cours de cette réunion, organisée par Ernst and Whinney, l'une des firmes d'expertise comptable les plus importantes du monde (présente dans soixante-dix pays), les différents intervenants ont détaillé les avantages et les inconvénients d'une inscription de titres sur les marchés anglo-saxons.

Ils ont rappelé que l'appel aux marchés internationaux doit s'inscrire à la fois dans une stratégie commerciale et financière. L'introduction des sociétés implique, de plus, une solide préparation d'environ deux ans et un engagement réel des dirigeants d'entreprises, ont-ils ajouté.

D'autre part, ils ont souligné que l'expansion massive des fonds internationaux de placement (caisses de retraites, par exemple) créait un besoin énorme de placements diversifiés nationaux et internationaux.

Les experts financiers ont précisé qu'en 1983 la capitalisation boursière des valeurs américaines représentait, avec 1 600 milliards de dollars, 53 % de la capitalisation boursière mondiale. Paris ne représentait que 1,4 % de cette capitalisation mondiale. Le volume des transactions aux États-Unis, toujours pour l'année 1983, s'est élevé à 765 milliards de dollars, soit trois fois celui réalisé à Tokyo, quinze fois celui de Londres et soixante fois celui de Paris. – *(AFP.)*

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984	4 avril	12 avril
Valeurs franç. à revenu variable	115,4	112,7
Valeurs industrielles	114,7	117,3
Valeurs étrangères	106,5	108
Pétroles-Énergie	108,5	110,2
Chimie	118,1	118,2
Métallurgie, mécanique	137,8	146,4
Électricité, électronique	124,2	127,2
Bâtiment et matériaux	121,6	123,9
Ind. de consommation non-alimentaire	111,7	116,5
Agro-alimentaire	103,4	105,7
Distribution	113,1	108
Transports, loisirs, services	113,9	115,9
Assurances	114,5	116,2
Crédit banque	123,9	126,1
Sicomi	108,4	110,5
Immobilier et foncier	118,3	120,4
Investissement et portefeuille	121,6	122,1
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,7
Emprunts d'État	102	102,3
Emprunts garantis et assimilés	102,5	103
Sociétés	101,9	102,2
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1802,5	1780,3
Valeurs étrangères	3385,4	3412,8
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	260,1	254
Valeurs étrangères	455,2	461
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,4	112,8
Emprunt d'État	112,3	112,6
Emprunts garantis et assimilés	112,3	112,8
Sociétés	113,2	113,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	215,7	220
Produits de base	191,7	191,4
Construction	145,5	148,7
Biens d'équipement	217,7	228,4
Biens de consom. durables	210,7	215,8
Biens de consom. non durables	285,2	298,5
Biens de consom. alimentaires	250	255,1
Services	182,4	188,9
Sociétés financières	282	282,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	201,3	201
Valeurs industrielles	212,8	217,8
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	191,9	190,2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AKZO. – Le groupe chimique néerlandais négocie actuellement avec l'entreprise américaine United Technologies le rachat éventuel de sa filiale « peinture », Inmont Corporation.

Le porte-parole d'Akzo n'a pas voulu préciser à quel stade se trouvaient les négociations et s'est contenté de dire : *« Inmont est à vendre et Akzo est intéressé par ce rachat. »*

Le chiffre d'affaires d'Inmont Corporation, qui emploie environ huit mille personnes, s'élève à 1,1 milliard de dollars. L'entreprise produit des encres d'impression, des résines et des peintures, surtout des vernis pour voitures. Elle fait partie de United Technologies auquel appartiennent notamment le fabricant de moteurs d'avion Pratt and Whitney et Sikorsky (hélicoptères).

ERIDANIA. – Ce groupe sucrier, un des premiers en Italie et actionnaire (40 %) de l'entreprise française Beghin-Say, a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 20,6 milliards de lires (103 millions de francs), lui permettant de distribuer un dividende de 430 lires par action.

En 1983, le bénéfice net avait été de 16,8 milliards de lires (84 millions de francs) et le dividende de 350 lires par action.

Le chiffre d'affaires de l'exercice écoulé atteint 701,5 milliards de lires (3,5 milliards de francs), en augmentation de 10,8 %.

Eridania a produit 5,8 millions de quintaux de sucre dans ses douze établissements, contre 5,5 millions de quintaux en 1983 (dans treize établissements). La production moyenne par sucrerie a atteint 483 529 quintaux (423 247 quintaux en 1983).

Eridania a, d'autre part, amélioré sa couverture des approvisionnements italiens, représentant 45,53 % du total de la production nationale, contre 44,23 % en 1983.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	11 avril	12 avril
Valeurs françaises	116,7	117,2
Valeurs étrangères	107,7	107,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	11 avril	12 avril
Indice général	218,2	220

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 15 avril .... 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12 avril	15 avril
1 dollar (en yens)	251	251,85

BOURSE DE PARIS – Comptant – 12 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27 80	1 595
5 %	45	0 973
3 % amort. 45-54	71	2 096
Emp. 7 % 1973	8475	..
Emp. 8,80 % 77	117 75	7 836
9,80 % 78/93	96 50	7 394
8,80 % 78/86	97 55	2 941
10,80 % 79/94	99 50	6 539
13,25 % 80/90	104 90	11 399
13,80 % 80/87	106 10	6 788
13,80 % 81/99	108 70	3 327
16,75 % 81/87	111 85	9 868
16,20 % 82/90	117 90	3 995
16 % juin 82	117 85	13 501
E.D.F. 7,8 % 61	....	3 312
E.D.F. 14,5 % 80-92	107 40	11 405
Ch. France 3 %	137 10	..
CNB Bques janv. 82	102 50	3 351
CNB Paribas	103 18	3 351
CNB Suez	103	3 351
CNI janv. 82	102 35	3 351

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	101	101 50
A.G.F. (St Cent.)	1400	1410
A.G.P. Vie	8515	8605
Agr. Inc. Madag.	78 50	....
Amrep	58	49 o
André Roudière	344	344
Applic. Hydraul.	345	350
Arbel	99 10	96 10
Artois	1238	1288 d
At. Ch. Loire	18 65	17 90 o
Ausedat-Rey	86 50	101 30 d
Avenir Publicité	1115	1117
Bain C. Monaco	330	319 80
Banania	515	500
Banque Hypoth. Eur.	295 50	297
B.G.I. (ex Sogepal)	285	288
Blanzy-Ouest	505	....
B.N.P. Intercontin.	156	162
Bénédictine	2815	2865
Bon-Marché	236	....
Calif	570	580
Cambodge	357	371 30
C.A.M.E.	105	106
Campenon Bern.	236	245 50 d
Caoutc. Padang	470	485
Carbone-Lorraine	271 60	....
Carnaud S.A.	735	720
Caves Roquefort	1398	1342 o
C.E.G.Frig.	327 10	350 40
C.E.M.	47	46
Centen. Blanzy	1020	1025
Centrest (Ny)	117	116 50
Cerabati	56 20	54
C.F.C.	280	285
C.F.F. Ferrailles	450	432
C.F.S.	695	....
C.G.V.	230 40	240
Chambon (M.)	480	490
Chambourcy (M.)	1050	1050
Champex (Ny)	144	140
Chim. Gde Paroisse	86 50	87
C.I. Maritime	545	555
Citram (B)	195	....
Clause	779	780
Cofradel (Ly)	638	632
Cogif	341	342
Comiphos	226 50	....
Comp. Lyon-Alem.	381	360
Concorde (La)	490	495
C.M.P.	15 90	15 80
Cosse S.A. (Li)	71 20	74 05
Crédit (C.F.B.)	330	326
Créd. Gén. Ind.	550	....
Cr. Universel (Cie)	615	605
Crédital	154 90	154 20
Darblay S.A.	438 80	454 30
Darty Act. d. p.	1152	1160
De Dietrich	485	480
Degremont	126 50	130
Delalande S.A.	957	955
Delmas-Vieilj. (Fin.)	858	870
Dév. Rég. P.d.C (Li)	190	194 50
Didot-Bottin	606	600
Dist. Indochine	1175	1160
Drag. Trav. Pub.	166 40	173
Duc-Lamothe	198	206
Eaux Bass. Vichy	1560	1560
Eaux Vittel	1160	1080
Ecco	4160	4250
Economats Centre	630	630
Electro-Banque	340	349 90
Electro-Financ.	611	616
Elf-Antargaz	360	364
E.L.M. Leblanc	334	334 90
Enafi-Bretagne	165	165
Entrepôts Paris	396	390
Epargne (B)	1190	1125

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	680	700
Eurocom	900	910
Europ. Accumul.	58	55 70
Eternit	807	884 d
Exxor	1695	1695
Ferm. Vichy (Ly)	173	179 d
Finalens	180	172 80
FIPP	115 30	....
Fnac	414	410
Focep (Chât. eau)	860	880
Foncière (Cie)	315	315
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	2297	2350
Foncina	302 80	302 80
Forges Strasbourg	280	285
Forinter	1180	1160
Fougerolle	61 40	64 d
France I.A.R.D.	177	184 d
France (La)	1556	1500
Frankel	242	232 30 o
Fromageries Bel	1190	1238
From. Paul Renard	714	715
GAN	2148	2155
Gaumont	560	565
Gaz et Eaux	1689	1627
Genty S.A.	472	490
Gér. Arm. Hold.	86 40	83
Gerland (Ly)	790	790
Gévelot	265	....
Gr. Fin. Constr.	286 20	286 20
Gds Moul. Corbeil	119 20	124
Gds Moul. Paris	440 50	440
Groupe Victoire	1400	1405
G. Transp. Ind.	188	187
Hutchinson	323	300 70 o
Hydro-Énergie	317	316
Hydroc. St-Denis	120	115 20 o
Immindo S.A.	302	300
Imminvest	238	222 o
Immobail	420	425
Immobanque	670	688
Immob. Marseille	4252	4422 d
Immofice	425	430
Industrielle Cie	1411	1467
Invest. (Sté Cent.)	1049	1008 o
Jaeger	223	....
Lafitte-Bail	411	416
Lambert Frères	62 10	62 10
Lampes	134 20	128 90
La Brosse-Dupont	240	230 40
Lille-Bonnières	406 50	406 50
Locabail Immob.	640	630
Loca-Expansion	300	298
Locafinancière	401	399
Locatel	324	314 50
Lordex (Ny)	134 50	134 80
Louis Vuitton	800	800
Louvre	960	960
Luchaire S.A.	469	450 50
Machines Bull	52	52 60
Magasins Uniprix	143	143
Magnant S.A.	72	....
Maritimes Part.	175	198
Marocaine Cie	48 80	57 10 d
Métal Déployé	401	410
M. H.	92 30	95
Mors	170	168
Navel Worms	181 50	188 70
Navig. (Nat. de)	82	85
Nicolas	420	436 80 d
Nobel Bozel	8 90	8 75
Nodet-Gougis	94 60	97 80
OPB Paribas	199 90	199 90
Optorg	188	187 50
Origny-Desvroise	190	190
Palais Nouveauté	518	512
Paris France	200	200
Paris-Orléans	161	150 50
Part. Fin. Gest. Im.	465	450 50
Pathé-Cinéma	217 90	226 60
Pathé-Marconi	137 50	143 d
Piles Wonder	630	620
Piper-Heidsieck	480	480
P.L.M.	212	214
Porcher	201	209
Prouvost ex-Lain.R.	184	185
Providence S.A.	650	650
Publicis	1880	1956
Raff. Souf. R.	210	210
Ressorts Indust.	122	131 d
Révillon	458	459 90
Ricqlès-Zan	145	149
Rochefortaise S.A.	158 90	165 30
Rochette-Cenpa	55 50	58 90
Rosario (Fin.)	254 90	255
Rougier et Fils	86 50	....
Rousselot S.A.	1301	1285
Sacer	55 10	....
Sacilor	34	26 30 o
SAFAA	197	219 50 d
Safic-Alcan	345	355
SAFT	515	500
Saunier-Duval	40 10	38 95
Saint-Raphaël	93 10	90 10
Salins du Midi	350	360
Santa-Fé	155	155
Satam	78	92 80 d
Savoisienne (M)	85	....
SCAC	210 10	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	425 10	425 10
S.E.P. (M)	190	....
Serv. Equip. Véh.	37 50	38 90
Sici	58 70	64 d
Scoral	351 40	355
Sintra-Alcatel	560	568
Sinvim	168	166
Soph (Plant. Hévéas)	295	....
SMAC Acieroïd	125 60	125
Sté Générale (c. inv.)	591	592
Sofal financière	535	545
Softo	270	275
Soficomi	670	670
S.O.F.I.P. (M)	93 10	....
Sofragi	860	857
Soudure Autog.	165 40	168
Souvabel	671	674
Speichim	140	....
S.P.I.	535	535
Spie Batignolles	224	215
Stemi	450	460
Taittinger	1238	1288
Testut-Aquitaine	551	551
Tour Eiffel	380	370
Ufiner S.M.D.	104	108
Ugimo	311	312
Ugine Gueugnon	42	43 70
Unibail	780	775
Unidel	148	142 o
U.A.P.	2704	2812
Union Brasseries	118	105
Un. Imm. France	375	375
Un. Ind. Crédit	560	557
Usinor	5 70	5 90
U.T.A.	680	680
Vicat	477 40	496 50
Virax	124 80	130 d
Waterman S.A.	377	375
Brass. du Maroc	156	....
Brass. Ouest-Afr.	31 50	31

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	335	....
Akzo	309 80	309 80
Alcan Alum	251	....
Algemene Bank	1102	1105
American Brands	685	680
Am. Petrofina	630	....
Arbed	280	....
Asturienne Mines	130	122
Banco Central	106	105 60
Banco Santander	79	79
Bco Pop Espanol	117	117
Banque Ottomane	950	....
B. Régl. Internat.	31400	32000
Barlow Rand	52 30	....
Blyvoor	84	....
Bowater	29 50	....
Br. Lambert	300 50	....
Caland Holdings	89 20	89 10
Canadian-Pacific	421 50	424 50
Commerzbank	575	....
Dart. and Kraft	915	910
De Beers (port.)	48 50	....
Dow Chemical	282 50	279
Dresdner Bank	635	640
Femmes d'Auj.	57	55 40
Finoutremer	250	250
Gén. Belgique	303 80	304 10
Gevaert	595	590
Glaxo	138 90	....
Goodyear	275	271 30
Grace and Co	402	....
Gulf Oil Canada	135	....
Hartebeest	58 50	59 50
Honeywell Inc.	587	570
Hoogovens	176	....
I. C. Industries	335	333
Int. Min. Chem	385	399
Johannesburg	900	880
Kubota	12 85	12 50
Latonia	240 10	238
Mannesmann	490	....
Marks-Spencer	16 30	17
Midland Bank Plc	42	42
Mineral-Ressourc.	83 50	83 30
Noranda	134 30	134 20
Olivetti	29 60	30
Pakhoed Holding	182 10	180
Pfizer Inc.	427	425
Pirelli	13	....
Procter Gamble	530	528
Ricoh Cy Ltd	35 10	....
Rolinco	185 50	186 10
Robeco	199 20	200 20
Rodamco	390 10	390 10
Shell fr. (port.)	88	....
S.K.F. Aktiebolag	219	218
Sperry Rand	490 20	488
Steel Cy of Can.	151	151
Stilfontein	92	92 90
Sud. Allumettes	235	....
Tenneco	429 10	....
Thorn EMI	47 10	51
Thyssen c. 1 000	300	....
Toray indust. inc	18 50	18 50
Vieille Montagne	806	840
Wagons-Lits	455	460
West Rand	52	55 80

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1750	1750
Catberson	371 50	372 50
C.D.M.E.	720	710
C. Equip. Elect.	299	295
C. Occid. Forestière	170 10	172
Defsa	253	256
Dauphin O.T.A.	1800	1825
Filipacchi	560	565
Guy Degrenne	730	733
Marlin Immobilier	338	337
Métallurg. Minière	284 50	282 60
M.M.B.	428	445
Navale-Delmas	458	460
Om. Gest. Fin.	314	310
Petit Boston	350	350
Petrofigaz	728	728
Pochet	1896	1935
Porco	320	319
S.C.G.P.M.	319	319
Sofibus	228	223
Sovac	860	875

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aleer	221	....
Bone	285	....
Cellulose du Pin	130	129
C.G.M.	10	....
Cochery	28	....
C. Sabl. Seine	110 50	....
Coparex	530	530
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	203	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	125	....
Rapolin	36	....
Rorento N.V.	121 40	122 70
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	166	173
Thann et Mulhouse	82 20	....
Total C.F.N.	35 20	....
Ufimex	380	360 20

SICAV 12/4

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	282 53	269 72
Actions-Investiss.	289 85	276 52
Actions sélectives	400 15	382
Aedificandi	422 48	403 33
A.G.F. 5000	310 20	296 13
Agfimo	471 26	448 89
A.G.F. Interfonds	381 17	363 89
Altefi	208 12	198 77
A.L.T.O.	178 28	170 18
Amérique Gestion	458 61	437 81
A.M.I.	238 40	227 58
Assoc. St-Honoré	12354 29	12292 83
Associc	22830	22830
Bourse-Investiss.	326 35	311 55
Bred Associations	2299 32	2292 44
Capital Plus	1427 06	1427 06
Columbia (ex W.I.)	736 42	703 03 ●
Convertimmo	302 13	290 51
Cortal court terme	10511 09	10511 09
Cortexa	956 93	913 54
Crédinter	386 49	368 96
Croiss. Immobil.	424 76	405 50
Démeter	12068 76	12068 76
Drouot-France	407 50	389 02
Drouot-Investiss.	781 83	746 38
Drouot-Sécurité	204 45	195 18
Drouot-Sélection	126 24	120 52
Energia	249 38	238 07
Epercic	56783 11	56688 77
Epar-court Sicav	6971 68	6954 29
Epargne Associations	25296 88	25221 22
Epargne-Capital	6376 04	6312 91
Epargne-Croiss.	1351 46	1290 17
Epargne-Industr.	489 87	467 66
Epargne-Inter	619 97	591 86
Epargne-Long-Terme	1205 90	1151 22
Epargne-Oblig.	177 99	169 92
Epargne-Unie	914 23	930 05
Epargne-Valeur	350 73	334 83
Eparoblig	1161 35	1159 03 ●
Eurosic	8439 59	8056 89
Euro-Croissance	419 21	400 20 ●
Europe Investiss.	1207 40	1152 65
Financière Plus	20865 05	20823 20
Foncier Investiss.	777 35	742 10
Foncival	178 24	170 16
France-Garantie	308 35	300 34
France-Investiss.	455 86	435 19
France-Net	113 56	111 01
France-Obligations	382 07	378 42
Francic	278 26	265 64
Fructidor	249 77	238 44
Fructifrance	491 80	469 31
Fructivar	68003 81	67834 02 ●
Fruct-Associations	1138 93	1134 68
Fructi-Première	11476 18	11306 58
Gestilion	60905 97	60754 08
Gestion Associations	117 07	114 21
Gestion Mobilière	601 17	573 91
Gest. Rendement	458 63	436 92
Gest. Sél. France	449 05	428 69
Haussmann-Epargne	1093 65	1093 65
Haussmann Oblig.	1385 40	1322 58
Horizon	844 53	819 93
I.M.S.I.	429 77	410 28
Indo-Suez Valeurs	623 36	595 09
Ind. françaises	12301 48	12060 27
Interoblig.	10144 30	9754 13
Intersélect France	322 21	307 60
Intervaleurs Indust.	444 90	424 73
Invest. net	12159 76	12135 49
Invest. Obligataire	14367 93	14339 25
Invest. Placements	858 58	819 65
Invest. St-Honoré	678 18	645 52

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Japacic	122 55	116 99 ●
Laffitte-ct-terme	124407 84	124407 84
Laffitte-Expansion	695 90	665 30
Laffitte-France	241 19	230 23
Laffitte-Japon	226 51	216 24
Laffitte-Oblig.	154 24	147 25
Laffitte-Placements	113356 38	113243 14
Laffitte-Rend.	201 86	192 71
Laffitte-Tokyo	995 34	950 21
Lion-Associations	11161	11161
Lion-Institutionnels	22139 15	22083 94
Lorplus	59008 85	58424 60
Livret portefeuille	481 73	467 70
Mondiale Investissem.	351 26	351 26
Monecic	57570 98	57570 98
Multi-Obligations	423 92	404 70
Mutuelle Unie Sél.	110 32	105 32
Natio.-Assoc.	6206 90	6194 51
Natio.-Epargne	13524 84	13390 93
Natio.-Inter.	939 50	896 90
Natio.-Obligations	454 21	433 61
Natio.-Placements	60959 95	60959 95
Natio.-Valeurs	536 97	512 62
Oblicoop Sicav	1152 25	1129 66
Oblifion	1125 57	1074 53
Oblisem	154 43	152 15
[illegible]-Gestion	112 81	107 69
Pacifique St-Honoré	413 42	394 67
Paneurope	[illegible]	585 64
Paribas Epargne	13141 05	13088 70
Paribas Gestion	525 17	501 36
Patrimoine-Retraite	1346 32	1319 92 ●
Phénix Placements	261 37	260 07
Pierre Investiss.	502 62	479 83
Placement ct-terme	62103 27	62103 27
P.M.E. St-Honoré	299 17	285 60
Province Investiss.	328 99	328 99
Rendem. St-Honoré	12483 04	12401 03
Revenus Trimestriels	5494 12	5412 93
Sécur. Mobilière	396 77	378 78
Sél. court terme	12555 56	12462 09
Sélec. Mobil. Div.	334 92	326 75
Sélection-Rendem.	187 41	182 84
Sélect. Val. Franç.	225 63	215 40
Sicav-Associations	1202 23	1199 83
S.F.I. fr. et étr.	467 73	446 52
Sicavimmo	573 02	547 04
Sicav 5000	239 71	228 84
Slivafrance	391 69	373 93
Slivam	325 11	310 37
Slivarente	212 11	202 49
Slivinter	335 04	319 85
S.I.-Est	1078 83	1029 91
S.I.G.	809 91	772 83
S.N.I.	1055 10	1007 28
Sofiinvest	443 12	423 03
Sogepargne	348 85	338 24
Sogevar	850 89	812 30
Sogister	1076 89	1028 15
Soleil Investiss.	431 54	411 97
Technocic	1111 14	1060 75
U.A.P. Investiss.	349 10	333 27
Uni-Associations	109 26	109 26
Unifrance	301 89	288 20
Unifoncier	887 04	846 82
Uni-Garantie	1227 98	1202 70
Unigestion	707 98	675 88
Uni-Japon	1096 06	1046 35
Uni-Régions	1863 25	1778 76
Univerte	1947 01	1882 99
Univar	151 69	151 69
Univers-Obligations	1137 92	1100 50
Valorem	408 24	387 92
Valorg	1267 31	1286 04 ●
Valrel	136486 96	136350 61

● : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1660	4,5 % 1973	1740	1731	1733	− 0 40
3970	C.N.E. 3 %	4140	4150	4148	+ 0 19
1488	Électricité T.P.	1473	1480	1482	+ 0 61
1038	Renault T.P.	1062	1065	1062	....
1650	Rhône-Poul. T.P.	1660	1660	1665	+ 0 30
1235	St-Gobain T.P.	1241	1241	1241	....
1237	Thomson T.P.	1236	1236	1236	+ 0 08
280	Accor	285	282	282	− 1 05
585	Agence Havas	595	650	650	+ 9 24
620	Air Liquide	645	642	642	− 0 46
775	Als. Superm.	775	780	780	+ 0 64
121	A.L.S.P.I.	160	159	159	− 0 62
270	Alsthom-Atl.	318 10	314	305	− 4 11
181	Applic. gaz	200	200	199 90	− 0 05
1010	Arjom. Prioux	1175	1155	1165	− 0 85
850	Aux. Entrepr.	960	970	975	+ 2 63
1170	Av. Dass.-Br.	1415	1500	1460	+ 3 18
285	Bail-Equipem.	358	355	354 90	− 0 86
685	Bail-Investiss.	710	715	716	+ 0 84
590	Cie Bancaire	650	660	653	+ 0 46
220	Bazar H.-V.	234	242	243	+ 3 84
300	Béghin-Say	288 50	285	289	+ 0 87
555	Bic	539	550	560	+ 3 89
340	B.I.S.	396	390	385	− 0 25
1200	Biscuit (Géné.)	1080	1091	1091	+ 1 01
1880	Bongrain S.A.	1900	1910	1920	+ 1 05
620	Bouygues	675	675	675	....
2350	B.S.N.	2485	2539	2539	+ 2 17
1950	Carrefour	2170	2270	2200	+ 1 38
670	Casino	920	911	915	− 0 54
830	Cedis	812	795	799	− 1 60
545	Cetelem	570	670	671	+ 0 17
845	C.F.A.O.	864	858	865	+ 0 11
136	C.F.D.E.	158	158	158	....
690	C.G.I.P.	768	769	770	+ 0 26
480	Chargeurs S.A.	508	525	525	+ 3 34
49	Chiers-Châtil.	61 30	61 95	61 50	+ 0 32
340	Ciments franç.	342	338	337 50	− 1 31
1260	C.I.T. Alcatel	1383	1371	1370	− 0 93
1170	Club Méditerr.	1184	1170	1169	− 1 26
144	Codetel	151 50	151 50	151 50	....
275	Cofimeg	295	294	294	− 0 33
210	Colas	282 40	285	285	+ 0 92
178	Compt. Entrepr.	188	181 50	182	− 3 19
420	Compt. Mod.	452	470	465	+ 2 87
775	Créd. Foncier	821	817	817	− 0 48
326	Crédit F. Imm.	321	324 50	323	+ 0 62
675	Crédit Nat.	678	682	686	+ 1 17
225	Crouzet	254 50	260	267 50	+ 5 10
2190	Damart-Servip	2350	2330	2330	− 0 85
1260	Darty	1331	1360	1346	+ 1 12
835	Docks France	918	922	920	+ 0 21
190	D.M.C.	223	225 50	229	+ 2 69
585	Dumez	644	648	646	+ 0 31
565	Eaux (Gén.)	637	648	645	+ 1 25
236	Elf-Aquitaine	246	246 20	246 20	+ 0 08
230	– (certific.)	238 50	239	238 60	....
1350	Epeda-B-Faure	1485	1470	1470	− 1 01
3040	Essilor	3020	3059	3050	+ 0 99

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
540	Esso S.A.F.	557	552	550	− 1 25
1230	Eurafrance	1320	1340	1335	+ 1 13
960	Euromarché	1029	1030	1030	+ 0 09
950	Europe n° 1	891	905	905	+ 1 57
1100	Facom	1275	1288	1282	+ 0 54
730	Fichet-Bauche	767	770	770	+ 0 39
200	Finextel	202 50	205	204 80	+ 1 13
395	Fives-Lille	402	388	391	− 2 73
55	Fonderie (Gén.)	56 20	57	57	+ 1 42
80	Fraissinet	82 50	80 10	80 10	− 2 90
300	Francarep	310	309 90	308	− 0 64
340	Gal. Lafayette	400	399 90	399 90	− 0 02
860	Gén. Géophys.	859	859	859	....
265	GTM-Entrepose	312	325	325	+ 4 16
300	Guyenne-Gasc.	298	301	305	+ 2 34
1860	Hachette	2050	2069	2069	+ 0 92
420	Hénin (La)	443	445	444	+ 0 22
101	Imétal	114	113 50	112 90	− 0 95
440	Imm. Plaine-M.	453	455	454 50	+ 0 33
1640	Inst. Mérieux	1790	1775	1775	− 0 83
495	Interbail	530	530	530	....
2250	Intertechnique	2570	2560	2560	− 0 38
230	J. Lefebvre	270	252	265	− 1 85
975	Lab. Bellon	1000	1009	1009	+ 0 90
455	Lafarge-Coppée	492 10	488	488	− 0 83
1080	Lebon	1130	1105	1105	− 2 21
2110	Legrand	2144	2179	2179	+ 1 63
850	Lesieur	840	845	835	− 0 59
340	Locafrance	399	398	398	− 0 25
750	Locindus	765	770	772	+ 0 91
750	Lyonn. Eaux	720	736	728	+ 1 11
240	Mais. Phénix	238	238	238	+ 0 94
1240	Majorette (Ly)	970	960	970	− 1 03
103	Manurhin	105 20	108	107	+ 1 71
205	Mar. Wendel	236	228	232	− 1 69
1730	Martell	1740	1750	1745	+ 0 28
1720	Merlin-Gerin	1890	1880	1880	− 0 52
1640	Matra	1825	1832	1832	+ 0 38
945	Michelin	989	970	970	− 1 82
2190	Midi (Cie)	2235	2248	2248	+ 0 62
225	Midland Bk S.A.	221	223	222	+ 0 46
98	M.M. Penarroya	99 50	97	99	− 0 50
1920	Moët-Hennessy	1926	1901	1910	− 0 83
500	Mot. Leroy-S.	569	570	570	+ 0 17
109	Moulinex	111 80	111 80	111 50	− 0 26
780	Mumm	778	800	796	+ 2 31
385	Navig. Mixtes	428	430	429	+ 0 23
80	Nord-Est	89 95	94	94 30	+ 4 83
430	Nordon (Ny)	489	455	455	− 6 95
147	Nouvelles Gal.	182	183	183	+ 0 81
730	Occident. (Gén.)	707	701	701	− 0 84
280	Olida-Caby	275	288	283	+ 2 90
1040	Omn. F. Paris	1165	1165	1165	....
235	Opfi-Paribas	243	240	241	− 0 82
2350	Oréal (L')	2570	2575	2590	+ 0 77
150	Papet. Gascogne	150	150	150	....
1010	Paris-Réescompt	1144	1150	1150	+ 0 52
380	Pechelbronn	408	400	403	− 1 22
810	Penhoet	831	820	820	− 1 32
690	Pernod-Ricard	718	729	730	+ 1 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
285	Pétroles (Fse)	282 50	283	283 80	+ 0 49
65	– (certific.)	65 50	65 90	65 90	+ 0 61
130	Pétroles B.P.	133 90	133 90	133 10	− 0 59
285	Peugeot S.A.	317	334	333	+ 5 04
80	Poclain	54 50	55 80	55 80	+ 2 38
525	Poliet	549	556	556	+ 1 27
170	Pompey	192	198	198 50	+ 3 38
495	P.M. Labinal	537	537	537	....
1900	Presses Cité	2054	2049	2049	− 0 24
1100	Précabail Sic.	1185	1171	1171	− 1 18
305	Primagaz	357	362	354	− 0 84
220	Printemps	240	244 80	240 60	+ 0 25
1360	Promodès	1424	1445	1445	+ 1 47
260	Radiotechn.	300	302	300	....
78	Raffin. (Fse)	100	101	101 50	+ 1 50
1280	Redoute (La)	1429	1429	1428	− 0 06
1650	Roussel-Uclaf	1700	1720	1720	+ 1 17
1400	Roussel-C.N.I.	1471	1430	1435	− 2 44
2220	Rue Impériale	2250	2225	2260	− 1 11
187	Sade	189	190	190	+ 0 52
1530	Sagem	1731	1749	1750	+ 1 09
760	Salvepar	759	760	760	+ 0 13
350	St-Louis B.	360	350	352	− 2 22
2370	Salomon	2366	2385	2380	+ 0 63
820	Sanofi	691	689	682	− 1 30
270	S.A.T.	302	305	305	+ 0 99
560	Saupiquet Cie	560	555	555	− 0 89
168	Schneider	176	177	174 50	− 0 85
84	S.C.O.A.	90 90	93	93 50	+ 2 86
127	S.C.R.E.G.	147	151	151 50	+ 3 06
415	Seb	432	434	435	+ 0 69
325	Sefimeg	365	364	364	− 0 27
1140	S.F.I.M.	1300	1391	1378	+ 6
68	S.G.E.-S.B.	72	71 60	71 50	− 0 69
620	Sign. Ent. El.	686	687	685	− 0 14
636	Silic	638	618	625	− 2 03
400	Simco-U.P.H.	419	420	420	+ 0 23
225	Simnor	234 60	230	230	− 1 96
1930	Skis Rossignol	1935	1936	1931	− 0 20
625	Siminco	640	645	645	+ 0 78
3010	Sodexho	2900	2905	2905	+ 0 17
510	Sogerap	486	495	495	+ 1 85
430	Sommer-Allib.	493	492	492	− 0 20
520	Source Perrier	506	507	506	+ 0 19
290	Synthelabo	288	289 90	289 90	+ 0 65
585	Talcs Luzenac	586	588	590	+ 0 68
2490	Tél. Élect.	2610	2600	2620	+ 0 38
530	Thomson-C.S.F.	575	580	583	+ 1 39
2180	T.R.T.	2330	2360	2369	+ 1 67
445	U.F.B.	446	447	447	+ 0 44
705	U.I.S.	720	725	725	+ 0 69
330	U.C.B.	352	360	362	+ 2 84
225	Valéo	230	231 50	231 60	+ 0 69
106	Vallourec	116 50	117 10	117 60	+ 1 73
2610	V. Clicquot-P.	2570	2520	2520	− 1 94
920	Viniprix	1095	1100	1100	+ 0 45
665	Elf-Gabon	1090	1040	1048	− 3 85
182	Amax Inc.	181	179 10	179 10	− 1 04
440	Amer. Express	421 50	418 50	419 50	− 0 47
225	Amer. Teleph.	212	213 50	213 50	+ 0 70

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
123	Anglo Amer. C.	133 80	138 80	138	+ 3 13
885	Amgold	925	930	930	+ 0 54
665	BASF (Akt)	659	653	653	− 0 91
695	Bayer	687	677	678	− 1 31
400	Buffelsfont.	429 90	440	440	+ 2 34
24	Charter	23 55	24 50	24 45	+ 3 82
525	Chase Manh.	526	523	523	− 0 57
370	Cie Pétr. Imp.	388	383 20	383 20	− 1 23
48	De Beers	54 10	55	54 80	+ 1 29
1430	Deutsche Bank	1452	1465	1465	+ 0 89
89	Dome Mines	94	94 90	93 80	− 0 21
285	Driefontein Cst	284	284	284 90	+ 0 31
535	Du Pont-Nem.	533	538	538	+ 0 93
715	Eastman Kodak	678	664	664	− 2 06
79	East Rand	86 90	87 90	88 50	− 0 45
355	Electrolux	356	346 80	346 80	− 2 58
315	Ericsson	322	321	321	− 0 31
510	Exxon Corp.	497	503	503	+ 1 20
435	Ford Motors	429	424 50	424 50	− 1 04
260	Free State	292	295	295	+ 1 02
127	Gencor	145	146 10	146 10	+ 0 75
315	Gén. Belgique	303 80	304 10	304 10	+ 0 09
645	Gén. Électr.	596	594	595	− 0 16
755	Gen. Motors	731	729	729	− 0 27
62	Goldfields	67 30	68 80	68 60	+ 1 93
35	Gd Metropolitain	35 50	36	35	− 1 40
154	Harmony	165	164 80	164	− 0 60
35	Hitachi	31 50	31 95	32	+ 1 58
685	Hoechst Akt.	667	671	671	+ 0 59
84	Imp. Chemical	88	91	91	+ 3 40
134	Inco. Limited	136 50	138 70	138 70	+ 1 61
1340	IBM	1252	1258	1259	+ 0 56

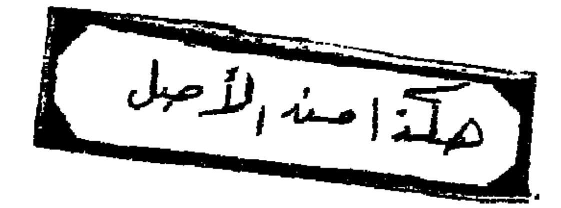
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
100	Ito-Yokado	104 80	106 80	107	+ 2 09
340	ITT	332	330 40	330 40	− 0 48
86	Matsushita	57 60	56 25	56 90	− 1 21
1050	Merck	1028	1017	1017	− 1 07
885	Minnesota M.	803	790	791	− 1 49
300	Mobil Corp.	293	290	290	− 1 02
24800	Nestlé	24430	24450	24440	+ 0 04
116	Norsk Hydro	121	121	121	....
1070	Petrofina	1080	1078	1077	− 0 27
950	Philip Morris	933	927	927	− 0 64
174	Philips	164	163 50	163 50	− 0 30
285	Pres. Brand	290	297 80	296	+ 2 06
290	Président Steyn	315	320	318	+ 0 95
340	Quilmès	350 10	360 10	353	+ 0 82
990	Randfontein	1150	1135	1135	− 1 30
560	Royal Dutch	564	572	571	+ 1 24
77	Rio Tinto Zinc	78	77 90	77 90	− 0 12
170	St Helena Co	175	179	178 50	+ 2
405	Schlumberger	386	371 70	375 c	− 2 84
87	Shell transp.	88 50	89	88 70	+ 0 22
1780	Siemens A.G.	1736	1746	1746	+ 0 57
187	Sony	171	171 90	171 90	+ 0 52
240	T.D.K.	215 80	218	218 10	+ 1 06
16 50	Toshiba Corp.	15 90	15 75	15 75	− 0 94
990	Unilever	977	990	990	+ 1 33
410	Unit. Techn.	390 80	389	391	+ 0 05
960	Vaal Reefs	1008	1008	1000	− 0 89
400	West Deep	475	470	468	− 1 47
325	West Hold.	349	355	353	+ 1 14
445	Xerox Corp.	441	446	446	+ 1 13
2 07	Zambia Corp.	2 18	2 17	2 17	+ 0 46

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	9 462	9 367	9	9 800
ECU	6 821	6 833	....	....
Allemagne (100 DM)	305 240	305 320	294	314
Belgique (100 F)	15 165	15 170	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	270 170	270 020	260	280
Danemark (100 krd)	85 170	85 370	80	88
Norvège (100 k)	105 720	105 780	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 678	11 735	11 300	12
Grèce (100 drachmes)	7 020	7 030	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 785	4 781	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	361 750	363 100	3 525	3 705
Suède (100 krs)	105 200	104 700	102	109
Autriche (100 sch)	43 520	43 410	42 600	44 800
Espagne (100 pes.)	5 465	5 470	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 425	5 410	5	6 200
Canada ($ can 1)	6 901	6 855	6 600	6 950
Japon (100 yens)	3 739	3 722	3 600	3 750

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/4
Or fin (kilo en barre)	100100	99900
Or fin (en lingot)	99400	99500
Pièce française (20 fr)	591	583
Pièce française (10 fr)	406	.....
Pièce suisse (20 fr)	600	581
Pièce latine (20 fr)	577	571
Souverain	720	717
Pièce de 20 dollars	4025	4025
Pièce de 10 dollars	2060	2060
Pièce de 5 dollars	1525	.....
Pièce de 50 pesos	3750	3740
Pièce de 10 florins	599	583



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
lundi 15 avril, 18 h 45
Terrorisme : la piste libanaise
LAURENT GREILSAMER et EDWY PLENEL
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par CHRISTIAN VILLAIN

Le numéro du « Monde » daté 14-15 avril 1985 a été tiré à 406 138 exemplaires

A B C D E F G

L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT NEVES

« Nous espérons désormais un miracle »

déclarent ses médecins

De notre correspondant

Sao-Paulo. – M. Tancredo Neves est dans un état désespéré. Les médecins qui le soignent se sont déclarés dimanche impuissants à le sauver. Tous leurs efforts sont vains. *« Nous espérons désormais un miracle, plus qu'un succès thérapeutique »*, disent-ils, et c'est la formule que le porte-parole de la présidence a utilisée pour résumer la situation en fin de soirée.

Les poumons n'arrivent plus à transformer à un taux suffisant l'oxygène qu'ils reçoivent par respiration artificielle. Les reins étant bloqués, leur fonction est assurée par des appareils qui purifient le sang. La température, la pression artérielle, les rythmes cardiaque et respiratoire sont maintenus « sous contrôle » par des médicaments. A deux reprises, dimanche, M. Neves a frôlé la mort, d'abord à la suite d'une crise de bactérémie, ensuite en raison d'une grave insuffisance respiratoire.

« Son décès n'est plus qu'une question d'heures », disait-on en fin de journée, dans certaines salles de rédaction. Mais le porte-parole de la présidence, M. Antonio Brito, a indiqué dans la nuit que les médecins ne faisaient encore aucun pronostic.

A l'approche du dénouement, la ferveur s'est intensifiée devant l'Institut du cœur de Sao-Paulo, où M. Tancredo Neves vit sa longue agonie, sans souffrir vraiment d'ailleurs – depuis vendredi, il n'a pratiquement pas cessé de dormir, sous l'effet des sédatifs qui lui ont été administrés.

Une fois de plus, toutes les religions se sont donné rendez-vous pendant le week-end. Un homme est arrivé avec une croix qu'il porte à bout de bras en faisant les cent pas. *« Cette croix ne sortira pas d'ici tant que Tancredo ne sera pas guéri »*, a-t-il écrit sur une pancarte. Un autre personnage, habillé en blanc, avec une chasuble de la même couleur, vient brûler des bougies au pied des murs de l'hôpital et a déployé cette banderole : *« Dona Risoleta* (la femme du président), *Tancredo veut vivre. Venez dans un centre spirite ! »* Il y a là, aussi, allongé par terre, avec ses statuettes destinées à conjurer le sort, un adepte de l'umbanda, le rite afro-brésilien. Et, partout, des affichettes posées sur les murs ou contre les arbres, comme autant d'ex-votos rédigés en lettres d'imprimerie : *« Merci, Tout-Puissant, de bien vouloir sauver Tancredo, votre enfant ! »*, ou bien, *« Tancredo, ton sourire est notre sourire. »*

CHARLES VANHECKE.

A Sri-Lanka

HUIT SÉPARATISTES TAMOULS TUÉS DANS L'EST

Colombo *(Reuter)*. – Un couvre-feu nocturne a été décrété à Akkaraipattu, dans l'est de Sri-Lanka, à la suite d'affrontements entre Tamouls et musulmans, ainsi que d'opérations de maquisards contre les forces de sécurité.

On indiquait, dimanche 14 avril, de source officielle, que la situation était tendue dans cette capitale provinciale dont les rues étaient pratiquement désertes.

La police a déclaré que huit séparatistes tamouls ont été tués dimanche lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre à Akkaraipattu même, localité à majorité musulmane. Des affrontements entre les deux communautés ont fait cinq morts, et une cinquantaine de maisons ont été incendiées. Ces incidents ont eu lieu cinq jours après l'assassinat par des indépendantistes tamouls de trois musulmans.

CINQUIÈME IMPLANTATION D'UN CŒUR ARTIFICIEL

Opéré par le docteur William De Vries, à l'hôpital Humana Aubudon de Louisville (Kentucky), M. Jack Burcham, un ancien cheminot américain de soixante-deux ans, est devenu, dimanche 14 avril, le cinquième homme au monde à recevoir un cœur artificiel. Selon un porte-parole de l'hôpital, l'intervention, qui a duré plus de six heures, *« a été couronnée de succès et, toutes proportions gardées, s'est déroulée en douceur »*. Le patient, le plus âgé à recevoir un cœur Jarvik-7, était, selon les médecins, condamné à court terme depuis l'attaque cardiaque dont il avait été victime en octobre dernier.

Ambassadeur d'URSS à Washington

M. DOBRYNINE INDIQUE QUE DES OBSERVATEURS ÉTRANGERS POURRAIENT VISITER LES INSTALLATIONS RADAR DE KRASNOIARSK

M. Dobrynine, ambassadeur d'Union soviétique à Washington, a déclaré samedi 13 avril à Atlanta (Georgie), à l'occasion d'une conférence organisée par l'ancien président Carter, que Moscou ne s'opposerait pas à ce que des observateurs étrangers puissent visiter les installations radar de Krasnoïarsk, en Sibérie, lorsqu'elles seront achevées, d'ici deux ans environ. Selon le gouvernement américain, ces installations constituent une violation du traité ABM sur les armes antibalistiques, notamment parce qu'elles ne se trouvent pas à proximité de la frontière, contrairement aux dispositions de l'accord conclu avec l'URSS. M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a aussitôt indiqué que Washington *« accueillerait favorablement »* une telle proposition et ne manquerait pas d'envoyer un observateur.

M. Dobrynine a, en outre, indiqué que l'Union soviétique n'exigeait pas, dans les négociations de Genève avec les Etats-Unis, des accords simultanés sur les différents types d'armements. Mais, a-t-il ajouté, elle n'est pas *« prête à accepter une réduction importante de ses armes offensives »*, tant que les Etats-Unis refuseront d'inclure dans la négociation leurs projets de défense spatiale.

A Moscou, la *Pravda* a mentionné dimanche, pour la première fois depuis longtemps, la possibilité de sommets réguliers entre l'URSS et les Etats-Unis. – *(AFP, AP)*.

Sur le vif

Wimp

Savez ce que c'est qu'un wimp naturellement. Non ? Décidément, faut tout vous expliquer. Wimp c'est un néologisme américain. Ça vient de woman (femme) et de limp (mou) et ça désigne un homme fin, sensible, doux, gentil, prévenant. Un homme totalement acquis à la cause du Woman's lib. Un homme qui nettoie la baignoire, donne le biberon et sort la poubelle sans qu'on ait besoin de le lui demander. Un homme qui chiale au cinéma. Un homme qui porte sa féminité en bandoulière. Bref, un homme comme on n'en fait pas. Peu, en tout cas. C'est vrai, c'est plutôt rare, même aux Etats-Unis.

En bonne logique, ça devrait être sans prix. Détrompez-vous, le wimp, ça ne vaut pas un clou. C'est dénigré, méprisé, insulté absolument partout. Y compris dans les médias. Y compris par les nanas. Insensé, non ? Elles ont gueulé pendant des années contre ces cochons de machos. Elles n'avaient pas de mots assez durs, assez forts pour vilipender ces « male chauvinistic pigs », à peine sortis du paléolithique, qui leur pompaient l'air avec leur virilité en sautoir.

Et maintenant qu'ils s'écrasent devant elles – non, non, on n'est pas supérieurs, on est tout pareils –, elles leur marchent dessus, elles les piétinent d'un escarpin vengeur. Ça les a complètement déboussolés, les pauvres. Ils sont obligés de se faire soigner. Non, non, je ne blague pas. En Californie il y a des cliniques pour ça. Pour les aider à retrouver sous les décombres de l'acquis leur inné masculin singulier.

C'est avec la course à la Maison Blanche que s'est ouverte, sur les talons de Reagan, la chasse au wimp. Les candidats jouaient les gros bras : essaye un peu de te mesurer à moi, espèce de mauviette, de demi-portion, de nénette. La grande figure historique, aujourd'hui, ça n'est plus Kennedy, c'est Johnson avec ses grossièretés et ses manières de charretier.

Voyons, calculons. D'après vous, il faut combien de temps avant que la France soit touchée par ce retour de balancier ? Moi, je dirais... deux, trois ans. Oui, c'est ça : 1988. Alors là, dites donc, ça risque de bouleverser tous les pronostics. Fabius et Giscard, éliminés : trop polis, trop bien élevés. Rocard, ouais, peut-être, à condition de forcer sur son côté roquet. Barre ? Ça m'étonnerait. Je l'ai rencontré avec sa femme. Il est aux petits soins. Chirac, ça évidemment... ! Si ces imbéciles de conseillers en marketing ne réussissent pas à le changer en wimp d'ici là.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

LIMOUSIN : M. Longequeue (PS) est réélu président

M. Louis Longequeue, sénateur (PS) de la Haute-Vienne, maire de Limoges, seul candidat à la présidence du conseil régional du Limousin, a été réélu à ce poste, le samedi 13 avril, avec vingt-trois voix (seize PS, sept PC) ; sept conseillers de l'opposition se sont abstenus, le huitième, M. Jacques Chirac, député (RPR, de la Corrèze, n'assistant jamais aux travaux du conseil régional. Sept vice-présidents ont été élus (quatre socialistes et trois communistes), ainsi que quatre secrétaires (deux socialistes, un communiste et un membre de l'opposition). – *(Corresp.)*

CHAMPAGNE-ARDENNE : l'élection du bureau est contestée

Après la réélection de M. Bernard Stasi (UDF-CDS) à la présidence du conseil régional de Champagne-Ardenne (*le Monde* daté 14-15 avril), l'élection du nouveau bureau du conseil est contestée par M. Georges Colin, député (PS) de la Marne, qui a saisi le préfet de région en vue de déposer un recours en annulation auprès du tribunal administratif.

M. Colin estime que la modification du nombre des secrétaires et des membres du bureau ne s'est pas faite dans les règles, car l'assemblée, lorsqu'elle l'a adoptée, le 12 avril, n'aurait pas dû, selon lui, être présidée par le doyen d'âge. La gauche, qui compte sept élus socialistes et deux élus communistes sur quarante-quatre conseillers au total, n'a obtenu aucun poste au bureau, ni aucune présidence de commission. La modification du bureau a permis un rééquilibrage entre les deux grandes familles de la majorité régionale, notamment par la création, au côté de M. Paul Granet (UDF), d'un second poste de premier vice-président, attribué à M. Bruno Bourg-Broc, député (RPR) de la Marne. – *(Corresp.)*

NOUVELLES BRÈVES

● *Baisse des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Fabius, selon l'IFOP.* – Le baromètre mensuel IFOP-*Journal du Dimanche* d'avril enregistre une baisse des cotes de popularité du président de la République et du premier ministre. D'après ce sondage, réalisé du 2 au 10 avril, auprès d'un échantillon représentatif de 1 700 personnes, M. Mitterrand satisfait 33 % des Français (35 % le mois dernier) et en mécontente 50 % (46 % précédemment). M. Fabius, pour sa part, satisfait 41 % des Français (40 % en mars) et en mécontente 31 % (au lieu de 28 %).

● *En Birmanie, exécution d'un militaire Nord-Coréen.* – En Birmanie, un commandant de l'armée nord-coréenne, condamné à mort pour avoir participé à l'attentat à la bombe du 9 octobre 1983 contre le gouvernement sud-coréen, a été exécuté jeudi dernier. Cette information a été transmise, lundi 15 avril, aux autorités sud-coréennes par cinq officiers de police birmans actuellement en visite à Séoul. Le supplicié était le commandant Zin Mo, âgé de trente-cinq ans. Un autre officier nord-coréen, également condamné à mort, a été gracié par les autorités birmanes. L'attentat d'octobre 1983 visait le président Chun, arrivé trois minutes plus tard sur le lieu de l'explosion. – *(AFP.)*

● *Le pape demande aux sénateurs américains de s'opposer à l'avortement.* – Déclarant que les Etats-Unis ont une *« mission particulière dans le monde »*, Jean-Paul II a demandé, le 13 avril, à une délégation de sénateurs américains en visite à Rome de s'opposer à l'avortement. *« Vous êtes dans la position idéale pour apporter une contribution monumentale à la défense de la vie, la protection de la liberté et l'accession au véritable bonheur humain pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, dont des millions ne sont pas encore nés »*, a déclaré le pape. La délégation lui a remis une lettre personnelle de M. Reagan, portant sur la situation en Amérique centrale et les négociations sur le contrôle des armements à Genève. – *(AFP.)*

● *Règlement de comptes dans les Bouches-du-Rhône : deux morts.* – Lucien Sperle, considéré comme l'un des proches de Gaëtan Zampa, le truand marseillais mort le 16 août 1984, a été assassiné ainsi qu'un autre homme, Noël Bocca, vingt-quatre ans, pendant la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril, près de Marignane (Bouches-du-Rhône).

Lucien Sperle, qui était âgé d'une cinquantaine d'années, circulait en voiture entre Gignac-la-Nerthe, où il tenait une boîte de nuit, Futuria et Marignane, quand il a été tué avec son passager.

Depuis environ six mois, vingt-cinq personnes ont péri lors de règlements de comptes dans la région de Marseille.

Dans la région d'Arles

LE MEURTRE D'UNE JEUNE AUSTRALIENNE

Une jeune femme découverte assassinée le 1er avril dans la région d'Arles a été identifiée : il s'agit d'une jeune Australienne, Merry O'Brien, vingt-trois ans, en vacances dans le Midi de la France.

Ses meurtriers présumés, Ahmed Faddouli, trente et un ans, et Mohamed Rami, vingt-neuf ans, de nationalité marocaine, et Mohamed Balaine, un Algérien âgé de trente-trois ans, avaient été arrêtés une semaine environ après que le corps, dévêtu, eut été trouvé par un promeneur, dans les bois entre Fontvieille et Les Baux. Violée d'abord, Merry O'Brien avait été ensuite lardée de coups de couteau et frappée à la tête, à l'aide de pierres, avant d'être égorgée.